

# Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION  
BOURSE

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE - N° 13794 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

SAMEDI 3 JUIN 1989

## Intérim au Japon

La crise politique s'éternise dans les deux plus grands pays asiatiques. Tandis qu'en Chine le pouvoir ne parvient toujours pas à se faire obéir de ses étudiants, au Japon, la nomination d'un nouveau premier ministre n'est, de toute évidence, qu'un épisode de plus dans la longue saga du scandale Recruit-Cosmos, qui secoue l'archipel depuis plus d'un an. Les apparences, certes, sont sauves à Tokyo où M. Sosuke Uno a officiellement remplacé, ce vendredi 2 juin, M. Takeshita, dont il était le ministre des affaires étrangères.

Mais M. Uno a été surtout choisi en raison de sa transparence et du fait qu'il ne dispose pas d'une clientèle particulière dans le Parti libéral-démocrate, au pouvoir depuis plus de trente ans. Il est à la fois membre d'un clan en disgrâce - celui de M. Nakasone - et proche de M. Takeshita. Contraint de démissionner en raison de son implication dans le scandale Recruit, officiellement clos par la justice mais présent dans toutes les mémoires, M. Takeshita a fini par trouver pour lui succéder un homme de transition, un premier ministre cache-misère chargé de faire illusion pendant quelques mois.

Ce sera donc M. Uno qui, à la tête d'un cabinet imposé par ses mentors, partira à la bataille des élections sénatoriales du 23 juillet, qui risquent d'être désastreuses pour la majorité. Même si l'opposition, divisée, compromise également dans les scandales, a fait preuve auprès d'une opinion désabusée de son impuissance à proposer une solution de rechange.

Ce sera aussi M. Uno qui représentera Tokyo au sommet des pays industrialisés de Paris, en juillet. L'absence du Japon pour cause de crise politique aurait été du plus mauvais effet. M. Uno y défendra les intérêts d'un pays dont la puissance économique est bien mal relayée sur le plan politique. La face sera donc sauve.

Mais après ? En choisissant M. Uno, les cadres du Parti libéral-démocrate ont fourni une preuve éclatante de leur refus de nettoyer les écuries d'Augias de la vie politique, de tirer un trait sur des pratiques qui ont achevé de déconsidérer les chefs de clan, compromis dans les affaires. Seuls les jeunes politiciens, trop peu influents pour avoir été approchés par Recruit, échappent encore à l'opprobre. M. Ito, soixante-quinze ans, présenté avant M. Uno, n'avait pas fait l'affaire : n'avait-il pas eu l'audace d'exiger de pouvoir former lui-même son gouvernement avec des hommes encore propres ?

Le Japon va donc passer l'été avec un gouvernement intérimaire, une sorte de cabinet Takeshita-bis, ce dernier continuant de tirer les ficelles jusqu'en octobre, en attendant, comme l'annonce déjà la presse japonaise, qu'il s'autodésigne pour un nouveau mandat. Si les choses se calment, si l'opinion continue de se désintéresser de ce poker menteur, M. Takeshita aura en effet toutes les chances de revenir aux affaires, par le seul fait que le cliqué qu'il dirige est la plus puissante du Parti libéral-démocrate. En attendant, la société Japon - la « Japan Inc. » - aura montré qu'elle fonctionnait aussi bien sans gouvernement.

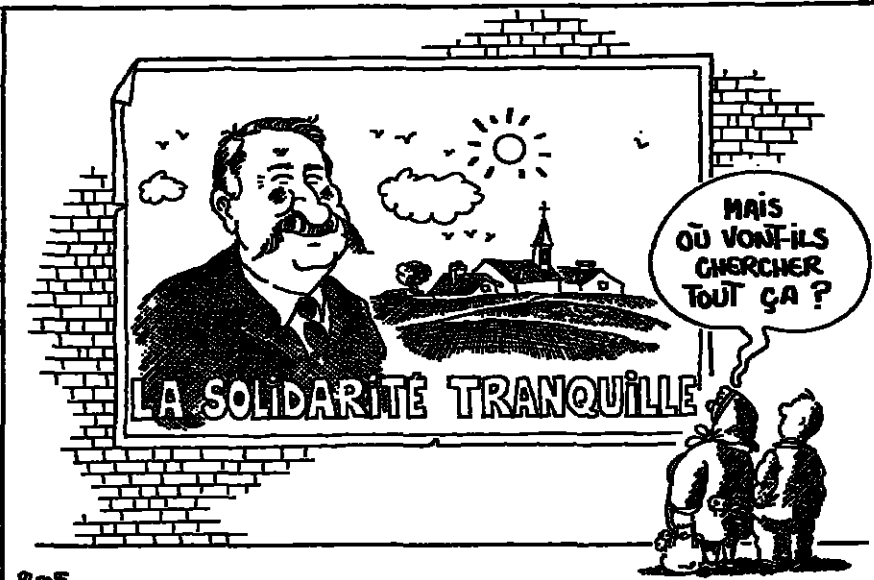
(Lire nos informations page 5)



## La libéralisation dans les pays de l'Est

### Pologne : première consultation partiellement démocratique

La campagne s'achève, en Pologne, pour les élections à la Diète et au Sénat, qui doivent avoir lieu dimanche 4 juin. Si le pouvoir s'est réservé les deux tiers des sièges dans la première Chambre, le choix des électeurs est, en revanche, entièrement libre pour la seconde. C'est la première fois depuis l'instauration du régime communiste qu'une consultation au moins partiellement démocratique se déroule dans le pays, et les candidats de Solidarité se sentent portés par la dynamique électorale. Les résultats ne devraient pas être connus avant la soirée de lundi.



Lire l'article de notre envoyée spéciale SYLVIE KAUFFMANN page 3 et nos informations page 33

### URSS : commission d'enquête sur le pacte avec Hitler

Aucun sujet ne paraît désormais interdit lors des débats du Congrès des députés soviétiques. Après les sévères critiques dirigées, la veille, contre le KGB, c'est le sort réservé aux pays baltes par le pacte conclu avec Hitler en 1939 qui a été évoqué jeudi 1<sup>er</sup> juin à la tribune. Le Congrès a décidé la création d'une commission parlementaire chargée de faire la lumière sur cet épisode de l'histoire, jusqu'à présent occulté par les historiens officiels. De nouvelles attaques ont, d'autre part, été lancées contre le chef de file des conservateurs, M. Ligatchev.

MOSCOU  
de notre correspondant

C'est un psychodrame à l'échelle d'un empire, une thérapie de groupe télévisuelle - dans laquelle chacun des fractions politiques nationales et même sociales du Congrès exprime une partie de la population - qui fait jaillir soixante-dix ans de refoulement, d'horreur et de douleur et sort les cadavres des placards.

Il y a une semaine que cela dure. Cela va durer encore longtemps, et non seulement le pays n'est plus dirigé, puisque tous ses dirigeants sont d'un côté ou de l'autre de l'écran, mais le pays ne travaille plus qu'au ralenti. L'URSS est chez son psychanalyste, et jusque dans les autobus, où le silence se fait dès qu'un passager sort son transistor, le débailage est permanent. Alors, il y a, bien sûr, le frisson des grands moments, particulièrement nombreux jeudi 1<sup>er</sup> juin, avec la création d'une commission parlementaire sur le pacte

Molotov-Ribbentrop ou la mise en cause à deux reprises de M. Ligatchev, le chef de file des conservateurs au bureau politique.

Là se refait l'histoire de ce pays, mais, à bien y regarder, peut-être les petits moments, ces instants de vérité nue sont-ils plus frappants encore. Jeudi donc, journée internationale de l'enfance, deux cents députés travaillant pour l'éducation nationale ont demandé que la parole soit donnée au très réformateur recteur de l'Académie d'aéronautique de Moscou, Boris Mitin. « Dans l'état où est notre éducation, a-t-il dit sans passion, elle ne peut répondre aux objectifs à long terme de la perestroïka. » C'était peu dire avec des enseignants qui ne touchent même pas les 220 roubles du salaire moyen, un budget de l'éducation qui en est resté à son niveau de 1956 (5,6 % du budget national) et deux tiers des écoles rurales « dépourvues du confort le plus élémentaire ».

BERNARD GUETTA

(Lire la suite page 3.)

## Le débat sur la loi Joxe

### Les immigrés, otages des urnes

M. François Mitterrand, en visite en Savoie, a défendu, jeudi 1<sup>er</sup> juin, le projet de loi sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France, dont la discussion était toujours marquée, vendredi, à l'Assemblée nationale, par l'obstruction du RPR et de l'UDF.

par Robert Solé

C'est devenu une habitude, presque un rite : à la veille de chaque campagne électorale, le

débat sur l'immigration ressurgit, avec ses ténors, ses slogans et ses torrents d'indignation. Les étrangers se retrouvent au centre d'un vote auquel il leur est évidemment interdit de participer. Les urnes dépouillées, ils n'intéressent plus grand monde, à part des Français qui cohabitent avec eux dans les quartiers malades, où sont souvent réunis tous les ingrédients de la peur, du racisme et du désespoir.

L'Assemblée nationale est, depuis quelques jours, le théâtre d'un débat biaisé, qui tourne à la mascarade. Une montagne

d'amendements ont été déposés par le RPR, et des interruptions permanentes empêchent une discussion sérieuse. Mais les socialistes portent une grande part de responsabilité dans cette affaire : était-il vraiment nécessaire de soumettre au Parlement un texte aussi délicat, aussi explosif que la « loi Joxe » trois semaines avant les élections européennes ?

Sans doute n'y avait-il pas de meilleur moyen d'obliger la droite à monter au créneau et à affirmer ses divisions. Tactiquement, la manœuvre était parfaite.

(Lire la suite page 8.)

## Dassault et l'Irak

Le gouvernement contrarie les projets de la firme aéronautique  
PAGE 29

## L'offensive commerciale américaine

Un entretien avec M<sup>me</sup> Carla Hills, représentante de M. Bush pour le commerce international  
PAGE 28

## Le Monde

### SANS VISA

Sierra-Leone, en Afrique à la PAGE 17 à 20

Concours « Voyages en littérature » : questions page 14  
Le sommaire complet se trouve page 33

## Portrait d'une ville sicilienne sous contrôle

### Nuit tranquille à « Mafiaville »...

La Mafia détient « le contrôle absolu de la Sicile », déclarait récemment le haut-commissaire italien pour la lutte anti-Mafia. Gela, dans l'extrême Sud sicilien, en est l'illustration.

GELA  
de notre envoyé spécial

Tous girophares éteints, la meute des Alfa-Romeo filait plein pot dans la nuit moite et déserte. Derrière le pare-brise du véhicule de tête, à la place du mort, Alessandro observait avec une moue de dégoût les innombrables Mères des bas-fonds de cette cité sans forme et sans âme.

Il n'aimait pas cette ville. Personne au monde ne peut aimer une cité aussi laide et crasseuse, plantée comme elle est, entre mer et plaine, sous un ciel constamment alourdi de vapeurs pétrolières. Ce masudit ou noir exploité au large était la cause de tout. Sans lui, pensait Alessandro, Gela serait resté un bon gros bourg agricole avec ses champs de coton

alentour. Et moi je serais peut-être dans mon village de pierres blanches, perdu là-haut dans le centre de l'île, parmi les oliviers, les figues de Barbarie et les coquelicots. Alessandro rêvait.

Domenico, le chauffeur, rompit le silence. « Nous y serons dans une minute. Tu iras planquer derrière l'immeuble au cas où les salopards tenteraient une sortie. » Alessandro avait brusquement cessé de jouer avec le cran de sécurité du pistolet-mitrailleur Beretta posé sur ses genoux. Il opina du chef. « Vous, la presse, rappelez le pilote, vous subirez à quelques mètres, OK ? » Hochements de tête un peu crispés sur la banquette arrière.

Pour la première fois depuis six mois, la maréechaussée de « Mafiaville », comme ils disent, s'offrait un vrai rodéo nocturne. Comme à Brooklyn. Objectifs : perquisitions, interrogatoires, menottes. Bref, il s'agissait, avec la bénédiction des juges, de secouer un bon coup ce cancre mafieux cramponné à la ville comme une sangsue assoiffée sur un corps décharné.

Détournements de fonds publics, extorsions, intimidations, chantage, trafic de poudre, racket, assassinats, etc. Cela sonne banal et répétitif comme un chapelet sicilien, mais la grande truanderie de Gela est à la hauteur de ses cousines de Palerme et d'Aiello. « Pas une olive ne change de main dans cette région sans que quelqu'un ait prélevé sa dîme dessus », nous avait prévenu Carmelo Casabona, le grand patron de la squadra mobile.

L'héroïne raffinée, achetée en gros aux seigneurs de Palerme, fournisseurs du marché américain, est disséminée en Italie du Nord, à partir, notamment, de Gela et de son réseau mafieux. Jusque-là, pas de problème. Chaque clan faisait ses petites et grosses affaires sans se mêler de celles des autres. « Pour entrer chez les « sbirri » (flics), se souvient avec tendresse un vieux carabinieri du coin, il fallait quasiment demander le feu vert du padrino local. »

PATRICE CLAUDE

(Lire la suite page 4.)

Félicien  
MARCEAU



### Un oiseau dans le ciel

roman

« Les passions partagées » il y a deux ans, ont réjoui les amateurs de romanesque échoué. « Un oiseau dans le ciel » prolonge le bonheur du précédent. Bertrand Poirot-Delpech / Le Monde

« Une formidable leçon de vie, de style, d'humour et de générosité »

Bernard de Saint-Vincent / Le Quotidien

« Un irrésistible conteur »

Frédéric Vitoux / Le Nouvel Observateur

GALLIMARD *noir*

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 6 dh ; Tunisie, 800 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$ ; Danemark, 7,20 F ; Espagne, 425 F CFA ; Grèce, 11 fr. ; Hongrie, 160 pes. ; Inde, 80 p. ; Israël, 100 sh. ; Italie, 1 800 L. ; Liban, 4 000 L. ; Luxembourg, 30 fr. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Suède, 335 F CFA ; Suisse, 12,80 fr. ; Thaïlande, 1,00 baht ; USA, 1,80 \$ ; USA (autres), 2 \$.

مكتبة من الأصول



# Débats

L'AFFAIRE TOUVIER

## Une dette immense à l'égard de l'Eglise

par SERGE KLARSFELD (\*)

A l'heure où l'on s'indigne et où l'on s'interroge à juste titre sur le rôle protecteur joué par plusieurs établissements religieux en faveur de l'ancien milicien Touvier, poursuivi pour crimes contre l'humanité, il faut rappeler la dette immense, et parfois méconnue, de la communauté juive à l'égard de l'Eglise de France pendant la période de l'occupation et du régime de Vichy.

Pendant l'été 1942, appuyés sur l'hostilité de l'opinion publique à la cruauté des persécutions menées par les forces de police française, certains prélats résistants, tels Mgr Saliege et Mgr Théas, se sont élevés avec courage contre les persécutions. Nous devons souligner, néanmoins, que c'est au cardinal Gerlier, évêque de Vichy, que l'on doit plus qu'à tout autre le freinage brutal de la coopération policière massive accordée par Vichy à la Gestapo.

Le cardinal Gerlier avait converti personnellement, contre l'administration préfectorale, l'opération de sauvetage de quatre-vingt-quatre enfants juifs, action de protestation qualifiée par lui d'« obligation morale impérieuse ». Le 1<sup>er</sup> septembre 1942, il faisait savoir au gouvernement de Vichy que sa protestation était « de nature à renforcer le gouvernement français dans ses rapports avec les autorités occupantes, car elle montrait ainsi à l'Allemagne les difficultés intérieures que crée en France la remise des juifs ». Dans un communiqué rédigé le 30 août et diffusé le 2 septembre, le cardinal Gerlier faisait savoir publiquement que : « L'exécution des mesures de déportation qui se

poursuivent actuellement contre les juifs donne lieu sur tout le territoire à des scènes si douloureuses que nous avons l'impression et le devoir d'élever la protestation de notre conscience. Nous assistons à une dispersion cruelle des familles où rien n'est épargné, ni l'âge, ni la faiblesse, ni la maladie. Le cœur se serre à la pensée des traitements subis par des milliers d'êtres humains et plus encore en songeant à ce que l'on peut prévoir. »

Dès 1942

Dès le 2 septembre 1942, les chefs SS en France ont noté que : « Le président Laval a expliqué que les exigences que nous lui avions formulées concernant la question juive s'étaient heurtées ces derniers temps à une résistance sans pareille de la part de l'Eglise. Le chef de cette opposition antigouvernementale étant en l'occurrence le cardinal Gerlier. (...) »

« En égard à cette opposition du clergé, le président Laval demande que, si possible, on ne lui signifie pas de nouvelles exigences sur la question juive. Il faudrait en particulier ne pas lui imposer a priori des nombres de juifs à déporter. »

Le 3 septembre 1942, les chefs SS ont noté, à l'issue de leur entretien avec le chef de la police de Vichy : « Bousquet a déclaré que, par suite de l'action anti-juive déjà exécutée, on avait capturé environ sept mille juifs de plus, de telle sorte qu'il y a douze mille juifs au total dans les

campes de concentration. Il attire l'attention sur le fait que l'action s'est heurtée à des difficultés dues aux mesures prises par l'Eglise catholique. (...) Le cardinal Gerlier en personne et les évêques dépendant de lui ont pris un fait prendre position ouvertement contre les mesures antijuives décidées par l'Etat. L'attitude de Gerlier a entraîné le clergé à aller jusqu'à faire lire au cours des messes des exhortations de Gerlier à s'opposer contre les mesures antijuives décidées par l'Etat. »

Grâce à l'opposition de l'Eglise, fut obtenue l'annulation d'un programme de cinquante convois de déportation de mille juifs chacun que la police française devait remplir entre le 15 septembre et le 30 octobre 1942, alors que, déjà, depuis le 17 juillet 1942, trois convois partaient chaque semaine vers Auschwitz avec leurs cargaisons d'hommes, de femmes et d'enfants, rafles exclusivement par la police française.

A nouveau, à un moment décisif pour les juifs de France, en août 1943, l'Eglise est intervenue fermement par l'intermédiaire de Mgr Chappoulié, représentant les cardinaux de France, et a réussi à faire barrage à la mesure prévue par Vichy de retirer au bloc la nationalité française aux dizaines de milliers de juifs naturalisés depuis 1927. Interrogé par le maréchal Pétain, Mgr Chappoulié avait répondu : « Si les juifs qui ont reçu la nationalité française depuis 1927 n'en voient privés en vertu d'un texte signé par le chef

(\*) Avoent, président de l'Association Les fils et filles des déportés juifs de France.

de l'Etat, ils deviendront, du coup, apatrides. Les autorités d'occupation procéderont alors à leur arrestation en masse. (...) Aujourd'hui, de nouvelles déportations provoqueraient parmi les catholiques une vague accrue d'émotion et de tristesse, et il est probable que les évêques se croient tenus de faire une fois encore entendre leur voix. »

### Interventions décisives

Nul ne peut contester ces décisives interventions de l'Eglise de France auprès de l'Etat français et, en outre, leurs conséquences bénéfiques dans la protection accordée aux juifs par de nombreux membres du clergé ainsi que dans le comportement compassionnel de la population française. Rappelons qu'à la Libération les trois quarts des juifs de France survivaient : une proportion de juifs épargnés qui n'a été atteinte qu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale, dans les pays dominés par le Reich, qu'en Italie, en Bulgarie et au Danemark.

Les juifs de France garderont toujours en mémoire que, si le régime de Vichy a abouti à une faillite morale et s'est déshonoré en contribuant efficacement à la perte d'un quart de la population juive de ce pays, les trois quarts restants doivent essentiellement leur survie à la sympathie des Français et des Eglises de France, ainsi qu'à leur solidarité agissante à partir du moment où ils comprennent que les familles juives tombées entre les mains des Allemands étaient vouées à la mort.

## Ethique du pardon

par OLIVIER ABEL (\*)

CECI n'est pas une attaque mais une réflexion à propos d'un fait divers : un prêtre protège un ancien chef d'une milice nazie, au nom de son « devoir de prêtre catholique ». Qu'il regoive et donne asile à un homme aux abois, pourquoi pas : il n'y a pas de légalité qui coïncide exactement avec la légitimité, et celle-ci exige une justice assez infinie pour tenir compte de chaque individu, et donne des devoirs. Mais ce qui me gêne, c'est la justification qui en est donnée, comme si le prêtre avait le droit de pardonner à la place des autres, et comme s'il définissait ainsi le statut exceptionnel d'un « droit chrétien ».

C'est donc du pardon que je veux parler, et je veux en parler comme protestant, c'est-à-dire dans le langage d'une tradition qui a tout basé sur la « grâce ». En effet, le pardon est bien l'extraordinaire qu'il nous a été donné d'attester dans ce monde ordinaire : nos formes de vie tout entières y boivent leur force ; le pardon est bien cette parole rare et toujours surprenante où dire c'est agir. Mais loin qu'il y ait une vertu magique encasée dans les syllabes du pardon, ce dernier dépend de conditions hors desquelles il est sans force : « qui » pardonne, et à « qui » ?

### Demande de justice

L'une de ces conditions est que celui qui pardonne ait été l'« offensé » : à la première personne je peux (nous pouvons) pardonner ce qui nous a été fait, mais c'est parce que nous-mêmes nous savons que nous sommes responsables, et qu'à nous-mêmes il a été pardonné, une « autre » fois. En retour, de même que je ne peux pas pardonner ma responsabilité à la place des autres, je ne peux pas pardonner à leur place. Pour les autres et jusqu'au bout je dois demander justice ; eux seuls (ou le « Jugement dernier ») peuvent me délivrer de cette responsabilité.

L'autre de ces conditions est que celui qui est pardonné reconnaisse dans le même temps sa culpabilité. Le pardon devient une farce lorsqu'on le destine à

des coupables irrepenants et prospères. A ce compte-là d'ailleurs le crime et l'horreur d'appartenance au nazisme, au lieu d'être le plus menaçant, aussi ancien soient-ils. Dans tous les cas le pardon n'est un événement, une parole qui transforme les êtres, que parce qu'il s'énonce simultanément à un aveu : ce sont l'endroit et l'envers d'un même geste, par lequel avant et après rien n'est pareil, le coupable et la victime s'étant mutuellement délivrés du passé.

Ainsi le pardon comme la responsabilité ne s'énoncent pas « en gros » ; il faut aussi que notre responsabilité investisse en détail la demande de justice. Ce serait une erreur que d'opposer l'amour sans force du pardon, seul évangélique, à la force sans amour de la justice, trop mondaine ; ne serait-ce que parce que le pardon n'a pas de sens

(\*) Doyen de la faculté libre de théologie protestante.

sans la confession de l'injustice. Dans l'introduction à son *Histoire de la Révolution française*, qui reste le grand livre sur la Révolution, Jules Michelet campe le combat gigantesque et confus de deux principes : la « grâce », dévotement monarchique de droit divin, et la justice ; mais la justice aussi peut se parer des couleurs surannées d'un jugement dernier.

Si le pardon fait que tout enfin est présent, s'il est cette parole par laquelle ensemble à nouveau nous appartenons au présent, et si la justice tient compte de tout ce qui s'est passé, si elle en fait mémoire et que ce faisant elle raconte notre identité, nous avons besoin du débat infini entre les deux. Nous ne pourrions aller dans la direction de la grâce qu'aussi loin que nous irons dans celle de la justice, et inversement. Telle est la structure éthique du pardon. Je ne vois pas en quoi un prêtre pourrait se soustraire à cette exigence ; pas plus d'ailleurs que n'importe qui.

## Fallait-il ?

par DOMINIQUE JAMET

A U cœur féroce et brûlant du programme d'Hitler était l'extermination de la « race » juive. Il n'a pas tenu à l'Allemagne nationale-socialiste que cet objectif ne fût pas atteint. Pourtant, paradoxe éclatant directement issu de cette tentative diabolique de rayer les juifs de la surface de la planète, c'est l'holocauste même, c'est le sacrifice sanglant de millions de victimes innocentes sur les autels de la nouvelle barbarie qui a fondé Israël, terre cent fois promise et cent fois refusée. Le ventre de la bête immonde était à son insu gros de ce miracle-là.

Rétablir ou plutôt établir le règne du droit de par le monde, tel était le but affiché, exaltant et admirable, des démocraties en guerre contre le fascisme. Cautionner, conforter, étendre l'empire d'un système oppressif qui a aliéné et asservi plus d'hommes, qui a accumulé plus de cadavres que n'eurent la possibilité de le faire les puissances de l'Axe, telle fut, parmi d'autres plus heureuses, l'une des conséquences les plus immédiates de la victoire de 1945.

« Je leur pourrais le guerre », ricaneait Goebbels en 1940, persuadé que le pouvoir de sa propagande minerait de l'intérieur le régime, le moral, la capacité de résistance de la France et de la Grande-Bretagne. Le moindre méfait du nazisme n'est pas d'avoir, par-delà sa défaite et sa décomposition, comme une charogne empoisonne une fontaine, altéré, sapé, perverti certains fondements de la civilisation qui semblaient, parmi les mieux assurés, et d'avoir inhibé jusque dans les Etats de droit des comportements déviants, des pratiques étranges, des lois aberrantes.

Touvier m'a toujours fait l'effet d'un rat, d'un animal louche et sournois. Tel quel, l'exécution des deux condamnations à mort prononcées contre lui en 1945 et en 1947 n'avait pas de quoi, alors, faire verser une larme. Mais fallait-il encore traquer ce rat, fallait-il l'extirper de son trou pour lui faire expier en 1989 des crimes commis en 1944 ?

Quelle que fût l'ampleur, quelle que fût l'étroitesse des fautes, toutes les sociétés civilisées avaient au long des siècles élaboré, codifié et pratiqué deux principes absolus, intangibles, et qui le sont en effet restés en droit commun : la prescription des poursuites et des peines, la non-rétroactivité des lois. La prescription ne signifie naturellement ni le pardon ni l'oubli. Elle correspond

seulement à la prise en compte de la réalité du temps qui passe, à l'échelle de nos pauvres vies, de la nature et des sentiments humains. La non-rétroactivité marque toute la distance qui sépare la justice de la vengeance, l'une ayant valeur universelle, l'autre étant fonction de la tête du client, et de celle du créancier.

Ce qui valait et vaut encore pour Landru, Jack l'éventreur, Charles Manson et le vampire de Düsseldorf ne vaut donc pas pour Eichmann, Barbie, Tournier, Brunner... ou d'autres. La responsabilité nazie a enfanté une tératologie juridique, judiciaire, politique et morale avec un système, prétendument universel, pratiquement réservé aux seuls débris de l'Internationale brune et noire vaincue il y a un demi-siècle. Des tribunaux ordinaires demandant compte à des septuagénaires ou à des octogénaires, retraités du crime depuis 1945, des forfaits qu'ils ont commis avant cette date, et les punissent en fonction de lois instituées postérieurement aux faits poursuivis. On a vu un Etat démocratique rétablir à l'occasion d'un procès la peine de mort qu'il avait abolie de son code, à l'encontre d'un criminel avéré, certes, mais kidnappé sur le sol d'un pays étranger. On en vient à constater à des religions le droit et le devoir de charité peinte qui l'objet de leur compassion est poursuivi pour crimes contre l'humanité. Coupables ou innocents, héros ou tortionnaires, résistants ou miliciens, les fugitifs ont toujours trouvé asile sinon auprès des mêmes prêtres, du moins auprès de la même Eglise, en contrevenant avec les lois humaines, en accord avec la loi divine. Si les portes des couvents et des presbytères ne s'ouvraient que devant ceux qui n'ont rien à redouter de la justice des hommes, il y aurait plus de chrétiens, il n'y aurait pas moins de crimes, mais seulement sur cette terre encore un peu moins de miséricorde.

Les nazis, au moment de leur bref apogée, prétendaient établir pour mille ans le règne des seigneurs sur un monde où, à l'image du légendaire Ahasvérus, aucun juif n'aurait même une maison où s'abriter, un chevet où reposer sa tête. Nous sommes en train de forger de nos propres mains, grotesques, haïssables, criminelles et pourtant pitoyables, la figure mythique du nazi éternel.

« La force des choses, dit Saint-Just, nous conduit à des résultats auxquels nous ne pourrions pas résister. »

## Au courrier du Monde

### DESSIN

#### Moines patriotes

Membre de l'Amicale des anciens du maquis Bernard, de Montsauche-Ouvroux (Nièvre), que j'ai rejoint début août 1944, ainsi que deux autres de mes confrères, sur la proposition même de notre Père abbé d'alors, il me faut vous dire combien j'ai été choqué par le dessin de Flautin en page 1 de votre numéro daté 28-29 mai.

L'auteur de ce dessin semble y faire un amalgame (que l'on voudrait par inadvertance) entre les faits reprochés à l'ancien milicien et les prises de position morales de l'Eglise, étant bien entendu qu'il s'agit alors de l'Eglise catholique et romaine.

Je me dois de protester, en mon nom personnel, mais aussi, je pense, en mémoire de ce que notre monastère morvandien a été en mesure d'accomplir durant la période tragique 1940-1944, et au-delà : accueil de réfractaires au STO, cache de personnes d'origine juive, d'aviateurs alliés tombés dans notre secteur et acheminés ensuite par des réseaux, aide aux maquis voisins. Il y a eu trois perquisitions par l'occupant, dont une conjointement par des francistes de Buzard (à ne pas confondre avec la Milice proprement dite). L'une de ces perquisitions s'est traduite par la blessure mortelle de l'un de nos jeunes gens recueillis.

Nos supérieurs d'alors, patriotes convaincus, ont su assumer les plus grands risques pour eux-mêmes et leur communauté et, sans aucun doute, protesteraient avec véhémence contre les insinuations et les amalgames plus ou moins volontaires que l'on oscille à propos de l'affaire Touvier.

C'est en tant que l'un des derniers survivants actifs de cette période que je veux protester pour que l'Eglise authentique ne soit pas spéculeusement confondue en ses membres et sa hiérarchie avec tel ou tel de ses membres égarés, et à des fins plus que poétiques.

FRÈRE PASCAL BREHAULT  
(abbaye de la Pierre-Qu-Vivie)  
sergent infirmier à la 1<sup>re</sup> section compagnie André - maquis Bernard.

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 08

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

« Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wozniak

Rédacteur en chef : Daniel Verdet

Correspondant en chef : Claude Salas

ABONNEMENTS PAR MINITEL 36-15 - Taper LEMONDE code d'accès ABO

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-98-81

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Taper LEMONDE ou 36-15 - Taper LM

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montsouffray, 75007 PARIS

Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Téléx MONDPUB 286 136 F

Tél : (1) 42-47-97-27

Téléx MONDPAR 650672 F

Télécopieur : (1) 45-23-08-81

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél : (1) 42-47-98-72

Tel FRANCE MONDIE SUISSE AUTRES PAYS

3 mois 365 F 399 F 594 F 700 F

6 mois 720 F 762 F 972 F 1 400 F

9 mois 1 030 F 1 069 F 1 404 F 2 040 F

1 an 1 300 F 1 380 F 1 800 F 2 600 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner

RENOVEZ CE BULLETIN

accompagné de votre règlement

à l'adresse ci-dessus

PORTAGE : pour tous renseignements

tél : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse détaillés en

général : nos abonnés sont invités à

formuler leur demande deux semaines

avant leur départ. Joindre la dernière

bande d'envoi à toute correspondance.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

9 mois ☐

1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Vous avez l'obligation d'indiquer

l'usage des noms propres en capitales

d'impression.

01 MOND1



POLOGNE : la campagne pour le scrutin du 4 juin

## La dynamique électorale a joué en faveur de Solidarité

VARSOVIE

de notre envoyé spécial

Quels que soient les résultats du scrutin de dimanche, Solidarité a déjà gagné. Bercé par la force, il y a près de huit ans, il était à la tête de deux mois, privé d'expérience politique depuis toujours, le mouvement de M. Lech Wałęsa aura dominé cette campagne électorale de bout en bout, lui imposant son rythme, ses thèmes, ses politesses et sa fraîcheur.

En quatre ou cinq semaines, les hommes de Solidarité se sont métamorphosés. Fin avril, au moment d'entamer la première campagne électorale de leur vie, ils étaient encore meurtris par le doute, heurtés par les critiques d'un accord sans gloire, durement négocié avec des dirigeants qui les avaient si longtemps pourchassés, effarés par l'ampleur de la tâche, le peu de moyens et la brièveté du délai, hantés par ce qu'ils considéraient comme l'ennemi numéro un : l'abstention. Le peuple polonais, pensaient-ils, ce peuple épuisé et méfiant, que les tergiversations de la table ronde avaient laissé indifférent, prendrait-il seulement la peine de se rendre aux urnes pour un scrutin « semi-démocratique » ?

Et puis la dynamique a pris. Il a fallu se jeter à l'eau, et l'énergie des premiers a contaminé les autres. Sur

le toit du 6 de la rue Fredry, à Varsovie, on a hissé des drapeaux blancs frappés du sigle rouge Solidarnosc et ces locaux alloués par l'Etat pour le siège national du comité civique de Solidarité sont devenus une ruche grouillante où chacun sait ce qu'il a à faire, informer, renseigner, organiser, décharger des tonnes de papier, d'affiches, de tracts.

Infatigable, courtois et chaleureux, M. Henryk Wujek, ancien député politique et lui-même candidat dans le sud du pays, dirige toute cette organisation. Une assistance de lachas fumante devant lui, qu'une dévouée bénévoles vient de déposer sur son bureau où il prend même ses repas, il explique qu'il a fallu tout faire en même temps, « créer des comités civiques locaux, sélectionner les candidats à la Diète et au Sénat, collecter les trois mille signatures requises pour chacun, donner les listes des candidats à la commission électorale, organiser des meetings, trouver des observateurs pour les deux tours de scrutin (les 4 et 18 juin), et tout ça sans moyens techniques : pas de voitures, des problèmes de téléphone, de machines à écrire ».

## Le goût

du contact

Dans son étonnement d'avoir réussi à en faire autant en un mois, M. Henryk Wujek oublie de mentionner que Solidarité a aussi lancé son premier quotidien légal, *Gazeta*, le 8 mai, son premier hebdomadaire, *Tygodnik Solidarnosc*, le 31, et révisé des programmes électoraux détaillés dont l'antimilitarisme n'en était que plus touchant.

Et tout d'un coup, dans les rues de la capitale, ce fut comme si Solidarité n'avait jamais disparu. Bandoles, affiches, badges, autocollants ont fleuri partout. Des slogans simples et pratiques : « Vote ! », « Venez avec nous ! », « Nous devons gagner ! », sous la signature de M. Lech Wałęsa qui prend de plus en plus des allures de père de la nation. Place de la Constitution, la permanence du comité civique de la ville de Varsovie, assise à la place d'un

café qui s'appelait jusque-là La Surprise, a débordé sur le trottoir, suscitant des attroupements ininterrompus.

Les deux cent soixante-deux candidats se sont mis à y croire, même ceux qui allaient au charbon en trainant les pieds. Certains ont même pris goût au contact avec les électeurs comme le professeur Geremek, promis au rôle de chef de l'opposition à la Diète, qui faisait campagne dans le nord-est de la Pologne. Et puis surtout les gens sont venus à la rencontre des candidats, aux réunions électorales, nombreux dans les villes, moins mobilisés à la campagne, mais posant des questions, comme si participer à des réunions électorales de Solidarité était la chose la plus naturelle du monde. A partir de là, les stratégies du syndicat devenu organisation électorale ont su qu'ils avaient gagné leur pari.

Bien sûr, tout n'a pas été tout rose. Des francs-tireurs ou des dissidents de l'opposition sont venus se présenter sur les mêmes mandats que des grands noms de Solidarité, provoquant des duels imprévus comme celui de M. Jacek Kuron, l'un des poids lourds de Solidarité, avec sa gonzille, sa voix rauque et son charisme légendaire, et du vieil avocat chrétien-démocrate Stanisław Nowicki, qui s'est fait représenter sur ses affiches en campagne du pape.

L'Eglise — dont les prêtres, dans les endroits où la main-d'œuvre de Solidarité faisait défaut, n'ont pas hésité à mettre la main à la pâte pour collecter les signatures nécessaires aux candidats — a parfois eu un rôle assez trouble, soutenant localement des candidats catholiques bien pensants ou conservateurs au détriment de ceux de Solidarité. Il y a eu et il y a des poussées d'antisémitisme peu reluisantes. Il y a eu aussi quelques grands coups de gueule dans les États-majors, comme cette semaine lorsque la rédaction de *Gazeta* s'est quasiment soulevée parce que son directeur, M. Adam Michalik, lui imposait une interview du premier ministre Mieczysław Rakowski.

Un moment, on s'est demandé si Solidarité n'était pas seul à disputer ces élections tant le parti était absent de la campagne. Les dirigeants du POUF ont-ils cru que la répartition des sièges à son avantage (voir encadré), le monopole de la télévision dont il a joui abondamment et son immense supériorité en matière de presse écrite le dispensaient de faire campagne, laissant les néophytes de Solidarité s'agiter tout seuls. Ce n'est pas impossible d'autant plus que les candidats du POUF avaient pris la précaution de faire oublier dans leur présentation aux électeurs leur appartenance au parti, visiblement une valeur en baisse en Pologne.

## Les risques

« Nous avons tout intérêt à mettre l'accent sur la personnalité des candidats plutôt que sur leur désignation, sinon on est perdant à coup sûr », nous a expliqué non sans une certaine lucidité une personnalité de la télévision candidate au Sénat. Tout ce qui pouvait rapprocher les programmes des candidats officiels de ceux de l'opposition était en outre consciencieusement souligné, ce qui ne devait pas manquer de provoquer une grande confusion dans l'esprit des électeurs au moment du vote.

Non content de disposer d'office de 65 % des sièges à la Diète, le pouvoir a activement soutenu des candidats « indépendants » qui, non membres du parti, avaient le droit de prétendre aux mandats restants théoriquement réservés aux candidats « sans parti » parmi lesquels ceux de Solidarité. Il faut dire qu'un candidat comme M. Jerzy Urban, ministre de l'Information, n'a d'indépendant que le nom. Ce qu'il reconnaît lui-même d'ailleurs se définissant comme « sans parti et dépendant du gouvernement ».

Cependant le déroulement de la campagne, les salles de réunion vides pour les candidats du parti, pleines pour ceux de Solidarité, les questions incroyablement anticommunistes du public, le vent d'enthousiasme qui s'est mis à souffler

sur le QG de l'équipe de M. Wałęsa, l'énergie déployée par les militants de l'opposition et les sondages du colonel Kwiakowski, le très compétent chef de l'Institut d'opinion publique, semblent avoir semé la panique au POUF à la fin de la campagne. « Ils ont peur », murmuraient-ils à Solidarité.

Le dernier sondage rendu public par le colonel Kwiakowski crédite la coalition au pouvoir de 12 % des intentions de vote, Solidarité de 31 %, les candidats indépendants de 25 % tandis que 31 % des électeurs dissident. La direction de Solidarité, elle, affirme disposer d'études qui lui sont encore plus favorables. Cette prise de conscience des risques réels de l'élection a provoqué un net durcissement de la propagande des autorités, donnant en fin de parcours à la campagne un air de confrontation que les accords de la table ronde lui interdisaient théoriquement.

Une telle réaction — classique, disent les Polonais — du pouvoir communiste a sans doute contribué au sentiment d'incertitude, voire d'appréhension, que manifestent beaucoup de gens à l'égard de la période post-électorale. On en vient à souhaiter que la vague qui paraît porter Solidarité depuis trois

semaines ne soit pas trop puissante : « Dix pour cent des voix au POUF, commente un journaliste de l'opposition, ce n'est pas une transition vers la démocratie, c'est une invitation à la loi martiale ».

Tout à tour M. Rakowski, M. Urban, et même M. Lech Wałęsa, évoquent les risques immenses que ferait courir à la Pologne une nouvelle vague de grèves ou de revendications salariales, « spirale de la mort », selon M. Lech Wałęsa, « porte ouverte à la déstabilisation et aux partisans de l'ordre », selon M. Rakowski. Autant de déclarations inquiétantes, à un moment où des rumeurs persistantes promettent de nouvelles hausses de prix après les élections.

Le scrutin de dimanche comporte de multiples inconnues, comme le taux des votes nuls, qui rendent les résultats imprévisibles. La tête froide, l'un des candidats de Solidarité, M. Gabriel Janowski, s'inquiète ces jours-ci de l'euphorie de ses amis : « Ils ne se rendent pas compte, disent-ils, que les difficultés vont commencer après. Il va y avoir des lendemains qui déchantent... » Mais, pour l'instant, le 4 juin, la Pologne a de nouveaux rendez-vous avec l'histoire.

SYLVIE KAUFFMANN.

## Vingt-six millions d'électeurs pour une Diète et un Sénat

En vertu des accords de la table ronde conclus, le 5 avril, par l'opposition et le pouvoir, vingt-six millions d'électeurs polonais auront, les dimanches 4 et 18 juin, la possibilité d'élire un Parlement dans lequel, pour la première fois depuis l'avènement du régime communiste, l'opposition sera représentée.

Elle le sera toutefois de manière limitée, du moins à la Chambre basse, la Diète, où 65 % des sièges sont réservés aux candidats du PC (POUF) et des partis ou mouvements satellites, et 35 % réservés à une libre compétition entre candidats indépendants, dont ceux de Solidarité.

Dans les 65 % des mandats que s'est réservés le pouvoir, 10 % sont constitués en « liste nationale » de 35 sièges, sur laquelle figurent les grands noms du parti (M. Rakowski, Kiszkak, Ciosek, Czajka...) contre lesquels personne ne se présentera. Il leur suffit de réunir 50 % des voix pour être élus, cela afin de garantir « la stabilité du système ».

Au Sénat, en revanche, la compétition est totalement ouverte entre candidats du pouvoir et candidats de l'opposition. Chaque département (voïvodie) sera représenté par 2 sénateurs, sauf ceux de Varsovie et de Katowice qui, plus peuplés, en auront 3. Il y a 558 candidats pour les 100 sièges du Sénat et quelque 1 785 pour les 460 sièges de la Diète. Seront élus au premier tour tous ceux qui auront remporté au moins 50 % des voix. Dans les circonscriptions où le siège n'est pas pourvu au premier tour, les deux candidats les mieux placés se représenteront au second tour.

Le Parlement est élu pour quatre ans. Les deux Chambres devront élire pour six ans, à la majorité, un président de la République doté de larges pouvoirs. Le général Jaruzelski, qui ne se présente pas au Parlement, sera vraisemblablement le candidat unique à ce poste. M. Lech Wałęsa ne se présente pas non plus aux élections parlementaires.

## ESPAGNE

## Nouvelle offensive des syndicats dans le secteur public

MADRID  
de notre correspondant

Les syndicats poursuivent leur offensive contre le gouvernement socialiste. Le secteur public constitue cette fois leur nouvelle cible : quelque deux cent mille travailleurs d'une vingtaine d'entreprises dépendant de l'Etat étaient appelés à débrayer le vendredi 2 juin.

Le mouvement a commencé dès jeudi par la télévision et la radio publiques, qui, en début d'après-midi, ont cessé leurs émissions pour une période de vingt-quatre heures. A l'exception des bulletins d'information et des émissions pour enfants, toute la programmation a été annulée sur les deux chaînes de télévision qui ne diffusaient que de la musique.

Dans les transports publics, les travailleurs de Renfe, la compagnie espagnole des chemins de fer, avaient annoncé qu'ils ne respecteraient pas les services minima fixés par le gouvernement. Parmi les autres secteurs touchés figurent également la Compagnie des téléphones, les grandes entreprises sidérurgiques publiques et les principaux chantiers navals, la compagnie pétrolière Campsa et les travailleurs du port de Barcelone.

Le choix du secteur public comme objectif de cette nouvelle offensive syndicale est interprété tout différemment selon les parties. Les syndicats accusent le gouvernement de s'être montré plus inflexible que le patronat, ce qui explique que la négociation collective ait été plus

fructueuse dans le secteur privé que dans le public. Selon les syndicats, le gouvernement a voulu provoquer, à un moment où la lutte contre l'inflation est à nouveau à l'ordre du jour, une épreuve de force au sein des grandes entreprises publiques, qui influent de manière décisive sur l'ensemble de la négociation collective.

Pour les responsables économiques, au contraire, le choix du secteur public démontre que c'est bien une offensive de type politique qui a été lancée contre le gouvernement, afin de le contraindre à passer sous les fourches caudines syndicales. Une offensive lancée dans l'élan de la grève générale du 14 décembre dernier, mais qui commence indéniablement à s'essouffler : malgré six mois de mobilisations répétées, les syndicats n'ont guère réussi à faire fléchir le gouvernement, et la lassitude commence à se faire sentir à la base. La manifestation, convoquée jeudi soir à Madrid par les deux grandes centrales pour appuyer les grèves du lendemain, n'a d'ailleurs réuni que quelques milliers de personnes.

Th. M.

● PORTUGAL : frontières bloquées. — Près d'un millier de camions de divers pays européens sont bloqués dans de longues files aux postes-frontières entre le Portugal et l'Espagne, à la suite d'une grève du zèle des douaniers portugais. Même problème pour le port de Lisbonne, où plusieurs dizaines de navires attendent d'être déchargés. — (AFP.)

URSS : les travaux du Congrès des députés du peuple

## Commission d'enquête sur le pacte avec Hitler

(Suite de la première page.)

« Mon rêve, a enchaîné le président du Fonds de l'enfance, M. Likhanov, est que le moment viendra où seront publiés en même temps que les statistiques sur les tonnes de métaux et les mètres carrés construits, les chiffres déprimants des admissions d'enfants à l'hôpital et de ceux qui sont laissés demi-orphelins par les divorces. » Pas besoin d'insister : tout le monde connaît en URSS le drame des multitudes de familles qui craquent dans des appartements de deux pièces avec grande-parents, des enfants battus pour cause d'alcoolisme de masse, de mortalité infantile record, des mères qui n'en peuvent plus de supporter à la fois le travail, les queues, le manque d'argent et les frustrations des hommes.

Libération de la femme ? Médecine gratuite ? Jolies écoles avec rubans dans les cheveux ? L'envers du décor, la réalité sous l'image de propagande se dévoile, y compris quand s'expriment les conservateurs les plus endurcis. Président de l'Union des retraités et anciens combattants, M. Mazourov, par exemple, s'indigne qu'on rejette le socialisme, fasse l'éloge de l'économie de marché et du pluralisme, mais dit que 22 millions de personnes âgées vivent aujourd'hui avec moins de 60 roubles par mois. Et lorsque le président de la Société pansovietique des aveugles prend la parole, que dit-il ?

Reconnaissance  
des faits

Que plus de 7 millions de handicapés sont dépourvus de tout soutien, assistance ou régime préférentiel dans l'attribution des logements. Commentaire de la très peu sentimentale agence Tass rendant compte de cette intervention : « Un silence inhabituellement tendu est tombé sur la salle car chacun des députés a alors ressenti la culpabilité de la société et partant la sienne propre ».

C'est sur cette toile de fond que la perestroïka s'est imposée au parti, et c'est sur cette même toile de fond que, cinquante ans après avoir été

pacte Molotov-Ribbentrop de 1939, les États baltes ont obtenu du Congrès la création d'une commission parlementaire chargée de faire la vérité sur cette période. De la présidence, M. Gorbatchev a poussé à la route, alors que bien des députés sont en fait scandalisés de cette décision qui, à elle seule, est une reconnaissance des faits.

Car même si le secrétaire général a pris soin de répéter que le texte original des clauses secrètes de ce pacte n'avait jamais été retrouvé ni dans les archives allemandes ni dans les archives soviétiques — que l'accord de partage de l'Europe cen-

trale entre Hitler et Staline ne peut donc pas être aujourd'hui prouvé, — il est d'ores et déjà reconnu de fait que ce ne sont pas les États baltes qui avaient demandé leur intégration à l'Union soviétique.

« Grand pas en avant », déclaraient, ravis, les députés baltes qui avaient demandé la veille qu'on leur reconnaisse leur autonomie économique, et qui sont particulièrement satisfaits de ce que M. Likhanov, leur interlocuteur préféré au Bureau politique, ait été nommé à la tête de cette commission.

La-dessus il n'y eut pas d'empêchements, mais il y eut en revanche quand il s'est agi de mettre en place

une autre commission pour enquêter sur l'affaire des députés Gdlian et Ivanov, les deux juges d'instruction spécialistes de la lutte anticorruption, qu'on accusa d'avoir sérieusement malmené le droit dans leurs enquêtes et qui retournèrent que la commission est protégée jusqu'aux plus hauts niveaux de l'Etat, jusqu'à celui notamment de M. Ligatchev.

Très populaires, les deux juges ne sont pas aimés du tout, en revanche, des intellectuels libéraux. L'affaire est très explosive et quand est lue la liste des membres de la commission, M. Ivanov se jette sur le micro. On veut étouffer la vérité, crie-t-il en substance, interrompant directement le procureur général de l'URSS — « qui a écarté solennellement quatre juges d'instruction du dossier Ouzbek ? » — et en lançant : « Puisque nous avons été écartés de notre travail pour la durée de l'enquête (judiciaire ouverte contre eux), je propose que M. Ligatchev le soit aussi pour la durée du travail de la commission ! »

## « Au cirque ! »

M. Ligatchev, qui s'est aussi fait attaquer sur sa gestion du secteur agricole dont il est responsable, veut fonder sur la tribune. On l'en retient à grand-peine et la liste est adoptée telle que proposée. « Du cirque ! », dira M. Ivanov, mais c'est d'une ardeur qu'il s'agit plutôt, dans laquelle l'affaire géorgienne a fait ses vagues quotidiennes lorsque M. Loukianov, le vice-président, a lu devant les députés les télégrammes envoyés à Moscou par M. Patischvili l'homme qui était premier secrétaire de Géorgie au moment de la répression du 9 avril.

Alarmistes, ces télégrammes indiquaient notamment que la direction géorgienne avait résolu de recourir à la force. Pour M. Loukianov, c'était là la preuve que, contrairement à ce qui se dit, les responsabilités ne sont pas à chercher à Moscou. On se repasse le bébé en public et le mot de la fin est revenu au poète Evgenyevchenko : « On ne peut pas se laver de son passé quand on ne trouve pas de savon dans les magasins ».

BERNARD GUETTA.

Comment Moscou annexe  
les pays baltes

Terrés d'affrontement permanent, depuis le traité de 1918, entre les Russes, les Allemands et les Suédois, les pays baltes passeront durablement sous le contrôle de la Russie, avec les partages de la Pologne, à la fin du dix-huitième siècle. Des mouvements séparatistes fortement soutenus par Berlin y éclatèrent pendant la première guerre mondiale, et Moscou dut se résigner en 1920 à reconnaître l'indépendance de la Lituanie, de l'Estonie et de la Lettonie, ce qui mettait Leningrad à proximité immédiate de la frontière.

A la veille de la deuxième guerre mondiale, l'Estonie et la Lettonie, qui se méfiaient plus de l'URSS que du Reich, signèrent avec celui-ci des pactes de non-agression, tandis que la Lituanie se voyait obligée de lui céder le territoire de Klaipėda (Memel) qui faisait, avant 1918, partie de l'empire allemand. Staline, de son côté, voulait à tout prix empêcher Hitler d'utiliser les républiques baltes comme tremplin d'une invasion. Aussi le sort de ces pays a-t-il occupé une grande place dans les négociations secrètes engagées avec les nazis, au printemps et à l'été 1939, en vue d'un pacte de non-agression.

A. F.

مجلس النواب  
البرلمان



S O S R A C I S M E  
P R E S E N T E

BERNARD LAVILLIERS  
JACQUES HIGELIN  
MORY KANTE  
SUZANNE VEGA  
GOLD  
FELA  
SUGARCUBES  
CLAUDIA PHILLIPS  
GAMINE  
SIPHO  
YVONNE CHAKA-CHAKA  
HUBERT FELIX THIEFAINE  
BILL PRITCHARD  
CHEB KADER  
ZOUK MACHINE  
LITTLE STEVEN  
L'ECHO RALEUR  
YVES SIMON  
MANU DIBANGO  
DOUDOU N'DIAYE ROSE  
ET LES MAÎTRES TAMBOURS  
DU BURUNDI  
AFRIKA BAMBAATAA  
THE FXX  
AFF LUIS TRIO  
NEW GENERATION MC'S  
PORTE MENTAUX  
JIL KAPLAN  
LE PEINTRE NEW-YORKAIS:  
"Futura 2000"  
OPERA, BLACK de  
HENRI GUEDON

PRESENTATION: PAR  
MATHIEU  
PHILIPPE DANA  
NAGUI

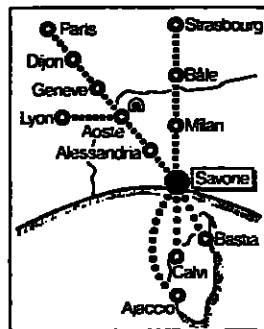
LE CONCERT  
DE  
L'EGALITE  
LE 10 JUIN 89

CONCERT  
GRATUIT  
DE 18 H  
À L'AUBE

LE CARNAVAL DES  
POTES À PARTIR  
DE 16 HEURES

DÉBUT À  
TOUSSAINT LOUVEUR  
Ecriture révisée qui combine l'endurance dans les  
colonnes frappeuses sous la révolution.

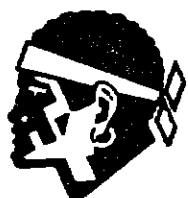
ESPLANADE DU CHATEAU DE VINCENNES  
M° CHATEAU DE VINCENNES



La Corse par l'Italie:  
Sans soucis, sans attente.  
Avec un service inégalé  
à un prix...

**corsica ferries**

Ajaccio, Bastia, Calvi... Découvrez l'ABC d'une liberté nouvelle. La Corse sans problèmes, c'est notre affaire: vous en avez rêvé, nous y avons travaillé...



depuis vingt ans! Qualité, service inégalé, Magasins Hors-Taxe, en Saison tous les jours au départ de Savone. Pour tous renseignements: Votre agent de voyage ou

**corsica ferries**

Corsica Ferries • B.P. 239 • 20294 Bastia • Tel. 95.31.18.09  
Minitel 36 15 • Code CORSI

هناك من لا يرى

## Europe

ITALIE : Portrait d'une ville sicilienne sous contrôle

## Nuit tranquille à « Mafiaville »...

(Suite de la première page.)

Il y avait des hauts et des bas, bien sûr — telle l'arrestation, en 1986, pour association mafieuse, du chef de la police et de son adjoint. Mais, dans l'ensemble, c'est bien la *pax mafiosa* qui régnait à Gela, comme ailleurs en Sicile.

Peu de crimes — six ou sept à l'année — peu de plaintes, encore moins de procès. Et puis, tout a basculé le 23 décembre 1987 exactement, avec l'exécution à la *lupara* — fusil muni de canon scié — de deux cadfs du coin, Horacio Cocchini et Salvatore Lauretta. Funérailles tendues. Toute la ville savait que les deux maftrats refroldis appartenaient à la puissante « famille » de Salvatore Jaccolino, le « big boss » de la région depuis 1975. Plusieurs fois condamné et toujours en fuite...

Oui, un autre « parrain » aux dents longues, Giuseppe Madonia, fils d'une vieille famille mafieuse traditionnelle de Catane, attiré par l'or noir et le fabuleux contrat du barrage en construction tout près de Gela (12 millions de francs environ), avait décidé de s'implanter dans la région.

Quarante-six cadavres  
en seize mois

« Pour ce qu'on en sait, racontent les shirris, ce sont les soldats de Madonia qui ont descendu les deux lieutenants de Jaccolino. » Ce dernier, après une longue période de paix, semble en perte de vitesse. Ce sont surtout ses hommes qu'on tue... Madonia, également condamné et toujours « latente », en cavale, comme le sont la plupart des parrains siciliens connus, a adopté les méthodes violentes de la célèbre famille des Corleonesi, à laquelle il est lié. Bref, la guerre est déclarée et les « moissons rouges », comme dit Dashiell Hammett, vont bientôt joncher le pavé sec de Gela.

En seize mois, les pebble pandores de la ville comptabilisent, impuissants, cent cinquante tentatives de meurtre, soixante-dix blessés par balle et quarante-six cadavres ensanglantés sur les trottoirs. Même pour la Sicile, qui en a vu d'autres (deux cent quatre-vingt-dix-huit meurtres mafieux en 1988 dans l'île tout entière), cela commence à faire beaucoup. Toutes proportions gardées, les quarante-six morts de Gela équivalent à quatre mille cinq cents crimes à Paris. Une véritable hécatombe...

Fin avril, après l'assassinat en pleine rue d'un petit entrepreneur de travaux publics lié au « *mon-vais* » clan, et la mort par balle perdue d'une innocente passante, les enfants des écoles écrivent au chef de l'Etat italien. « *Aidez-nous, monsieur le président. La Mafia a envahi la ville, on ne peut plus grandir dans ce climat de violence* ». Message reçu et légal affleurement dans le Landersneuro juridique-policier.

En quelques jours les forces de l'ordre, limitées à cent hommes, sont quadruplées. La mairie ordonne la construction d'une prison « d'attente » jusqu'à ce que les cellules de commissariat — et projette l'installation d'un Big Brother, un circuit vidéo avec caméras de surveillance dans tous les quartiers à risque. Proposition évidemment accueillie par un éclat de rire général.

Rien qu'autour de l'hôtel de ville (dans lequel, incidemment, on a découvert à temps 16 kilos de dynamite avec détonateur en novembre dernier) il faudrait cent caméras pour surveiller les allées et venues, rigolent les pandores du cru. Plus sérieusement, à Calanissata, 40 kilomètres au nord, les juges du parquet dont dépend Gela ont fini par craquer, et ils ont signé le 5 mai dix-sept mandats d'arrêt. On va voir ce qu'on va voir...

1 h 15 du matin le samedi 6 mai. Silencieuses, trois Alfa de la meute policie ont pris position autour de l'immeuble gris béton du premier « client ». Les autres véhicules sont allés chasser leurs proies ailleurs. Ici, c'est le quartier que tout Gela appelle le « *Bronx* ». Terrains vagues, bâtiments baroques, genre clapier, haute densité mafieuse, petite et grande délinquance, armes diverses à tous les étages. Bon nombre de ces bâtisses décrépies sont illégales. Mais, à Gela, les lois semblent faites exclusivement pour qu'on leur marche dessus.

« Il y a 90 000 habitants en ville et 50 000 logements sont bâtis sans aucune autorisation, déclare-t-on à la préfecture du lieu. Faites le compte. Si on devait appliquer la loi, il faudrait démolir la moitié de la cité. » En 1986 l'Etat, dans sa grande sagesse, a tenté de régulariser tout cela. Amnistie générale contre paiement d'une taxe sur la valeur des édifices illégaux. « Ce fut quasiment une insurrection populaire, reprend notre interlocuteur, il y avait des barrages partout et des manifestants ont même mis le feu à la

mairie. » Bref, l'Etat italien, comme souvent, a reculé.

Dans les vapeurs d'urine du « *Bronx* », privé du tout-à-l'égout comme bien d'autres quartiers, un chien bâtarde sur un balcon s'est soudainement mis à hurler. Des lumières s'allument. Les hommes du commissaire Salvatore La Porta, jeune et dynamique patron de la « *volante* » locale, pressent le pas dans les étages, essayant d'éviter les hordes grouillantes de cafards réveillés par les torches électriques. Les mythes hollywoodiens du « *padrino* » ostentatoire sont bien loin. La « *pleuvre* », à Gela, a son autre dans le quart-monde.

« *Pouah ! Ces mafieux sont vraiment dégoulinants* », crache un flic qui lâche brusquement la rampe pour s'essuyer vigoureusement la main sur le jean. Quelqu'un ricane doucement... Troisième palier. Coups décidés sur la porte de gauche. « *Ouvrez, police !* » Une énorme mama, paupières lourdes et peigne Frérot, s'encadre dans le chambranle et se met à glapir. « *Qu'est-ce que vous voulez encore ?* » Brève explication du policier. Son mari et ses deux fils aînés, voilà ce qu'ils veulent, les shirris de Gela.

Garde du corps d'un boss du cru, Marco, le rejeton numéro un a pris tout récemment deux balles dans le corps, en plein jour et en pleine ville. Il s'en est sorti miraculeusement et puis il a disparu du circuit. « *Mes deux fils sont plus lâches. Embarqués pour l'étranger* », grommelle la Thénardier du « *Bronx* ». Le mari, lui, n'a pas pris le large. Il est aussi sec et nouveau qu'écaille et gras et laid. Dans la chambre proprette, papier fleuri et meubles formica, il a enfilé un tricot débardé immaculé et serre malhabilement la ceinture de son pantalon.

## « Une erreur, Monsieur le juge ! »

Son bras gauche, blessé naguère par une balle de 9 mm, n'a pas encore retrouvé toute son habileté. Bien sûr, le vieux Rocco T... ne sait pas qui lui a tiré dessus. « *Une erreur, Monsieur le juge !* », a-t-il juré lors de son premier procès. Nous sommes en Sicile où le silence est d'or, la délation synonyme de déshonneur et l'omertà la loi pour tous... A Palerme, quarante-huit heures plus tôt, c'est ce que M<sup>me</sup> Michela Buscemi nous avait expliqué avec des sanglots dans la voix.

Elle, ce sont ses deux jennies frères de vingt-sept et vingt-quatre ans que les soi-disant « *hommes d'honneur* » lui ont assassinés. Quand on a retrouvé leurs cadavres sur une plage, Michela jurant qu'ils n'étaient pas mafieux, s'est portée partie civile contre les tueurs présumés. « *Toute la famille, tous les amis étaient contre moi. Le fiancé de ma fille a rompu, le bar de mon mari s'est vidé de sa clientèle, plus personne ne nous parlait. Et puis, il y a eu les menaces directes. J'ai encore deux enfants en bas âge, j'ai cru que...* » Michela a retiré sa plainte en décembre dernier.

Mais personne ne songe à l'en blâmer. « *Quand les magistrats*

*eux-mêmes reculent sous la menace*, dit-on à Palerme dans les locaux blindés du fameux pool anti-Mafia, comment voulez-vous que les gens aient confiance en la protection de l'Etat ? » Toute l'Italie, depuis un mois, ne parle plus que de cette lamentable affaire où l'on a vu un juge de quarante-neuf ans, Gianfranco Riggio, président de la cour d'appel d'Aggrigente, refuser de prendre un poste au haut commissariat de la lutte anti-Mafia.

« *J'ai reçu des menaces, s'est plaint le magistrat. Contre ma femme et mes enfants. Je ne veux pas risquer leurs vies* ». Exit Riggio. Un point pour « la pleuvre », qui a de longues tentacules et de puissantes capacités de persuasion...

## Enfants-tueurs

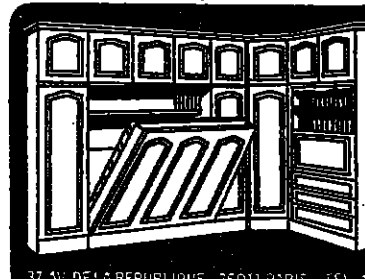
A Gela, le commissaire La Porta confirme. « *Jamais un témoin, jamais une plainte. L'omertà sociale est à la fois partout et nulle part. Mais si vous acculez les gens, ils choisissent plutôt la seconde option...* » Et il ne faut pas compter sur Rocco T... pour se mettre à table. Pour l'instant, un sourire bête et crispé tente vainement d'illuminer sa bonne bouille brune, taillée à coups de serpe et ruisselante de sueur. Mais la chaleur d'Afrique qui vient du large n'y est pour rien. Les « *con-boss* » vident les tiroirs, ouvrent les armoires, lèvent les matelas. Débarrasser mais fermes. Ils cherchent la drogue, un flingue, un papier compromettant.

Au-dessus du gros lit conjugal un Christ en stuc observe la scène d'un oeil désabusé. On passe dans la chambre voisine où dorment trois autres fils, plus jeunes. La marmaille est tellement habituée aux événements étranges qu'elle ne se réveille même pas. Au mur un grand poster, genre sépia, reproduit le visage mou et boutonneux du plus âgé des ensemencés. « *Warner, 1 000 dollars* », proclame la légende de l'affiche. En Sicile, les vocations mafieuses naissent parfois très tôt.

« *Pour 1 500 F. disant au début de l'année un rapport officiel du Sénat, on peut trouver en Sicile des enfants-tueurs de quatorze ans et même moins* ». Ce qui en dit long sur le degré de pauvreté, de corruption, de chantage, de violence et d'émigration qui étouffe toujours la vieille « *terre aux trois potes* ».

3 h 30 du matin. Les hommes de Salvatore La Porta sont réunis dans son bureau. Un thermo d'expresso bien fort passe de main en main. Quelqu'un plaisante à propos des sentings « *style Bronx* » d'un jeune fils surnommé Rambo. Carmelo Casabona venu tout exprès de Calanissata réclame le silence. L'heure du brian a sonné et il n'est pas très brillant. Quatorze maftrats de petit calibre ont été emballés pendant la nuit. On n'a saisi ni arme ni poudre. Dans quelques heures, une aube nouvelle va se lever et Mafiaville s'éveillera comme à l'ordinaire. Réagissante et à jamais sceptique sur la capacité de Rome à contrôler la balle et tragique Sicile.

PATRICE CLAUDE.



LES ÉLÉMENTS  
DE RANGEMENT  
EN VRAI BOIS

Nombreuses combinaisons  
possibles, avec ou sans lit  
réglable, tous styles :  
chêne, noyer, maitre  
ou laqué.

CAPÉLOU

37, AV. DE LA RÉPUBLIQUE 75011 PARIS TEL. 4357 46 35 4 METRO PARNES

**Le Monde**

LUNDI 5 JUIN 1989 (DATÉ MARDI 6)

**SUPPLÉMENT  
SPÉCIAL EMPLOI**

24 pages d'annonces  
des centaines d'offres d'emploi  
pour les cadres

**PILE  
SEPARÉE**

ATTENTION : ce numéro gratuit est  
publié avec le Monde Economie en cahier séparé.  
N'oubliez pas de le demander à votre marchand  
de journaux.



# Asie

JAPON : nommé président du Parti libéral démocrate

## M. Uno a été élu premier ministre par le Parlement

La majorité libérale démocrate dans les deux chambres a élu, vendredi 2 juin, M. Sosuke Uno au poste de premier ministre. Il succède à M. Takeshita, impliqué dans le scandale Recruit. Dans la matinée, M. Uno, ministre des affaires étrangères dans le cabinet démissionnaire, avait été désigné président du Parti libéral démocrate (PLD). En signe de désaccord, les ex-premiers ministres Fukuda et Suzuki étaient absents. Peu après sa nomination, M. Uno a annoncé le nom du nouveau chef de la diplomatie nipponne : il s'agit de M. Hiroshi Miura, qui était ministre de l'Industrie et du Commerce international de M. Takeshita.

TOKYO  
de notre correspondant

Diagoré de M. Nakasone, l'un des rares hommes politiques japonais ayant bénéficié d'un certain prestige international, désignation d'un nouveau premier ministre, M. Uno, s'imposait paradoxalement par sa faiblesse au sein du parti gouvernemental, réformes superficielles destinées à une opinion publique indifférente : la crise politique que traverse le Japon est la plus grave depuis la création du PLD en 1955. Pendant plus d'un mois, à la suite de l'annonce le 25 avril par M. Takeshita de son intention de démissionner, le Japon a fait l'expérience de la vacance du pouvoir.

Dans un pays qui ignore pratiquement l'alternance, la crise ne pouvait venir que du parti dominant. C'est ce qui s'est produit avec le scandale Recruit. Mais en l'absence d'une opposition crédible, qui a démontré, s'il en était besoin, au cours de ces derniers mois qu'elle n'était ni prête ni surtout disposée à prendre le pouvoir, c'est au camp conservateur qu'il est revenu de dénouer une crise qui était moins le résultat d'une absence de leadership que d'un excès de pouvoir.

Appuyé par une solide majorité, même lorsqu'elle fut plus étroite (en moyenne 55 % des sièges

au Parlement), lui a toujours permis de gouverner sans réellement craindre une censure des opposants ou une sanction de l'électorat, le PLD a imposé ses règles et ses mœurs à la vie politique. Le système des clans, regroupés autour des quatre ou cinq caciques du parti, a permis à la fois de circonscrire la lutte pour le pouvoir à l'arène du camp conservateur mais aussi de garantir l'existence en son sein d'une diversité d'opinions.

L'affaire Recruit a grippé le système. Ce n'était certes pas le premier scandale mettant en lumière les pratiques financières de la classe politique. Cette fois, cependant, non seulement un seul de tolérance était franchi mais encore, par son extension même, le scandale avait « déshé » toute une génération de politiciens conservateurs, en particulier ceux qui passaient pour les « nouveaux leaders » des années 90 (M. Takeshita, Abe, Miyazawa). Cela bloquait les possibilités d'« alternance » interne. Le problème fut rendu encore plus délicat par l'évolution des rapports de forces au sein du PLD au cours des quinze dernières années.

Contrairement à ce qui se passa lors du scandale Tanaka — déjà dû à des malversations financières, — qui entraîna alors la démission du premier ministre en novembre 1974 (il fut, par la suite inculpé, dans l'affaire Lockheed), il n'existe plus au sein du PLD de courant minoritaire qui puisse prendre la relève lorsque les clans qui détiennent le pouvoir sont en difficulté. Dans le cas de M. Tanaka, la solution de rechange fut le clan Miki, qui reprit le flambeau, promettant de purifier le parti. Cette fois, un tel repêchage n'était plus possible.

Dans le passé, à la faveur de la désignation d'un premier ministre, se constituaient des coalitions de clans : l'une, soutenant le nouveau chef du gouvernement, formait le courant majoritaire et l'autre, le courant minoritaire, se constituait en « opposition » (étant entendu qu'elle ne chercherait jamais à rompre le « front conservateur » en allant avec un autre parti). Depuis l'arrivée au pouvoir de M. Tanaka en 1972, le PLD a été dominé par un clan qui s'est telle-

ment renforcé aux dépens des autres que le jeu de « contre-pouvoir » du courant minoritaire a progressivement disparu.

Depuis le milieu des années 70, la désignation du premier ministre n'est plus fonction des arbitrages entre clans. Elle est pratiquement décidée par le clan dominant. Une telle évolution a eu deux conséquences : tout d'abord, elle a facilité les « abus de pouvoir », aggravant notamment la complaisance des libéraux-démocrates en matière de fonds politiques; ensuite, elle a privé le PLD de sa capacité d'offrir des solutions de remplacement.

Dans la crise présente, les caciques du PLD étaient paralysés par leurs « casseroles » : seuls les jeunes, trop faibles pour avoir influencé le groupe Recruit, n'étaient pas touchés. Le clan dominant, celui de M. Takeshita, lui-même impliqué dans l'affaire, était sérieusement affaibli. D'où la paralysie du système : personne n'était en mesure de prendre l'initiative et chaque chef de clan s'employait, en revanche, à neutraliser ses rivaux. Ainsi, pendant des mois, M. Takeshita n'a-t-il même pas réussi à obliger son prédécesseur à venir s'expliquer devant la Diète. Moins pour des raisons de « dette » que parce que M. Nakasone avait de sérieux moyens de pression (l'implication de M. Takeshita dans un autre scandale, celui de la banque Heiwa Sogo).

Un successeur pressenti, M. Masayoshi Ito, avait placé la barre des réformes trop haute, et les « barons » du PLD n'ont pas accepté ses conditions. Neutralisé par son implication dans le scandale, M. Takeshita ne pouvait faire déguerpir quelqu'un de son camp. Il s'en restait pas moins le plus fort au sein du parti (non clan rassemble 30 % des parlementaires conservateurs). Avec l'appui du deuxième homme fort du PLD, M. Abe, il a imposé son candidat. M. Uno fut élu appuyé par un homme idéal : sans base dans le parti, et donc manipulable, mais avec une expérience diplomatique qui « légitime » son choix. Membre du clan Nakasone, M. Uno est, en fait, plus proche de M. Takeshita que de son chef.

PHILIPPE PONS.

CHINE : les manifestations de soutien à M. Li Peng

## Têtes nues et chapeaux de paille

CHANGPING  
(banlieue de Pékin)  
de notre correspondant

Il y avait ceux qui portaient des chapeaux et ceux qui n'en portaient pas. Les premiers, quatre à cinq mille personnes aux couvre-chefs de paille, généralement fournis par leur employeur, étaient censés être tous à l'intérieur du vélodrome où les autorités locales avaient décidé de tenir un rassemblement de soutien à M. Deng Xiaoping et au premier ministre, M. Li Peng. Mais les seconds, tête nue, parvinrent à empêcher les deux tiers des porteurs de chapeau de pénétrer dans l'enceinte. Quelques porteurs de casquette — policiers en vert et porteurs d'impôts, en uniforme gris, pas très rassurés de se trouver au milieu — s'interposèrent pour éviter la mêlée.

Le face-à-face dura environ deux heures, puis tout le monde se sépara sans incident. Les têtes nues, environ cinq cents étudiants venus de Pékin, auxquels s'étaient joints deux cents ou trois cents ouvriers et paysans des environs, venaient de remporter une nouvelle victoire sur les autorités en dérangeant la belle ordonnance d'un des meetings que les partisans de M. Li Peng tiennent depuis deux jours dans les districts ruraux entourant la capitale chinoise.

A l'intérieur du stade, on entendait des orateurs s'égosiller dans un haut-parleur pour appeler une foule majoritairement à « protéger le camarade Xiaoping », « soutenir résolument Li Peng » et « combattre la déviance ». A l'extérieur, les étudiants n'auraient pas besoin de déployer beaucoup d'efforts pour convaincre les autres manifestants, payés 5 yuans (9 F) en heures supplémentaires, que l'affaire ne valait pas la peine de s'engager personnellement trop avant.

« Empêchez Li Peng de créer davantage de troubles », disait une

de leurs pancartes. « Membres du parti communiste, n'ayez pas peur, la vérité aux masses », scandait un groupe d'activistes. « On vous ment, le mouvement étudiant n'est pas fauteur de troubles ! », disaient les croyés de la révolte universitaire en parcourant les rangs hésitants de braves gens sidérés de la tournure des événements.

Deux  
légitimités

Bien sûr, on vit, à l'extérieur, des milliers de ce bon sens à une trentaine de kilomètres du centre ville, et d'autres employés des formes et petites industries du quartier, roter leurs banderoles, laisser tomber leurs fanions, s'asseoir au bord du trottoir et attendre tranquillement — en gardant quand même le chapeau — que l'heure du dîner arrive.

La manifestation de Changping avait été chaudement recommandée par les autorités chargées de faire appliquer la loi martiale aux journalistes étrangers soucieux de se faire une idée de la situation plus conforme à la vérité officielle que ce que peuvent en dire les étudiants « insurgés » de la place Tiananmen. Le bilan n'est pas brillant. « C'est le gouvernement qui a causé la révolte étudiante par ses maladroitness », jugait cette dame d'âge moyen, ravie de rencontrer des journalistes occidentaux et qui avait fait venir sa meilleure amie pour qu'elle ne rate pas cette occasion.

« On m'a dit de venir ici pour manifester pour Li Peng, mais j'ai répondu au chef que j'avais autre chose à faire », disait ce jeune ouvrier qui n'a pas manqué une minute de la contre-manifestation étudiante. Et que pensent-ils, ces gens simples, de M. Li Peng ? « Le mieux serait qu'il s'en aille pour que le calme revienne », jugait un quadragénaire bedonnant, vu d'abord dans la manifestation « officielle », puis, sans chapeau, du côté des étudiants.

FRANCIS DERON.

Les  
instants  
les  
plus  
mythiques  
ne  
sont  
pas  
les  
plus  
chers

ATHENES

VOL ALLER RETOUR  
DEPART DE PARIS  
A PARTIR DE

990 F

50, RUE RAMBUTEAU  
42 73 10 04 - 36 15 MF

NOUVELLES  
FRONTIERES

AFGHANISTAN

Stylos et boîtes  
à tabac piégés...

Les cinq sous-officiers français du 1<sup>er</sup> régiment de génie de Strasbourg qui avaient été envoyés pendant quatre mois au Pakistan, dans le cadre de l'opération Salam organisée par les Nations unies, pour apprendre aux réfugiés afghans les techniques de déminage sont rentrés en France. A leur retour, ils ont déclaré que les Soviétiques avaient laissé derrière eux avant leur départ d'Afghanistan plusieurs dizaines de milliers de mines piégées, souvent impossibles à déceler.

Ainsi ont-ils trouvé des stylos qui explosent quand on leur appuie sur le capuchon, des poupées et des boîtes de cricket piégées et même « des boîtes de nachos », un tabac vert dont les Afghans raffolent. Ces mines risquent de faire des dizaines de milliers de victimes, dans les anciennes zones de combat, parmi les réfugiés qui rentreront chez eux.

Selon le Quai d'Orsay

La conférence internationale sur le Cambodge  
aura lieu à Paris au début d'août

La conférence internationale sur le Cambodge, destinée à mettre fin à un conflit né il y a dix ans de l'intervention militaire vietnamienne contre les Khmers rouges, aura lieu à Paris au début d'août, a annoncé, le jeudi 1<sup>er</sup> juin, le porte-parole du Quai d'Orsay. Peu auparavant, le ministre français des affaires étrangères avait rencontré son homologue indonésien, M. Ali Alatas ; M. Dumas lui a dit que l'Indonésie serait étroitement associée à l'organisation de cette conférence qui regrouperait les principaux protagonistes au conflit — le Vietnam et les quatre factions cambodgiennes, — les six pays de l'ASEAN (association des nations d'Asie du Sud-Est, Brunei, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande) et les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies.

Cette réunion, que M. Dumas prépare par une série d'entretiens — il a déjà rencontré le secrétaire d'Etat indien des affaires étrangères et va s'entretenir prochainement

avec ses homologues thaïlandais et vietnamiens, — sera précédée d'une rencontre, le 24 juillet, entre le prince Sihanouk et M. Kim Sen, et d'une table ronde entre les quatre factions khmères.

D'autre part, le Vietnam a dénoncé, jeudi, le projet américain de fourniture d'armes à la résistance khmère non communiste qui, selon Hanoi, ne ferait qu'aggraver la guerre civile dans le pays.

● BIRMANIE : un journaliste tué. — Un journaliste américain a été tué par une explosion survenue dans une zone de combats entre troupes birmanes et guérillas laïennes, sur la frontière birmano-thaïlandaise, a annoncé, mercredi 31 mai, la police thaïlandaise. Lance Eugene Motley, trente et un ans, originaire de Massachusetts, travaillait pour le magazine Soldier of Fortune, spécialisé notamment dans la couverture de luttes de guérilla, à proximité de la ville frontalière thaïlandaise de Mae Sot (500 kilomètres au nord-ouest de Bangkok). — (AFP.)

Les journalistes étrangers  
sous haute surveillance

Inquiètes et mécontentes de la couverture des manifestations qui se poursuivent sur la place Tiananmen et de la crise politique qui s'est déchaînée à Pékin, les autorités de la capitale chinoise — chargées de faire appliquer la loi martiale — ont annoncé, jeudi 1<sup>er</sup> juin, de nouvelles mesures contre les journalistes étrangers. Ces restrictions à l'activité des correspondants en poste à Pékin sont les plus sévères imposées depuis la révolution culturelle.

Elles contredisent, s'il en était besoin, les affirmations officielles, encore répétées, jeudi, par le porte-parole du ministère des affaires étrangères. Selon ce dernier, la Chine et son gouvernement sont « stables » et « il n'y a pas de changement » à la direction du PCC, du gouvernement, de l'armée et du Parlement chinois.

Dans ce cas, pourquoi juger nécessaire d'imposer une demande et une autorisation préalable pour effectuer n'importe quel reportage, interdiction de couvrir ce qui se passe à

Tiananmen et dans d'autres lieux publics — donc pratiquement dans tout Pékin, — de prohiber les interviews et les rendez-vous avec les citoyens chinois, d'interdire de filmer les soldats et d'acquiescer par des moyens indirects des renseignements ou des déclarations de nature à encourager des activités strictement prohibées en vertu de la loi martiale ? Incapables de faire respecter par les Pékinois cette même loi martiale en vigueur depuis bientôt deux semaines, les autorités pensent-elles qu'elles y parviendront mieux avec les journalistes ?

Toujours est-il que ce changement d'attitude à l'égard de la presse étrangère laisse craindre que l'équipe actuellement au pouvoir ne retourne aux vieux démons de la xénophobie et du repli frénétique. Le correspondant de la BBC en a été la première victime, convoqué par la police, qui lui a infligé un « avertissement » et lui a demandé de « corriger ses erreurs à l'avenir ».



-Air Inter fait Paris-Ibiza sans escale.  
N'insistez pas,  
je ne relèverai pas le défi.

"Ces oiseaux modernes ont vraiment une condition physique incroyable. Du 3 juin au 17 septembre, Air Inter dessert à nouveau Paris-Ibiza sans escale en 1 h 50 : départs d'Orly sud le samedi à 13 h 30 et le dimanche à 10 h 30, départs d'Ibiza le samedi à 16 h et le dimanche à 13 h 30 (sous numéros de vols Air France). Et cet été, la gomme déjà très large des tarifs réduits s'étend avec le

tarif "3<sup>e</sup> âge", à partir de 1390 F A/R. A quand un tarif pour les petits oiseaux comme moi qui aimerais bien prendre aussi des vacances ? Renseignements, réservations : Air Inter Paris, 45.39.25.25 ou votre agent de voyages. Et si vous voulez passer quelques jours dans un nid douillet à Ibiza, Visit Europe par Air Inter vous propose de nombreuses formules de séjours. Renseignements, réservations : agences de voyages du

points de vente Air Inter et au Terminal Elysées/Visit Europe, 49, Champs-Élysées 75008 Paris, tél. : 42.89.39.40."

**AIR INTER**  
JAMAIS L'AVION N'A EU UN TEL SUCCES

550 من الأصل



## Diplomatie

La visite de M. George Bush  
en Grande-Bretagne

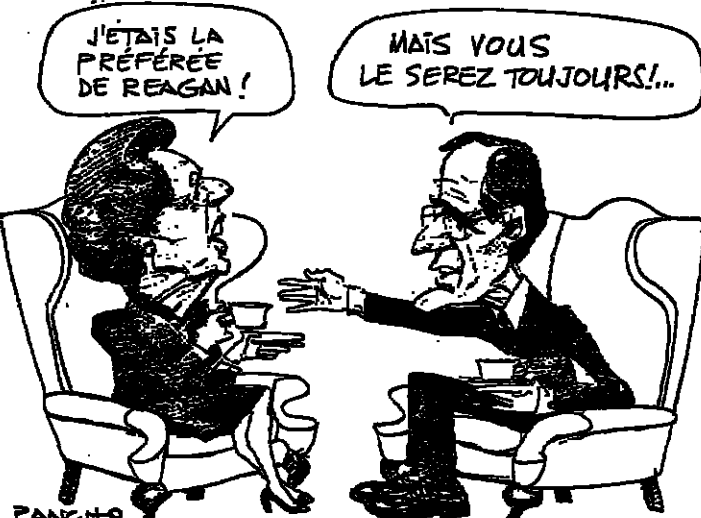
### Une « relation spéciale » mais plus tout à fait comme avant...

LONDRES  
de notre correspondant

M<sup>me</sup> Margaret Thatcher est-elle en train de perdre son statut d'interlocutrice privilégiée de Washington au sein de l'alliance atlantique pour être mise au même rang que le chancelier Kohl, voire que M. Mitterrand ? Telle est la question, à laquelle beaucoup répondent ici — sans doute un peu vite — par l'affirmative et qui a dominé la première visite officielle à Londres du qu-

Aussi bien du côté américain que du côté britannique, on affirme que M. Bush et M<sup>me</sup> Thatcher n'ont pas évoqué, au cours de leurs entretiens, la demande formulée à Paris par M. Chevardnadze que les effectifs des troupes britanniques et françaises stationnées en RFA soient réduits. Il est difficile de croire que ce dernier développement, qui touche directement Londres, n'ait pas fait l'objet d'un échange, mais telle est la version officielle.

M<sup>me</sup> Thatcher a préféré en rester aux généralités et exalter les liens



rante et unanime président des États-Unis. M. George Bush n'a cessé de chanter les louanges de son hôte, qu'il connaît bien, et dont il a notamment vanté le jugement et le courage. Rien n'y a fait. Chacun sent bien que les choses ne sont plus exactement comme du temps de M. Reagan.

Arrivé mercredi soir d'Allemagne, où il avait décrit M. Kohl comme son « partenaire dans le leadership », M. Bush a employé jeudi exactement la même expression, qui est d'ailleurs une contradiction dans les termes, à propos de M<sup>me</sup> Thatcher au cours du dîner que celle-ci lui offrait au 10, Downing Street. L'escalade de Londres était la dernière de la tournée européenne du président, qui devait regagner Washington le vendredi 2 juin.

M<sup>me</sup> Thatcher était la confidente, et parfois le mentor, de M. Reagan, et il semble bien que M. Bush n'ait pas envie de lui conserver ce rôle.

#### Les amis des amis...

On s'efforce ici de présenter le sommet de Bruxelles comme un « triomphe » pour M<sup>me</sup> Thatcher, laquelle serait totalement d'accord avec l'ensemble des propositions américaines dans la mesure où elle a réussi à « imposer » des conditions très contraignantes à l'ouverture de négociations avec les Soviétiques sur les armes nucléaires à courte portée (SNF). Vu de Londres, le dossier est suffisamment verrouillé pour que le spectre d'une dénucléarisation du Vieux Continent ait été écarté. Certes, M<sup>me</sup> Thatcher aurait préféré que le principe même de telles négociations soit rejeté. Mais elle « comprend », avec un brin de mépris, que le chancelier Kohl ait à faire face à des réalités électorales, et qu'il faille, « pour des raisons de politique intérieure ouest-allemande », accepter qu'on parle un jour, le plus lointain possible, des SNF avec les Soviétiques.

L'essentiel, vu d'ici, est que l'alliance ait formellement demandé aux États-Unis de commencer les travaux de « recherche et de développement » concernant le missile à courte portée destiné à remplacer, dans les années 90, les quatre-vingt-huit Lance déployés en RFA. On sait que les Allemands de l'Ouest en général, et M. Genscher en particulier, sont persuadés qu'il ne sera pas nécessaire de procéder à cette modernisation. Le chef de la diplomatie de Bonn n'est pas en odeur de sainteté au 10, Downing Street, mais l'heure n'est plus à la polémique.

historiques, tissés au cours des deux guerres mondiales, entre les États-Unis et la Grande-Bretagne. « Au moment du danger, vous avez toujours pu compter sur nous. Et je le répète solennellement ce soir, vous pourrez toujours compter sur la Grande-Bretagne quand vous en aurez besoin. Voilà pourquoi notre relation est spéciale », a-t-elle déclaré lors du dîner de jeudi soir.

#### Les Falkland et les réfugiés du Vietnam

M. Bush l'avait devancé sur le même thème, quelques heures plus tôt, sur le perron du 10, Downing Street : « La relation spéciale qui a existé entre le Royaume-Uni et les États-Unis continue et continuera. Je peux assurer le peuple britannique que, de notre côté de l'Atlantique, cette relation est forte. » M<sup>me</sup> Thatcher a jugé « dépourvue de tact » la question d'un journaliste de la BBC qui lui demandait si la Grande-Bretagne était toujours « la meilleure amie » des États-Unis. « C'est une erreur de penser que, parce que vous avez un ami, vous ne devez pas en avoir d'autres », a-t-elle rétorqué. « Excellente réponse », a commenté M. Bush.

Le président américain a en une formule un peu étonnante, qui a suscité ici un flot de commentaires, lorsqu'il a dit qu'avec une « amie » telle que M<sup>me</sup> Thatcher, il « n'avait pas besoin de mettre des gants ». Comme il venait d'évoquer la « franchise » de ses conversations avec le premier ministre, on y a vu aussitôt la révélation de différends mais le porte-parole, des deux côtés, ont aussitôt balayé d'un revers de main cette interprétation.

Selon les comptes rendus officiels, la relation est donc harmonieuse « comme toujours ». Il n'y a que deux points qui soulèvent, publiquement au moins, des difficultés : l'Argentine et Hongkong.

M<sup>me</sup> Thatcher s'est inquiétée de la reprise possible, par les États-Unis, d'une aide militaire, d'ailleurs très minime, à l'Argentine. Elle a rappelé son souci pour la sécurité des îles Falkland, en raison des propos menaçants tenus par le président argentin élu, M. Carlos Menem. M. Bush a, d'autre part, refusé d'accorder son soutien à un projet britannique consistant à reconduire au Vietnam une partie des boot-people qui arrivent au rythme de 750 par jour à Hongkong. Londres s'inquiète de la surpopulation de la colonie et envisage de rapatrier, au besoin par la force, un certain nombre de réfugiés.

DOMINIQUE DHOMBRES.

• Début des entretiens « informels » entre Paris et l'OLP. — Chargé par l'OLP des relations avec la France, M. Hani El Hassan, conseiller de M. Yasser Arafat, est arrivé jeudi 1<sup>er</sup> juin à Paris en vue d'assurer, au sein d'un « petit groupe informel » (Le Monde du 2 juin), le suivi des entretiens qu'ont eus le chef de l'OLP et M. François Mitterrand début mai à Paris. Les interlocuteurs français du M. Hani El Hassan doivent être MM. Jean Muscatelli, conseiller diplomatique du président, et Jean-Claude Cousserand, chargé de mission au cabinet de M. Roland Dumas.

La conférence de Paris sur les droits de l'homme

### Une fête pour les Soviétiques

Comme sur une affiche appelant au bal du samedi soir, des lettres d'un rouge triomphant : « La glasnost et les droits de l'homme », annonçant jeudi 1<sup>er</sup> juin la conférence de presse de l'ambassadeur Kachlev, délégué soviétique à la réunion sur les droits de l'homme qui se tient actuellement à Paris. A la tribune, M. Kachlev avait donc pris place parmi les membres de sa délégation au grand complet, qui, chacun, à chaque question posée par la salle, voulait ajouter son grain de sel. « Voilà ce que c'est le pluralisme ! », s'exclamait M. Kachlev, hilare, devant la loquacité de ses subordonnés et il regrettait qu'étant à Paris on n'ait pas le déjeuner pour une conférence de presse qui du coup menaçait de ne jamais finir.

Il est clair, deux jours après l'ouverture de cette conférence de Paris, que les temps ont bien changé : une discussion Est-Ouest sur les droits de l'homme a désormais pour certains pays socialistes un aspect franchement jubilatoire, tandis que les Occidentaux poursuivent avec sérieux mais sans la passion qu'ils y mettaient autrefois le travail engagé depuis la mise en œuvre du processus d'Helsinki il y a quatre ans.

L'URSS avait occupé la vedette jeudi 1<sup>er</sup> juin, lors de la réunion plénière, en présentant le détail des projets de réforme du Code pénal destinés à mettre la législation soviétique en conformité avec les engagements internationaux résultant des textes d'Helsinki (1975) et de Vienne (janvier 1989). Parmi ces projets qui portent sur la liberté d'association, la liberté de conscience, le libre accès aux centres culturels étrangers notamment, deux points ont retenu l'attention : d'une part la promesse dont se sont réjouis les Occidentaux, de supprimer les fameux articles 190-1 et 70

du Code pénal soviétique qui prévoient des sanctions pour diffamation ou propagande antisoviétique et qui ont été le prétexte à tant d'années de camp, d'emprisonnement, de déportations ; d'autre part, la nouvelle législation sur l'octroi des autorisations de sortie du territoire, qui fait en revanche l'objet de critiques et de questions de la part des Occidentaux.

#### « Secrets d'Etat »

M. Kachlev a annoncé que la durée pendant laquelle les autorités peuvent refuser une autorisation de sortie à un citoyen détenteur de « secrets d'Etat » pourrait être limitée à cinq ans. C'est beaucoup trop, estiment les Occidentaux, surtout si l'on songe à la façon dont ces prétendus secrets d'Etat ont été utilisés par le passé pour refuser la sortie du territoire à des candidats à l'émigration ou à des candidats à un simple voyage en Occident. D'autant que M. Kachlev n'a pas exclu qu'une

clause autorise les ministères, dans certains cas exceptionnels, à prolonger ce délai. Pour témoigner de la bonne foi soviétique, M. Kachlev cite des chiffres : 104 000 personnes ont quitté l'URSS pour aller résider à l'étranger en 1988, soit dix-huit fois plus qu'en 1986. Les refus de voyage « privés » à l'étranger n'ont, porte-t-il, que sur 0,3 % des demandes.

Les délégués soviétiques prirent l'air de donner des assurances en leur signalant que deux personnes de Leningrad invitées à Paris n'y étaient toujours pas arrivées jeudi. Qu'a-t-il bien pu se passer ? Peut-être n'ont-elles pas fait les démarches nécessaires auprès de l'OVR, l'administration qui délivre les autorisations de sortie ? Les Occidentaux demandèrent que la notion de secrets d'Etat soit mieux définie dans la nouvelle législation soviétique pour ne pas prêter à abus. Ils devront répondre aussi à certaines interpellations : celles des Soviétiques qui demandent aux Américains pourquoi le visa d'entrée

sur leur territoire a été récemment refusé à des journalistes et des représentants de syndicats soviétiques ; celles d'organisations non gouvernementales aussi, qui font valoir qu'à mesure que l'URSS et d'autres pays socialistes ouvrent leurs portes de sortie, les portes d'entrée en Occident se ferment.

Emporté en tout cas par son élan humanitaire, M. Kachlev — et c'est la première fois la part d'un officiel soviétique — a rendu hommage, lors de la conférence de presse, à Raoul Wallenberg, ce diplomate suédois qui, après avoir sauvé la vie de plusieurs milliers de juifs, fut arrêté par les Soviétiques en 1945 en Hongrie et dont Moscou n'avait plus jamais voulu repartir. « Il a eu, a dit M. Kachlev, un rôle humanitaire très important ». Il est mort, « malheureusement », comme des milliers d'autres, a-t-il ajouté, en précisant qu'on ne savait pas dans quelles circonstances, mais que si on l'apprenait on en informerait le monde.

CLAIRE TRÉAN.

### Création d'un Comité français de surveillance des accords d'Helsinki

Un Comité français de surveillance des accords d'Helsinki, membre de la Fédération internationale Helsinki des droits de l'homme, s'est constitué, jeudi 1<sup>er</sup> juin, à Paris — à l'occasion de la conférence sur la dimension humaine de la CSCE — sous le parrainage de M. von Schwarzenberg, président de la Fédération. Ce comité est présidé par le député Bernard Stasi (CDS). Il a pour vice-présidents M. Gilles Martinet, ancien ambassadeur, et le bâtonnier Louis-Edmond Pettiti, et pour secrétaire général le professeur Joseph Rovay.

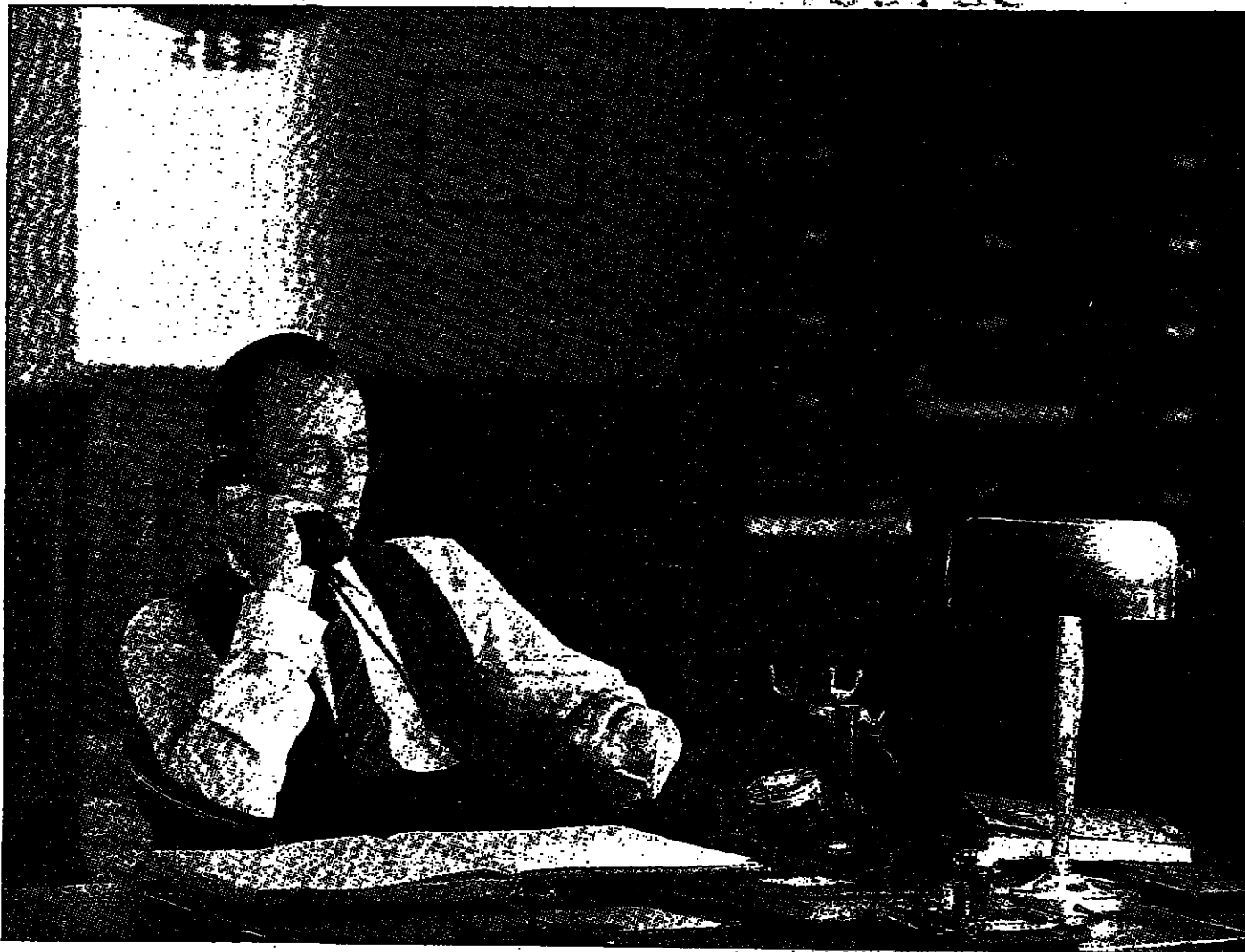
Dans des conditions difficiles, les comités de surveillance d'Helsinki ont joué un rôle important ces dernières années dans les pays de l'Est.

M. Youri Orlov, président d'honneur de la Fédération internationale Helsinki, qui a présidé des années dans les camps de l'URSS et fait partie des fondateurs du comité soviétique, est venu par sa présence en témoigner au cours de la première réunion du comité français, dans une salle de l'Assemblée nationale. Parmi les intervenants figuraient également le poète

Bélgar Petr Manolov, secrétaire de l'Association indépendante pour les droits de l'homme, fondée en janvier 1988.

À l'issue de son intervention, M. Manolov a indiqué qu'un autre représentant invité à Paris, M. Konstantin Trochey, avait été arrêté mercredi dernier en allant chercher son visa à l'ambassade de France à Sofia. Un autre dissident célèbre, M. Mikhaïl Hajek, ancien ministre des affaires étrangères de Tchécoslovaquie, ne peut pas non plus obtenir l'autorisation à l'Assemblée nationale de répondre à l'invitation française.

## 1930. LE TELEPHONE DEVENAIT L'OUTIL INDISPENSABLE DE TOUTES LES ENTREPRISES.



### CHAQUE JOUR,

Fin 1989, la France disposera d'un parc de 350 000 télécopieurs. Les entreprises des principaux pays industrialisés s'équipent, elles aussi, à grande vitesse. Des prix plus bas, un choix plus grand, des performances accrues : chaque entreprise est sûre de trouver l'équipement qui lui convient. Les nouvelles technologies de l'électronique et des télécommunications se conjuguent pour répondre à tous les besoins. Aujourd'hui, en France, il y a deux sortes d'entreprises : celles qui ont la télécopie, et celles qui vont l'avoir.

CHARNIER PARSOT  
Conseillers

Centre formation professionnelle avocat.

**C.F.P.A.**

Préparation intensive  
28 août au 22 septembre  
80 % à 90 % DE REÇUS  
chaque année

**CEPES**

32, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly  
Tél. : 47-48-09-19 ou 47-22-84-84.



## Afrique

### NIGERIA

#### L'agitation a renforcé la méfiance des militaires à l'égard des civils

Lagos

(de notre envoyé spécial)

Après Benin-City, Ibadan et Ede, Lagos a été le théâtre, mercredi 31 mai, de violentes émeutes, selon des sources officielles, ont fait une dizaine de morts (le Monde du 2 juin). L'ordre a été rapidement rétabli dans la capitale nigérienne, où la vie avait repris son cours normal, jeudi 1<sup>er</sup> juin. Des carcasses de voitures et d'autobus incendiés, quelques bâtiments publics mis à mal, des barrières de sécurité routière torpillées, des puits et des planches presque calcinées, témoignent encore des manifestations dans les quartiers périphériques de la ville, notamment près de l'aéroport international d'Ikeja.

Le retour au calme a permis d'alléger le dispositif de sécurité dans la capitale, et il n'a pas été nécessaire d'installer un couvre-feu, comme ce fut le cas la semaine dernière à Benin-City. Les taxis qui avaient brusquement doublé le prix de leurs courses et faisaient ainsi payer à leurs clients une « prime de risque » ont maintenant rétabli leurs anciens tarifs. Quant aux habitants de Lagos, ils ont timidement repris le chemin du travail.

Nous n'avons pas été surpris par ces émeutes, assure un conseiller du général Ibrahim Babangida, le chef de l'Etat, car nous savons que beaucoup de gens souffrent des mesures d'austérité. C'est justement contre ces mesures que le syndicat des étudiants avait récemment appelé à manifester à travers le pays. Mais les autorités locales n'ont pas osé, pour ne pas aggraver la situation, faire intervenir la police, ce qui aurait pu entraîner des pertes de vies humaines.

D'aucuns, dans les cercles officiels, soupçonnent certaines per-

sonnes mal intentionnées d'avoir armé le bras des manifestants. En effet, d'anciens policiers et syndicalistes, aujourd'hui écartés des affaires, le gouvernement nigérien a très vite pris la mesure des événements, et pour éviter que ces violences ne dégénèrent et ne s'étendent à l'ensemble du pays, a décidé d'employer la méthode forte en autorisant la police et l'armée à tirer à vue sur les auteurs de troubles, notamment les pillards. Il semble, pour le moment, que la méthode ait été payante. Dans différents Etats, en particulier celui de Lagos, les universités et les centres d'enseignement supérieur ont été fermés de manière préventive pour une période indéterminée.

Pas question pour les autorités nigériennes de remettre en cause le Plan d'ajustement structurel (PAS), qui, affirment-elles, « est en train de porter ses fruits ». A leur avis, « il n'y a pas de solution de remplacement ». A tout le moins le gouvernement s'efforce-t-il de corriger les effets pervers de ce plan. Ceux qui critiquent le plus bruyamment le plan sont, d'après un conseiller du général Babangida, « des intellectuels qui ont une idéologie à vendre ».

Déjà on ne peut plus méfier à l'encontre des civils qui, dans le passé, ont conduit le pays à la gabegie et à la catastrophe financière, les militaires au pouvoir le sont davantage encore aujourd'hui alors qu'ils doivent affronter des désordres dans la rue. Nul doute, donc, que le général Babangida et les siens vont rapidement tirer leçon des événements et « baliser » du mieux qu'ils pourront la route qui conduit vers un régime civil, fût-ce au prix d'un indéniablement cette échéance.

JACQUES DE BARRIN.

## Amériques

### SALVADOR : dans son discours d'investiture

#### Le président Alfredo Cristiani a proposé à la guérilla un « dialogue permanent »

Comme il était prévu, le programme économique du nouveau chef de l'Etat privilégie l'entreprise privée : il veut mettre fin à « la démagogie du paternalisme de l'Etat ». Aussi, le gouvernement aura un simple rôle de « régulateur ». C'est une rupture avec le « réformisme » de son prédécesseur démocrate-chrétien, responsable, selon lui, du « désordre, de la corruption et de la misère ».

La banque et le commerce extérieur, nationalisés en 1980, seront donc reprivatisés. La réforme agraire, en revanche, ne sera pas remise en question. Au contraire, a dit M. Cristiani, elle recevra une nouvelle impulsion : ses bénéficiaires pourront choisir la formule de gestion qui leur convient. Le nouveau président confirme ainsi sa préférence pour la privatisation des coopératives en faveur des paysans qui y travaillent.

Les passages du discours sur la « suppression de l'extrême gauche » n'ont pas été applaudis par les personnalités de droite qui se pressaient à la cérémonie de passage des pouvoirs. Celle-ci a eu lieu sous une forte protection de l'armée dans le pavillon central de la Foire internationale de San-Salvador. Les allusions répétées à la lutte contre la « corruption » — responsable en bonne partie de la défaite des démocrates-chrétiens aux élections du 19 mars — ont, en revanche, été chaleureusement accueillies. Impassable et visiblement épuisé — il est atteint d'un cancer incurable de l'estomac — M. Duarte a écouté son successeur énumérer tous les échecs du gouvernement sortant. M. Cristiani lui a cependant rendu hommage en soulignant « son engagement personnel en faveur de la démocratie ».

Ce sont finalement les propositions du nouveau président sur la

façon de mettre fin à la guerre qui ont le plus retenu l'attention. Par rapport aux négociations qui se sont déroulées avec la guérilla à l'époque de M. Duarte, l'offre de M. Cristiani contient des éléments nouveaux. Celui-ci propose, en effet, de nommer immédiatement une commission « permanente » de « personnalités démocratiques » pour participer à un dialogue avec des représentants de la guérilla du FMLN. La négociation devrait se dérouler « dans un pays frère d'Amérique centrale ».

Différents secteurs politiques ont accueilli positivement cette position, mais pas le principal intéressé, le FMLN, qui est demeuré silencieux. Les alliés politiques de la guérilla, en particulier MM. Ruben Zamora (Convergence démocratique) et

Mario Aguinada (communiste), ont reconnu des aspects « positifs » à l'offre de M. Cristiani.

Pour son gouvernement, M. Cristiani a su doser entre les personnalités liées à l'extrême droite et les ministres moins « marqués ». C'est ainsi qu'il a nommé au poste clé de la défense un homme qui participait déjà comme vice-ministre au gouvernement précédent : le général Humberto Larín. La continuité, donc, pour satisfaire Washington. Mais les deux adjoints du ministre, les colonels Orlando Zepeda et Orlando Montano, sont, en revanche, connus pour leur sympathie à l'égard de l'extrême droite et de l'ex-commandant Roberto d'Aubuisson, fondateur et « homme fort » de l'ARENA.

BERTRAND DE LA GRANGE.

#### Le nouveau visage de l'extrême droite

Alfredo Cristiani est arrivé sur la scène politique par hasard. La présidence de la République ne faisait pas partie du plan de carrière de cet homme d'affaires de quarante-deux ans issu d'une famille de l'oligarchie salvadorienne qui doit sa fortune à l'exportation du café.

En 1984, il a accepté d'abandonner sa vie confortable pour répondre à l'invitation du principal dirigeant de l'extrême droite, l'ancien commandant d'Aubuisson, fondateur de l'Alliance républicaine nationaliste (ARENA). Celui-ci venait alors de perdre l'élection présidentielle remportée par le démocrate-chrétien Napoleon Duarte.

L'ex-officier a un sérieux problème d'image, en effet, du fait de son association avec les Ecadros de la mort, responsables de l'assassinat de milliers de sympathisants de la gauche et de l'extrême gauche. Les Etats-Unis, principaux bailleurs de fonds du gouvernement salvadorien, ont d'ailleurs fait savoir qu'ils ne souhaitent pas l'arrivée au pouvoir de Roberto d'Aubuisson. Les dirigeants de l'ARENA n'ont pas le choix : il faut un candidat plus présentable pour les élections de 1989. Ce sera Alfredo Cristiani. Dès 1985, il est président du parti.

Le nouveau président du parti a été formé dans les universités américaines, et ses enfants eux-mêmes font leurs études aux Etats-Unis. M. Cristiani a fait, au cours de ces deux dernières années, plusieurs voyages à Washington pour convaincre ses interlocuteurs que l'ARENA s'est convertie aux méthodes démocratiques et qu'il n'est pas l'homme de paille de l'ancien commandant.

Contrairement à Roberto d'Aubuisson, qui se complait dans une vulgarité qu'il veut « populaire », Alfredo Cristiani a de la classe, aussi bien dans sa manière de s'exprimer que dans sa façon de s'habiller. Cet homme portant beau est aussi un sportif de réputation nationale. En quelques années, il réussit à se rallier des personnalités de la

droite « civilisée », comme le nouveau maire de la capitale, M. Calderon Sol. Les secteurs liés à la droite de l'époque des cavernes — selon l'expression utilisée localement — réagissent d'abord très mal à cette manœuvre sur « leur » parti ; mais ils comptent bien imposer leurs vues au nouveau gouvernement.

M. Cristiani sera-t-il en mesure de faire comprendre aux



grands producteurs de café que la réforme agraire est irréversible ? Il s'est engagé en ce sens au cours de la campagne électorale. Il aura du mal, en revanche, à résister aux pressions de l'« aile militaire » de l'ARENA et à certains secteurs de l'armée, qui veulent « d'abord gagner la guerre et ensuite seulement s'occuper de la démocratie et des droits de l'homme ».

Le nouveau président sait que sa marge de manœuvre reste limitée et que l'armée est toujours la principale force politique du pays. « Je préférerais personnellement nommer un civil au ministère de la Défense », nous déclarait-il avant sa victoire aux élections, malheureusement l'armée n'est pas encore prête à l'accepter. Réalisme ? Ou premier recul, destiné à être suivi de beaucoup d'autres ?

B. de L. G.

## 1989. LA TELECOPIE EST DEVENUE L'OUTIL INDISPENSABLE DE TOUTES LES ENTREPRISES.



### 1000 ENTREPRISES S'EQUIPENT EN TELECOPIE.

Assurez-vous que votre futur télécopieur est bien agréé P.T.T. Cet agrément vous apporte les trois garanties essentielles de compatibilité, d'adaptabilité et de sécurité.

Contactez votre Agence Commerciale FRANCE TELECOM, et découvrez les multiples possibilités des terminaux de télécopie et des interfaces pour micro-ordinateurs.

AVEC FRANCE TELECOM, LA BUREAUTIQUE COMMUNIQUE.

FRANCE  
TELECOM

UN AVENIR D'AVANCE



#### ARGENTINE Arrestation de dirigeants d'extrême gauche après les « émeutes de la faim »

« Le calme est pratiquement total dans tout le pays », a déclaré en fin de soirée, jeudi 1<sup>er</sup> juin, Ricardo Gil Lavedra, secrétaire d'Etat à l'Intérieur. Il a accredité un bilan officiel et provisoire faisant état de quatorze morts et « près de quatre-vingts blessés » après ce qu'il est désormais convenu d'appeler en Argentine les « émeutes de la faim », au début de la semaine. Une dernière victime, une adolescente de quinze ans, est morte, jeudi, ensevelie sous des sacs de sucre, lors du pillage d'une raffinerie à Tucumán.

Tandis que les autorités soulignent le « retour à la normale » dans une certaine tension, les commerces d'alimentation ont commencé, jeudi, à rouvrir leurs portes dans les villes et les quartiers les plus touchés par les émeutes.

A Buenos-Aires, le secrétaire général du Parti ouvrier (troussiste) M. Jorge Altamira, a été arrêté ainsi que plusieurs autres dirigeants de ce mouvement, soupçonnés d'avoir encouragé les émeutes en divers endroits. M. Altamira avait été candidat lors de l'élection présidentielle du 14 mai. Dès le début des troubles, le président Raúl Alfonsín et son successeur nouvellement élu, M. Carlos Menem, avaient divergences séparant radicaux et péronistes — dénoncé, tous deux, des « agitateurs subversifs de l'extrême gauche » comme les instigateurs des pillages. — (AFP, Reuter, AP.)

#### CHILI Le général Pinochet accepterait de laisser la présidence à un opposant

Pour la première fois, le général Pinochet a déclaré qu'il était prêt à laisser la présidence de la République chilienne au dirigeant démocrate-chrétien de l'opposition, M. Patricio Aylwin, si celui-ci était élu lors du scrutin du 14 décembre prochain. Dans une interview publiée jeudi 1<sup>er</sup> juin par l'hebdomadaire *Que Pasa*, le chef de l'Etat a cependant précisé que, conformément à la constitution qu'il a fait voter en 1980, il entendait demeurer commandant en chef des forces armées, pour huit années encore, même si M. Aylwin lui demandait de renoncer.

Pour les dix-sept partis d'opposition de la Concertation pour la démocratie, la volonté du général Pinochet de se maintenir à la tête des armées est préoccupante, car ils craignent un scénario « à la façon du Panama » (avec le maintien d'un « homme fort » — comme le général Noriega — vidant la démocratisation de son contenu). La Concertation a d'ailleurs précisé jeudi que son assentiment aux mesures de réforme de la constitution annoncées la veille par le gouvernement ne signifiait pas sa reconnaissance du caractère désormais « démocratique » de la charte de 1980. M. Aylwin a précisé que la lutte pour de nouvelles modifications serait poursuivie par le Parlement élu le 14 décembre.

Le ministre de l'Intérieur, M. Carlos Caceres, a indiqué que le référendum sur la révision constitutionnelle pourrait avoir lieu fin juillet. — (AFP.)

مكتبة الامن الاصل



# Politique

Le débat sur l'immigration et la campagne des élections européennes

## Les centristes accusent M. Mitterrand de « manœuvre politicienne »

Le plaidoyer en faveur des immigrés prononcé, jeudi 1<sup>er</sup> juin, à Chambéry, par M. François Mitterrand, au moment où, à l'Assemblée nationale, l'opposition recourt à toutes les subtilités de la procédure parlementaire pour contraindre la discussion du projet de gouvernement sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France, a aussitôt provoqué un tollé dans les rangs centristes, et pas seulement au Palais-Bourbon où M. Bernard Stasi a estimé que l'organisation d'un tel débat en période électorale constituait « un piège tendu à l'opposition et au caduc du Front national ».

A Reims, M<sup>me</sup> Simone Veil, qui conduit la liste des centristes aux élections européennes, a ajouté que la présentation de ce projet de loi était « une manœuvre très politicienne dont les intéressés, les immigrés, seront les victimes. Débat de rejet d'un côté, débat démagogique de l'autre, les immigrés attendent autre chose que de la politi-

que politicienne à leur sujet », a souligné l'ancienne présidente de l'Assemblée européenne.

A Brest, le président du CDS, M. Pierre Méhaignerie, qui accompagnait M<sup>me</sup> Veil, a fait savoir que le groupe parlementaire de l'Union du centre, qu'il préside, voterait la motion de censure dont le dépôt a été annoncé par le RPR et l'UDF. « Nous sommes loin du premier projet Joxe, qui était acceptable et que nous aurions voté, a-t-il indiqué. Il n'y a pas eu de concertation européenne sur ce sujet et il s'agit d'une manœuvre politicienne où l'on souhaite revaloriser le Front national. Ce débat est un mauvais procédé pour renforcer le Front national et affaiblir l'opposition ».

An micro de RTL, M. Edmond Alphandéry, député UDF de Maine-et-Loire, a enfoncé le clou en accusant M. Mitterrand de « rééditer ce qu'il a essayé de faire aux élections municipales. On essaie d'agiter le chiffon rouge devant l'électorat

de M. Le Pen pour ramener le maximum de voix ». « C'est une opération téléguidée contre l'opposition républicaine, a-t-il affirmé, une opération, politicienne et il y aura une réponse, peut-être une motion de censure ».

Le président du groupe RPR à l'Assemblée nationale, M. Bernard Pons, a indiqué, pour sa part, que l'opposition avait « le temps pour déposer sa motion de censure » et qu'il était préférable que le débat se poursuive « afin d'ouvrir les yeux des Français ».

En réponse au maire socialiste de Chambéry, M. Louis Besson, qui avait suscité son intervention sur ce sujet, M. Mitterrand avait rappelé — et cette réponse valait aussi, de toute évidence, pour l'opposition — que sa position à l'égard des immigrés n'était pas nouvelle puisqu'il l'avait exposée au printemps 1988 dans sa Lettre à tous les Français et avait conclu, sur ce point, comme sur les autres, « un contrat avec les Français ».

Dans cette Lettre, M. Mitterrand consacrait une page et demie aux immigrés, au fil d'un chapitre où il traitait des exclusions. Il y expliquait la différence entre les immigrés en situation régulière et les clandestins en insistant sur les conditions de droit qui doivent être appliquées aux uns et aux autres. Mais c'est surtout en présentant ses vœux aux Français, le 31 décembre 1988, que le président réélus avait explicitement souligné que « soient révisées sans tarder des dispositions législatives applicables aux immigrés ». Des dispositions qui, disait-il, « ne me paraissent ni équitables ni justifiées ».

Les critiques de l'opposition, de toute façon, laissent M. Mitterrand de marbre. Évoquant l'offensive déclenchée contre lui par le RPR (le Monde du 2 juin), le président de la République confiait jeudi, en privé : « Je me demande pourquoi on m'attaque de cette manière. Je ne suis pourtant rééligible qu'en mai 1995... »

Le président de la République en Savoie

## « Avocat des pauvres » et des étrangers en situation régulière

CHAMBERY  
de notre correspondant

Invité, jeudi 1<sup>er</sup> juin, de la « Savoie olympique » et du Comité d'organisation des Jeux d'Albertville de 1992, M. François Mitterrand a transformé son voyage, au fil des étapes, en un parcours hautement politique, comme à Chambéry, où il a pris très fermement la défense de la loi Joxe sur l'immigration en se transformant en « avocat des pauvres ».

Il avait été interpellé sur ces deux points quelques instants auparavant, par le maire de Chambéry, également ministre du logement, M. Louis Besson (PS). Dans la grande salle de la Maison de la culture de Chambéry, ce dernier avait évoqué le sort des Savoyards immigrés, installés à Paris il y a plusieurs siècles, lorsque la Savoie n'était pas encore française et qu'ils y vivaient alors dans des conditions de grande précarité. « Si la Sécurité sociale avait alors existé, les Savoyards auraient été accusés de son déficit... n'en doutons pas, a affirmé M. Besson. La Savoie peut puiser dans son passé matière à adhérer au combat permanent qui est le vôtre contre la xénophobie. L'occasion était offerte sur un plateau ».

A propos des problèmes de l'immigration, le président de la République a estimé que « la brutalité et l'affrontement » ne sont pas de mise. Il a constaté que la proportion d'immigrés dans notre pays ne s'était pas accrue entre les années 30 et les années 80, mais que, en revanche, nous assistions à l'accroissement du déséquilibre démographique entre les deux rives de la Méditerranée : « Notre premier devoir consiste précisément à nous protéger, sans exagérer ce souci. (...) Sévérité aux frontières : la loi, oui, toute la loi, mais pas davantage. Quelqu'un entre clandestinement ne peut se voir accueillir. Cela est et sera respecté ; c'est bien le souci du premier ministre et du ministre de l'Intérieur, qui ont présenté, devant le Parlement, un projet de loi en ce sens ».

M. Mitterrand a ajouté : « Il faut réaliser la synthèse de deux obligations de la puissance publique : protéger notre territoire, faire que notre frontière ne soit pas poreuse à la poussée démographique formidable qui nous attend au siècle prochain et, en même temps, il faut veiller avec le plus grand scrupule d'abord à ce que ceux qui ont obtenu le droit de travailler en France puissent, à partir de là, jouir de tous les droits essentiels ; ils nous apportent leur travail, — leurs formes de culture. Nous leur devons l'accueil (...). Lorsqu'il s'agit de personnes qui se trouvent sur notre sol indûment, elles connaîtront le sort de ceux que nous refusons aux frontières, mais dans des conditions décentes et qui feront honneur à la France. C'est là le sens de la loi qui est en discussion et qui paraît si contestée par un certain nombre de groupes politiques ».

M. Mitterrand a enfin rappelé que sa position sur ce sujet n'était pas nouvelle, qu'il l'avait écrite dans la Lettre aux Français publiée avant l'élection présidentielle. « J'ai annoncé la couleur : je n'ai pas dissimulé que c'était mon objectif lorsque je me suis présenté à l'élection présidentielle en 1988. C'est un contrat que j'ai passé avec les Français, il est donc normal que je soutienne les efforts du gouvernement que j'ai mis en place. Il est normal que je sois à ses côtés ».

Le président de la République a, d'autre part, voulu montrer qu'il entendait fermement tenir la barre de la politique sociale de son gouvernement.

### Le message universel de la Révolution

L'expérience menée en Savoie au quinzième siècle par Amédée VIII, comte puis duc de Savoie, élu pape par les schismatiques de Bâle en 1439, qui avait créé pour ses sujets pauvres le rôle d'avocat général des pauvres, a inspiré les propos du chef de l'État. Il a estimé que « la France doit avoir des avocats des pauvres. C'est le rôle du gouvernement et du président de la République ; et ceux que cela choque, il faudra qu'ils s'y fassent », a prévenu M. Mitterrand, qui a aussitôt indiqué que le logement « entre dans le cercle des priorités nationales ». Ce sera là, a-t-il dit, l'une de ses préoccupations au cours des prochains mois. « Mon rôle, a-t-il conclu, devant un peuple largement constitué d'étrangers, est de veiller à tout, afin de donner au

gouvernement quelques lignes d'action qu'il gère avec talent. Je lui en laisse la responsabilité, et il les assume, comme il convient ».

Un peu plus tard, dans la ville de Saint-Jean-de-Maurienne, le président de la République a fait un long plaidoyer en faveur des fêtes organisées pour le bicentenaire de la Révolution : « Combien, parmi les peuples opprimés, les couches sociales malheureuses, s'inspirent aujourd'hui de la grande leçon entendue depuis deux siècles, que nous célébrons dans le concert des nations. Les riches et les pauvres ; tous seront là, autour de nous, Français, pour dire que le message d'il y a deux cents ans est un message universel. Cela vaut la peine de supporter, à cause de cela, quelques inconvénients ou quelques disciplines supplémentaires. Le devoir de la France, c'est de bien recevoir ceux qui viennent rendre hommage à la mémoire des grands Français qui ont su préparer l'avènement des temps modernes ».

CLAUDE FRANCILLON.

A l'Assemblée nationale

## M. Joxe contre la tactique d'obstruction de l'opposition

Les députés ont poursuivi, jeudi 1<sup>er</sup> juin, l'examen du projet de loi relatif à l'entrée et au séjour des étrangers en France, présenté par M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur. L'arrivée inattendue de M. Michel Rocard dans l'hémicycle, vers 22 h 30, fit croire quelques instants que le premier ministre allait mettre fin aux débats en engageant la responsabilité de son gouvernement sur ce texte, comme l'y a autorisé le conseil des ministres du mercredi 31 mai. Viflement déstabilisé, et sans doute ravi de l'effet qu'avait provoqué son entrée, M. Rocard quitta

deux orateurs inattendus sont intervenus, jeudi 1<sup>er</sup> juin, dans le débat sur l'entrée et le séjour des étrangers en France : M. François Mitterrand, en visite à Chambéry (lire ci-dessus), et M. Jean-Marie Le Pen, en visite à l'Assemblée nationale. Vers 18 h 30, la tribune réservée aux anciens parlementaires s'ouvrit au président du Front national, qui revenait pour la première fois au Palais-Bourbon depuis son échec aux élections législatives.

Vingt minutes plus tard, M. Le Pen, qui avait pris préalablement le soin d'informer toutes les rédactions de sa venue, raillait

le banc des ministres une quarantaine de minutes plus tard.

A l'obstruction menée depuis quatre jours par le groupe RPR, M. Joxe a répondu, jeudi soir, par la « réserve » du vote et de la discussion de certains amendements — notamment les deux cent cinquante déposés par M. Pierre Mazeaud (RPR, Paris). Le recours à cette procédure a permis d'avancer un peu dans le débat, qui devrait néanmoins se poursuivre jusqu'au samedi 3 ou au dimanche 4 juin.

fut, elle, largement commentée et critiquée par l'opposition UDF-RPR, qui fustigeait cette « nouvelle ingérence politique » de M. Mitterrand. Quant aux centristes, ils dénonçaient, par la voix de M. Jean-Jacques Hyest (Seine-et-Marne), la « manœuvre » du président de la République, qui, par son intervention montée — hélas ! — que l'entrée et le séjour des étrangers ne sont pas les seuls objectifs de ce projet ».

L'après-midi, dans les couloirs du Palais-Bourbon, M. Bernard Stasi (UDC, Maine) s'était pour sa part déclaré « déçu » par la tactique que prennent les députés en reprochant au gouvernement d'avoir inscrit ce texte à l'ordre du jour de l'Assemblée pendant la période électorale. « C'est un cadeau fait au Front national, et une partie de l'opposition, en se rapprochant du parti de M. Le Pen, est en train de tomber dans le piège qui lui a été tendu, une fois de plus, par M. Mitterrand », observait M. Stasi.

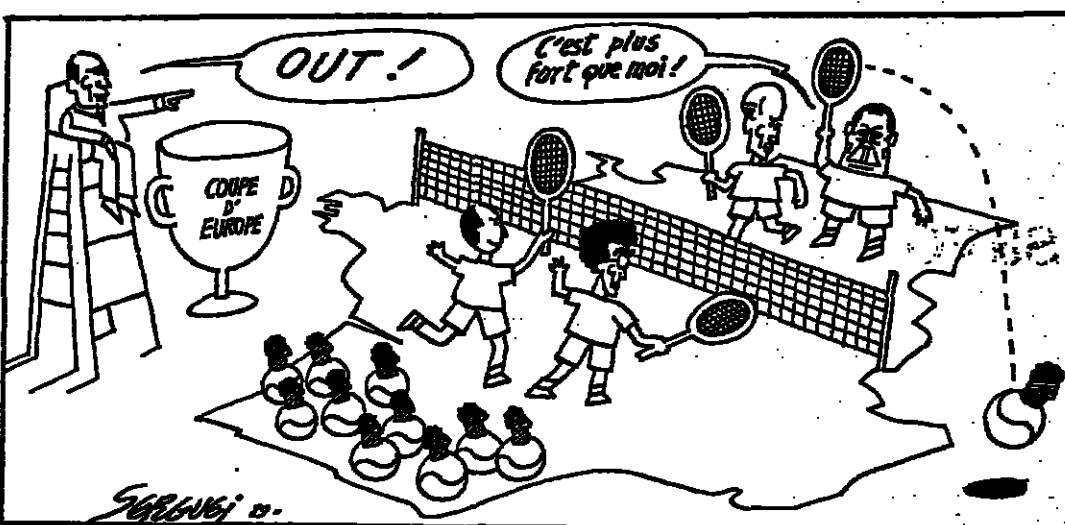
Les députés ont toutefois, au cours de cette quatrième journée de débats, abordé au fond l'un des articles fondamentaux du projet de loi, qui modifie les conditions d'attribution de la carte de résident. Cet article supprime notamment la notion, introduite par la « loi Pasqua », de « menace à l'ordre public » pour justifier la non-attribution de la carte de résident. Il abroge également les dispositions qui permettent dans le texte actuel de refuser le statut de résident à un étranger en situation régulière depuis plus de dix ans, qui aurait été condamné à une peine d'emprisonnement ferme au moins égale à six mois sans sursis ou à un an avec sursis.

M. Pierre Mazeaud, qui avait déposé en son nom une quarantaine d'amendements sur ce seul article 5, fut privé d'obstruction par la décision de M. Pierre Joxe de recourir à la réserve des amendements jugés « discutables », dont l'examen est ainsi regroupé et renvoyé après le dernier article du projet. Le procédé était inattendu : pour chaque série d'amendements déposés par M. Pierre Mazeaud, M. Joxe coupait court au débat en demandant la réserve. Il acceptait soigneusement, en revanche, l'examen de toutes les propositions venues de la commission des lois ou des groupes communiste et centriste et s'efforçait à chaque fois de répondre longuement à leurs auteurs. Mais, toujours dans le but de contraindre la stratégie d'obstruction de l'opposition, le ministre de l'Intérieur avait recouru à l'article 44.3 de la Constitution pour réserver le vote de ces amendements et empêcher ainsi les demandes de scrutin public à répétition. M. Joxe a d'ailleurs précisé que les deux cents amendements restants de M. Mazeaud subiraient le même sort. Dans la bataille de procédure engagée depuis lundi, c'est cette fois le gouvernement qui a eu l'avantage. Mais rarement, depuis le début de cette législature, le petit livre vert du règlement de l'Assemblée nationale aura été mis autant à contribution.

ROBERT SOLÉ

PASCAL ROBERT-DIARD.

## Les otages des urnes



plus généreuse dans les pays voisins.

Le fait est que toute l'Europe occidentale subit une formidable poussée migratoire, due à la pauvreté et à l'explosion démographique du tiers-monde, et favorisée par le développement des transports et de la communication. Même des pays traditionnels d'émigration, comme l'Espagne ou l'Italie, sont devenus des pays d'immigration et cherchent, eux aussi, à limiter le poids de « leurs » étrangers.

Il serait naïf de croire qu'une loi, quelle qu'elle soit, pourrait à elle seule endiguer des mouvements de population. Les frontières resteront toujours de relatives passeroies, à moins de recourir à de très grands moyens que même le terrible M. Pasqua n'avait pas prétendu employer. Cela n'empêche pas la loi sur les conditions d'entrée et de séjour d'avoir des effets, parfois très sérieux, sur de nombreuses personnes et un effet psychologique déterminant sur les immigrés comme sur les candidats potentiels à l'immigration.

En septembre 1986, M. Pasqua avait voulu limiter le poids des étrangers en France de trois manières : en rendant plus difficiles les conditions d'entrée ; en accordant moins facilement des titres de séjour ; et en favorisant les reconduites à la frontière et les expulsions. Son successeur entend maintenant le premier volet mais supprimer les deux autres. Par certains aspects, la « loi Joxe » est même plus libérale que les dispositions en vigueur avant septembre 1986.

### Des situations absurdes

La difficulté de légiférer en matière d'immigration tient au fait qu'on vise deux populations en même temps : celle qui est jugée indésirable et celle qui a le droit — légal ou moral — de résider en France et dont il faut faciliter la vie. Si M. Pasqua s'était intéressé à la première, M. Joxe a été contraint par ses amis socialistes de s'occuper aussi de la seconde.

La première conséquence de sa loi sera de sécuriser les immigrés

installés régulièrement en France. Elle devrait aussi mettre fin à des situations pénibles et absurdes, comme celle de ces étrangers n'ayant pas obtenu un titre de séjour parce qu'ils sont en situation irrégulière, mais que la police ne peut reconduire à la frontière parce qu'ils ont un enfant ou un conjoint français. On va donc assister à des régularisations de statut qu'il est impossible de chiffrer pour le moment.

Avec la « loi Joxe », s'ajoutant à un code de la nationalité très ouvert, la France aura une politique migratoire parmi les plus libérales d'Europe. Cela créera-t-il un « appel d'air », comme l'affirme l'opposition ? M. Joxe réplique que d'autres pays — l'Allemagne fédérale, la Grande-Bretagne et l'Italie — sont en train, eux aussi, de réexaminer leur législation. Il est sûr, en tout cas, que les Douanes devront, tôt ou tard, accorder scrupuleusement leurs violons pour ne pas provoquer des déplacements internes et massifs de populations immigrées qu'aucun Etat ne serait prêt à accepter.



## Notre force est votre énergie

La nouvelle organisation d'Olivetti est le reflet de sa culture d'entreprise.

Pour chaque produit et dans chaque domaine, Olivetti n'a qu'un seul but : faire bénéficier ses utilisateurs de toute la puissance et des potentiels des technologies de pointe.

Plus que tout autre groupe, Olivetti rend l'innovation plus acces-

sible à plus d'utilisateurs pour plus d'applications.

Cela implique une relation directe et réelle avec vous, l'utilisateur. Un lien qui est au cœur de nos rapports de confiance mutuels.

C'est vous qui inspirez nos meilleures solutions. Tout ce que nous faisons, c'est pour vous.

Notre force est votre énergie.

## Notre ouverture \_\_\_\_\_ est votre liberté

Olivetti Systems & Networks est le premier constructeur européen et l'un des dix premiers mondiaux dans le domaine de l'informatique distribuée.

Nos systèmes sont ouverts et flexibles parce qu'ils s'appuient sur les grands standards industriels du marché, et nos solutions spécifiques apportent une grande valeur ajoutée dans les secteurs de marché auxquels elles s'adressent.

Notre réseau de services est l'un des plus qualifiés sur le marché informatique.



Mondialement réputées, les solutions développées par nos laboratoires de recherche et développement, s'appuient sur une large expérience acquise auprès des utilisateurs.

Des solutions qui vous aident à faire communiquer des systèmes jusqu'à présent incompatibles.

Notre engagement à vous fournir ces nouvelles solutions vous donne la liberté de prévoir, de construire et de grandir sans barrières ni frontières.

Notre ouverture est votre liberté.

**OLIVETTI SYSTEMS & NETWORKS**

## Notre expérience \_\_\_\_\_ est votre quotidien

Olivetti Office est le Numéro Un européen et l'un des dix premiers mondiaux de la bureautique.

Systèmes d'écriture, traitement de données ou d'images, notre expérience dans ces domaines est sans équivalent.

Notre vocation est de fournir des solutions bureautiques qui couvrent tous les besoins avec des équipe-



ments toujours compatibles et prévus pour suivre la croissance des entreprises.

Notre présence et notre assistance, réputées à travers toute l'Europe, vous garantissent d'être à la pointe du progrès quels que soient vos besoins bureautiques.

Notre expérience est votre quotidien.

**OLIVETTI OFFICE**

## Notre savoir-faire \_\_\_\_\_ est votre réussite

Olivetti Information Services est le premier groupe privé italien dans le secteur des services informatiques.

Le seul groupe qui offre à la fois talent et ressources dans les domaines les plus variés, des services professionnels aux logiciels, des systèmes intégrés aux réseaux à valeur ajoutée, depuis le "facility management" jusqu'à la formation.

Bénéficiant de l'expérience de plusieurs sociétés spécialisées par technologies et segments de marché, nous offrons à la fois savoir-faire, garanties et compétences d'un grand groupe.



Nous avons les moyens et l'expérience du management de grands projets, et notre éthique professionnelle fait de la satisfaction des besoins de nos clients la priorité absolue, dans le respect de son environnement opérationnel et de sa culture d'entreprise.

Olivetti Information Services a le savoir-faire et l'expérience indispensables pour assurer la pérennité de votre investissement et garantir votre croissance.

C'est en cela, que notre savoir-faire est votre réussite.

**OLIVETTI INFORMATION SERVICES**

Notre force est votre énergie

# olivetti

مكتبة امنه الأصل



## Politique

La campagne pour les élections européennes

M<sup>me</sup> Veil s'en prend à la « politisation » des Verts à StrasbourgQUIMPER  
de notre envoyée spéciale

Rude journée pour la caravane de la liste centriste: M<sup>me</sup> Simone Veil et ses colistiers ont, en effet, commencé jeudi 1<sup>er</sup> juin un voyage de deux jours dans l'ouest de la France qui a commencé par la visite, aux aurores, d'une vente de poissons à la criée, à Saint-Guénolé (Finistère), et s'est achevée la nuit presque tombée par celle d'une exploitation agricole en Vendée. Tout au long de ce périple la nouvelle vague d'affiches de l'équipe du centre, fraîchement collées la veille, a salué le passage de la petite troupe, dont la liste a été officiellement déposée mercredi au ministère de l'Intérieur.

Guidée par M. Ambroise Guellou, député UDC du Finistère, ancien secrétaire d'Etat à la mer dans le gouvernement Chirac de cohabitation, M<sup>me</sup> Veil a pu vérifier que « l'Europe bleue » faisait d'ores et déjà partie de la vie quotidienne des pêcheurs. La Commission de Bruxelles a en effet la complète maîtrise de cette activité, depuis la réglementation de la taille des mailles des filets jusqu'à celle des quotas de zone et d'espèces. En réponse aux porte-parole de la profession qui se sont plaints du « pouvoir supranational sans contrepartie suffisante » de cette instance communautaire, M<sup>me</sup> Veil a reconnu que celle-ci était « un peu livrée à elle-

même à l'image de ces administrations privées des orientations données par un pouvoir politique ». Il conviendrait selon elle de revenir à l'esprit du traité de Rome, qui prévoyait d'accorder des « responsabilités politiques » à une commission devenue par la suite « trop technocratique » sous la pression du Conseil européen.

La tête de liste centriste a ensuite consacré à ces usagers de l'Europe de renforcer leurs liens directs avec les élus de la Communauté afin d'opposer un contre-poids efficace au pouvoir de Bruxelles. Une façon judicieuse de présenter le « Monsieur pêche » de sa liste en la personne de... M. Jean-Louis Bourlanges (ex-RPR), conseiller régional de Haute-Normandie, mieux connu jusqu'ici comme théoricien de la rénovation de l'opposition.

## « Éviter toute démagogie »

A Ploudamezeau, commune devenue célèbre dans le monde entier en une seule nuit avec le naufrage de l'*Amoco Cadiz* en 1978, les goémoniers ont repris possession des rochers à marée basse et les enfants des classes de mer peuvent de nouveau « faire du vélo » et « pêcher les huîtres et les coques ». Pourtant, le 16 mars 1978, 22 h 30, 220 000 tonnes de pétrole que l'on n'attendait pas ont envahi la plage, a

rappelé M. Alphonse Arzel (UDF-CDS), sénateur, maire de ce village « aggrégé par sept catastrophes pétrolières en vingt ans ».

M<sup>me</sup> Veil a rappelé que si « notre planète, la planète, est fragile, nous devons le laisser intact aux générations futures ». « Tous les partis politiques assument, selon elle, plus ou moins bien ce combat qui doit être mené dans tous les domaines de la vie quotidienne. » Mais il convient d'y « travailler tous ensemble et non dans une situation d'affrontement ». Pour M<sup>me</sup> Veil « il n'y a pas de contradiction entre le souci de l'environnement et une capacité économique satisfaisante et même en progression ». Les chefs d'entreprise eux-mêmes ont pris conscience de la nécessité de la protection du cadre de vie, mais il faut « éviter, a-t-elle affirmé, toute démagogie, en leur laissant le temps de s'adapter » à cette réalité.

Le chef de file centriste a, en outre, violemment critiqué « la politisation » des Verts européens à Strasbourg qui, en fonction d'une « conception différente de notre société », sont par exemple en train de « tuer le génie génétique en Europe », ce qui aboutit à « stopper la progression dans la recherche contre le cancer ou la SIDA ».

VALÉRIE  
DEVILLE-CHABROLLE

Réunion des députés et sénateurs RPR

## M. Chirac paraît décidé à engager une « rénovation » de son parti

C'est à une réunion à huis clos que M. Chirac a convoqué, pour samedi 3 juin à Port-Marly dans les Yvelines, l'ensemble des députés et sénateurs RPR. Le président du mouvement souhaite, en effet, entendre chacun s'exprimer librement et totalement même au risque de voir ce « séminaire » se transformer en une sorte de happening.

M. Chirac a déjà entendu beaucoup de points de vue contradictoires au cours des déjeuners auxquels il convie à l'Hôtel de Ville depuis quelques jours des formations successives de parlementaires de toutes tendances. Il a pu en ces occasions, tout comme lors des réunions des groupes parlementaires de l'Assemblée et du Sénat ou encore à travers les positions publiques des uns et des autres, enregistrer une certaine cacophonie qui révèle une réelle confusion. M. Juppé, secrétaire général du mouvement, souhaite qu'à Port-Marly, où aucune décision ne sera formellement prise, chacun puisse exposer son point de vue sur « les principes et les valeurs du mouvement gaulliste et sur sa stratégie politique ». Mais l'organisation elle-même du parti, ses structures, la possibilité pour chaque sensibilité de s'y faire reconnaître dans ses instances seront également évoquées.

Le lancement du courant des « rénovateurs », conséquence en réaction à l'échec de M. Chirac à l'élection présidentielle, a eu l'effet d'un coup de pied dans une fourmilière et a été révélateur d'attentes et d'aspirations confuses et jusqu'alors contenues.

Les hésitations, les interrogations des rénovateurs quant à leurs rivalités personnelles ont freiné l'élan de cette entreprise, ressentie par certains comme une aventure à haut risque. Une réaction s'est donc peu à peu formée contre les menaces d'éclatement, mais personne n'a voulu non plus apparaître pour autant comme conservateur, voire réactionnaire et encore moins rétrograde et archaïque. Dès lors, la volonté d'évolution s'est répandue dans l'ensemble du mouvement, et c'est de M. Chirac lui-même que tous attendent qu'il provoque, encourage et accompagne les changements attendus.

Au courant des rénovateurs a donc répondu l'esquisse d'autres regroupements. Ce furent tour à tour, ces derniers jours, une autre douzaine de députés « de base » qui, à l'initiative de M. Franck Borotra (proche de M. Pasqua) (*Le Monde* du 26 mai), souhaitaient que le RPR se réforme lui-même en ne se contentant pas d'un « simple lifting » proposé par les rénovateurs. Ce fut aussi le cas pour les parlementaires de la plus récente coupe, celle de 1988, agacés de voir les rénovateurs accaparer le concept de la jeunesse. Ce fut ainsi l'occasion d'une réorientation inespérée pour l'amicalité Présence et Action du gaullisme animée notamment par MM. Denism et Kasperit.

A des titres divers et parfois contradictoires d'ailleurs, tous souhaitent une évolution du RPR au point que l'on peut se demander si M. Juppé, en souhaitant lui aussi et en entendant une plus grande démocratisation du mouvement, n'a pas ouvert la boîte de Pandore.

Le secrétaire général et aussi M. Chirac ont désormais pris la mesure de cette revendication et ils en acceptent les conséquences. Celle-ci doit cependant avoir des limites : celles de la cohésion, c'est-à-dire de l'existence même du RPR en tant que tel. C'est pourquoi M. Chirac est prêt à ouvrir le plus largement possible les moyens d'expression des diverses sensibilités à une seule condition, mais qui est absolue : que le dialogue se déroule à l'intérieur du mouvement. Le président du RPR ne veut pas être soumis à un sort de chantage permanent à la sécession. Il serait dans

ce cadre prêt à accepter toutes les évolutions des structures qui favoriseraient le dialogue interne au RPR. M. Juppé traduit ce principe en affirmant : « La plus grande liberté d'expression, de proposition, de constitution de cercles de réflexion, de tendances ne me gêne aucunement. Cela me paraît même positif pour l'image du RPR ».

## Éviter la dissidence

Cette compréhension à l'égard des sensibilités propres est sans aucun doute une manifestation de bonne volonté à l'égard des rénovateurs pour les remettre de franchir le pas de la dissidence. Saura-t-elle suffire ?

Certains au RPR s'inquiètent de la constitution de tendances en structures officielles qui modifieraient la nature du mouvement et seraient, assurément, contradictoires avec la notion de rassemblement. Ces « tendances » n'existeraient-elles pas en fait d'être représentées à la proportionnelle dans les instances du RPR comme cela se passe au Parti socialiste. D'ores et déjà, la représentativité du comité d'orientation politique, où ne siègent que des membres désignés par le président du mouvement, est contestée de plusieurs côtés.

Autre sujet de controverse entre membres du RPR : la personnalité et l'originalité du mouvement. Doit-il renforcer son identité rendue trouble depuis quelques mois aussi bien par les tentatives de la « rénovation » que par l'alliance avec l'UDF pour les élections européennes ? Doit-il en revanche multiplier les liens avec d'autres formations et leur donner une structure institutionnelle rigide ? A toutes ces questions M. Chirac attend les réponses qui seront formulées samedi à Port-Marly. Trois interrogations essentielles se posent ainsi : que faire dans le RPR ? que faire du RPR dans l'opposition ? quel discours tenir désormais à la nation ?

Ce n'est que le 22 juin que le conseil national du RPR fixera concrètement les conclusions de ces consultations en adoptant un document de référence doctrinal, en définissant une stratégie d'alliances au sein de l'opposition et en arrêtant ses réformes de structure et son programme de travail. Ces décisions devront tenir compte du résultat des élections européennes du 18 et aussi des projets des rénovateurs, qui doivent tenir leurs « asises » à Lyon le 24 juin. Deux semaines lourdes de conséquences !

ANDRÉ PASSERON.

## Tension sociale à la Réunion

SAINT-DENIS  
de notre correspondant

Le climat social s'alourdit à la Réunion avec une brusque poussée de fièvre dans de nombreux secteurs d'activité économique. Tandis que les ouvriers du bâtiment ont déclenché une grève illimitée depuis plus de dix jours, la paralysie a gagné le port de la pointe des Galets, poumon économique de l'île. Le mouvement touche également le commerce. C'est la première fois depuis 1985 que le département connaît une situation aussi tendue.

Au centre de ce malaise, la revendication par les organisations syndicales d'une augmentation des salaires de l'ordre de 350 F. Le mot d'ordre de grève a été lancé par la CGT dans le secteur du bâtiment à la suite de deux négociations infructueuses au mois d'avril dernier avec le syndicat patronal. Le CGT-R a mis la barre de ses revendications à près de 8 % pour l'ensemble des salariés de la branche, alors que le patronat a arrêté sa position à 4 %. Rejoignant par la CFDT, FO et la CFTC, la CGT-Réunion estime que les entreprises locales doivent faire un effort en faveur des ouvriers, dans la mesure où elles ont enregistré en 1988 de bons résultats pour la troisième année consécutive.

L'Union patronale de la Réunion, branche du CNPF, fait valoir que la bonne tenue du secteur bâtiment travaux publics depuis 1985 a débouché sur une sensible augmentation de la masse salariale, grâce notamment à une progression sans précédent des effectifs dans un secteur qui avait perdu plus de trois mille emplois entre 1980 et 1984.

Sur les quais de la pointe des Galets, les salaires sont aussi une préoccupation, mais les dockers

s'inquiètent surtout du développement de la conteneurisation, qui pèse d'année en année sur les effectifs. La progression des importations en conteneurs vient de s'étendre à une activité traditionnelle du port : le déchargement du riz, importé jusqu'alors dans des sacs de jute du Sud-Est asiatique. Le riz vient désormais d'Italie par conteneurs entiers et, compte tenu de l'aide à l'exportation accordée aux producteurs européens par la CEE, il arrive à la Réunion bien moins cher que le paddy acheté en Thaïlande.

La dégradation du climat social à la Réunion intervient dans un contexte politique particulier. En effet, le Parti communiste réunionnais (PCR) accentue de jour en jour sa pression en faveur de l'égalité sociale. De retour récemment de Strasbourg, M. Paul Vergès, député européen, s'est déclaré solidaire des grévistes. Il n'en a pas fallu plus pour que l'Union patronale accuse la CGT de conduire une grève politique. Pour le patronat réunionnais, l'égalité sociale — c'est-à-dire la mise à niveau du SMIC versé à la Réunion sur le SMIC de l'Hexagone — ne peut être mesurée à bien que si l'Etat, le département et la région consentent un effort sans précédent pour la formation des hommes et des jeunes.

C'est dans le cadre de ce « pacte pour l'emploi » que l'Union patronale entend conduire les négociations salariales globales revendiquées par les syndicats. Pour l'heure, les négociations entre les partenaires sociaux ont été rompues mercredi 31 mai. La direction départementale du travail devrait mandater sous peu une commission de conciliation pour trouver une issue à cette grève.

ALIX DIJOUX.

## Au Sénat

## Le rapport du gouvernement sur l'audiovisuel public

« Diversité des approches », mais « communauté des préoccupations et des ambitions » : M<sup>me</sup> Catherine Tasca, ministre déléguée chargée de la communication, a ainsi résumé la cinquième séance de débat que le Sénat venait de consacrer, jeudi 1<sup>er</sup> juin, à la situation du secteur public de l'audiovisuel à partir du rapport établi par le gouvernement.

Des raisons de calendrier avaient empêché la tenue de cette discussion avant que ne soit déposé le projet de loi instituant une présidence « commune » pour Antenne 2 et FR3. Du coup cette question que les députés, lors d'une discussion semblable le 9 mai (*Le Monde* du 11 mai), avaient abondamment traitée, n'a été que peu évoquée par les sénateurs qui se réservent d'en dire plus lorsque le texte leur sera soumis, sans doute le 26 juin.

Reste que le peu qui a été dit augure plutôt mal de l'accueil qui sera réservé au projet de M<sup>me</sup> Tasca : il n'y a guère que le président du groupe socialiste, M. Claude Estier (Paris), pour juger « positive » cette future disposition tout en faisant observer

qu'elle ne permettra pas à elle seule de résoudre le problème des moyens et en insistant sur l'importance du choix du futur président. De son côté, M. Jean Cluzel (Union centriste, Allier), a promis « de ne pas transiger » sur le principe de l'existence de deux chaînes, tandis que M. Yves Ruezar (PC, Nord) a qualifié le projet de « faux semblant » dont il craint qu'il « ne signe l'acte de décès de FR3 ». M. Adrien Gouteyron (RPR, Haute-Loire) se contentait de se déclarer « hostile » au projet.

L'opposition, majoritaire au Palais du Luxembourg, n'adhère pas aux conceptions du gouvernement dans le domaine audiovisuel. Cette évidence ne l'a pourtant pas conduite à tenir des propos bien virulents, comme si elle était un peu lasse de refaire à intervalles réguliers l'inventaire des lacunes de l'audiovisuel. L'exemple le plus frappant de cette attitude a été fourni par M. Cluzel qui, constatant « l'aggravation de la situation », affirme que « toute augmentation du budget global de

l'audiovisuel est sans influence sur la production », dénonce « le désastre » engendré par les multiples réformes intervenues, regrette « l'amputation du meilleur atout du secteur public », c'est-à-dire la privatisation de TF1, ironise sur l'aspect « dérisoire » qui consiste à créer des groupes de travail avant de proposer que le gouvernement se résolve à admettre que « la logique de l'administration n'est remplacée par la logique de l'entreprise » dans l'audiovisuel public.

Quant aux besoins financiers, M. Jack Lang, ministre de la culture, les a révisés à la hausse en les chiffrant non à 800 millions de francs mais à 1 milliard. L'augmentation de la redondance n'est refusée que par le seul PC. Mais elle ne sera pas suffisante. Les socialistes, par la voix de M. François Aulnat (Loire-Atlantique) ont une fois de plus plaidé pour la création d'une taxe sur les ressources publicitaires que M<sup>me</sup> Tasca s'est engagée à faire étudier plus à fond.

A. CH.

## Controverse à Nouméa après l'assassinat de Jean-Marie Tjibaou et Yeiwéné Yeiwéné

## Le témoignage d'un policier des RG est contesté par ses chefs

NOUMÉA  
de notre correspondant dans le Pacifique sud

Les autorités de Nouméa ont-elles été correctement informées de la situation régnant à Ouvéa avant le double assassinat, le 5 mai, de Jean-Marie Tjibaou et Yeiwéné Yeiwéné ? La divulgation de l'information (*Le Monde* du 31 mai) selon laquelle des renseignements alarmants sur provenance d'Ouvéa auraient été mal retransmis dans un rapport des renseignements généraux a soulevé des remous à l'intérieur de ce service et au haut-commissariat de Nouméa, où l'on refuse vigoureusement une telle version des faits.

Ce rapport des RG, daté du 20 février, rédigé sur la base d'indications fournies par un policier mélanésien, M. Denis Aben, détaché à Ouvéa, se faisait l'écho d'une réunion tenue deux jours plus tôt à la tribu de Gossanah, à laquelle auraient assisté une cinquantaine de militants du FULK, du PALIKA et des dissidents de l'Union calédonienne (UC). Il aurait été décidé, précise le rapport, « de s'en prendre à un gendarme et d'entreprendre des actions dures, dans l'avenir ou après les élections municipales, contre des militants locaux de l'UC et du RPR ». Deux dates symboliques étaient avancées : le

5 mai, premier anniversaire de l'assaut de la grotte de Gossanah, et le 14 juillet, jour d'entrée en vigueur du nouveau statut du territoire, issu des accords de Matignon.

## « Mauvaise retranscription »

Après l'attentat commis contre Jean-Marie Tjibaou et Yeiwéné Yeiwéné, le policier mélanésien Denis Aben s'était plaint, dans ses dépositions devant les gendarmes et le juge d'instruction, de la mauvaise retranscription de ses renseignements fournis le 20 février.

Il avait estimé que ce rapport avait été rédigé en des termes atténuant la portée des menaces dont il s'était fait l'écho. En énumérant les cibles potentielles des extrémistes d'Ouvéa, il avait alors parlé de menaces contre les « leaders de l'UC » et non simplement contre des « militants locaux de l'UC », formule qui apparaît finalement dans le rapport.

Au haut-commissariat de Nouméa, on dément formellement une telle distorsion dans le compte rendu de la situation à Ouvéa. On soutient, au contraire, que tout indiquait, dans les jours précédant le 5 mai, que le climat était à la désobéissance.

FRÉDÉRIC BOBIN.

## le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par le Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

## L'EUROPE DES RÉGIONS

Envoyer 60 F (timbres à 2 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde  
RÉGIONS

## Quatorze députés « vitamines »

Quatorze députés RPR de la cinquième législature ont annoncé jeudi 1<sup>er</sup> juin, qu'ils allaient créer un groupe de travail « transpartisan » afin de donner des « vitamines » à l'opposition. Le chef de file de ce « non-aligné », le groupe RPR, est le député de la Vienne M. Jean-Yves Charnard. Dans un document rendu public au cours de leur point de presse, les députés « vitamines » se déclarent « partisans résolus du pluralisme, tant au sein du RPR que dans l'opposition toute entière ». « Notre mouvement se grandit en acceptant l'expression de sensibilités différentes, dont le diversité sera pour tous un enrichissement ».

« Les structures directrices sont passées de mode », a affirmé Mme Roselyne Bachelot (Maine-et-Loire), Nicole Cattaui (Paris), Suzanne Sauvaigo (Alpes-Maritimes), Martine Daugreilh (Alpes-Maritimes), MM. Patrick Balkany (Hauts-de-Seine), André Berthol (Moselle), Louis de Broise (Côte-d'Or), Jean-Yves Charnard (Vienne), Olivier Dessaut (Oise), Eric Dollé (Loire), Jean-Claude Magnon (Seine-Marne), Bernard Schraier (Bas-Rhin), Jean-Claude Thomas (Marne) et Léon Vachet (Bouches-du-Rhône).

Refusant le combat entre anciens et modernes, les députés « vitamines » souhaitent donner l'exemple d'une opposition résolue mais sans agressivité. Sur la vingtaine d'élus de la cinquième législature, les quatorze signataires de ce manifeste sont : Mmes Roselyne Bachelot (Maine-et-Loire), Nicole Cattaui (Paris), Suzanne Sauvaigo (Alpes-Maritimes), Martine Daugreilh (Alpes-Maritimes), MM. Patrick Balkany (Hauts-de-Seine), André Berthol (Moselle), Louis de Broise (Côte-d'Or), Jean-Yves Charnard (Vienne), Olivier Dessaut (Oise), Eric Dollé (Loire), Jean-Claude Magnon (Seine-Marne), Bernard Schraier (Bas-Rhin), Jean-Claude Thomas (Marne) et Léon Vachet (Bouches-du-Rhône).

ALTERNATIVES  
ECONOMIQUES n° 68  
juin  
EN KIOSQUE  
TIERS MONDE  
L'état  
de la dette  
17 F



Au cours de sa visite en Norvège

## Le pape tente de convaincre les luthériens de sa bonne volonté œcuménique

Arrivé jeudi à Oslo, Jean-Paul II devait se rendre vendredi 2 juin à Trondheim, capitale religieuse historique de la Norvège, ainsi qu'à Tromsø, au nord du cercle polaire arctique. Après avoir été reçu par le roi Olaf V de Norvège et par le premier ministre, M. Gro Harlem Brundtland, le pape a rencontré, jeudi 1<sup>er</sup> juin, les évêques luthériens au château d'Akershus, ainsi que les neuf membres de la conférence épiscopale catholique des pays nordiques.

OSLO de notre envoyé spécial

La vie ne s'arrête pas en Norvège pour l'arrivée d'un pape, fût-il le premier à embrasser et à fouler un sol depuis le seizième siècle gagné à Luther. Les enfants vont à l'école. Les rues sont indifférentes, les bords de fjords et les lacs ne craignent pas d'être débordés. Mais les autorités et les médias sont plutôt bienveillants.

On ne fait rien ici comme ailleurs. C'est une femme, en tailleur vert, qui accueille le pape à sa descente d'avion : M<sup>me</sup> Brundtland dirige un gouvernement (travailliste) qui se flatte de compter huit femmes sur dix-huit ministres. Record du monde. Le chef de l'Eglise nationale luthérienne est un vieux roi de quatre-vingt-cinq ans, Olaf V, qui n'a de commun avec Jean-Paul II (autre chrétien) que l'amour du ski. Il le présente au balcon de son palais. Insolite, enfin, cette pancarte sur un homme-sandwich réclamant au « chef pape » d'intervenir pour que les droits des parents divorcés soient mieux respectés !

L'avenir de l'Hôtel du Nord

Atmosphère en péril

Derrière sa façade grise, l'Hôtel du Nord, à Paris, fait le tri parmi ses visiteurs. C'est là, dans cet établissement tout patrimonial, que le jeune Eugène Debit se trouve. C'est là que l'écrivain a senti sa vie couler — comme on dit d'un bateau qu'il coule — sur fond d'eau, d'écluse, de péchés tentés et de passerelle au-dessus du canal Saint-Martin. L'atmosphère, en un mot.

Mais non, justement. Pas tout à fait l'atmosphère. L'ambiance, mais pas la réputation. La phrase à jamais célèbre gauloise par Aristy ne figurait pas dans le roman. Et si elle dominait le film de Marcel Carné, ce ne fut pas près du 102, quai de Jemmapes qu'elle fut prononcée.

Le tournage, en effet, eut lieu aux studios de Boulogne, dans un décor construit par Alexandre Trauner. Est-ce à cause de ce fait que l'Hôtel du Nord, le vrai, ne fut jamais classé ? Ni protégé, ni bradé, il a décliné doucement, changeant de mains à deux reprises en deux ans sans que la Ville de Paris use de son droit de préemption. Les trois petits étages offrent peu de possibilités et excluent, en tout cas, la réalisation de tout projet ambitieux, hôtel ou musée.

Un architecte tente pourtant de sauver ce qui peut l'être. Didier Morax cherche à restaurer le côté symbolique du lieu plus qu'à préserver le pseudo-monument historique. Son projet prévoit quelques appartements en retrait, derrière la façade d'origine qu'il met ainsi en valeur. Un local attenant à l'hôtel sera transformé en galerie-musée. Michel Pérez, biographe de Marcel Carné, travaille à la conception de ce petit lieu d'accueil du public. Le cinéaste, Aristy et Alexandre Trauner lui ont manifesté leurs encouragements.

Il en a bien besoin. Des riverains, des amis, des élus emmenés par Alain Lhospice, conseiller communautaire du district arrondissement, lèvent les pinceaux pour stopper le projet et barrer la route aux « effaristes de l'immobilier ».

Didier Morax ne comprend pas. « Ces protestations, craint-il, vont gêner tout projet, et le lieu, déjà mort, s'écroulera un beau matin ». La préfecture de police lui a enjoint de faire par écrit, de détruire la façade pour raisons de sécurité. Il espère ne pas avoir à s'y résoudre. Mais il faut pour cela qu'il puisse entreprendre rapidement les travaux. Les retards et les lenteurs qui malmènent d'autres projets ne pourraient qu'empoisonner... l'atmosphère.

CHARLES VIAL

C'est un œcuménisme à l'envers que l'on pratique aussi dans les pays nordiques. Les rencontres interconfessionnelles, qui jalonnent habituellement les voyages du pape, obéissent toutes au même rituel. Les escarmouches sont noyées sous le flot des amabilités. Rien de semblable ici, où le pape n'est pas en position de force. L'Eglise catholique en Scandinavie représente une infime minorité (le monde du 1<sup>er</sup> juin : deux cent mille fidèles, au total, pour vingt-cinq millions d'habitants). « Je viens comme un frère, non comme un rival ou un outsider, prévient d'ailleurs Jean-Paul II dès son arrivée, prenant soin de préciser qu'il n'est que l'évêque de Rome », salue le titulaire du « ministère de Pierre ». Au cours de la messe, il ne fera aucune allusion à la Vierge Marie.

Un échange franc

Tout en restant dans les limites de la courtoisie, l'évêque d'Oslo, Andreas Aarflot, véritable « primate » de l'Eglise luthérienne de Norvège, n'a pas manqué d'exploiter la situation de la première rencontre œcuménique de ce voyage. Le scénario se passe dans le vieux château royal d'Akershus, une masse de pierre dominant la mer. Le ciel est plombé et, à l'intérieur aussi, le climat est gris. Six évêques seulement, sur onze, sont présents.

Face à Jean-Paul II, l'évêque Aarflot se retranche avec prudence derrière des « observateurs » et des « historiens » pour estimer que l'Eglise catholique est en train de rompre avec son superbe « isolement » et son « autosuffisance ». Ironiquement, il ajoute qu'il est difficile d'admettre en Scandinavie de ne pas être reconnu par le chef d'une

Eglise si petite : « Nous attendons le jour, dit-il, où votre Saint-Esprit mélangera enfin clairement et sans équivoque la reconnaissance du caractère ecclésial de l'Eglise luthérienne et des autres Eglises protestantes ».

Il ne s'arrête pas en si bon chemin. « C'est dans la vie quotidienne, dans les Eglises nationales et les assemblées locales, très éloignées des bureaux d'études de la Curie, dit encore l'évêque luthérien d'Oslo, que se rencontrent les véritables défis œcuméniques ». Et de citer les mariages mixtes catholiques-protestants ou le désir des fidèles de pratiquer l'« intercommunion eucharistique ».

Jean-Paul II en a vu d'autres. Il répète, une fois de plus, que l'Eglise catholique est subordonnée à un accord plus général entre tous les chrétiens sur la nature de l'Eglise, des ministères et « une confession de foi commune dans le Christ ». Le sacrement eucharistique est un aboutissement, non un moyen pour parvenir à l'unité.

« Je ferais si... »

Il souligne cependant « l'engagement irrévocable » de l'Eglise romaine dans le mouvement œcuménique, dont cette première visite d'un pape dans des pays nordiques est massivement protestée. Et se veut le symbole. Et comme l'avait fait son interlocuteur luthérien, il se livre à son tour avec franchise : « Je suis bien conscient que parmi les chrétiens il existe diverses interprétations sur la signification et l'exercice du ministère de l'évêque de Rome : personnellement, je ferais volontiers à mon dévotion de successeur de l'apôtre Pierre et je ne cherchais pas, avec constance et avec énergie, à promouvoir l'unité des chrétiens ».

Le rapprochement œcuménique est lié, dans son esprit, à la lutte contre l'indifférence religieuse et à la sécularisation, dont le pape a regretté à Oslo, devant la conférence des évêques catholiques de Scandinavie, qu'elle atteigne ici des sommets : « La religion et l'Eglise ne semblent plus avoir aucune utilité... Ce fait préoccupant ne pourra et ne devra jamais devenir pour l'Eglise, pour nous évêques, les prêtres et les fidèles, un motif de pusillanimité et de résignation ».

Ainsi, qu'ils soient à majorité protestante comme en Norvège ou à majorité catholique comme en France, le pape appelle les pays européens à retrouver leurs racines chrétiennes communes, celles qui en Scandinavie précédaient le « temps d'ouverture et de réconciliation » né de la Réforme. Elles correspondent, dit Jean-Paul II, à « ces valeurs et à ces valeurs profondes sur lesquelles l'ensemble de la civilisation européenne s'est édifiée et dans lesquelles votre propre culture norvégienne s'est développée, valeurs qui nous rattachent tous à une même culture ».

An cours d'une messe célébrée à Oslo devant dix mille fidèles environ (dont un grand nombre d'immigrés polonais et asiatiques), le pape a loué les efforts d'un pays comme la Norvège : défense des droits de l'homme, de la femme, des minorités ; solidarité avec les pays les plus pauvres ; ouverture des frontières aux réfugiés, etc. Il n'a pas hésité à dire qu'il s'agit là des marques de l'héritage chrétien du pays, essayant, une fois de plus, de convaincre son auditoire de cette liaison entre les valeurs spirituelles et la culture des nations, qui dessine sa vision du monde.

HENRI TINGO

## ÉDUCATION

Tout en maintenant son ordre de grève

## Le SNALC se défend de vouloir « perturber » les candidats au baccalauréat

Le Syndicat national des lycées et collèges (SNALC-CSEN) a confirmé, vendredi 2 juin, son mot d'ordre de grève de la surveillance des épreuves écrites de philosophie du baccalauréat, le mercredi 7 juin. Le SNALC avait pris cette décision fin avril, pour marquer son opposition au plan de revalorisation des rémunérations des enseignants proposé par M. Jospin, qu'il juge « notoirement insuffisant ». Condamné par les fédérations de parents d'élèves, qui lui reprochent de « prendre les jeunes en otage », le mot d'ordre du SNALC a été qualifié d'« inadmissible et d'irresponsable » par le ministre. Celui-ci a menacé de sanctions les professeurs qui le suivraient.

Le syndicat a été reçu par deux fois au ministère, mais justifie le maintien de la grève par le refus de M. Jospin de rouvrir les discussions sur les salaires et par la menace qu'il aurait brandie de ne plus recevoir le SNALC s'il n'annulait pas son mot d'ordre, menace que le syndicat juge attentatoire aux libertés syndicales.

Que se passera-t-il mercredi dans les salles d'examen ? Il est possible que les candidats ne subissent aucune conséquence de cette décision puisque, selon le syndicat, l'administration aurait déjà renoncé à convoquer pour la surveillance les enseignants adhérents du SNALC. Le syndicat, qui a recueilli 12,2 % des voix aux dernières élections professionnelles dans le second degré, entend « perturber au minimum les élèves et au maximum l'administration » et se défend de vouloir boycotter un examen dont il défend ardemment le principe. Il assure que

sa grève du 7 juin sera limitée à la surveillance et ne s'étendra pas à la correction des épreuves de philosophie. Le ministère, pour sa part, indique qu'il a prévu de faire appel à des personnels supplémentaires de surveillance, afin de compenser les éventuelles défaillances. Mais le SNALC va lancer deux autres mois d'ordre de grève. L'un concernant les délibérations des jurys du premier groupe d'épreuves entre le 2 et le 5 juillet, destiné à désorganiser et à retarder les résultats. L'autre concernera une grève de la correction des épreuves du brevet des collèges.

Le syndicat, proche de l'opposition, espère « catalyser les mécontentements » au-delà de ses propres troupes. Il n'ignore pas que le début des épreuves écrites du bac, le 7 juin, coïncide avec le début du débat à l'Assemblée nationale sur la loi d'orientation de M. Jospin. Mais le mécontentement des usagers du baccalauréat pourrait aussi constituer une arme efficace entre les mains du ministre.

## MÉDECINE

## Le guérisseur Gaston Naessens poursuit au Canada

Le guérisseur français Gaston Naessens comparaitra prochainement devant un tribunal canadien pour fraude et exercice illégal de la médecine. M. Naessens, qui est âgé de soixante-cinq ans, a été arrêté mercredi 31 mai à son domicile de Rock Forest (Québec). Il est l'inventeur de deux « vaccins » destinés aux traitements des cancers, l'Anablast, mélange d'eau et de phénol, et le 714 X, fabriqué en collaboration avec un autre guérisseur français, M. Gilbert Sanguinède. — (AFP.)

[En France, M. Naessens avait abusé de nombreuses familles d'enfants léoniciens, avant d'être condamné en 1965 pour exercice illégal de la médecine et de la pharmacie, détournement de gages et chèque sans provision. Réfugié au Québec, où il poursuivait sa pratique, il fait actuellement l'objet de soixante-quatre plaintes pour exercice illégal de la médecine.]

## EN BREF

● L'Etat paiera sa part du barrage de la Borie (Gard). — Les services du premier ministre, après examen des deux rapports sur le projet de barrage de la Borie (Gard), qui doit noyer une partie de la vallée des Camisards (le Monde du 3 et du 10 mai), ont publié, le 1<sup>er</sup> juin, un communiqué précisant que « le gouvernement, au vu de ces études, n'estime pas opportun de retirer les concours financiers qu'une décision du 4 mars 1988 avait prévu d'apporter à cet ouvrage ». Le gouvernement propose une concertation pour préserver le patrimoine de la vallée du Gardon de Mialet et une série de mesures de protection au titre des Monuments historiques et des réserves naturelles.

● Parking provisoire dans le bois de Vincennes : les Verts protestent. — La décision de la préfecture de police de Paris d'utiliser des emplacements dans les deux grands bois proches de la capitale pour accueillir les voitures pendant la fête du Bicentenaire en juillet suscite la colère des Verts de Vincennes-Ecologie. M. Pierre Roudier, conseiller municipal écologiste de Vincennes, déclare que cette décision provoque « un véritable saocage ». Il cite le chiffre de cinquante mille véhicules qui trouveraient asile sur la pelouse de Reuilly, l'ancien stade Pershing, les chemins forestiers et l'esplanade du château, mettant en péril, selon lui, « l'un des poumons de la capitale ». Vincennes-Ecologie souhaite que les pouvoirs publics trouvent en Ile-de-France d'autres endroits de parking avec des facilités de transport et commun vers Paris.

● COLLOQUE. — La revue *Chimères* organise le samedi 3 juin un colloque intitulé : « De la subjectivité, structures, systèmes, schèmes ». Avec Alice Cherki, Mary Elkan, Jean-Pierre Faye, Félix Guattari, Edgar Morin et Paul Virilio.

\* Samedi 3 juin, de 10 heures à 18 heures, 6, rue Albert-de-Lapparent, 75007 Paris.

## JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

PERSONNE, quoi qu'il pense d'elle, ne peut, en tout cas sans preuve, soutenir que les protections ecclésiastiques dont a bénéficié Paul Tourvier, bien que cela ait duré quarante ans, devraient entacher l'Eglise catholique tout entière.

Personne ne peut alors comprendre que, pour la défense d'une accusation qui n'est pas formulée, Mgr Lustiger tire, de la foute qui accablait Philippe Pétain à Paris un mois avant que n'arrive Charles de Gaulle, un argument qui mettrait cette Eglise en situation d'impunité au regard des événements du siècle. Ou bien devrait-on penser que le pasteur est assés d'une bouffée de haine pour ses braves, le cas échéant rétrospectivement ?

Equilibrer les protections incontestablement illicites consenties à Tourvier par l'attitude incontestablement répréhensible et même condamnable des Parisiens en 1944, c'est se placer sur le dangereux terrain de l'excuse, si ce n'est celui du marchandage, si ce n'est celui du chantage.

Doit-on imaginer que le cardinal-archevêque de Paris pourrait, si son Eglise était par trop mise en cause, jeter l'ensemble de ses ouailles (qu'elles soient ou non, en réalité, de sa chapelle), pour nombre d'entre elles post mortem, quarante-cinq années s'étant écoulées depuis ces pénibles acclamations ?

Doit-on imaginer Mgr Lustiger, loin de terre d'autre jous, s'apprêtant à rendre coup pour coup, au point de prévenir la bataille, comme un dirigeant ordinaire dont le camp serait montré du doigt ? La hargne sied mal à l'innocence, à plus forte raison si elle se pare de l'habit ecclésiastique. Elle ajoute au soupçon plus qu'elle ne le dissipe.

L'n'y avait assurément pas d'autre solution que d'arrêter Paul Tourvier dès lors qu'il était si soudainement à portée de main. Mais on ne se le fait s'étonner qu'il ait pu s'échapper si longtemps ou admirer qu'il ait pu être attrapé après tant d'années d'une fuite qui ne l'a jamais mené bien loin de ses chasseurs.

Mais cette arrestation n'est pas sans risque, y compris pour la vertu, ou ce qui s'affiche sous ce nom-là. Car, à la différence de Klaus Barbie, avec qui il est apparié pour des motifs d'abord géographiques, Paul Tourvier n'a pas été pris sans biscuits. Or ces biscuits sont empoisonnés.

Enlevé en Amérique latine dans des conditions juridiques tout à fait douteuses, Barbie avait été débarqué en France nanti de sa seule chance. Il était en particulier dépourvu de ces dossiers et de ces documents personnels qu'un juge d'instruction qui connaît son monde utilise avec discernement et tact.

Ca qu'il savait ou aurait pu dire était (et demeure) reculé dans ses mémoires, qui ne s'est pas livré et n'a fait l'objet d'aucune effraction durant son procès. En quel cas dernier n'a pas été loin de paraître comme un coup d'épée dans l'eau. Il a laissé le souvenir d'un homme en qui on croit le souvenir d'un homme seul et sans complications autres qu'allemandes et militaires.

En revanche, si l'on en croit les récits publiés par les journaux, ce sont des valises

de notes dont la police s'est emparée en même temps que de leur auteur, comptable assidu de sa vie quotidienne et de ses claudications. Mgr Lustiger en saurait-il plus qu'il ne prétend sur le contenu de ces valises pour avoir si vite mis en garde en même temps qu'il menace ?

Car il doit être bien entendu qu'on ne peut concevoir un procès où l'on ne verrait figurer, en fait de pièces, que celles qui conviendraient à une accusation bien conduite ou à la conscience contemporaine.

A supposer que le procès ait lieu, puisqu'il faut tenir compte de l'état de santé de l'inculpé, que l'on dit assez malade (on ne va pas nous refaire le coup de Laval tiré de son suicide pour mieux le fusiller), mais aussi des impératifs juridiques qu'un Etat de droit ne saurait écarter au nom de l'efficacité ou de la raison d'Etat (deux types voisins de raisonnement et également inacceptables).

Il est manifeste que cette arrestation, cette inévitable arrestation, nous mène tout droit à un imbroglio politico-juridico-moral dont les profits sont des plus aléatoires. Faisons de croire que c'est la crainte de Mgr Lustiger.

## Eglise

TOUVIER, par définition, n'a pas été durant sa fuite (?) l'objet de sollicitudes uniquement ecclésiastiques. A fortiori durant l'Occupation, où il tenait le haut du pavé, il a fatalement reçu l'amical concours de laïques. Leurs noms sont-ils restés ignorés jusque-là ? Cela se peut. Cette discrétion va-t-elle durer ? Cela se peut.

Si des noms ne sortent pas des cartons de Tourvier, l'exploit policier (ou plutôt gendarmesque) et la procédure judiciaire qui s'engage, fût-ce avec de grandes précautions, n'auront été qu'une farce et, quasiment, une escroquerie à la justice immanente et à la rigueur des lois.

Si, au contraire, des noms sont livrés à la curiosité publique, la plupart d'entre eux seront hors de cour en même temps que honnis. On ne peut en effet étendre au-delà du tolérable cette incertitude et contingence notion de crime imprescriptible. Les autres infractions éventuelles sont dix fois couvertes tant par la prescription que par les multiples lois d'amnistie.

Vont donc se trouver accusés (dans le sens trivial du terme) des gens qu'il sera non seulement impossible de traduire en justice, mais même de vouer à la vindicte publique, les lois sur la presse, et singulièrement celles qui régissent la diffamation, l'interdisant absolument.

A peine si l'on pourra écrire que, en 1943, M. X... a dénoncé son voisin de palier dont il gagnait le logement ; ou bien que M. Y... a gentiment pillé, en 1944, l'appartement d'un sien cousin qu'il avait vu partir en captivité.

Il se peut que la morale ne pardonne pas, la loi le doit. C'est même une des différences qui distinguent les deux mots. La rancune, légitime pour des particuliers, n'est pas un sentiment de l'Etat. Le répréhensible et le punissable ne se confondent pas. Le mal n'est pas une notion juridique.

C'est donc au mieux un Barbie bis qui se prépare, c'est-à-dire rien ; le cas échéant sur fond de déshonneur impuissable, mais aussi injuste parfois puisqu'il frappera plus souvent les fils que les pères, au travers du nom que les uns ont légué aux autres. Les seconds croiraient à tort qu'ils avaient reçu sans tâche. Ils vont le subir en n'étant coupables de rien, héritiers d'un patrimoine dont les notaires n'avaient dit mot.

S'ERA-T-IL au moins pédagogique cet hypothétique procès ? Saura-t-il tout simplement rappeler que l'homme ne cesse pas d'être un loup pour l'homme et que celui-là a encore fort à faire pour mériter son nom ? On ne le parierait pas.

Encore une fois la justice va montrer qu'elle est un (mauvais) théâtre et croire qu'elle est une école. On va encore une fois croiser ces avocats qui se flattent d'être « dans l'affaire » parce qu'ils auront suscité une partie civile qui n'avait même pas forcément envie de se replonger dans son malheur pour le raconter. L'avocat de Barbie rêve d'un doublé qui accroîtrait sa notoriété et le prix qu'il peut en attendre.

Sur ce point, le bâtonnier de Lyon (qui est pourtant un ami de longue date) aurait pu se dispenser de revendiquer pour sa ville la tenue des audiences. Y a-t-il lieu, au motif de « régionaliser » le peu ragoutant M. Tourvier, de se le disputer comme un phénomène ?

Quand il n'y aura plus de phénomène de ce type à exhiber, parce qu'ils seront tous enfin morts, comment enseignera-t-on l'horreur des actes qu'ont commis les petits et les grands Tourvier de l'époque 39-45, de celles qui l'ont précédée et de celles qui pourraient l'imiter ? Il faudrait aussi y penser. Ce n'est pas parce que meurent les monstres qu'ils cessent d'avoir des imitateurs et même des admirateurs.

P.S. — 1. M. Antoine Waechter était à Antenne 2 mercredi soir. Il y a du Giscard dans cet homme-là : autant que lui méthodique, et la même chaleur. N'y a-t-il pas cependant plus de spontanéité chez M. Giscard d'Estaing ?

P.S. — 2. M. Claude Servolin vient de publier aux Editions du Seuil *Agriculture moderne*. Il y brocarde un vieil « Amateur » qui remonte au 10 août 1985 et intitulé « Campagne ». Pour lecture vicieuse, qu'il s'attende à être provoqué en duel. L'offensé choisit de se battre à la fraise « Gento », une remontante.

P.S. — 3. Un récent « Amateur » a parlé de M. Henri Guillemin (pour son ouvrage *Parcours*) comme d'un maître à liberté. Une corde, vite, afin de se pendre, pour avoir oublié l'« i » qui s'imposait, comme le signalent plusieurs lecteurs.

P.S. — 4. Où sont Georges et Laura ?

مكتبة ابن خلدون



هذه امانة الامل

# 6000 MUTUELLES, LA VIE PLUS FORTE

**mutuelle de guyenne et gascogne** **M** *mutuelle du personnel de l'institut max von laue paul hugenot* **MUTUELLES DU LITTORAL**

**MUTI** *MUTUELLE DES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS DE FRANCHÉ-COMTÉ* **MUTUELLE COMPLÉMENTAIRE INTERPROFESSIONNELLE DE LA MOSELLE** **MCM** *Mutuelle Complémentaire Interprofessionnelle de Principaux Médicins*

**M. F. N.** *Mutuelle Familiale de la Nièvre* **Mutuelle Bull** **Mutuelle Générale de l'Éducation Nationale** **MUTUALITÉ FONCTION PUBLIQUE** **mif** *mutuelle interprofessionnelle et familiale du puy-de-dôme*

**Mutuelle Familiale de l'Arrondissement de Valenciennes** **M** *MUTUELLE MÉDICALE ET CHIRURGICALE DU PAS-DE-CALAIS* **LOIRE ATLANTIQUE MUTUALITÉ**

**MUT'29** *Mutuelle Interprofessionnelle du Finistère* **Mutuelle du Loiret** **MG** *MUTUELLE GÉNÉRALE DES PTT* **MUTUELLE DU VAR**

**GMSL** *grande mutualité scolaire landaise* **CMCO** *LA MUTUELLE DE CORNE* **MDA** *mutuelle complémentaire d'alsace* **simic** *mutuelle*

**mai** *Mutuelle des Agents des Impôts* **MCSM** *Mutuelle Chirurgicale et Médicale de Seine-et-Marne* **MCC** *MUTUELLE MÉDICO-CHIRURGICALE DE LA CÔTE D'OR* **mutuelle du cher** *mutuelle Solidarité Africaine*

**MNH** *MUTUELLE NATIONALE DES HOSPITALIERS ET DES PERSONNELS DE SANTÉ* **MNEF** *MUTUELLE NATIONALE DES ÉLÉMENTS FINANCIERS* **MUTEX** *MUTUALITÉ FRANÇAISE* **fnp** *MUTUELLE Chirurgicale & Médicale d'AQUITAINE*

**MCC** *Mutuelle Générale des Cheminots* **M** *mutuelle complémentaire 403* **UNION MUTUELLE DU HAUT JURA** **MUTUELLE PÉRIGOURDINE**

**Caisse Mutualiste Chirurgicale et Médicale de la Meuse** **MMS** *MUTUELLE SAVOYARDE Première mutuelle des Pays de Savoie* **Mutuelle Renault** **MUTUELLE DU TRÉSOR** **MUTUELLE DU SUD**

**M** *mutuelle chirurgicale de la charente* **mip** *MUTUELLE DE L'INDUSTRIE DU PÉTROLE* **LA MUTUELLE DES CÔTES-DU-NORD** **MUTUELLE FAMILIALE FRANCE ET OUTRE-MER** **Mutuelle Familiale & Chirurgicale de l'Alsace**

**SMATI** *MUTUELLE DES ARTISANS ET TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS* **La Comtadine** *MUTUELLE MÉDICO-CHIRURGICALE* **le refuge mutualiste** **PYRÉNÉES ATLANTIQUES MUTUALITÉ** *MUTUELLE CHIRURGICALE / MUTUELLE MALADIE*

**TOURAINÉ MUTUALISTE** **C** *Caisse Mutuelle Chirurgicale et Médicale de l'Eure* **mutuelle pyrénées-bigorre** **MUTUELLE MONTLUÇONNAISE** **MUTUALITÉ FRANÇAISE** *DES ENTREPRISES DE VIE*

**MUTINTER** *MUTUELLE INTERPROFESSIONNELLE DARU/SIM* **mutuelle bisontine** *et 5943 autres... et* **MATMUT**



# M. FRANÇOIS MITTERRAND, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE INAUGURE CET APRÈS-MIDI LE NOUVEAU SIÈGE DE LA MUTUALITÉ FRANÇAISE.

Cette inauguration est l'occasion pour les mutualistes d'affirmer le caractère moderne et vivant d'un mouvement soucieux de donner l'image de sa véritable dimension.

Le combat de la Mutualité française, son éthique, bien qu'unaniment reconnus, paraissent pour certains peu conciliables avec les exigences d'efficacité de notre société moderne.

A l'heure où les entreprises classiques cherchent à se donner un supplément d'âme, il appartient aux mutualistes de démontrer que :

- dynamisme et compétitivité ne sont ni synonymes d'implacabilité ni l'apanage du secteur du profit ;

- les principes et les finalités du mouvement mutualiste sont les meilleurs guides d'une action efficace sur le plan tant social qu'économique. Parce qu'être au service de l'homme nécessite d'être toujours plus performant.

Dans une société où l'information est omniprésente, communiquer devient indispensable. Communiquer au sens d'échanger, faire connaître des actions, transmettre des convictions, faire partager des valeurs...

Symbole de la volonté d'allier efficacité et éthique, reflet de l'identité et de la force du mouvement mutualiste, ce nouveau siège se veut l'expression de ses capacités d'adaptation.

## VALEURS DE LA RÉPUBLIQUE, VALEURS DE LA MUTUALITÉ

Cette inauguration se déroule l'année même de la célébration du bicentenaire de la Révolution française ; coïncidence heureuse alors même qu'il s'agit pour la Mutualité française de célébrer, au travers de ce moyen d'expression qu'est l'architecture, les idées du mouvement mutualiste : LIBERTÉ, ÉGALITÉ, SOLIDARITÉ.

LIBERTÉ d'adhésion pour les individus et les groupes, liberté des mutuelles dans le choix des prestations, dans leur volonté de se regrouper ou non.

ÉGALITÉ pour chaque mutualiste, assuré de recevoir un même service, assuré d'un respect identique pour sa dignité d'individu.

SOLIDARITÉ enfin, par une contribution volontaire de chacun au bien de tous.

A un terme près, cette formule ressemble à celle de la devise de la République française. La similitude n'est pas fortuite mais souligne la parfaite intégration de la Mutualité à la vie de la cité, sa participation active à l'évolution même de notre société.

De même que cette année 1989 est l'occasion d'approfondir la réflexion sur les Droits de l'homme, de même il appartient à la Mutualité de faire comprendre combien il est nécessaire de continuer à s'interroger, sans complaisance, sur les adaptations nécessaires du concept de solidarité aux futures mutations ; de préserver ce concept de toute dégénérescence, de toute perversion ; de chercher à mieux cerner comment peut s'imposer un idéal de solidarité dans un monde qui prône l'individualisme et la compétition.

## SUBIR OU AGIR ?

Nous vivons dans une société qui a subi de profonds changements tant sociaux qu'économiques : la société de consommation n'est plus le privilège de quelques-uns, les modes, les niveaux de vie s'uniformisent, la Sécurité sociale est devenue un acquis, élément normal et banalisé de la vie moderne. Changements immenses que pourtant la plupart des Français semblent avoir occultés dans leur prise de conscience de la crise économique et dans la redécouverte - avec la sacralisation de l'entreprise comme moteur essentiel de l'économie - de l'épanouissement personnel, de l'autonomie et de l'initiative individuelle. Le risque est ici évident, que les sentiments fondamentaux de solidarité soient battus en brèche car même si les Français restent attachés à ces valeurs - nous l'avons vu à propos de la Sécurité sociale - cet attachement reste abstrait, au coup par coup, sans réelle intégration à la perception globale qu'ils ont de la société.

Au plan de la solidarité, celle-ci se fait plus modeste, mais aussi plus chaleureuse. La solidarité de groupes, mieux ressentie, mieux comprise, se trouve ainsi privilégiée. Tendance compréhensible mais qui ne peut permettre d'assumer les grands problèmes sociaux de la France contemporaine : difficultés financières de notre système de protection sociale liées au poids des retraites, à la crise de l'emploi, à l'intensification des phénomènes de pauvreté, d'exclusion et d'isolement. Face au monde actuel où certains voudraient voir s'affirmer les plus forts, même aux dépens des plus faibles, il n'est que deux réponses : subir ou agir.

La Mutualité française a choisi d'agir en apportant à tous, pouvoirs publics, médias, opinion, la preuve qu'elle est plus que jamais une force de proposition et de création. Parce qu'elle a pour mission de concrétiser le mot solidarité, elle doit transmettre à l'opinion le sens et l'intérêt de sa démarche pour réintroduire dans notre pays une solidarité active, une générosité efficace qui contribuera à rendre la société moins individualiste, moins égoïste.

Elle veut aussi, au-delà des frontières, participer à la définition d'un socle de solidarité en Europe.

L'échéance de 1993, reste pour la majorité de nos concitoyens une date encore largement fictive ; comme si, le 31 décembre 1992, une situation allait prendre fin pour, radicalement, se transformer en une autre.

Image de progrès pour certains, synonyme de déréglementation anarchique et de régression sociale pour d'autres, de plus en plus nombreux, les contradictions auxquelles donne lieu l'Europe tiennent en partie à la confusion faite entre l'outil - le marché intérieur - et les objectifs : la priorité étant l'adaptation de notre pays à l'affrontement concurrentiel de 1993.

L'attitude s'explique, même si elle peut susciter des inquiétudes sur l'intérêt qui sera réservé aux prochaines élections européennes. Personne ne sait exactement ce qu'est l'Europe ni ce qu'elle veut être - les débats auxquels donnent lieu les prochaines élections européennes donneront peut-être une idée plus précise de la réalité et du futur de cette Europe.

## VOULOIR L'EUROPE

Pour autant, que doit être cette Europe ? Simple consécration d'un espace sans frontières où circuleront librement personnes, marchandises, services et capitaux ? Réponse à un enjeu plus vaste, économique, social, culturel, voire politique ?

La réponse ne se situe pas au plan de l'éthique ou de la vision idéaliste mais au plan même de la réussite de la construction économique de l'Europe. La réalisation du marché intérieur représente de nouvelles opportunités économiques, c'est un fait. Mais elle comporte aussi des risques. Il est ainsi évident que la dynamique économique qui résultera de l'ouverture des frontières ne pourra pas bénéficier de façon égale à toutes les régions. Pour faire face à une compétitivité accrue, des secteurs entiers d'activité devront être restructurés avec les risques concomitants d'augmentation du chômage. De même, les disparités des systèmes sociaux des États membres risquent d'induire des effets pervers comme le "dumping social" ou le développement du travail au noir.

Implication étroite donc du social à l'économique qui justifie de donner à l'Europe une réelle dimension sociale.

Certes, les aspects "conditions de travail" et "dialogue social" ont largement occupé le devant de la scène. Mais peut-on parler d'Europe sociale sans même évoquer la protection sociale, alors même que la protection sociale devrait favoriser le grand marché en améliorant les conditions de la libre circulation, de la mobilité des travailleurs et que surtout elle pourrait contribuer à réduire les effets négatifs du marché unique ?

## UNE EUROPE SOCIALE

Or, la politique sociale ne relevant pas des directives de la communauté européenne, rien n'est prévu explicitement sur les évolutions nécessaires des régimes obligatoires de protection sociale et, a fortiori, sur celles des régimes complémentaires tels que la Mutualité. Il est cependant indéniable que, si les autorités politiques, tant nationales que communautaires, ne font pas quelque chose pour amorcer un rapprochement des systèmes sociaux, il y aura une harmonisation de fait, imposée sous la pression croissante du secteur privé. Déjà l'Europe de l'assurance se construit et les compagnies d'assurances pourront demain faire ce qu'elles veulent. Cette Europe sera-t-elle - et c'est la question - seulement celle des marchands, celle de la distribution des biens et des services dont profiteront seuls ceux capables de les payer ou cette Europe saura-t-elle rester fidèle à la tradition démocratique humaniste et solidaire de notre vieux continent ?

Telles sont les interrogations qui demeurent alors même que l'échéance n'est plus qu'à trois ans.

Parce qu'elle a pour mission traditionnelle de défendre la protection sociale, parce qu'elle pratique la solidarité quotidiennement, parce qu'elle est au carrefour de l'Europe mutualiste, la Mutualité française entend jouer un rôle dans la construction européenne. Pas toute seule, mais avec tous les mutualistes européens. Ainsi, quelles que soient les réalités économiques, l'harmonisation inévitable des charges sociales ne saurait entraîner une protection sociale au rabais car le marché intérieur doit déboucher sur un espace social conforme à notre tradition de solidarité.

## UN STATUT EUROPÉEN POUR LA MUTUALITÉ

Pour que la Mutualité puisse faire face au déchaînement de concurrence des compagnies d'assurances tout en préservant sa spécificité et son éthique de solidarité, il est indispensable que, comme les sociétés anonymes, les coopératives, les associations et les groupements d'intérêts économiques, elle puisse disposer d'un statut européen.

Les mutualistes ont des métiers, un savoir-faire, des valeurs et c'est sans crainte mais avec l'optimisme de ceux qui ont soit d'entreprendre qu'ils veulent voir venir l'échéance de 1993.

Les mutualistes participeront avec réalisme, mais aussi audace et enthousiasme à cet idéal d'Europe solidaire et fraternelle car ce grand défi, notre pays doit le gagner.



**MUTUALITÉ  
FRANÇAISE**

DES ENTREPRISES DE VIE

**Déclaration de René Teulade, Président de la Mutualité française.**

مكتبة محمد السادس



## Société

## JUSTICE

Le procès de la branche lyonnaise d'Action directe

## Des incertitudes de la balistique

LYON  
de notre bureau régional

Qui a tué le brigadier Guy Hubert lors de l'attaque de la Société lyonnaise du boulevard Anatole-France, à Lyon, le 3 novembre 1981 ? Deux jours de débats très animés n'ont pas permis de répondre avec certitude à cette question. Alors que sa haute stature et un passage du « carnet » de Max Frérot désignaient Emile Ballandras comme le meurtrier, les dépositions des collègues de la victime ont, paradoxalement, introduit le doute. Le plus grand des braqueurs masqués, surpris en flagrant délit, couvrait sa fuite avec un pistolet mitrailleur alors que la balle mortelle n'a pu être tirée qu'avec une arme de poing.

Après le récit de la course-poursuite et de la fusillade, par des policiers qui n'ont rien oublié, l'intervention des experts en balistique ne fit qu'ajouter à la confusion. En l'absence de M. Vergès, leur avocat, Olivier et Frérot se relayèrent pour porter la contradiction aux spécialistes en réaffirmant qu'aucune des armes meurtrières n'avaient été conservées par eux et qu'il s'agissait d'une « manipulation policière » et « d'expertises truquées ». « Nous savons ce que nous allons prendre, il ne s'agit pas d'argenter mais de rétablir la vérité », s'indigna Frérot en se lançant dans de longs développements sur le poids de la balle, la longueur du canon, la qualité de la poudre et autres considérations techniques. Malgré les insultes qui les ponctuèrent, ces contestations parurent ébranler la cour et le ministère public qui laissèrent les experts se débattre avec les scellés et des rapports d'analyses souvent contradictoires.

Loin d'être anecdotique, cet intermède balistique révèle de nouvelles failles dans un dossier qui paraissait a priori soigneusement bouclé. Ainsi, après le flou persistant autour des circonstances de la mort de M. Henri Delrieux, convoyeur de fonds (le Monde du 30 mai), deux des trois meurtres commis par le groupe Action directe restent, pour l'heure, en quête d'un auteur formellement identifié. Le refus de coopérer et la virulence croissante des principaux accusés ne facilitent évidemment pas la tâche des magistrats, confrontés de surcroît à la guérilla de procédures que mènent certains avocats, en multipliant les dépôts de conclusions et les recours aux arguties juridiques.

Si certains faits demeurent dans un trouble clair-obscur, la plupart des personnages ont en revanche perdu de leur mystère. Au tiers du procès la frontière est désormais nette entre le clan des irréductibles et les autres. Seul Bernard Blanc, vingt-neuf ans, fils d'ouvrier, qui s'est affirmé « communiste révolutionnaire (...), administrateur des Brigades rouges et de la Fraction armée rouge », a rallié le trio des fidèles d'Olivier en exposant, à tra-

vers un long texte, son engagement dans la lutte armée, fondé sur un rejet « viscéral » des injustices. Joëlle Auguy, trente-quatre ans, ancienne compagne de Frérot — qui la qualifiait de « paquet » — est loin de l'avoir imité. Embrigadée par amour, cette fille d'agriculteurs qui fréquentait un pensionnat catholique avant d'obtenir un DES de psychologie et de se consacrer aux handicapés et aux enfants, accepta d'être la « documentaliste » du groupe puis fut mêlée à deux attaques à main armée. Elle réussit à rompre avec l'équipe en 1982. C'est en pleurant qu'elle a expliqué à la cour son effarement lorsque la presse lui apporta la cavale de Frérot : « On le présentait comme un monstre. J'avais l'impression qu'il s'agissait d'une autre personne. »

## Les cousins de Vanves

Gilbert Vecchi, trente-cinq ans, et Christian Dubray, trente et un ans, apparaissent comme des « terroristes » aussi atypiques. Ils sont cousins, originaires de Vanves (Hauts-de-Seine) et s'expriment avec la même franchise simplicité des gosses des faubourgs. Peu intéressés par l'école, Vecchi entre en apprentissage à quatorze ans pour devenir plombier-couvreur. D'un service militaire mal vécu il revient « révolté et plus très courageux ». Polak, un copain de quartier, lui ayant présenté des « gens formidables et paillés et patata », Vecchi, qui n'est pas « du côté des patrons », se laisse convaincre de rendre quelques services et se trouve « pris dans l'engrenage ». « J'en avais marre de me déshabiller dans des caves et de manger dans des escaliers de chantier. Je pensais qu'il y avait peut-

être quelque chose à faire pour que la classe ouvrière soit un peu mieux ». Sans pusillité en rajoutant, Vecchi se décrit comme un garçon « faible, timide, gentil de nature, qui ne sait pas dire non ». Impliqué dans plusieurs actions violentes, le couvreur-lampiste ne rejette ses « conneries » sur personne.

Dubray est moins indulgent pour Olivier dont il a découvert les « deux facettes, Dr Jekyll et Mr Hyde » après un hold-up qui tourna mal. « Le terrorisme ça tient pas, ça fonctionne pas. Je vivais avec la crainte. La prison a été ma source de secours, depuis, j'ai perdu la pression... » Avec son petit chéquier sur la langue, ce mécanicien, converti en projectionniste de cinéma, raconte sa vie comme un film de Carné. L'enfance heureuse malgré une mère dépressive et un père absent, le BEPC et le CAP « loupés » après un démenagement déchiré vers une cité périphérique, le retour à Vanves et les belles retrouvailles avec les copains, dont Polak. Le président : « Ces copains, c'étaient Olivier et Frérot ? »

« Non, non, des gens normaux. » En 1981, un voyage en Afrique et sa présentation au groupe, à Lyon. « Olivier m'a félicité pour mes talents de mécanicien, j'avais réparé sa 104, et il a embrayé sur le tiers-monde. Ça tombait bien, j'en revenais. Tout avait l'air vrai, j'y ai cru. Le même jour, il m'a fait tirer au pistolet. D'un seul coup j'avais tout bon, j'étais le meilleur. C'était bien. Et puis avec toutes les bonnes femmes autour, ça faisait barbouze, y a eu un film qu'est un peu comme ça... »

La suite du script figure dans l'arrêt de renvoi.

ROBERT BELLERET.

Un syndicaliste de la FASP blessé par balle en Corse

## M. Deleplace estime qu'il était « la cible » du tireur

M. Bernard Deleplace, secrétaire général de la Fédération autonome des syndicats de police (FASP), a déclaré, jeudi 1<sup>er</sup> juin, qu'il pensait avoir été la « cible » du tireur interpellé le même jour à Bastia (Haute-Corse) qui, dimanche 28 mai, avait grièvement blessé par balle un syndicaliste de la FASP (le Monde du 31 mai). M. Deleplace avait jusqu'ici gardé le silence sur cette agression, afin de laisser les policiers mener leur enquête. L'arrestation, jeudi, d'un patron de bar de Bastia, âgé de trente-quatre ans et dont l'identité n'a pas été révélée, supposait d'être l'auteur des coups de feu et placé

en garde à vue, a permis au syndicaliste de sortir de sa réserve.

M. Deleplace a indiqué qu'il se trouvait, dimanche 28 mai, peu avant 6 heures du matin, dans un cabaret folklorique de Bastia. « Le Fanal », avant de prendre le premier avion pour Paris à 8 heures. Il était en compagnie de M. Patrick Orbes, trente-six ans, délégué régional de la FASP pour la région lyonnaise, chargé de la formation des militants provinciaux, ainsi que d'un ami non policier. Le responsable de la FASP était venu en Corse pour assister à la remise d'une médaille à un brigadier de police retraité.

Le « Hitler = SS », de Vuillemin et Gourio, en correctionnelle

## Les limites du second degré

Philippe Vuillemin et Jean-Marie Gourio, les auteurs de *Hitler = SS*, une bande dessinée parue en épisodes dans le mensuel *Hara-Kiri* avant d'être mise en vente dans les kiosques le 17 février 1988, ont comparu, le 31 mai, devant la dix-septième chambre du tribunal correctionnel de Paris, présidée par M. Alain Lucaburata. Tous deux devaient répondre du délit de « complicité d'injure raciale » à la suite de la publication de cet album retiré de la vente le 1<sup>er</sup> mars 1988 en vertu d'un arrêté du ministre de l'Intérieur de l'époque, M. Charles Pasqua.

En parcourant des yeux pendant l'audience l'exemplaire de *Hitler = SS*, les magistrats de la dix-septième chambre correctionnelle ont saisi une grimace. Un mouvement de dégoût face à cette bande dessinée qui affiche elle-même en couverture, au-dessus de l'image d'un déporté juif vendant des savons à d'autres déportés devant une chambre à gaz : « Dangers pour la jeunesse ». Dangers ? Ingrédients surtout insupportables. Philippe Vuillemin et Jean-Marie Gourio racontent l'horreur à la manière de *Hara-Kiri* : Une femme giflant son fils dans le train de la déportation parce qu'il a déshérité son étoile de David, un tailleur juif cessant les prières sur les stocks de pyjamas rayés vendus aux Allemands, un nazi debout à côté d'un tas de cadavres traitant de « fayot » son voisin qui a, lui, empli soigneusement les corps décharnés les uns sur les autres... Vuillemin et Gourio appellent cela la « caricature de la caricature raciale ». Le parquet du tribunal de grande instance de Paris y a, lui, décelé « une injure raciale ».

Pour le ministère public, M. Claude Pernolet pariera donc d'un scandale à l'arrêt pur, de « outrages », « injures », « grosseries », « il y a des limites, dit-il. Dans cet ouvrage, elles sont dépassées. Il ne définit pas d'avantage ces « limites » invoquées. Sinon pour mettre en garde, sur un ton pacifique de sermonneur, les auteurs de *Hitler = SS*, contre les réactions « au premier degré » d'un public aussi « large » que celui de la bande dessinée : « Vous adoptez un raisonnement par l'absurde, lancera-t-il à Jean-Marie Gourio, le scénariste. Vous souhaitez montrer l'horreur des camps à travers l'horreur de votre récit. Mais certains de vos lecteurs ne comprennent pas votre démarche. Il faut penser à ces personnes non averties, à tous ceux qui ne s'intéressent pas aux discussions historiques, philosophiques, et à tous ceux qui ont une intelligence moins développée. »

## Crusade

M. Pernolet n'a pas plus loin. Jamais il ne parlera de complaisance envers le nazisme. Les convictions des auteurs ne sont pas en cause. Cette bande dessinée n'a évidemment « aucun caractère provocateur », écrit d'ailleurs dans une lettre Jérôme Lédon, le directeur des Editions de Minuit, un ancien résistant dont une partie de la famille est morte dans les camps. « Si par impossible, elle était parue sous l'Occupation, elle aurait sûrement valu à ses auteurs la déportation ou la mort. »

Non, Vuillemin et Gourio n'ont rien de racistes, de nazis ou d'antisémites. Ils sont tout simplement cruels, volontairement

brutaux. Provocateurs aussi. Jean-Marie Gourio, copable d'avoir affiché la photo de Jean-Marie Le Pen dans son journal *Zéro*, accompagné des qualificatifs les plus injurieux sous le titre « Le Pen, c'est ça », a d'ailleurs été poursuivi par le leader du Front national pour diffamation. Philippe Vuillemin, lui, a l'habitude de traîner l'humour tout entier dans la boue : ses bandes dessinées regorgent de personnages stupides, de militants grotesques et de militaires borbés.

« Notre livre n'est rien d'autre, puisqu'il faut s'en expliquer, qu'un violent dégoût contre le nazisme et le fascisme moderne à générer l'horreur qu'ils ont mise au point, écrivent Vuillemin et Gourio dans une lettre à Serge Klarsfeld. Les révisionnistes minimisent cette insupportable machine de mort, nous le rendons, à notre avis, plus insupportable encore, par la force du trait grossier, du cliché simpliste, la torture omniprésente et ludique de l'effacement total et final... »

L'atroce malaise à la lecture de l'album est donc voulu. Est-ce ridiculiser le martyre juif que de le montrer sous les traits les plus grossiers et les plus vils ? M. Thierry Lévy, l'avocat des auteurs y répond sans ambiguïté : « La caricature du génocide donne sans doute une idée plus proche que ne pourrait jamais le faire tous les commentaires », dit-il en citant également Primo Levi. Dans *Si c'est un homme*, qui est un témoignage sur les camps : « On voit des prisonniers que les tortures, les souffrances et les privations rendent de plus en plus humains. Et c'est cela le mal absolu des camps. »

Jugement le 22 juin.  
ANNE CHEMIN.

A Nice

## La mère de l'enfant abandonné est inculpée de tentative d'assassinat

Jocelyne Ceccarelli, la mère de ce garçon de vingt et un mois, disparu le lundi 29 mai, puis retrouvé le surlendemain en sa compagnie dans une carrière proche de Nice (le Monde du 2 juin), a été inculpée, jeudi 1<sup>er</sup> juin, de tentative d'assassinat par M<sup>me</sup> Christine Lorenzini, juge d'instruction à Nice. Contrairement à ce qu'avait cru dans un premier temps les enquêteurs, il semblerait, en effet, que la jeune femme n'ait pas abandonné le petit Raphaël dans cette carrière, mais ait tenté de l'assommer en le précipitant, lundi 29 mai, du haut d'une falaise de quatre-vingts mètres. Par miracle, l'enfant dont les vêtements se seraient accrochés à des buissons qui auraient ainsi freiné sa chute, serait resté bloqué pendant deux jours sur une plate-forme située à mi-hauteur de la falaise. C'est là que, mercredi, sa mère elle-même l'a ramené « récupéré » après une escalade.

Devant les enquêteurs, Jocelyne Ceccarelli aurait expliqué son geste par le fait que, suivant un traitement psychiatrique depuis la naissance de

Raphaël et de sa sœur jumelle, elle ne supportait pas l'idée d'avoir deux enfants, la charge lui paraissant insurmontable. De son côté, son mari a indiqué aux enquêteurs que l'état de santé de Jocelyne Ceccarelli avait été gravement perturbé par deux événements successifs, l'accouchement difficile des jumeaux et une tentative de viol dont la jeune femme aurait été victime au mois de novembre dernier dans un bar de Nice où, entrée pour demander un verre d'eau, elle aurait été agressée par deux hommes. Cette dernière affaire doit, d'ailleurs, être prochainement évoquée devant le tribunal correctionnel de Nice, où les deux hommes, qui contestent totalement la réalité de cette agression, comparaitront sous l'inculpation d'attentat à la pudeur avec violence.

Après son inculpation, Jocelyne Ceccarelli, qui doit être l'objet d'expertises psychiatriques, a été placée sous mandat de dépôt par le magistrat instructeur et écrouée à la prison de Nice.

## LE WEEK-END D'UN CHINEUR

**SAMEDI 3 JUIN**  
Paris, Nocturne Drouot, 14 heures : sculptures et tableaux contemporains.

**ILE-DE-FRANCE**

**SAMEDI 3 JUIN**

Fontainebleau, 14 h 30 : vins, alcools.

**DIMANCHE 4 JUIN**

Chartres, 14 heures : mobilier, tableaux ; La Trinité-Saint-Hippolyte, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Provins, 14 heures : tableaux modernes ; Rambouillet, 14 h 15 : tableaux et sculptures modernes ; Saint-Germain-en-Laye, 14 h 30 et 21 heures : tableaux modernes ; Sceaux, 14 h 30 : mobilier ; Versailles-Cherbourg-Légers, 10 heures et 14 heures : tableaux anciens, mobilier.

**PLUS LOIN**

**SAMEDI 3 JUIN**

Antibes, 9 heures et 14 heures : mobilier ; Cherbourg, 14 heures : bijoux ; Dijon, 14 heures : argenterie, bijoux ; La Roche-sur-Yon, 14 h 30 : mobilier, tableaux ; Marseille (Castellane), 14 h 30 : Extrême-Orient ; Noyon, 14 heures : grande vases ; Poitiers, 14 h 30 : mobilier, jouets ; Sceaux, 14 h 30 : mobilier, tableaux ; Vaux, 13 h 30 : cartes postales ; Vichy, 14 heures : tableaux anciens.

**DIMANCHE 4 JUIN**

Arles, 14 h 30 : argenterie, bijoux ; Auch, 14 h 30 : art contemporain ; Brest-Dan, 14 heures : poupées, bijoux ; Béziers, 14 h 30 : arts nouveaux ; Boisset-les-Prévanches, 15 heures : automobiles de collection ; Epervay, 14 heures : mobilier, objets d'art ; Honfleur, 14 h 30 : arts, décoration ; La Flèche, 14 heures : Extrême-Orient ;

Marseille (Castellane), 10 h 30 et 14 h 30 : livres ; Nancy, 14 heures : mobilier, tableaux ; Orléans, 10 h 30 et 14 h 30 : affiches ; Paris, 14 h 30 : bijoux, mobilier ; Rouen, 14 heures : mobilier, tableaux ; Saint-Denis, 14 heures : livres ; Sceaux, 14 heures : bijoux ; Valenciennes, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Vichy, 14 heures : tableaux modernes.

**LES FOIRES ET SALONS**

Vincennes, Orléans, Meyrignies (Bouche-du-Rhône), Caen, Nancy, Rouen (Orléans) (semaine du vent), Béziers (Espace, foire à la photo) (dimanche seulement).

**Foire de printemps du XIV<sup>e</sup>**

**BROCANTE**

**26 MAI**

**au**

**4 JUIN**

ENTREE GRATUITE

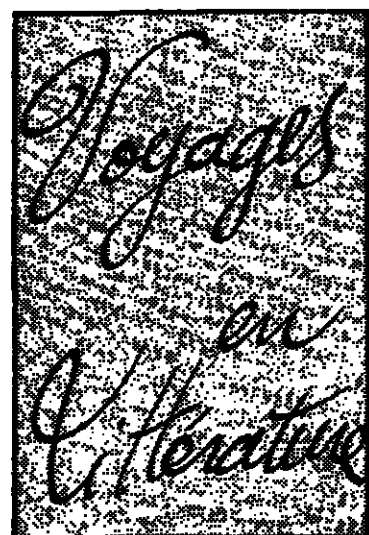
Ouvert de 10h à 19h

AVENUE DU MAINE

Rens. : SADEMA 47, bd A. Blanqui Paris 13<sup>e</sup> - T. 45 65 65 65

## GRAND CONCOURS

Du 22 mai au 10 juin 1989



**HACHETTE**  
Classiques

**Le Monde**

EUROPE 1

## Histoires de titres

## Question 21 :

Abandon de titres.

Certains auteurs avaient donné à leurs œuvres, avant qu'elles ne soient publiées sous leur titre définitif, un autre titre. Quelles œuvres se cachent sous les titres que voici :

- a - Le Télégraphe.
- b - Les Intermittences du cœur.
- c - Mélantholia.

## Question 22 :

Latinisme...

Certains titres d'ouvrages sont en latin : saurez-vous retrouver celui-ci parmi les cinq titres suivants :

Cette publication fit condamner à mort son imprimeur, mais l'auteur, par bonne aventure, s'en tira...

- Amori et dolori sacrum
- Cymbalum mundi
- Et nunc manet in te
- Mesta et Errabunda
- Mugitusque boum

Bulletin-réponse dans le Monde, le samedi 10 juin 1989 (daté dimanche 11 - lundi 12 juin)

Chaque jour une vignette de participation. Collectionnez les précieusement. Vous devrez les coller sur le bulletin-réponse. Pour vous aider à répondre, chaque jour des indices sur Europe 1 ou sur Minitel 3615 code LEMONDE, EDUC ou EUROPE 1.





# Le Carnet du Monde

## Naissances

— Caroline BERTATI et Eric AMARA ont la joie de faire part de la naissance de

Clémentine,

le 26 mai 1989.

4, square Montsouris, 75014 Paris.

## Décès

— M<sup>re</sup> Georges BONS, né Roger, ancien chef de clinique de Paris, M<sup>re</sup> et M<sup>re</sup> Gérard Montegut, MM. Grégoire, Jérôme, Emmanuel et Sébastien Gaillet, M<sup>re</sup> et M<sup>re</sup> Jean-François BONS, M. Gérard BONS, M<sup>re</sup> et M<sup>re</sup> Rémi BONS, M<sup>re</sup> et M<sup>re</sup> Jacques BONS, les petits-enfants, arrière-petits-enfants, Les parents, alliés et amis, font part du décès de :

docteur Georges BONS, ancien chef de clinique de Paris, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre national du Mérite, survenu le 27 mai 1989, à Paris.

Les obsèques religieuses ont eu lieu dans l'intimité, à Paris-les-Bains.

— Sa famille et ses amis ont la douleur de faire part du décès de

Marie GIESBERT, née Albis,

survenue le 28 mai 1989, à Rospes, dans sa soixante-seizième année.

Une messe sera célébrée le samedi 17 juin, à 18 h 30, en l'église de Bosc-Roger-en-Roumois (Eure).

Cet avis tient lieu de faire-part.

La Chapelle, chemin du Moulin, 27670 Bosc-Roger-en-Roumois.

— Les docteurs René et Denise Pache, ses enfants, Cyrille Pache, Xavier Pache et Caroline Fortin, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part de la mort de

M<sup>re</sup> Adrienne PACHE, née Coste,

survenue à Marseille, le 27 mai 1989, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Les obsèques civiles ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

34, rue Saint-Jacques, 13006 Marseille.

— M<sup>re</sup> Rozenblum Rachel, son épouse, M<sup>re</sup> Berstein Boris, sa belle-mère, M<sup>re</sup> et M<sup>re</sup> Rozenblum Grégorio, M<sup>re</sup> et M<sup>re</sup> Segal Sergio, ses enfants, Yael, Alain, Pablo et Nicolas, ses petits-enfants, ont l'immeuble douleur de faire part du décès en exil de leur époux, père et grand-père, survenu le 31 mai 1989, à Paris.

Jacques ROZENBLUM WAITER, ingénieur financier, PDG de la Banque sudaméricaine du Chili, PDG de la Banque latine du Chili, directeur de la Banque du Chili, conseiller du ministère d'économie et finances du gouvernement chilien de M. Salvador Allende.

Les obsèques ont eu lieu au cimetière du Montparnasse, 3, boulevard Edgar-Quinet, Paris-14<sup>e</sup>, ce vendredi 2 juin.

— On nous prie de faire part du décès survenu subitement à Dresde (Allemagne de l'Est), le 8 mai 1989, de notre cher et bien-aimé

Georges YACOVLEVITCH, conseiller des affaires étrangères (ER).

De la part de : Suzanne Yacovlevitch, sa sœur, Sa famille et ses nombreux amis en France et à l'étranger.

Une messe à sa mémoire sera célébrée le samedi 3 juin, à Paris, à 18 heures, en la crypte de la chapelle des Missions étrangères, 128, rue du Bac, métro Sèvres-Babylone, près du Bon Marché.

Les obsèques auront lieu ultérieurement dans la plus stricte intimité.

Pas de condoléances. Cet avis tient lieu de faire-part.

Suzanne Yacovlevitch, 15, impasse du Mont-Tonnerre, 75015 Paris.

Né en 1921, Georges Yacovlevitch était l'un des plus fins connaisseurs de la Chine et de l'Extrême-Orient au sein d'Orly, où il a fait toute sa carrière. En poste en Chine, en Indonésie, aux Philippines, à Taiwan, deuxième conseil-

**CARNET DU MONDE**  
Renseignements : 42-47-96-03  
Tarif : la ligne H.T.  
Toutes rubriques ..... 83 F  
Abonnés et actionnaires ..... 73 F  
Communicat. diverses ..... 86 F

ler à Pékin (1987-1970) pendant la révolution culturelle, correspondant à Kobi Laponi puis à Sydney (Australie), il était directeur de la Légation d'honneur et officier de l'Ordre national du Mérite. Il avait accompagné le président Pompidou en Chine en 1973, et M. Deng Xiaoping lors de sa visite en France en 1975, dont qu'il était vice-président. Son vivant, très cultivé, maîtrisant parfaitement la langue chinoise, il avait su, malgré sa modestie, se faire apprécier du petit monde de la diplomatie.

## Remerciements

— M<sup>re</sup> Jean-Claude Taisne, et ses filles, Lucette, Vanessa et Alexandra, M<sup>re</sup> Vve Robert, Ses beaux-parents, belles-sœurs, beaux-frères, nièces et neveux, Tous les parents et alliés, très touchés des nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

M. Jean-Claude TAISNE,

peinent toutes les personnes qui ne sont associées à leur peine, de bien vouloir trouver ici l'expression de leurs sincères remerciements.

## Anniversaires

— En ce dixième anniversaire de sa mort,

nos nous souvenons de

Jean-Paul LESTERLIN.

— Le 3 juin 1979,

Adrienne R. WEILL, née Brunschwig,

nos nous quitte.

Celles et ceux qui l'ont connue et aimée se souviennent.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

**RENCONTRES CONTEMPORAINES**  
116 bis, Champs Elysées  
(1) 42 25 02 31 +  
Depuis 20 ans, hommes et femmes, médecins, pharmaciens, prof. libéraux, industriels, ingénieurs, cadres, etc. au-delà des notes, font confiance à notre agence pour :

- un nombre de contacts
- une qualité de contacts
- Un remboursement

## Communications diverses

— Union des fabricants pour la protection internationale de la propriété industrielle et artistique

Fondée le 23 août 1872 et déclarée le 28 mai 1877 établissement d'utilité publique. Siège social : 16, rue de la Faisanderie, Paris-16<sup>e</sup>.

Assemblée générale ordinaire de l'Union des fabricants

MM. les membres de l'Union des fabricants pour la protection internationale de la propriété industrielle et artistique, établissement d'utilité publique, sont convoqués en assemblée générale annuelle au siège de l'association : 16, rue de la Faisanderie, à Paris-16<sup>e</sup>, le jeudi 22 juin 1989, à 14 heures.

## Ordre du jour

1. — Allocution de M. le président.
2. — Compte rendu des travaux de l'année 1988.
3. — Rapport de gestion du conseil d'administration.
4. — Rapport du commissaire aux comptes sur l'exercice 1988.
5. — Approbation des comptes, quittés au conseil d'administration et au conseil aux comptes.
6. — Affectation des résultats.
7. — Fin de mandats d'administrateurs.
8. — Ratification de la nomination par cooptation d'un administrateur.
9. — Nomination d'un administrateur.
10. — Révocation d'un administrateur.
11. — Budget 1989.
12. — Modification du montant de la cotisation pour l'exercice 1990.
13. — Questions diverses.

L'OTOSPOTIF	
RÉSULTATS COMPLETS N°26	
12000 points	23 959,00 F
12000 points	1 241,00 F
11000 points	135,00 F
NUMERO PACTOLE : 3	
Tirage du Jeudi 1 <sup>er</sup> Juin 1989	

# Automobilisme

## Le deuxième raid Paris-Pékin passera par l'Iran

Après le succès, l'an dernier, du premier rallye Paris-Pékin, qui s'était déroulé du 12 juillet au 2 septembre et avait réuni quelque 25 équipages sur les routes du Proche-Orient et de Chine, une nouvelle expédition s'apprête au départ. La « croisière » apparaît plus ouverte, plus audacieuse et passera par l'Iran.

Le deuxième rallye Paris-Pékin quittera la capitale le 23 juin à midi depuis l'esplanade du Trocadéro, où les véhicules auront été une dernière fois vérifiés. La place Tiananmen devrait être en vue le 22 juillet. Cette deuxième édition d'une expédition uniquement ouverte à de jeunes conducteurs l'an dernier durera moins longtemps qu'en 1988. L'explication est simple : l'itinéraire emprunté en 1989 passera par l'Iran et, logiquement, il ne sera pas nécessaire d'emprunter la voie maritime pour atteindre les routes ou pistes prévues par les organisateurs et que des frontières difficiles avaient, l'an dernier, fermées. Après la traversée de l'Iran, la colonne de voitures traversera le Pakistan pour atteindre la Chine par le col de Kunjerab.

Actuellement, 34 véhicules sont engagés et une dizaine d'engins d'assistance technique ou médicale seront du voyage. Les voitures ont été classées en deux catégories : une série « classique » concerne les véhicules de série classique. Une série dite « renforcée » concerne des engins qui présentent des modifications de structure. Pour tous les véhicules engagés il est toutefois demandé un double réservoir de carburant et une protection du carter par plaque en tôle.

Loin des rallyes tels que le Dakar ou d'autres compétitions entièrement prises en main par les sponsors et les marques, le Paris-Pékin apparaît comme une chevauchée mécanique pour le moins aventureuse mais inspirée par le goût de la découverte de pays ou de peuples dont la civilisation a marqué l'Histoire.

Pour autant, le souci de l'exploit sportif n'est pas absent. Les organisateurs de cette expédition ne sont d'ailleurs pas, dans ce domaine, des inconnus. Outre l'organisation l'an dernier du premier Paris-Pékin, Alain Lafenillade a participé à bien des rallyes tant en Europe qu'en

Afrique. Il a ouvert le Paris-Dakar, tracé la reconnaissance de différents itinéraires sahariens et, avec René Metge, les frères Marreau, Patrick Tambay, il a connu bien des péripéties et aventures. Avec Philippe Lélige, il fonde, voilà deux ans, l'Autonomie, une association tournée vers le raid automobile et dont le président est une femme, Pascale Jouhaudoux, une avocate que les horizons lointains ont détournée des prétoires.

## La bienveillante attention de l'UNESCO

Pour les « fondateurs » du Paris-Pékin, la bienveillante attention du Fonds international du développement de l'éducation physique et du sport (FIDEPS), un organisme qui dépend de l'UNESCO, a été essentielle pour l'obtention des autorisations de passage par l'Iran cette année. Il est vrai que l'organisme international a lui-même un important projet en cours d'étude qui envisage la remontée de la Route de la soie. Vaste programme qui devrait permettre des échanges culturels avec les pays traversés.

Comme l'an dernier, la MACIF de Mulhouse a décidé de participer au Paris-Pékin 89 en assurant pour une somme tout à fait raisonnable les véhicules et conducteurs ou passagers. L'Assistance médicale sports-auto (AMSAM) est aussi de la partie.

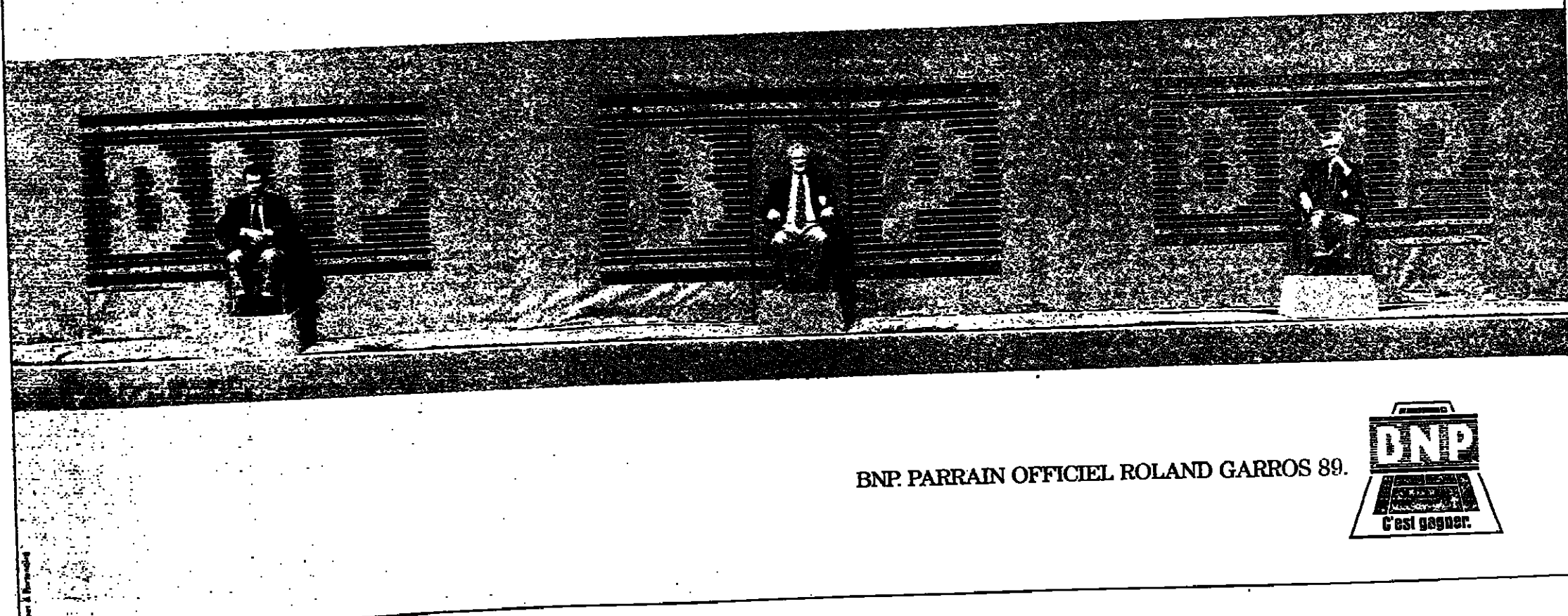
Quant aux participants eux-mêmes, ils sont libres de trouver les fameux sponsors qui font les beaux voyages. Pour la plupart des amateurs, les pilotes engagés se sont adressés à des garages, ou à des entreprises locales que ce genre de promotion, mais aussi un certain goût de l'aventure, inspire. Il s'agit surtout de provinciaux, mais plusieurs équipages viennent d'Allemagne, de Suisse et de Grande-Bretagne.

Désormais, à J-21, le souci pour les membres de l'expédition est de rassembler tout le matériel nécessaire, mais aussi de trouver les derniers moyens financiers incompressibles que réclame un tel voyage (quelque 100 000 F par voiture).

CLAUDE LAMOTTE.

\* Tous renseignements à ALASA, 66, rue Cortambert, 75016 Paris. Tél. : (1) 45-03-13-47.

Aussi incroyable que cela puisse paraître,  
3 personnes ne savent toujours pas quelle est  
la banque de Roland Garros.



BNP. PARRAIN OFFICIEL ROLAND GARROS 89.



مكتبة الأصل



## Sports

TENNIS : les Internationaux de France  
Les Soviétiques suivent la mode

Depuis 1984, il n'y avait jamais eu autant de joueurs américains en compétition après les deux premiers tours des Internationaux de France de tennis. Ils sont au moins six qualifiés (Agassi, Arias, Berger, Chang, Courier, Duncan) pour les seizièmes de finales en attendant que Tim Mayotte termine son match contre le Haïtien Ronald Agener. Le favori 1989 n'est pas moins Ivan Lendl : après sa victoire en trois manches sur Derek Rostagno, le Tchèque, qui signait son deuxième succès consécutif sur terre battue cette saison, n'a pas concédé plus de quatre sets au cours de ses vingt-huit derniers matches. Dans le tournoi féminin la jeune Yougoslave Monica Seles — en fait c'est une élève de l'Américain Nick Bollettieri comme le fut André Jaeger dont elle a le style — paraît en revanche capable de troubler le tête-à-tête au sommet de Steffi Graf et de Gabriela Sabatini bien qu'à quinze ans et demie, elle soit une cadette de quatre ans.

**R**OLAND-GARROS est le centre géométrique de toutes les modes. Des modes tennisistiques s'entend. Il y a eu la petite boule remplie de mercure contre les tendinites au coude, le microcordon pour hypertrophier la raquette ergonomique, c'est-à-dire asymétrique. Et il y a cinq ou six ans de cela, un informaticien, digne de la petite balle, s'était mis en tête de « modifier » le jeu, autrement dit d'assister tactiquement les joueurs en leur proposant des analyses du comportement de leur adversaire.

C'est donc avec un étonnement certain qu'on a surpris, jeudi après-midi, une femme d'âge mûr, installée au bord du court n° 2, s'appliquer à noter tous les coups et tous les points d'impacts des balles du match Svensson-Chesnokov, avec le renfort d'une calculatrice et d'un chronomètre. Les informaticiens étaient-ils en train de tenter une nouvelle percée dans le monde du tennis ?

La vérité était beaucoup plus simple et beaucoup plus compliquée. La dame est russe. Elle s'appelle Hanna Skorodukova. Et elle travaille à l'Institut des sports soviétique à Moscou. Son but n'est pas de modifier le jeu mais d'étudier le mouvement et le temps d'action des joueurs pour améliorer leur entraînement. Elle poursuit ses recherches depuis sept ans. Avec succès ? « Da ! » répond avec conviction Tatiana Novamko, cette autre dame assise sur le même banc qui est l'entraîneur de Andreï Chesnokov, le numéro un soviétique, en montrant le score de sa partie contre Jonas Svensson.

Effectivement Chesnokov gagne. Ou plus précisément il arrive à gagner alors que le Suédois semblait avoir inoculé un virus virulent dans son jeu, un peu à la manière dont il avait réussi à le faire l'an passé contre Ivan Lendl. Le principe biologique de

l'opération était d'ailleurs assez simple : Chesnokov est un joueur de fond de court dont les passing-shots sont redoutables, en revanche il est médiocre volleyeur, donc il faut l'attirer au filet pour le « passer » ou bien le « lobber ».

An lieu de prendre l'initiative au filet comme il en a l'habitude, Svensson s'applique ainsi à jouer court ou amorti pour forcer le Soviétique à rentrer dans le court. Et les ravages dans le jeu de Chesnokov furent à la hauteur de ses espérances pendant la première manche : le Soviétique a perdu trois fois son service. Et il aurait dû en perdre encore beaucoup d'autres tant l'exercice auquel le Suédois le soumettait était éprouvant : allées et venues latérales en fond de court avec une accélération brutale vers le filet. Il faut des jambes et un souffle exceptionnels pour supporter cela longtemps. Et, même si les revers « slices » et les lobs de Svensson se sont faits par la suite beaucoup trop imprécis, Ches-

kov a montré qu'il n'en manque pas. Grâce à l'entraînement qui lui a été concocté par les spécialistes de Moscou, s'empresse-t-on de préciser dans l'entourage du joueur.

## Chesnokov, le terrible

Il s'entraîne sérieusement beaucoup, Chesnokov, grâce aux bons conseils de Hanna Skorodukova. Mais ce n'est sûrement pas sur le plan physique qu'il a fait le plus de progrès. On a en effet du mal à reconnaître dans le personnage qu'il joue maintenant, l'étudiant un peu godaillé avec une méchante raquette et un vilain short qui, en 1986, étonnait Roland-Garros en atteignant les quarts de finales comme un diable rouge sortant d'une boîte.

Chesnokov avait alors gentiment raconté que c'était sa grand-mère qui l'avait encouragé à jouer au tennis parce qu'elle avait

regardé le tournoi de Wimbledon à la télévision. Et il était très embarrassé pour expliquer comment la fédération soviétique assurait son entretien. Manifestement il se sentait surveillé et n'osait pas parler. L'année suivante il avait expliqué aux curieux qu'il était phalésien à ses heures perdues. Un photographe avait insisté en fin de l'après-midi au marché du Rond-point des Champs-Élysées pour le prendre avec quelques timbres en main. Les clichés étaient parus avec des légendes du style : « Il ne pourra jamais se les payer ».

C'est le genre de traquenards dans lequel Chesnokov ne tombe plus. Il a parfaitement intégré les contradictions qu'il symbolise dans le microcosme tennisistique où il évolue. Le petit amateur soviétique est devenu un vrai pro. Ses résultats ne sont pas tout à fait ce qu'ils pourraient être, mais sa ligne de conduite est claire : il compte en dollars. Car s'il ne veut pas en parler publiquement, c'est un fait acquis : Chesnokov ne joue plus pour la gloire de l'URSS, il joue pour son compte... en banque.

Quelques semaines après Natalia Zvereva, la finaliste des Internationaux de France 1988, qui a décidé de garder pour elle les chèques qui lui versent les organisateurs des tournois et de consacrer ses intérêts à la firme Pro-Sport de l'Américain Donald Dell (le Monde du 22 avril), il a pris les mêmes dispositions. Si les autorités soviétiques ont mal réagi elles se sont bien gardées de le faire savoir. « Pas de vagues », semble le mot d'ordre adopté aussi bien par les officiels que par les joueurs.

Hanna Skorodukova notait donc ses cahiers de notes, Tatiana Novamko couvrait d'un œil maternel les matches de son protégé, Andreï Chesnokov tape donc dans la balle comme il a appris à le faire, du fond du court, en revers à deux mains le plus souvent.

ALAIN GRAUDO.

## Potier ou le bonheur de Sophie

**E**LLE a fendu la foule, repoussé les gardes du corps. Il l'a vue, l'a serrée dans ses bras. A son oreille, elle a simplement soufflé : « Comme tu es bien joué ! » Il a appuyé sa tête, à faire mal, contre la sienne. Autour d'eux, sur eux, convergeait la plus incroyable des marées humaines, celle des sorties de star victorieuses. Jérôme Potier, Rennais de vingt-sept ans, venait de venger Yannick Noah et la France en battant, en cinq sets, le Brésilien Luiz Mattar. Le court n° 11 témoignait de joie chauvine et sifflait le tonnerre du champion national.

On n'allait plus parler, quelques heures, que de Potier, répondant sur lui des flots d'éloges, mais sans lui épargner les qualificatifs qui collent à la peau, depuis tant d'années, de l'ex-número six français : « Marginal », « OS des courts », « espoir déçu ». Sur qu'allusion allait être faite à sa tête de Christ hirsute, à sa dégringolade de berger grec et à sa barbe de trois jours. Dans un sport tellement exotique des apparences, son nom n'est jamais évoqué sans des relents d'ambiguïté.

Dans le vertige de leur étreinte, Jérôme Potier, et sa femme Sophie se mouvaient bien de ce qu'on dirait encore. Il venait de remporter une tout autre victoire. Sur lui. Pour elle et pour eux. Il avait scellé, jeudi, une autre pierre du mur qui le séparait de son passé. Elle avait une autre preuve de la confiance qu'elle avait placée en lui, cinq ans plus tôt, quand tout le tennis français, à commencer par lui-même, le prétendaient fini. Sophie, aujourd'hui âgée de vingt-trois ans, l'avait aimée en 1984. Elle l'avait retrouvé au Bus Palladium, une boîte parisienne où Jérôme tenait permanence, confiant toutes les nuits à l'obscurité et à l'alcool son mal de vivre et sa peur du tennis.

Il s'était demandé ce qu'elle lui voulait. Il était « nul », répétait-il, abandonné et à l'abandon. On ne l'aimait plus et il se dégoûtait. Il n'était même plus classé à l'ATP. La Fédération l'avait rejeté. Il avait un peu touché à la drogue et gagnait misérablement sa vie, le week-end, dans des tournois de province. « Je lui ai simplement répondu que j'avais besoin d'admirer un homme pour l'aimer », dit-elle, de la mettre sur un piedestal et que, pas de chance pour lui, c'était lui que j'avais choisi. » Il avait voulu fuir, descendre encore. Elle s'était accrochée, renonçant à des études à Cambridge. Ils avaient habité chez les derniers amis de Jérôme. Ils s'étaient mariés, touchés, en 1985.

Pour l'amour d'elle, surtout pour cet amour à briser les dépressions qu'elle lui voulait, il avait retrouvé assez de confiance en lui pour jouer et s'entraîner. Aujourd'hui, le tennis français observe d'un œil surpris cette remontée à deux et reconnaît, une fois n'est pas coutume, l'importance d'une femme dans une destinée masculine. Jérôme Potier ne s'est pas sorti de toutes les ornières. Inconstant, trop peu sûr de lui, il oscille encore entre les performances, deux finales en 1988 et en 1989, au tournoi de Nice, et des mois de grisaille qui le renvoient parfois à la cent trentième place du classement ATP.

## Profil bas

Mais il gagne de plus en plus souvent contre les meilleurs, comme l'Argentin Horacio de la Pena. Il ne bénéficie pas toujours de wild cards, ces invitations des directeurs de tournoi distribuées à la tête du client. Il doit souvent s'infiltrer par les tours de qualification. Ses gilets, même vieilles de cinq

ans, font toujours hésiter les sponsors. Il emprunte parfois ses raquettes. Mais qu'importe, il joue, comme on se purifie. « Il se lève tôt pour aller courir », explique Sophie. Il est dans sa tête, dans un plaisir de s'entraîner, d'être sur un court, qu'il ne communique pas. Sa femme ne l'accompagne plus sur le circuit. Jérôme s'est émancipé de quelques-uns de ses vieux démons.

L'histoire de Jérôme Potier est celle, banale, mais que le sport de haute compétition sait souvent, du gosse prometteur qui s'écroule à l'âge de tous les douces. A dix-sept ans, ce goucher laissait souvent Henri Lecroix à plusieurs mètres sur son coup droit. Il habitait Rennes. Il était bon élève. Son entrée à l'Institut national des sports et de l'éducation physique (INSEP), en 1977, le laisse sans trop d'effort, au point que le champion tchèque était revenu le chercher. Tout le match durant, Lendl applaudissait les coups de Français. Il souriait comme rarement. Soldats d'une trouille mémorable.

Potier n'a pas réglé ses comptes avec la gloire. Trop longtemps, expliquent ses proches, on lui a répété que, avec un tel talent, il devrait « figurer parmi les grands joueurs mondiaux ». Sans doute l'aurait-il fait. Mais c'est le destin qui a fait le reste. Depuis, la presse, les télé, l'arène le démolissent. Il a raison : face à Lendl, sur le court, on ne peut s'empêcher de regarder jouer le champion et oublier de jouer soi-même.

Mais, s'il passe le troisième tour, face à l'Américain Lawson Duncan, il lui faudra bien affronter l'épreuve des honneurs. Sophie sera là. Mais elle sera là.

PHILIPPE BOGGIO.

## AUTOMOBILISME : le Grand Prix des Etats-Unis

## Le CART écrase la formule 1

de cette victoire, qui aurait pu se transformer en tragédie.

A deux tours de l'arrivée, Emerson Fittipaldi, qui a mené pendant 158 des 200 tours, avait été rejoint par Al Unser Junior. Les deux hommes roulaient de front à près de 350 km/h au moment de dépasser un concurrent. A la corde, le Brésilien espérait profiter de la manœuvre pour obliger son rival à « lever le pied ». C'était mal connaître « Junior », qui tenta de trouver le passage entre les deux voitures. La roue avant droite de Fittipaldi toucha alors la roue arrière gauche de l'Américain, qui partit aussitôt en tête-à-queue.

Par chance pour les téléspectateurs, la voiture de ce dernier était équipée d'une caméra, et c'est toute l'Amérique qui eut alors la sensation de percuter le mur extérieur du circuit à plus de 300 km/h... sans plus de dommages pour le pilote, qui était déjà debout au bord de la piste pour applaudir le tour d'honneur du vainqueur.

En prime, les téléspectateurs eurent droit en direct aux commentaires restés objectifs de Bobby Unser, ancien champion et oncle du héros malheureux, puis, grâce aux nombreuses caméras, ils ont pu revoir l'accident sous tous les angles ainsi que l'effroi des épouses des pilotes au moment où les roues ont été en contact. Une heure plus tôt, ils avaient encore été aux premières loges pour l'accident initial de la course, lorsque Kevin Cogan est venu percuter l'une des caméras en sortant de piste.

Ces accidents spectaculaires ne suffisent pas toutefois à expliquer le succès du CART (Cham-

Auto Racing Teams) ship, dont les 500 miles d'Indianapolis constituent l'épreuve reine. Sa réussite doit beaucoup aux initiatives de Roger Penske, un homme d'affaires bien établi dans les domaines du transport et de la vente d'automobiles (dix mille employés et 2 milliards de dollars de chiffre d'affaires annuel), qui possédait depuis 1971 son écurie de course (Penske Racing).

Devant la nonchalance de la Fédération automobile des Etats-Unis (United States Auto Club), c'est lui qui a créé le CART en 1978, sur le modèle de la FOCA (Formula One Constructors Association) pour gérer un nouveau championnat (1). Dix ans plus tard, cette compétition a attiré en 1988 plus de 2,1 millions de spectateurs en quinze courses. Le championnat 1989, qui a débuté le 9 avril sur le Speedway de Phoenix, distribuera 18 millions de dollars de prix, soit plus que le championnat du monde de formule 1 (800 000 dollars par grand prix, soit 12 800 000 dollars).

Les échecs de la formule 1 aux Etats-Unis (le plus grand marché automobile du monde) ont incité depuis deux ans de grands constructeurs européens comme Porsche ou Alfa Romeo à se tourner vers le CART. Aujourd'hui, la présence de la formule 1 dans ce pays, qui organisait trois grands prix en 1982 (Long Beach, Las Vegas et Detroit), est devenue symbolique.

En capitulant devant l'énorme appétit financier de Bernard Ecclestone, président de la FOCA et promoteur de tous les championnats du monde, Jean-Marie Balestre, président de la Fédération internationale de l'auto-

mobilisme, a dû renoncer à son rêve américain. Travaillant aux Etats-Unis avec Jack Long, un publicitaire californien, Bernard Ecclestone a toujours privilégié l'aspect commercial à l'intérêt sportif, en allant jusqu'à organiser le Grand Prix de Las Vegas sur le parking du Caesar's Palace.

Ainsi que le CART dispose des plus beaux circuits, la formule 1 est désormais à la rue aux Etats-Unis, où les organisateurs ne vivent plus à travers elle que les téléspectateurs étrangers. A Detroit, le Grand Prix servait à rappeler que, malgré la crise, la capitale du Michigan restait la capitale mondiale de l'automobile.

A Phoenix, la municipalité et des hommes d'affaires ont investi 2,9 millions de dollars pour l'aménagement du circuit en ville, et 1,6 million de dollars par an pendant cinq ans pour mieux faire connaître leur cité (nouveau ville américaine avec 900 000 habitants) et surtout l'aménagement touristique de leur « Vallée du soleil » à quelques heures de voiture du Grand Canyon.

Ainsi, une trentaine de télévisions du monde retransmettront le Grand Prix des Etats-Unis de formule 1, mais les amateurs américains de sport automobile auront le regard tourné vers West Allis (Wisconsin), où tous les pilotes des 500 miles d'Indianapolis vont se retrouver pour la prochaine manche du CART.

GÉRARD ALBOUY.

(1) Cette compétition s'adresse à des monoplace avec roues non carénées. Les moteurs turbo de 2500 cm<sup>3</sup> ont une pression de suralimentation brulée à 1,5 bar. Alimentés au méthanol, ils développent entre 650 et 700 chevaux.

Les résultats du jeudi 1<sup>er</sup> juin

## SIMPLE MESSIEURS

## Deuxième tour

Premier quart de tableau. — Novotny (TCH, 89) b. Bostich (FR, 258), 6-3, 6-3, 6-3; Chang (EU, 19) b. Sampras (EU, 52), 6-1, 6-1, 6-1; Lendl (TCH, 1) b. Rostagno (EU, 43), 6-1, 6-3, 6-1; Rost (ESP, 29) b. Wilander (EU, 82), 7-6 (7-0), 6-7 (0-7), 6-2, 7-6 (7-5); Brugnera (ESP, 44) b. Jelen (RFA, 50), 5-7, 7-6 (7-2), 7-6 (8-6), 7-6 (7-1); Cahill (AUS, 25) b. Gammelman (SUE, 53), 5-7, 6-3, 6-2, 7-5; Fisiolo (IT, 163) b. Wilander (EU, 120), 7-6 (7-2), 7-5, 6-2; Mayotte (EU, 9), même devant Agener (HAT, 30), 6-3, 5-7, 7-5, 3-3 (match interrompu par la nuit).

## Deuxième quart de tableau.

Duncan (EU, 67) b. Szadziak (CAN, 102), 6-2, 6-3, 6-3; Courier (EU, 47) b. Brown (EU, 105), 6-0, 7-5, 6-3; Agassi (EU, 5) b. Cam (IT, 42), 6-2, 6-2, 6-3; Camporese (IT, 63) b. Vysard (URS, 101), 7-6 (7-3), 6-7 (4-7), 6-3, 6-2; Potier (FR, 131) b. Mattar (BRE, 46), 6-4, 7-6 (9-7), 6-7 (3-7), 7-6, 6-3; Chesnokov (URS, 27) b. Svedberg (SUE, 22), 6-4, 6-1, 6-4, 6-0; Wilander (SUE, 44) b. Perez (URU, 144), 6-3, 7-6 (7-0), 6-3; Steeh (RFA, 34) b. Toss (ESP, 276), 7-5, 6-4, 7-5.

Quatrième quart de tableau. — Perez-Roldan (ARG, 21) b. De la Pena (ARG, 52), 7-6 (9-7), 7-5, 4-6, 6-2.

## SIMPLE DAMES

## Deuxième tour

Deuxième quart de tableau. — M. Seles (YOU, 22) b. S. Martin (EU, 108), 6-0, 6-2; N. Pietrangeli (FR, 87) b. E. McNair (RFA, 17), 6-2, 6-1; Maleeva (BUL, 9) b. Wasserman (BEL, 50), 6-3, 5-7, 6-3; J. A. Faull (AUS, 101) b. A. Villagrana (ARG, 164), 6-7 (1-7), 6-1, 6-1; Z. Gajdos (EU, 6) b. C. Caverio (IT, 79), 5-7, 6-3, 6-2; J. Thompson (AUS, 118) b. F. Buchenmayer (FR, 157), 6-1, 6-4; S. Sloane (EU, 21) b. C. McNeil (ARG, 298), 6-4, 6-1; L. Savchenko (URS, 28) b. B. Burgin (EU, 89), 7-5, 7-6 (7-5).

Troisième quart de tableau. — A. Cecher (AFR, 83) b. S. Stafford (EU, 92), 6-3, 6-3; J. Novotny (TCH, 16) b. C. Parrot (RFA, 100), 6-3, 7-5; L. Guletski (IT, 80) b. A. Gaudin (FR, 116), 6-4, 7-5; E. Simpson (CAN, 76) b. M. Wardel (EU, 139), 6-3, 6-4; A. Sanchez (ESP, 107) b. E. Dominguez (FR, 42), 6-4, 6-4; K. Quetiere (FR, 75) b. S. Gomer (GB, 60), 6-4, 3-6, 6-3; N. Medvedeva (URS, 214) b. A. Kanellopoulou (GR, 67), 6-0, 6-1; H. Hantla (RFA, 32) b. R. Riggall (IT, 29), 7-6, 6-1, 7-5.

« Entre parenthèses le nationalité des joueurs et leur numéro de tête de série.

## LES HEURES DU STADE

## Athlétisme

Marche : Paris-Colmar. — Arrivée dimanche 4 juin.

## Automobilisme

Grand Prix des Etats-Unis de F1. — Phoenix (Arizona), dimanche 4 juin (TF 1, à 22 h 35).

## Cyclisme

Tour d'Italie. — Jusqu'au dimanche 11 juin.

## Escrime

Championnat de France. — Fleuret dames à Lille, sabre à Reims, jusqu'au dimanche 4 juin.

## Football

Coupe de France. — Demi-finales retour. Samedi 3 juin : Auxerre-Marseille (Canal Plus, en différé à 22 heures), Sochaux-Monaco (TF 1, à 19 h 55).

## Gymnastique

Championnat de France par équipe. — A Dijon, jusqu'au dimanche 4 juin.

## Motocyclisme

Grand Prix d'Autriche. — Dimanche 4 juin, à Salzburg. (Canal Plus, en direct, à 15 h 40).

## Tennis

Internationaux de France. — A Roland Garros, jusqu'au dimanche 11 juin (FR 3, de 11 heures à 19 heures; A2, le central, de 14 h 30 à 19 h 30).





A première vue, ce petit pays d'Afrique occidentale recèle toutes les composantes du paradis terrestre tel qu'on se le représente depuis l'Europe ; l'esclavage y fut aboli en 1807, mais la dépendance perdue.

## Sierra-Leone ou l'Afrique à nu

par Olivier Barrot

**Q**UAND, au milieu du quinzième siècle, le capitaine portugais Pedro da Cima fit relâcher ses caravelles dans une crique, face à l'estuaire du fleuve Rokel, il espérait se trouver sur cette route maritime des Indes qu'il avait mission de baliser pour le compte de son prince, Henri le Navigateur. La légende veut que le grondement du tonnerre tropical, qu'il prit pour le rugissement des lions, lui ait inspiré le nom de « Serra da Leão », déformé peu à peu en Sierra-Leone. Puis vinrent les Anglais : dès 1562, un John Hawkins déportait les premiers esclaves arrachés aux tribus Mendés et Temnés. Mais la Sierra-Leone, comme son voisin le Liberia, territoires anglophones dans une Afrique de l'Ouest surtout colonisée par les Français, aurait le destin d'une terre promise : à la fin du siècle des Lumières, les premiers affranchis d'Amérique retournaient au pays des ancêtres, et Freetown, la « ville libre », était fondée.

A Freetown aujourd'hui, on roule à droite, et si la Constitution sierra-léonaise d'origine empruntait bien des traits aux principes en vigueur à Westminster, les anciens colons britanniques y sont bien moins nombreux que les Français expatriés, fonctionnaires



internationaux, industriels ou simples touristes. Pourtant, comme dans toutes les anciennes colonies de la Couronne, on y trouve posés là, pour longtemps encore, les signes de l'ancienne puissance tutélaire : un terrain de rugby pelé, des églises méthodistes de brique rouge telles qu'à Glasgow, ou d'immuables sujets de Sa Majesté, comme oubliés en ces lieux depuis l'indépendance, il y a plus d'un quart de siècle. Au club-house du golf, au siège de la compagnie d'hélicoptères - appareils

soviétiques, pilotes polonais, - on croise avec une surprise amusée ces personnages de Graham Greene accablés par une chaleur à laquelle ils ne s'habitueront jamais, et que combat faiblement un ventilateur fatigué.

Aujourd'hui, la Sierra-Leone manque de tout. Sa nudité comme originelle en fait la possible initiatrice à l'Afrique tropicale. Les routes ravagées par la mousson sont à l'abandon, le téléphone ne fonctionne pas, la télévision n'existe plus, l'essence manque : gangrené par une corruption institutionnelle, le pays voit ses richesses naturelles les plus précieuses, comme le diamant, exportées en contrebande pour le plus grand profit d'intermédiaires libanais. Un agronome français qui y élève des volailles et cultive l'ananas, cette plante généreuse qui vit la nuit, parle de « négréptitude » : ici, l'Afrique noire n'est pas seulement mal partie. Mais ce constat pessimiste n'altère en rien le flamboyant attrait qui émane d'un territoire grand comme le Benelux, et dont le contour rappelle la forme du diamant taillé.

Dans la nuit si noire des tropiques, les aboiements des chiens se sont tus un à un, laissant l'espace sonore aux seuls crapauds. Les mangroves trop mûres s'écrasent sur les toits de tôle, comme un inexplicable roulement de canons. Que vienne le lever du jour, les

légères brumes dissipées au-dessus de l'océan déjà tiède, et voici des plages nues d'où jaillissent depuis des siècles des bouts de bois noircis, proues de navires échoués ou troncs d'arbres dressés.

### Le métier de la survie

Il est 7 heures près de la Rivière numéro deux, qui se jette à la mer en une baie cercelée de lagunes : le petit Zodiac franchit la barre, quitte le bleu salé pour le vert doux, s'insinue vers l'amont entre les rives couvertes de palétuviers. Du dernier banc de sable avant la moiteur de la forêt, les mouettes prennent leur envol à l'approche du moteur : la vie n'est plus alors que végétale, en apparence. Pourtant, tapis tout près, caméléons, tortues et crocodiles veillent, mais se laisser voir est faiblesse, se laisser prendre, défaite. Apercevoir s'apprend.

Godereich, village et port de pêcheurs, que l'on abordera de la mer en fin d'après-midi, quand les bateaux reviennent alourdis de leur prise : au flanc des barques, peintes de couleurs vives, des professions de foi appellent la protection divine. Harengs, bécunes, espadons et vivaneaux vont être déversés à la crête devant la communauté assemblée pour une célébration quotidienne du métier de la survie. La hausse fréquente du prix du riz rend plus essentielle encore la récolte marine. La lumière du soir, violette, s'installe peu après.

A Freetown, un cotonnier gigantesque et plusieurs fois centenaire célèbre l'indépendance, entre le palais présidentiel et le palais de justice, mais la ville est bien décatie. Les maisons créoles ont de vagues allures de Louisiane vaincue par la torpeur ambiante et la végétation profuse : le monumental stade Siaka-Stevens, don de la Chine populaire à l'époque déjà ancienne des amitiés lointaines, est aussi disproportionné que les constructions destinées au 17<sup>e</sup> sommet de l'OUA qui contribuèrent largement à la ruine économique du pays, selon le syndrome même qui devait sévir peu après chez le voisin guinéen. Un incendie a réduit en cendres l'ambassade de Cuba, on ne

construit guère à Freetown que des mosquées. « Don't urinate here, police », avertit une inscription hâtivement peinte sur un mur.

Au contraire, les marchés de la ville avec ses vendeurs de tout, cadenas et pieds de porc, fruits et étoffes multicolores, ses petits métiers, paraissent intacts. Clichés peut-être : la gravité des enfants tout à coup traversée d'un éclat de rire, l'air de musique né sans prévenir d'un harmonica, et voici que débute une danse, qui gagne en l'instant toute l'allée.

En Sierra-Leone, grande est la tentation de la simplification. L'un des deux seuls ouvrages sur le pays que l'on peut trouver dans la capitale est une bande dessinée bien faite, mais toute à la gloire du « père de l'indépendance » désormais disparu et peu regretté, Siaka Stevens. Et si l'on parcourt au retour l'inévitable SAS situé dans le pays, on n'y trouvera pas que des exagérations : qui savait par exemple que Nabih Berri, actuel ministre du gouvernement musulman libanais et leader de la fraction chiite Amal, était né en Sierra-Leone ? Le gouvernement achète régulièrement force Mercedes et Mitsubishi Pajero, mais

se voit classer inéligible pour toute aide par le FMI, et ne sait comment faire fonctionner telle nouvelle forme livrée clés en main par un gouvernement ami. Reste la beauté inaltérée du cadre naturel, et les luxuriantes tentations qu'il offre au voyageur.

La Sierra-Leone ne s'est que timidement ouverte au tourisme, et sa quasi-virginité justifie le voyage : il n'est encore que trois hôtels dignes de ce nom autour de Freetown, et la transformation des méridionales îles Banane en villégiature n'est encore qu'un projet. Les langoustes fraîchement pêchées et grillées sur la plage, les fruits exotiques cueillis à l'arbre même, la simplicité non frelatée de l'abord des villageois : tout cela, au sens propre, n'a pas de prix.

Voir souffler l'harattan, ce vent sec venu du Sahara qui dépose chaque jour une fine couche de poussière, attendre les chaudes pluies de juillet et d'août qui s'abattent à grand fracas sur les hibiscus et les palmiers à huile : la Sierra-Leone est un pays d'agréments simples, proche encore de ce qu'il devait être au lendemain de sa création. ■

### Carnet de route

#### Y ALLER

Choisir de préférence la saison sèche, de septembre à mai. Mais la période des pluies, pendant notre été, n'est pas sans charme : il pleut quelques heures, le temps est doux. La compagnie aérienne française UTA dessert Freetown depuis Paris en deux ou trois vols hebdomadaires, selon la saison.

Plusieurs voyageurs proposent des forfaits, notamment Jet Tours et Afric Tours. Equatic (6, rue Médéric, 75017 Paris ; (1) 42-67-54-39) s'est fait une spécialité de la Sierra-Leone, avec d'intéressants séjours (5 620 F la semaine, voyage compris) à l'hôtel Saint

Michael Lodge, sur l'océan, et prestations nautiques Océanides, de bonne qualité.

Ne pas hésiter à s'offrir le transfert aéroport-hôtel en hélicoptère (10 minutes de vol par Provincial Air Services, à réserver depuis la France auprès du voyageur) ; l'aller-retour vaut 680 F ; en ferry et car, le trajet peut durer 4 heures...

#### A LIRE

Once upon a time Sierra Leone (bande dessinée en anglais), de Xavier Seguin et Bernard Dufosse. Editions ABC, 1984.

Réalités de la Sierra-Leone. Impacts, 1980.

### MAROC CONTACT

LE MAROC EST NOTRE PASSION  
PARTAGEONS-LA

En juin à AGADIR, c'est déjà l'été, sans la foule, avec la beauté du Sud en plus.

HOTEL  
— CLUB —

SANGHO

situé dans l'un des plus beaux jardins d'Agadir, avec accès direct à la plage.

MAROC CONTACT/SODETAM

30, rue de Richelieu, 75001 PARIS

Tél. : 42-96-02-25. - ou votre Agence de Voyage

1 SEMAINE  
A PARTIR DE  
4 875 F  
tout compris  
Paris/Paris

مراكش، المغرب



## Aux quatre coins de France

**CHAMPAGNE** Dir. de ppte, client en fond de chapeau, amoureux-ment, pour vous. AMATEURS, profitez de nos caves spéciales : REDEMPTUR. 1983 et blanc de blanc. Tarif sur demande à R.M. DUBOIS P. & F. D., « Les Abymes » VITICULTEUR, 51200 EPERNAY. 26-58-48-37.

**GRANDS VINS DE JURANÇON CHATEAU DE ROUSSE** Direct. du producteur au consommateur. Qualité et millésime en ses et moellons. J. LABAT-LABONNETTE, 64110 JURANÇON. Tarif sur demande.

## RÉSIDENCES

**VENISE A LOUER** Luxueux mini-apartements entièrement équipés. Quartier Saint-Marc centre. 3/5 personnes. Séjour minimum : une semaine. Appartements luxueusement aménagés. Voir sur le grand canal. Séjour minimum : une semaine. Tél. 193941/5228933. Téléc. : 193941/5263721.

**CAMPAGNE MER MONTAGNE LOUE à FRÉJUS (Var)** Dans VILLA avec jardin. APPARTEMENT pour 4 personnes. Juin, juillet, août, septembre. Tél. 16-94-51-82-82.

## VACANCES-VOYAGES

### HÔTELS

**Alsace 68800 SAINT-HIPPOLYTE HOSTELLERIE MUNSCH \*\*\*** « Aux deux de Lorraine » Pêche de la Haute-Koenigsbourg. Séjour agréable, promenade 1/2 pension. Tél. 193-47-06-06.

**Côte d'Azur NICE HOTEL LA MALMAISON** Hôtel de charme près mer, calme, grand confort. 50 CH. INSONORISÉES ET CLIMATISÉES TV COULEUR PAR SATELLITES Restaurant de qualité. 48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE. Tél. 93-47-02-56 - Tél. 478-418. Téléc. 93-16-17-99.

**HOTEL VICTORIA \*\*\*** 33, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE. Tél. 93-88-39-40. Plage centre-ville, calme. Petit parking, grand jardin, chauffage, TV couleur, téléphone direct, minibus.

**Languedoc VACANCES AU SOLEIL EN PROVENCE** Vallée de la CÈZE (Gard). M. MONTAUDO COSTE (professionnel) et PHOTOL DU COMMERCE \*\* 26430 GOURDAGUES. Vous proposez leur prix de pension complète, vin de pays et taxes compris. 7/5 au 5/7, de 165 F à 190 F (seul ch. ind.). 6/7 au 24/6, de 185 F à 215 F (seul ch. ind.). 24/6 au 24/10, de 165 F à 190 F (seul ch. ind.). Éducation de 5 à 15 ans (seul de 6 juillet au 24 août). Accueil, confort, ambiance familiale, nombreux loisirs tels que balades, tennis, mini-golf, location de vélos, randonnées pédestres et excursions en car de l'hôtel plusieurs fois par semaine. Régimes assurés. Doc. rapide sur demande au 66-82-20-68.

**Montagne 05350 SAINT-VÉRAN (Hautes-Alpes, Queyras)** Parc rég. Site classé. Village XVIII<sup>e</sup> s. Fine haute comm. d'Europe, 2040 m. Randon. pédestre. LE VILLARD, tél. 92-45-82-08. Tennis, billard. Chauffage central. Gd confort de 55 F à 160 F par jour. BEAUREGARD, tél. 92-45-82-62. Pension de 188 F à 275 F par jour, petit déjeuner en sept. Piscine, tennis, billard.

**05300 SAINT-MAURICE** Dans les Hautes-Alpes, à 1000 m. FÉOTEL-RESTAURANT LE BAN DE L'OURS \*\*\* vous accueille pour des vacances vraies. Logis de France. Tél. 92-55-23-65.

**Paris SORBONNE HOTEL DIANA \*\*** 73, rue Saint-Jacques. Chambres avec bain, w.c., TV couleur, téléphone direct. De 258 à 298 F. - Tél. 43-54-92-85.

**Provence DROME PROVENÇALE** 4 heures PARIS TOV. Site except. Randonnée. Sauna, pisc., etc. Cuis. à votre goût. On ne fume pas à table. Bldg. Châmb. gd confort. TV. Tél. dir. Mireille COLOMBE. AUBERGE DU VIEUX VILLAGE D'AUBRES. 26110 NYONS - Tél. 75-26-12-89.

**Sud-Ouest PÉRGORD AUBERGE LA CLÉ DES CHAMPS \*\*\*** PISCINE. 1/2 pension à partir de 180 F. 24550 VILLESTRAIS-DE-PÉRGORD. Tél. 53-35-55-54.

**Grande-Bretagne 68 - QUEENSGATE EDEN PLAZA HOTEL** 68 QUEENSGATE. SOUTH KENSINGTON, LONDRES SW7. Tél. 19-44-1-378-6111. Tél. 91-6228. Téléphone 19-44-1-378-4578. Hôtel moderne et accueillant. Prix de Knightsbridge, Harrods Hyde Park, musica.

**Italie VENISE HOTEL LA FENICE ET DES ARTISTES \*\*\*** Saint-Marc 1936. Réservation : 19-39-41/52-32-333. Fax : 193941/52-43-721. Tél. : 41-1150 FENICE I.

**VÉRONE NOVO HOTEL ROSSI** Via Della Costa, 2. Prix de la gare de PORTA NUOVA. Réservation : 19-39-45/56-90-22. Fax : 193945/57-82-79. Atmosphère intime, tout confort.

**Suisse CH-3962 Crans-Montana** Mes vacances d'été, je les passe au pays du soleil, des promenades et des sports à \*\*\*PHOTEL EL DORADO \*\*\* Fam. F. BONVIN. Tél. : 19-41/77-43-13-33.

**LEYSIN 1400 m. Alpes Vaudoises HOTEL SYLVANA \*\*\*** Tennis, randonnées pédestres. Splendide panorama. Chambre tout confort. Mai-juin : demi-pens. 62 FS (env. 240 FF). Réduction 3 à 8 %. Fam. BONELLI. Tél. : 19-41/25-34-11-36.

**TOURISME GRÈCE CROISIÈRES SUR VOILIER 13 m** Location cabine ou bateau entier. Prix très intéressants. Tél. (1) 98-41-13-88.

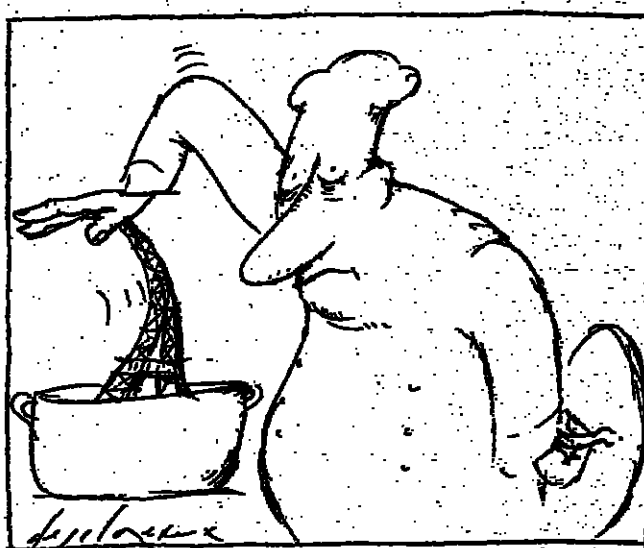
## LA TABLE

# Fourchette en altitude

**N**OTRE-DAME de la Rive gauche : ainsi Cocteau avait-il baptisé la tour Eiffel, dont on fête cette année le centenaire. Dès l'ouverture au public, ce fut aussi fête de la table : il y avait quatre restaurants. Au Cabaret Louis XIV, ainsi que s'appelaient le plus chic, ont lieu les repas officiels du 18 mai 1889 dont voici le menu : hors-d'œuvre Champ-de-Mars ; turbot de Dieppe sauce mousseline ; sole d'agneau printanier ; sorbet à l'absinthe ; caneton de la Belle Époque ; corbeille de fromages ; bombe glacée orange et vanille ; petits fours.

On s'étonnera de l'appellation du caneton Belle Époque avant la Belle Époque, mais passons. Il y avait aussi une brasserie, un restaurant russe et un restaurant-bar anglo-américain. Le 2 juillet 1889, Goncourt y dînait avec Zola et quelques amis. Il parlait de « l'immensité babylonienne de Paris », de la descente à pied « où il semble qu'on soit une fourmi qui descend le long des cordages d'un vaisseau de ligne dont les cordages seraient de fer ». Mais point de la table.

Bien plus tard, après la dernière guerre, le restaurant de la tour Eiffel et ses dîners-spectacles



devaient devenir à la mode. On y servait des classiques oubliés comme la poularde Haute Mère Dieu. Puis ce fut le déclin avant la création entre premier et second étage de cette merveille qu'est le Jules Verne, restaurant panoramique dont le décor « ferrugineux », comme édit dit Bourvil, est « en situation » avec la « Vieille Dame » à la santé de fer et dont on fête le centenaire, toute cette année, par de nombreuses manifestations.

Louis Grondard, MOF 1979, est, depuis l'ouverture, le chef solide et sage du Jules Verne, proposant, selon saison et marché, une baignade de melon et fraises des bois au banyuls, l'assiette des marinières aux perco-pierres, un saumon fumé « maison » au bois de hêtre, des raviolis de petits gris aux champignons des bois. Le foie gras est au fumet de sainte-croix-du-mont, le turbot rôti aux palourdes accompagné de pâtes

fraîches noircies à l'encre de seiche, la volaille de Bresse sautée, les viandes de première qualité et les gourmandises, de la crème brûlée aux sorbets, incomparables. Examinez carte et carte des cafés et des thé.

Bref, un repas de haute gamme à 125 mètres au-dessus du sol, un spectacle incomparable et qui n'a pas de prix, même s'il vous coûte un billet de 500 F. Et puis, que c'est fête vous pourrez l'observer de la cabine « Centenaire de la tour Eiffel » du champagne-Goset. C'est un mélange des vins des belles années 1982 et 1983 sur un fond de réserve 1980. Une réussite incontestable.

Et « au » plaisir sera complet si vous lui offrez le très bel ouvrage de Jean des Cars et Jean-Paul Caracalla, la Tour Eiffel (Denoël, éditeur), bellement illustré et qui donne envie de retourner triquer à l'immortalité de cette « Grande Dame ». Même si, en leur temps, Alexandre Dumas, Maspétiat, Sally Prudhomme et quelques autres protestèrent vivement contre « ce maître de fer aux dents agiles » (François Coppée dixit).

LA REYNÈRE

## SEMAINE

### Les Célébrités

En dehors des habitués, on a tendance à oublier ce restaurant (de l'Hôtel Nikko) pourtant plus qu'agréable, confortable, de belle vue sur la Seine et de cuisine (Jacques Sénéchal au « piano ») que j'oserai qualifier d'exceptionnelle par son mélange de classicisme et d'invention, de recherche de la qualité du produit et des harmonisations de celui-ci (citron vert avec le tartare de saint-pierre, jus au foie et tien de tomates avec les roquets, poivrons au miel avec le pavé de foie de veau de lait, Tatin à la cannelle, fruits rouges sautés au beurre d'orange, etc.).

Ajoutons-y un excellent et empressé service, des pains « maison », une cave intéressante (le brouilly de Dubouf est à 140 F, le châteauneuf-puyfongue 86 (bordeaux côtes de francs de bonne année) est à 85 F, et convient fort bien sur la menu du jour (220 F) : choix entre 5 entrées, 2 plats du jour, fromages ET desserts. Autres menus à 280, 510 et 610 F, et carte. Excellent café accompagné de petits fours et truffes chocolatières.

LES CÉLÉBRITÉS, 61, quai de Grenelle, 75015 Paris. Tél. : 45-76-82-82. Ouvert tous les jours. Parking attenant. CB - AE - DC.

### Chez Max

C'est la maison de la pérennité, et le souvenir de Max Maupuy reste présent, à l'enseigne et sur la carte avec le foie gras chaud de canard. Camorsky, le honneur à l'orange, le thon à façon Max, le ris de veau aux raisins, etc. Mais surtout, cette cuisine de Claude Clesserne est solide et franche,

si sincère que le Gault-Millau ne peut que l'ignorer.

Dans ces salles (confortables, discrètes et sans épates, le soir, on s'y sent parfaitement heureux si l'on n'entend par fête que le plaisir de la table, loin du factice médiatique), on apprécie le saumon cru (Ren Gays, du nom d'un cuisinier japonais et parce que mariné, par tiers, soja, orange, et citron), le gratin de moules au bresse bleu, les paupiettes de saumon frais sauce champagne, le poulet fermier aux morilles, etc. Et c'est probablement ici que vous dégusterez sinon le seul, du moins le parfait tournedos de M. Rousset, avant la palette des sorbets pour faire glisser ce plat richissime.

Très belle carte des vins (quelques-uns d'illustres millésimes - et de prix « étoilés »). C'est le restaurant des dîneurs d'affaires intelligents, mais cela devrait devenir mieux encore, celui des divers d'émis gourmands. Compter 300/400 F.

CHEZ MAX 19, rue Castellane, 75008 Paris. Tél. : 42-65-33-81. Fermé samedi, dimanche et jeudi soir. Parking Madeleine. Carte bleue.

### Gérard Besson

Le décor exquie de l'an dernier a perdu son « trop neuf » et est enchanté. La cuisine de Besson (un modeste et dont on parle peu) est toujours pleine d'intelligence et de sagesse, et si la carte conduit à des repas de fête (compter 500 francs) les menus-déjeuner sont d'un bel équilibre qualité-prix, avec un choix entre sept entrées (dont un flanc d'huitres au coulis d'oseille ou un mélange thon-saumon marinés aux saveurs inattendues), un choix entre sept poissons ou

viandes (soles braisées au champagne, navarin d'agneau aux légumes nouveaux, etc.), fromages, desserts, café et petits fours. Bon service. Cave intéressante.

GÉRARD BESSON, 5, rue du Coq-Héron (1<sup>er</sup>). Tél. : 42-33-14-74. Fermé dimanche. Parking Saint-Eustache. CB-AE.

### Le Brin de Zinc et Madame

Sous cette enseigne inattendue les vieux Parisiens retrouveront la grille du « papa » Lenoble, dont le portrait trône encore près du zinc illustre. Cuisine presque comme autrefois : escargots de Bourgogne, gratinée, tête de veau gibiche, œufs Toupinel, bœuf lyonnais, etc. Excellent sommelier au service de vins aux prix corrects. Compter 200 francs.

LE BRIN DE ZINC ET MADAME, 50, rue Montorgueil (2<sup>e</sup>). Tél. : 42-21-10-80. Fermé samedi midi et dimanche. Carte bleue.

### Chez Candido

Déjà l'on va « découvrir » le petit jardin provincial qui fait le charme de cette vieille demeure. Et l'on se réjouit de ce qu'avait un nouveau chef de cuisine d'espagnol plus encore, du jambon Serrano à l'agneau de lait, de la zarzuela à la parillada, de la morue à la viscacha à la paella (que l'on peut emporter), vins de la Rioja. Compter 200/250 francs.

CHEZ CANDIDO ET FILS, 40, avenue de Versailles (16<sup>e</sup>). Tél. : 45-27-88-88. Fermé dimanche soir. Salon 25 couverts.

### Chez Léon

Sans rien changer du style (et de la cuisine), Michel Saccaro et

sa sœur aînée épouse ont amélioré les salles, rendues plus intimes le soir : tables, espaces, lumière douce. Mais c'est encore près du comptoir (à la table de l'étagère, par exemple) que l'on se sent chez soi, le chef-ami de l'ancien gourmand se réjouit de fines de barques exemplaires, de sardines grillées, de turbot beurre blanc, d'entrées épaisses, d'un superbe rognon grillé servi entier et non pré-découpé. Bons besoins entre autres. Compter 250 francs.

CHEZ LÉON, 32, rue Legendre (17<sup>e</sup>). Tél. : 42-27-08-82. Fermé samedi et dimanche. Parking : 42, rue Legendre. D.C.-C.B.

### Le Cristoflen à Gréteil

Alain Dornard (ex-Mé cuisine, rue Beyer) vient de créer ici de toutes pièces un très beau restaurant pour les Cristoflen (héritiers de Gréteil). On retrouvera à sa carte ses plats favoris, de sa foie gras superbe (98 F) à son rognon grand-mère entier (98 F), de sa tranchée de volaille aux morilles (128 F) à ses desserts délicats.

Mais surtout on notera son menu-carte à 150 francs, avec de nombreux choix d'entrées et plats, avant le brio et les desserts (pour un total d'environ 150 francs) : enchâtrés les gourmandises. Ses caves avec des bouteilles à moins de 100 francs. A réinventer : beaux jours palettes les bords de Marne ne sont pas loin pour les promenades digestives ou apéritives.

LE CRISTOFLEN, 29, rue Pierre-Brossolette, 94000 Créteil. Tél. : 48-98-12-01. Fermé dimanche soir et lundi.

## INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIER

BOULEVARD DE LA	CHAMPS-ÉLYSÉES	CORNEILLES	MONTMARTRE	RÉPUBLIQUE-BASTILLE	SAINT-GERMAIN
EL BOLACHE, 43, rue Faidherbe, 11 <sup>e</sup> . F. dim. 43-79-87-93. Le rest. sud-américain de 11 <sup>e</sup> .	RELAIS BELIMAN, 37, r. Frap. 1 <sup>er</sup> , 47-23-34-42. Jusq. 22 h 30. Cadre élég. F. samedi, dimanche.	ENTOTTO 45-87-88-81. F. dim. 143, r. L.-M.-Nephtalim, 13 <sup>e</sup> . Spécialités éthiopiennes.	« Une des meilleures adresses indiennes de la capitale ». LE TACQUE, 25, av. du Maine, Paris-19 <sup>e</sup> . T.L.I. 45-44-94-41. Carte 140 F.	LE REPAIRE DE CARTOUCHE 47-00-25-86, 8, boulevard des Filles-du-Calvaire (11 <sup>e</sup> ). F. sam. midi, dim.	LE SABLADIER, 2, r. de Vienne 90 <sup>e</sup> . 45-23-23-62. Dîner pittoresque 130 F.
LA PLANTATION - 43-47-64-15 5, rue Jules-César, 12 <sup>e</sup> -7 <sup>e</sup> dim. Les ANTILLES à côté de la Bastille. Cuis. exotique traditionnelle et nouvelle. Ambiance exotique chaleureuse et tropicale. PMR 200 F.	142, av. des Champs-Élysées, 43-69-20-41 COPENHAGUE, 1 <sup>er</sup> étage. FLORA DANICA, et son jardin r.d.c. SAUMON, RENNE, CANARD SALÉ.	CAVEAU R-VILLON, 64, r. Arbre-Sec, 42-36-10-92. Ses caves du XV <sup>e</sup> . F. dim. et lundi. P.M.R. 170/200 F.	INCARI, 9, r. Monsieur-le-Prince, 6 <sup>e</sup> . F. dim. 46-35-63-32. Rest. sud-américain.	REVELLY DIDEROT 160, r. de Charonne, 12 <sup>e</sup> . F. dim. 43-46-73-33. Musique, danses indiennes. Cuis. raffinée.	LA FOIX, 2, rue Clément (6 <sup>e</sup> ). F. dim. 43-25-77-66. Alex aux fourneaux.
					P. GAILLARD, 70, r. de Laizy, 13 <sup>e</sup> J. F. dim. et sam. soir. 47-27-43-41. Cuis. classique.



هكذا من الأصل



# JEUX

## échecs

N° 1335

### ÉVIDEMENT

Tournoi international de Haninge (Suède), 1988

Blancs : J. VAN DER WIEL  
Noirs : A. SOKOLOV  
Partie espagnole.

1. e4 e5 2. Cf3 Cc6 3. Fc4 Cc7 4. Fg5 Cf6 5. d4 exd4 6. Fxd4 Fd7 7. Fd3 Fc6 8. Fc4 Cc7 9. e5 Cf6 10. Fd3 Fc6 11. Fc4 Cc7 12. Fd3 Fc6 13. Fc4 Cc7 14. Fd3 Fc6 15. Fc4 Cc7 16. Fd3 Fc6 17. Fc4 Cc7 18. Fd3 Fc6 19. Fc4 Cc7 20. Fd3 Fc6 21. Cc3 Cb6 22. Dd4 Fg5 23. Ff4 Fd7 24. Dd4 Fg5 25. Ff4 Fd7 26. Dd4 Fg5 27. Ff4 Fd7 28. Dd4 Fg5 29. Ff4 Fd7 30. Dd4 Fg5 31. Ff4 Fd7 32. Dd4 Fg5 33. Ff4 Fd7 34. Dd4 Fg5 35. Ff4 Fd7 36. Dd4 Fg5 37. Ff4 Fd7 38. Dd4 Fg5 39. Ff4 Fd7 40. Dd4 Fg5 41. Ff4 Fd7 42. Dd4 Fg5 43. Ff4 Fd7 44. Dd4 Fg5 45. Ff4 Fd7 46. Dd4 Fg5 47. Ff4 Fd7 48. Dd4 Fg5 49. Ff4 Fd7 50. Dd4 Fg5 51. Ff4 Fd7 52. Dd4 Fg5 53. Ff4 Fd7 54. Dd4 Fg5 55. Ff4 Fd7 56. Dd4 Fg5 57. Ff4 Fd7 58. Dd4 Fg5 59. Ff4 Fd7 60. Dd4 Fg5 61. Ff4 Fd7 62. Dd4 Fg5 63. Ff4 Fd7 64. Dd4 Fg5 65. Ff4 Fd7 66. Dd4 Fg5 67. Ff4 Fd7 68. Dd4 Fg5 69. Ff4 Fd7 70. Dd4 Fg5 71. Ff4 Fd7 72. Dd4 Fg5 73. Ff4 Fd7 74. Dd4 Fg5 75. Ff4 Fd7 76. Dd4 Fg5 77. Ff4 Fd7 78. Dd4 Fg5 79. Ff4 Fd7 80. Dd4 Fg5 81. Ff4 Fd7 82. Dd4 Fg5 83. Ff4 Fd7 84. Dd4 Fg5 85. Ff4 Fd7 86. Dd4 Fg5 87. Ff4 Fd7 88. Dd4 Fg5 89. Ff4 Fd7 90. Dd4 Fg5 91. Ff4 Fd7 92. Dd4 Fg5 93. Ff4 Fd7 94. Dd4 Fg5 95. Ff4 Fd7 96. Dd4 Fg5 97. Ff4 Fd7 98. Dd4 Fg5 99. Ff4 Fd7 100. Dd4 Fg5

### NOTES

a) En renouant à la suite habituelle 7... d6, les Noirs laissent supposer qu'ils vont se lancer dans un « contre-gambit Marshall » après 8.e3, d5.  
b) On peut aussi refuser l'attaque Marshall par 8... a4, Fb7; 9. d3, d6; 10. Cc3, Ca5; 11. Fa2, b4; 12. Cc2, c5; 13. Cg3. L'avance du pion d blanc est moins souvent jouée mais présente également un grand intérêt.

c) 8... Cxd4 donne lieu à de vives complications : 9. Fxf7+, Txf7 (ou 9... Rh8; 10. Cx65, g5; 11. g3, d6; 12. exd4, dxc5; 13. dxc5, Dxd1; 14. Txd1, Txf7; 15. exf6, Fxf6; 16. g5 avec avantage aux Blancs); 10. Cx65, Tt8 (et non 10... Cx67; 11. Cxf7, Rxf7; 12. g5, Cx8; 13. Df3+, Rxf7; 14. Dxc6, Cx8; 15. Dd3, Cx8; 16. Dxc6, Cx8; 17. Dd3, Cx8; 18. Dxc6, Cx8; 19. Dd3, Cx8; 20. Dxc6, Cx8; 21. Dd3, Cx8; 22. Dxc6, Cx8; 23. Dd3, Cx8; 24. Dxc6, Cx8; 25. Dd3, Cx8; 26. Dxc6, Cx8; 27. Dd3, Cx8; 28. Dxc6, Cx8; 29. Dd3, Cx8; 30. Dxc6, Cx8; 31. Dd3, Cx8; 32. Dxc6, Cx8; 33. Dd3, Cx8; 34. Dxc6, Cx8; 35. Dd3, Cx8; 36. Dxc6, Cx8; 37. Dd3, Cx8; 38. Dxc6, Cx8; 39. Dd3, Cx8; 40. Dxc6, Cx8; 41. Dd3, Cx8; 42. Dxc6, Cx8; 43. Dd3, Cx8; 44. Dxc6, Cx8; 45. Dd3, Cx8; 46. Dxc6, Cx8; 47. Dd3, Cx8; 48. Dxc6, Cx8; 49. Dd3, Cx8; 50. Dxc6, Cx8; 51. Dd3, Cx8; 52. Dxc6, Cx8; 53. Dd3, Cx8; 54. Dxc6, Cx8; 55. Dd3, Cx8; 56. Dxc6, Cx8; 57. Dd3, Cx8; 58. Dxc6, Cx8; 59. Dd3, Cx8; 60. Dxc6, Cx8; 61. Dd3, Cx8; 62. Dxc6, Cx8; 63. Dd3, Cx8; 64. Dxc6, Cx8; 65. Dd3, Cx8; 66. Dxc6, Cx8; 67. Dd3, Cx8; 68. Dxc6, Cx8; 69. Dd3, Cx8; 70. Dxc6, Cx8; 71. Dd3, Cx8; 72. Dxc6, Cx8; 73. Dd3, Cx8; 74. Dxc6, Cx8; 75. Dd3, Cx8; 76. Dxc6, Cx8; 77. Dd3, Cx8; 78. Dxc6, Cx8; 79. Dd3, Cx8; 80. Dxc6, Cx8; 81. Dd3, Cx8; 82. Dxc6, Cx8; 83. Dd3, Cx8; 84. Dxc6, Cx8; 85. Dd3, Cx8; 86. Dxc6, Cx8; 87. Dd3, Cx8; 88. Dxc6, Cx8; 89. Dd3, Cx8; 90. Dxc6, Cx8; 91. Dd3, Cx8; 92. Dxc6, Cx8; 93. Dd3, Cx8; 94. Dxc6, Cx8; 95. Dd3, Cx8; 96. Dxc6, Cx8; 97. Dd3, Cx8; 98. Dxc6, Cx8; 99. Dd3, Cx8; 100. Dxc6, Cx8

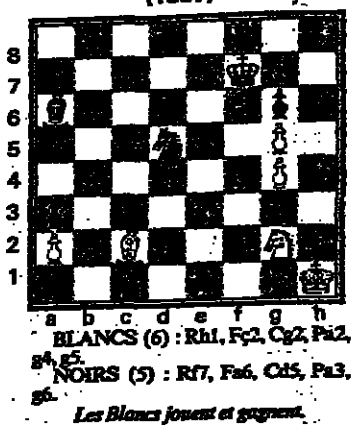
h) La partie Khalifman-Beliavsky (1988) continua ainsi : 16... Cx8; 17. Cg3, Cx6; 18. Fb3, Td8; 19. Dd2, Ta7 et les Noirs finirent par l'emporter au quarante-quatrième coup.  
i) Les Noirs aperçurent les difficultés provenant de 17... g6; 18. Fb3 après quoi le pion f7 devient vulnérable, et interdirent ainsi tout de suite tout sacro en g5, au prix cependant d'un affaiblissement du roque.  
j) Avec l'idée séduisante d'installer un C en f5 et de faire pression sur les pions d6-g7 et h6. Ce beau plan semble pourtant irréalisable à cause de la refutation simple 18... Cx64 et le C4 est attaqué par le F67.  
k) Évidemment.  
l) Une vraie surprise. Les Blancs sacrifient le cavalier.  
m) Les Noirs sont contraints à une gageure : 21... Fg7; 22. Dg4, g5; 23. Cxh6+, Rf8; 24. Df3 et si 21... Ff6; 22. Df3.  
n) Si 22... Ff6; 23. Fxh6, dxc6; 24. Fxg7.  
o) Si 23... dxc6; 24. Ff6, g5; 25. Cxh6+, Rf8; 26. Dh4Tf6; 27. Cx5, Rg8; 28. Td1, Cx6; 29. Txd6.  
p) Dernière surprise. Éléphant et direct : si 26... Fxg7; 27. Df6 mat.

q) Si 27... fxc6; 28. Dxc6, Dd7; 29. Dg8 mat ou 28... Cx6; 29. Td1, Rg7; 30. Txd5, etc.  
r) Après le sacrifice de la qualité et d'un F, les Blancs offrent le C.  
s) Soit, au bout du compte, une pièce pour cinq pions.  
t) Gagnant aussi le C noir.  
u) Si 41... R66-f6-g6; 42. Dd6+ et 43. Dxf2; si 41... R68-f8-g8; 42. Dd6+ et 43. Da7+ avec gain du C.  
**SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1334**  
H. LOMMER  
1965  
(Blancs : Rh1, Dg6, Ta1, Fd2. Noirs : Rh8, Dc7, Tb4.)  
1. Dd6+, Dc8; 2. Dd5+, Dc7; 3. Dd8+, Dc8; 4. Fg2 (menaçant 5. Dd5+), Dc7; 5. Dd2+, Dc7 (si 5... r6; 6. Dh7+); 6. Ta8+, Rxa8; 7. Dxc7, Td1+; 8. Rg3, Td1+; 9. Rg4, Td1+; 10. Rg5, Td1+; 11. Rg6, Td1+; 12. Rg7, Td1+; 13. Rg8, Td1+ (si 13... Tg6+; 14. Rg5); 14. Fd5+, Txd5+; 15. Rg6 et les Blancs gagnent.  
Si 4... Dc5; 5. Fg6+, Rg7; 6. Dg8+, Rg6; 7. Df8+, Rg6; 8. Fg7+, Rg5; 9. Ta5! Si 4... Tb4+; 5. Dxb4.

Dd7+; 6. Rh2, Dd2+; 7. Rh3, Dxd1; 8. Dd8+, Ra7; 9. Dd7+, Ra6 (a8); 10. Fg4 (d5) mat.

CLAUDE LEMOINE.

ÉTUDE N° 1335  
A. KUZNETZOV  
et O. PERBAKOV  
(1987)



BLANCS (5) : Rh1, Fc2, Cg2, Pa2, Fg5.  
NOIRS (5) : Rh8, Fd7, Tb4, Fg5, Fg6.  
Les Blancs jouent et gagnent.

## bridge

N° 1333

### ÉTONNANT MESSAGE

♠ 76  
♥ V34  
♦ R1094  
♣ 7652  
N  
S  
E  
O  
V32  
ARDV62  
ARDV  
Ann. : S. donn. N.-S. vuln.  
Sud Ouest Nord Est  
2 ♣ passe 2 ♣  
3 ♣ passe 4 ♣ passe...  
(2 ♣ forcing avec réponse à la longue).

Ouest entame le 7 de Pique. Est prend avec la Dame et rejoue le Roi de Pique et l'As de Pique sur lesquels Sud fournit chaque fois.

Dans une rubrique intitulée « Facilitez votre Défense », l'expert anglais Philip Alder montre comment un effort d'imagination peut apporter une solution à une situation qui n'a aucune signification habituelle ne peut régler.

La défense normale est évidemment le 2 de Trèfle pour refuser cette couleur, et il ne faut surtout pas jeter le 5 de Trèfle sous le fallacieux prétexte d'indiquer la distribution (en amorçant un échec) alors que ce renseignement n'a que faire ici. Cependant, un refus à Trèfle ne sera peut-être pas suffisant, et la meilleure façon de mettre le partenaire sur la bonne voie est de défendre le... Roi de Carreau !  
Bien sûr un tel message ne peut être bien interprété que par un bon joueur qui comprendra que ce Roi ne peut être sec, car il est clair que, avec trois Piques et trois Carreaux perdants, Sud n'aurait pas ouvert de deux Trèfles ! Alors, une fois qu'il se sera rendu compte que le déclarant

a certainement As Roi Dame à Trèfle et échoue à Carreau, il estimera que seule une surcoupe à Pique pourra permettre la chute.  
Naturellement, il ne faut pas jeter ce Roi de Carreau avec un joueur inexpérimenté car il s'empêchera de jouer Carreau en pensant que ce Roi est sec, et on le comprend... un peu !

### TOP À JUAN-LES-PINS

Le quarantième Festival d'Antibes-Juan-les-Pins, le plus important d'Europe, a cette année encore attiré un millier de bridgeurs grâce aux prix habituels prévus pour les lauréats et aussi à la création d'un palmarès spécial, les « Salves d'Or ».  
Voici une donne du Festival de 1987. Elle a l'avantage d'être instructive en montrant comment le gagnant de l'Open par paires a réussi un contrat châtif à une autre table par un champion olympique polonais.

♠ D  
♥ 10732  
♦ AR754  
♣ D75  
N  
S  
E  
O  
V1032  
♥ 9865  
♦ D82  
♣ A9  
N  
S  
E  
O  
V1032  
♥ 9865  
♦ D82  
♣ A9  
N  
S  
E  
O  
V1032  
♥ 9865  
♦ D82  
♣ A9

A plusieurs reprises les annonces Ouest donneur et N-S vulnérables ont été les suivantes :  
Ouest Nord Est Sud  
passe passe 1 ♣ contre 3 ♣ contre passe 4 ♣...  
Ouest ayant entamé le Valet de Pique pour la Dame et le Roi, comment Palau, en Sud, a-t-il gagné QUATRE CŒURS contre toute défense ?

**NOTE SUR LES ENCHÈRES**  
Le soutien à « 3 Piques » d'Ouest sur le contre d'appel est un barrage, car, avec une dizaine de points

d'honneur et quatre atouts, Ouest n'aurait pas dit « 3 Piques », mais « 2SA », qui, conformément à la convention Natcutt, correspond au soutien naturel de « 3 Piques » s'il n'y a pas de contre d'appel.  
Sur le barrage à « 3 Piques » le contre de Nord est ce qu'on appelle un recontra, c'est-à-dire un contre qui renvoie la balle au partenaire en lui montrant une main positive.

**COURRIER DES LECTEURS**  
« Que pensez-vous du Stayman de force qui permet à l'ouvreur de répondre 2SA sur 2 Trèfles même avec une majeure quand l'ouverture de 1SA est maximum 7 », demande M. Marinier.  
Ne posez surtout pas cette question à Sam Stayman car il vous fusillera du regard ! En revanche, le Stayman forcé de manche à 2 Carreaux est une convention valable qui avait été adoptée sous le nom de Talski par certains experts français, mais on ne peut évidemment l'utiliser si on joue le Texas.  
PHILIPPE BRUGNON.

## dames

N° 355

### EN PRÉDATEUR TRANQUILLE

Tournoi des Amériques, 1987, Amparo

Blancs : KOUPERMAN (URSS)  
Noirs : COLEBURN (USA).  
Ouverture : Ruy Lopez.

1. 33-28 19-23 16-33-28 (k) 28-25 6-11  
2. 28-19 14-23 17-48-35 23-26  
3. 27-33 (a) 14-14 18-33-28 (l) 23-26  
4. 34-30 (b) 14-19 (c) 19-47 1-6  
5. 38-25 17-21 20-34-46 (n) 17-21  
6. 28-14 19-10 21-34-19 (a) 13-24  
7. 31-27 14-17 22-39-33 29-34  
8. 34-30 13-17 21-34-19 (a) 13-24  
9. 34-30 13-17 21-34-19 (a) 13-24  
10. 45-40 (f) 14-14 21-34-19 (a) 13-24  
11. 48-35 14-20 26-34-28 (g) 23-24  
12. 38-25 (h) 13-17 21-34-19 (a) 13-24  
13. 28-14 19-10 (i) 21-34-19 (a) 13-24  
14. 35-30 (j) 18-14 (i) 21-34-19 (a) 13-24  
15. 44-40 15-29 30-33-11 (a) Alambic.

### NOTES

a) On poursuit aussi fréquemment par 3. 35-30 (10-14), a1, a2; 4. 37-32 (13-19); 5. 30-25 (8-13); 6. 41-37 (17-21); 7. 31-26 (2-8); 8. 26-17 (12-21), etc. [José Maria-Lorevil, Amparo, 1987].  
b) 3... (13-19); 4. 30-25 (8-13); 5. 25-14 (9-20); 6. 37-32 (10-14); 7. 34-29 (23-34); 8. 40-29 (4-9), etc. [Sadiek-Wallen, Amparo, 1987].  
c) 3... (20-25); 4. 37-32 (10-14); 5. 41-37 (5-10); 6. 46-41 (17-21); 7. 31-26 (21-27); 8. 32-21 (16-27), etc. [José Maria-Sadiek, Amparo, 1987].

b) Ou 4. 41-37 (14-19); 5. 46-41 (5-10); 6. 35-30 (20-25); 7. 40-35 (15-20); 8. 44-40 (20-24); 9. 50-44 (10-14); 10. 34-29 (23-34); 11. 29-20 (14-23); 12. 40-35 (23-34); 13. 39-30 (25-34), etc. [Valeris-Ze, tournoi international de Moscou, 1987].

c) Variante pour laquelle s'éprennent plusieurs maîtres : 4. 4... (17-21); 5. 31-27 (11-17); 6. 30-25 (21-26); 7. 41-37 (6-11); 8. 35-30 (17-21); 9. 39-34 (13-19); 10. 34-29 (23-34); 11. 30-39 (18-23), etc. [Kouperman-Ferrier, championnat des USA, 1987].  
d) Recherchée est aussi la continuation 7... (11-17); 8. 40-34 (10-14); 9. 45-40 (6-11); 10. 33-29 (15-20); 11. 35-30 (20-25); 12. 40-35 (21-26); 13. 41-37 (17-22); 14. 46-41 (22-31); 15. 36-27, etc. [Kouperman-Johnson, championnat des USA, 1987].  
e) Dissident soviétique, le grand maître international Kouperman, ex-champion du monde, ne recherchera pas l'occupation de la case centrale 28, mais l'affaiblissement de l'aile gauche des Noirs.  
f) Dominant son sujet dans cette compétition depuis son arrivée aux

Etats-Unis en 1974, Kouperman tenta-t-il la faute 10... (15-20) ? Immédiatement sanctionnée par le coup de dame 11... 27-22 (18-27); 12. 37-28 (23-32); 13. 30-24 (20-29) ou (19-30); 14. 34-35, +.

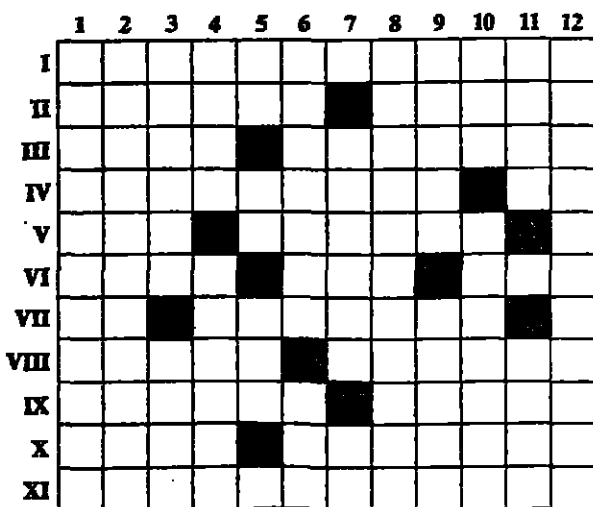
g) Le travail d'assure sur l'aile gauche des Noirs.  
h) Second repli qui trahit l'impossibilité des conducteurs des Noirs à surmonter sa crainte face au rouleau compresseur venant de l'Est.  
i) En toute sérénité, Kouperman reprend sa stratégie de saps de l'aile droite.  
j) Exercice visuel assez simple, en replaçant le pion 17 à 11 : serait alors perdante la combinaison 15. 32-28 (23-32); 16. 35-28 (32-23); 17. 42-37 (21-32); 18. 37-10 (9-14); 19. 10-19 (13-35), N+1 et + à terme.  
k) Un enclenchement qui vise à déséquilibrer la structure adverse par affaiblissement continu de l'aile gauche et fixation d'un bastion central et d'une aile droite inutilement massifs.  
l) La genèse d'éventuelles menaces sur le pion 23.  
m) Reprise de la poussée sur l'aile gauche adverse.

n) Dans la logique de cette stratégie.  
o) Sont dès lors interdits aux Noirs : a1) 22... (4-10); 23. 37-31 (26-38); 24. 33-15, +.  
a2) 22... (12-17), les Blancs donnent en 2 temps à la faveur d'un temps de repos : 23. 34-29 (23-34); 24. 39-30 (25-34); 25. 33-28 (14-25); 26. 28-22 (17-28); 27. 32-11 (21-41), 28. 1x40, etc. +.  
p) Les Noirs savent faire front avec lucidité et sont parvenus à améliorer leur position tout en évitant les embûches.  
q) Constamment à l'affût dans sa force tranquille, Kouperman, ignorant superbement la case 28, tente de planer un coup de dame après avoir causé considérablement réduit la liberté de mouvement des Noirs.  
r) Seul 25... (9-14) n'était pas interdit.  
s) Une combinaison d'une difficulté moyenne.  
t) Mouvement de rappel.  
u) Gain en prédateur tranquille.  
JEAN CHAZE.

**PROBLÈME REICHENBACH (1931)**  
1 2 3 4 5  
6 7 8 9 10 11 12 13 14 15  
16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50  
Les Blancs jouent et gagnent. Pour nouveaux défis, par correspondance, voir la rubrique « Correspondance » de ce numéro. • SOLUTION : 32-28 (33-11) [prise majeure prioritaire] 31-17 (11-22), 42-38. (43-21), 26-8, etc. +.  
« Pour obtenir la liste actualisée des principaux ouvrages didactiques et recueils en langue française qui permettent en quelques trimestres de franchir plusieurs caps de l'initiation, les lecteurs peuvent s'adresser directement à Jean Chaze, « La Pastourelle », bâtiment D, boulevard de Pasteur, 07000 Privas.

## mots croisés

N° 562



**Horizontalement**  
1. Occupe l'espace du même nom.  
2. Prend triste mine. C'est un drôle de casard.  
3. Interdit. Suit la côte.  
4. Ici, elle ne l'est pas.  
5. Son mouvement n'est pas sans indication. Point trop ne fait le faire sous peine d'être pris pour censeur.  
6. Sans changement. A donné sa version. Existe absolument ou fait seulement partie des quatre.  
7. Note. Si on l'a dans le sang, ça va être gênant.  
8. En vacances. Fait une place peu confortable.  
9. IX. Mit en rogne. Sage en un mot, il a l'air...  
**Verticalement**  
1. Tuense, mais qui s'en plaindra ?  
2. Servir est leur vocation.  
3. Bonne pour l'accomplissement. Il sera rempli.  
4. Pour bâtir. Resta dans le bain.  
5. Fronce. Sur le capot. Pour montrer l'objet ne 6. Adoucissant. C'est un bavard.  
7. Certains les ont tous. Note inversée.  
8. Interprétation.  
9. Très appréciée. Quand on s'y précipite, ce n'est jamais de bas en haut.  
10. Vit une vieille compétition d'immortelles. On le refile.  
11. Font des prisonniers. Le père du héros.  
12. Démolirent les pièces.

**SOLUTION DU N° 561**  
**Horizontalement**  
I. Compartiments. — II. Oratoire. A part. — III. Neiges. Initia. — IV. Directes. Call. — V. Ullis. Rhinella. — VI. Clé. Bétie. Ec. — VII. Testa. Nitre. — VIII. Et. Etats. Toi. — IX. Utilité. Usait. — X. Réglementaire.  
**Verticalement**  
1. Conducteur. — 2. Oreillette. — 3. Mairies. Ig. — 4. Pige. Tell. — 5. A sec. Bête. — 6. Rostre. Atm. — 7. Ta. Elboute. — 8. Ixalis. — 9. Man. Br. Ut. — 10. Epicer. Sa. — 11. Natal. Etai. — 12. Trille. Orr. — 13. Stalactite.  
FRANÇOIS DORLET.

## anacroisés

N° 564

**Horizontalement**  
1. BBGRRSU. — 2. ABEIMSS (+1). — 3. ABEILN. — 4. ABEINOR. — 5. CEINOT. 6. ABEGLNO (+1). — 7. ACENORU. — 8. ABEINRV. — 9. EELPSSU (+1). — 10. DEEISTU (+2). — 11. ABEELRSS (+1). — 12. BEERRSSU. — 13. ACEFSS. — 14. ABEIMNST (+1). — 15. ABEINPRU. — 16. EEPQRSU. — 17. ABEIMPT. — 18. CEORSU (+6). — 19. ABEILLS (+2). — 20. EENRSS. — 21. ABEIMNST. — 22. ABEERSU.  
**Verticalement**  
23. ABEINNR. — 24. AMOPRT (+2). — 25. ALLNTUU. — 26. ABEINRU. — 27. EENRSSU. — 28. CDEGINO (+1). — 29. EUNORU (+1). — 30. EEFMRRR. — 31. EBEINRSSU (+1). — 32. EBEINRV. — 33. ABEILMS (+2). — 34. ACIRSU. — 35. DEINOS. — 36. ABEILP (+2). — 37. ACEHLOS. — 38. AELSST (+1). — 39. EBEIRSU (+2). — 40. AACEPRUX. — 41. EBEIRST (+1). — 42. ABEESST (+2).

**SOLUTION DU N° 563**  
1. IMPUDENT. — 2. PIAULER (PLEURAL PIAULE, PARULIE). — 3. AUTOLYSE (LOYAUTES). — 4. ARGUMENT. — 5. OCTOGONE. — 6. PIONCIEZ (COPINIEZ). — 7. TIRERAS (RATIERES, etc.). — 8. ECALIE (CALLEE). — 9. REMI-SIER (MERISIER). — 10. CASSAVES, galette de manioc (CAVASSES). — 11. MISOGYNE. — 12. INTERPOL. — 13. ISOTROPE (POROSITE). — 14. NAISSEZ. — 15. INGEREE (ENERGIE, RENEEGE). — 16. ARPEGENT. — 17. SAISIE (ARSAIS). — 18. COEFOUSE. — 19. INALPÉE, montée aux alpages (ALEPINE, PINEALE). — 20. OMBLICS. — 21. INCURIES (CULSINER, INCURIE). — 22. PACHOTA (se) couche. — 23. SLOUGH. — 24. DOMICILE. — 25. GARRAI (AGRAIR, RAGERAI, RAGERAI, REAGIRA). — 26. NANTIEIN (ANCIENNE). — 27. NUPPEA. — 28. PONTICUE (COUPETTE). — 29. SCENARIO (NICKROU). — 30. ILOTISME. — 31. INABRITE (BENIRAIT, BIRAIT). — 32. USA-GES (GAUSSE, GUADES). — 33. IRENISME (MINISSE). — 34. RUPESKIR (PRETEURS, PRETURS). — 35. GAZETTE. — 36. CHARBONNAGE. — 37. MICHEL DUGUET.



# Culture

## THÉÂTRE

... Le Monde • Samedi 3 juin 1989 21

« Monsieur Songe », de Robert Pinget

### Des bananes cousues de fil blanc

Deux clowns de la grande espèce, Jacques Seiler et Jacques Boudet, mettent en scène un texte de Robert Pinget.

C'est un grand bonhomme aux cheveux gris. Il est assis dans sa chambre devant une table, juste au bord de la scène, tout à gauche. « C'est là », comme disent les acteurs. Il est en train d'écrire. Il s'appelle Monsieur Songe.

Dans l'annuaire alphabétique de Paris, celui du téléphone : il n'y a pas de Songe. Il y a des Song, avec des préfixes asiatiques. Il y a aussi un Antoine Songeur. Mais aucun Songe. Il est vrai que l'auteur, Robert Pinget, nous dit que Monsieur Songe habite Crachon, au bord de la mer, dans le sud. Ne serait-ce pas un déguisement d'Arcachon ? Je n'ai pas sous la main l'annuaire de la Gironde : un Songe à Arcachon ?

Le prénom de Monsieur Songe, Pinget ne nous le dit pas. Peu importe, c'est si trompeur, les préfixes, et d'ailleurs si invisible. A quel âge, en tout cas très tard, comprendrez-vous que les poètes que nous savons par cœur portaient des prénoms bizarres, Arthur, Alfred, Alphonse, Victor ? C'est que « Victor Hugo » formait un tout, dans quel Victor s'évanouissait. Pareil pour les autres.

Monsieur Songe est en train d'écrire dans sa chambre, disons. Il raconte des crâques, puisqu'il écrit que Monsieur Songe est assis sur son balcon, buvant une tasse de café, gardant grand ouvert sur la table son journal qu'il ne lit pas.

Il ment et il ne ment pas. Au Théâtre de Poche, Monsieur Songe est présent aussi sur le balcon. Au bord de la scène à gauche, l'acteur Jacques Seiler écrit, et sur le balcon en face de nous, au fond de la scène, l'acteur Jacques Boudet ne lit pas son journal. Les deux hommes ont la même tronche, exactement. Le même costume : pantalon quelconque, chemise quelconque, moche, style officiel de grande surface. Coiffeur flâneur qui s'agit de voir, c'est faire des pieds et des mains pour être vêtus comme tout le monde, mais sans y parvenir. Monsieur Songe y est parvenu, sans y avoir songé.

Nous sommes si mal dans notre peau, vous le savez bien, que, du matin au soir, nous nous voyons, nous nous sentons, loin de notre

De gauche à droite : Jacques Seiler, Nadia Barentin, Jacques Boudet.



SCÈNE D'« MONSIEUR SONGE »

peau, fongant à Valmy avec les sans-culottes, on marquant un but à Sydney. Il n'y a qu'un Monsieur Songe, puisqu'il y en a deux. « Seules les apparences sont dignes de foi, contrairement à ce qu'on affirme », dit très bien Pinget.

Pourquoi Monsieur Songe, sur son balcon, ne lit-il pas son journal ? « Par égoïsme », répond Pinget. Réponse qui mérite 20 x 20. Que ce soit le Monde ou le Phare d'Arcachon, les gens ne lisent sans désemparer leur journal que par altruisme. Parce qu'ils ne s'intéressent qu'aux autres. Par exemple, Antoine Songeur, de Paris, puisqu'il existe, s'intéresse à Robert Pinget et à Monsieur Songe, forcément.

#### Asticoteur de mots

Au bord de la scène, à gauche, Monsieur Songe écrit. « Etant poète, il écrit », dit Pinget, sur la scène. Il y a un flagrant délit de mensonge. « Monsieur Songe n'écrit que parce que, dit-il, il n'y a pas plus triste que le silence. » Une plume d'acier qui gratte sur du papier quadrillé, ça fait fine musique, et les images mêmes, sous la plume, peuvent atteindre un vague brouhaha, dans votre tête.

Monsieur Songe écrit que, en dessert, Monsieur Songe prend une pomme, ou une orange, et qu'il les pèle d'un seul geste, en spirale, mais qu'à la saison des bananes il les épèle comme tout le monde, et ajoute beaucoup de sucre. Or, Robert Pinget sait bien qu'il n'existe pas une « saison des bananes » : les bananes,

il y en a toute l'année, aussi bien à Crachon qu'à Saint-Pierre de la Martinique. Voilà qui jette un doute sur ce qu'écrit Monsieur Songe, ou sur ce qu'écrit Pinget.

Ment-il, lorsqu'il prétend que Monsieur Songe, dans sa petite pièce de séjour qui donne sur la mer, est meublé d'un « guéridon marocain » et d'un « fauteuil club » ? Et puis qui est-il, à la fin, ce Songe ? Est-il à la retraite ? A-t-il été licencié pour faute grave ? Est-il comptable dans une société, au Cameroun, ou chef de bureau au Crédit agricole ? Il ne veut rien lâcher, Pinget, sur le passé de Monsieur Songe : « Les gestes que l'on voit et les mots que l'on entend doivent évoquer le drame, si drame il y a », écrit Monsieur Songe, qui s'en tient à noter les choses, un point c'est tout : « Le destinataire signe le reçu, le facteur dépose le paquet sur la table, et il s'en va. » Un peu pète-sec, comme couteur.

« Tout ce qui me tient à cœur embête énormément les autres », a admis, une fois, Robert Pinget. Alors, par gentillesse pour ses lecteurs, il s'est fait une règle de conduite : « L'aspirer à l'impersonnel. » Ce qui est la « tenue-maison », aux Editions de Minuit. On est rigoureux, réservé. Ecoutez par exemple Samuel Beckett, qui vient de publier à Minuit, en plaquette, « Le Monde et le Pantalon (1) », son beau texte sur les frères Van Velde : « Chaque fois qu'on veut faire exprimer aux mots autre chose que des mots, ils s'alignent de façon à s'annuler mutuellement. C'est, sans doute, ce qui donne à la vie tout son charme. »

Monsieur Songe est un peu taquin : il estotise les mots quand même, il essaie de les fiche en rogne, de leur faire oublier qu'ils ne sont que des mots. Alors Beckett a raison : la vie de Monsieur Songe a du charme. Il n'en fiche pas une secousse. De son balcon, il regarde des travailleurs, dans la frue ou sur leurs chaudières, qui s'écroulent au boulot : « Il y en a qui se la coule douce », remarque Monsieur Songe.

Si la tristesse vous prend, allez voir Monsieur Songe. Seiler et Boudet sont deux clowns de la grande espèce. Il y a aussi Nadia Barentin et Nadia Barentin, parfaites en malheureuses. Pinget, lui, c'est Monsieur Pinco-sans-Rire : « Celui qui plaisante avec le plus grand sérieux apparaît », dit le dictionnaire Larousse. Pinget vous fait mourir de rire, mais arrêtez là. Comme écrit Pinget au bas d'une page très spécialement cruche et tartre : « Je n'insiste pas, c'est couru de fil blanc. »

MICHEL COURNOT.

\* Théâtre Poche-Montparnasse. Tél. 45-48-92-97.

(1) Le titre du petit livre de Beckett, le Monde et le Pantalon, s'annonce pas une étude comparative d'un célèbre quotidien du soir et d'un vêtement masculin. Beckett explique son titre, à la première page, par le dialogue que voici : « Le client : Dieu a fait le monde en six jours et vous, vous n'êtes pas fous de me faire un pantalon en six mois. — Le tailleur : Mais, monsieur, regardez le monde, et regardez votre pantalon. »

Georges Lavaudant entre TNP et Comédie-Française

### Les terres étrangères

Georges Lavaudant vient de présenter au TNP à Lyon, dont il est codirecteur, la dernière pièce de Michel Deutsch, Féroé, la nuit, et prépare Lorenzaccio à la Comédie-Française pour le mois d'octobre.

Georges Lavaudant vient de créer Féroé, la nuit de Michel Deutsch au TNP, et prépare à la Comédie-Française Lorenzaccio de Musset, une pièce qui appartient à ses premières amours avec le théâtre, et qu'il a montée déjà deux fois à Grenoble, en 1973 et en 1975. Le spectacle fut remarqué par Gabriel Mouquet, qui dirigeait alors le Centre dramatique des Alpes, qui fit venir à ses côtés Georges Lavaudant.

Celui-ci marque d'ailleurs son territoire plutôt du côté de l'écriture contemporaine. Il a lui-même écrit Veracru, un spectacle au nom de voyage. Des voyages, il en a fait : en Inde, où il va monter en décembre prochain à Bhopal Phédre. Au Mexique, où il a mis en scène Pavana de Jean-Marie Le Clezio.

Avec Féroé, la nuit, il aborde un récit d'aventures comme il les aime, une écriture dont la puissance épi-

que le séduit et lui fait peur, car « tout reste à déchiffrer sans références ». « Michel Deutsch connaît mon amour pour le théâtre baroque. Je suffoque dans le huis-clos, le récit unique. Il m'en faut dix, cent qui s'entrecroisent. Peut-être parce que j'aime beaucoup les romans. Féroé est un personnage romanesque, un descendant d'Ulysse et de Peer Gynt. De terrains vagues en salles de boxe, de laboratoire sophistiqué en vieux music-hall, de poste-frontière en île lointaine, il traverse une multitude d'épreuves. On ne sait plus ce qui est vrai ou faux. On a des doutes sur sa mémoire, on le traite de menteur. »

« Féroé se racroche au monde en empruntant à des récits qui existent depuis les débuts de l'humanité. La pièce tient ainsi du journal, de l'allégorie, de la scène mythologique, du fragment néo-polar... Elle passe par tous les modèles d'écriture développés depuis le seizième siècle. C'est une Tempête, un Songe d'une nuit d'été de l'an 2000. Féroé est mon héros. Poétique et non pas politique. Il cherche, dans la nuit, le feu, la flamme. Même si c'est à perdre, il a cette ambition magnifique. »

ODILE QUIROT.

\* Féroé, la nuit au TNP, jusqu'au 9 juin. Tél. : 78-84-70-74.

### Une vision inspirée

Un désert de sable gris lunaire, une chambre aux murs lisses, traversée d'une passerelle d'où saluent d'étranges voyageurs d'un navire qui s'en va, une chambre de diva, un bal de masques d'on ne sait quel songe de la fin du vingtième siècle.

Mis en scène par Georges Lavaudant, Féroé la nuit, de Michel Deutsch, un spectacle hanté de grâce, un palais aux images somptueuses mais en trompe-l'œil pour mieux nous inciter à voyager plus loin encore, au-delà des apparences,

en compagnie de Féroé, le naufragé des certitudes, le boxeur obstiné, les héros perdus dans dans le récit de sa propre vie.

C'est une histoire d'amour douce et triste comme un air de tango, une série épiques violente comme notre trop-plein de mémoire, aux côtés de l'équipe familiale de Georges Lavaudant et de Sylvie Orsac, un Féroé dont on entendra le nom : Patrick Pineau.

O. Ct.

### ROCK

Le « Liberty Show » à Vincennes

### Les péripéties d'un mégaconcert

Avoir une idée de spectacle, c'est bien. Pouvoir le monter c'est mieux.

Annoué depuis plusieurs semaines par affiches géantes dans les rues de Paris et par pleines pages dans des quotidiens nationaux, présenté comme le concert-rock de l'année devant se dérouler pendant plus de deux heures samedi 24 juin sur l'hippodrome de Vincennes, le Liberty Show n'en finit pas de balbutier dans ses préparatifs bien que

les organisateurs aient signé des contrats mirobolants jamais offerts jusqu'ici en France à des rockstars : un million et demi de dollars pour George Michael, un million de dollars pour quatre autres artistes dont Stevie Wonder, Rod Stewart, le contrat de Bob Dylan étant, de son côté, pratiquement réglé.

L'origine de l'opération, deux jeunes producteurs d'à peine trente ans, l'un résidant à Paris, Frédéric Partouche, l'autre à Poitiers, Thierry Bessit - ce dernier ayant déposé le bilan d'une première société de production le 21 novembre dernier. Ces deux producteurs proposent, il y a quelques mois, leur idée de célébration du Bicentenaire et obtiennent la collaboration des magasins Carrefour et d'une agence new-yorkaise (Radiovision) spécialisée dans la distribution aux États-Unis et dans le monde entier de shows spéciaux de télévision. L'agence américaine offre aux deux promoteurs français une garantie de 2 millions de dollars.

Mais il semble bien que la logistique habituelle à ce genre de concert-événement n'ait pas été trébuchée au point. Aussi a-t-il été fait appel comme consultant à Zero Productions, la société organisatrice des spectacles parisiens de Michael Jackson et de Madonna.

L'arrivée tardive des spécialistes de superproductions dans un rôle strict de conseillers n'a cependant pas résolu les problèmes : la location (à ce jour 620 billets de 225 F vendus à la FNAC) ne suit pas et le ministère de l'Intérieur a fait savoir au début de semaine qu'il n'accorderait pas son autorisation pour que le concert se tienne à l'hippodrome de Vincennes, dont la capacité est limitée à 70 000 personnes - ce qui est peu par rapport aux frais (cachets d'artistes et mise en place de la logistique du spectacle).

CLAUDE FLEOUTER.

Cyndi Lauper

### La carrière du ludion

Comment, après une brève éclipse, reconquérir sa place de star du rock ? Un nouvel album, une nouvelle coiffure, répond Cyndi Lauper.

Il y a cinq ans, Cyndi Lauper était au panthéon du rock américain. Pour l'enregistrement du clip de *We are the World*, petite bonne femme à la chevelure carotte qui trépassait devant son micro en vocalisant d'une voix incroyablement puissante.

Elle venait de sortir un premier album qui s'était vendu par millions d'exemplaires. Ses chansons (*Girls Just Want to Have Fun*, *She Bop*, *Time After Time*) étaient devenues des classiques instantanés, parce qu'elles se gravitaient instantanément dans la mémoire mais aussi grâce aux clips.

Puis vint, dans l'ordre, Madonna (extravagante et juvénile, comme Cyndi Lauper, mais sulfureuse et sensuelle, en prime), un second album médiocre et médiocrement vendu, un premier grand rôle au cinéma dans l'un des grands succès de la saison 1987-1988, Cyndi Lauper était redevenue parmi les humains.

Aujourd'hui, la masse de cheveux rouges a laissé la place à une coiffe de boucles platine bariolées d'une mèche brune. Cyndi Lauper devrait être bientôt sur scène à Paris, pour le Liberty Show et *A Night to Remember*, son troisième album, celui qui doit lui rendre son statut de star, vient de sortir. C'est un disque produit selon les canons des radios FM américaines, sur lequel Cyndi Lauper apparaît étrangement sage, sans tout à fait arriver à trouver le ton de chanteuse adulte auquel elle

aspire, heureusement quelques titres (*Insecurity*, *Primitive*) font remonter le ludion.

Ces hésitations sont sans doute le reflet des trois ans de labeur qu'il a fallu pour écrire et produire *A Night to Remember*. « Je ne sais jouer d'aucun instrument et je dois écrire avec d'autres musiciens. A l'automne 1988, je n'arrivais plus à rien. Je doutais de tout. Je n'arrivais même plus à croire que c'était moi qui avais écrit les chansons de mon premier album. »

Mikhail Gorbatchev entre alors en scène. Grâce à la gloire, Cyndi Lauper part pour l'URSS, afin de participer à un séminaire réunissant des auteurs de chansons américaines et soviétiques. Ce qui lui permet d'oublier l'échec récent de *Vibes*, son film, et de surmonter son anglophobie de la page blanche.

Depuis son premier groupe, formé avec sa sœur à la guitare électrique, Cyndi Lauper a toujours été chanteuse. « J'ai longtemps travaillé avec un phonéticien, il ne s'agissait pas de chanter correctement, mais de répéter les déjeûs. Si je voulais casser ma voix pour une chanson, je savais comment la faire revenir à la normale. J'ai pris des cours de jazz, mais j'ai dû arrêter, parce que je n'étais pas censée chanter de rock'n'roll. C'est un style un peu forcé. Justement, elle aime bien forcer sa voix, son style, ses effets. Cyndi Lauper fait penser aux showgirls des comédies musicales des années 30, celles qu'on accusait de courir le millionnaire, mais qui ne pensaient qu'à une chose, monter sur scène et y rester le plus longtemps possible.

THOMAS SOTINEL.

\* *A Night to Remember*, album, CD, cassette CBS.

**Soirée JAZZ**  
de  
**DUKE ELLINGTON**  
mardi 6 juin à 20 h 45  
avec  
**JACK DIEVAL**  
et son QUARTET  
Salle des fêtes de l'Hôtel-de-Ville  
18, place Charles-Digoin, Saint-Mandé  
Réservation : 01-26-79-40, poste 11-33

**LE PANTHEON**  
13, rue Victor-Cousin (5)  
**LE COUTEAU**  
DANS L'EAU  
Le chef-d'œuvre  
de Roman Polanski

**FONDATION SOCIÉTÉ GÉNÉRALE POUR LA MUSIQUE**

**RENCONTRES INTERNATIONALES DE MUSIQUE BAROQUE ET CLASSIQUE**  
**BEAUNE 89**  
"Hospices de Beaune"  
30 JUIN - 22 JUILLET - 4 WEEK-ENDS

VEN 30 - Gustav Leonhardt, clavecin - Sigiswald Kuijken, violon - Wieland Kuijken, viole de gambe. COUPERIN

SAM 1 - Ch. & Orch. Collegium Vocale Gand / Ph. Herreweghe - Agnès Mellon, sop. - Gérard Lesne, alto - Ch. Prégardien, t. - Peter Kooy, basse. BACH "Cantates".

DIM 2 - Bican, de La Révolution : Spectacle "La République". Hélène Delavault, mezzo.

VEN 7 - La Gde Ecurie et La Chambre du Roy / J.C. Malgoire - Catherine Dubosc, sop. MOZART airs des "Noces de Figaro".

SAM 8 - Création : "Le Banquet du Voeu" Musique à la Cour des Ducs de Bourgogne 15e. Ens. Gilles Binchois / Dir. D. Vellard (av. costumes, dîner et vins inclus d'après manuscrits du 15e.) ENREGISTREMENT DISCOGRAPHIQUE VIRGIN CLASSICS

DIM 9 - Récital Katia Ricciarelli: BELLINI, ROSSINI, VIVALDI.

SAM 15 - HANDEL Opéra "Aci, Galatée et Polifème" (version originale 1708) London Baroque / Dir. Charles Medlam - Carolyn Watkinson, mezzo - L. Anderson, sop - D. Thomas, b.

DIM 16 - BERLIOZ "Symphonie Fantastique". Orch. Symphonique du Kirov de Leningrad / Dir. Valeri Gergiev

VEN 21 - MOZART "Concertos pour violon et Orchestre". Orch. Nat. de Chbré de Toulouse / Dir. & violon. Augustin Dumay

SAM 22 - HANDEL "Ode à Ste Cécile" / Dir. René Jacobs - Chœur & Orchestre. Nederland Bachvereniging - Lena Lootens, soprano - Howard Crook, ténor

INFORMATIONS, RESERVATIONS, PROGRAMME DÉTAILLÉ : OFFICE DE TOURISME DE BEAUNE - 21200. Tél. 80 22 24 51 - FNAC PARIS, LYON, DIJON - MINITEL 3615 BILLETET - ART ET FUGUE GENEVE

DIRECTION ARTISTIQUE ANNE BLANCHARD

**Télérama**

مكتبة الامم المتحدة



## Culture

## MUSIQUES

Martha Argerich et Daniel Barenboim jouent Mozart, salle Pleyel

## La peur donne des ailes

Daniel Barenboim avait invité Martha Argerich pour l'un de ses derniers concerts comme directeur musical de l'Orchestre de Paris. La rencontre du 31 mai restera dans les annales.

Martha Argerich n'avait pas joué le Concerto en ré mineur de Mozart depuis ses débuts avec l'orchestre, au Théâtre Colón de Buenos-Aires. Un enregistrement privé réalisé sur le vif a immortalisé cette première apparition diffusée à l'époque sur les ondes de la radio argentine. A neuf ou dix ans, la « Martha » jouait déjà avec une passion, une intelligence des phrases qui la distinguent encore aujourd'hui de confrères au jeu plus sage, plus convenu.

Trente et quelques années plus tard, lorsqu'elle entre en scène, elle paraît tendue, traquée. Fêlée dans Prokofiev, Liszt et Rachmaninov, la pianiste a peur du numéro d'équilibre imposé par Mozart. Car s'il y a peu de notes à jouer dans ces concertos, toutes sont capitales, toutes doivent chanter.

Elle avance à pas menus, comme une Japonaise sautée dans son kimono, d'un geste vif, se penche vers le public, s'assoit. Attend. L'Orchestre de Paris, dirigé par Daniel Barenboim, attaque, à un tempo d'enfer. Grands dieux ! que va-t-il se passer ? Nous prenons peur, le tempo est trop vif, les cordes peinent à le soutenir ; la rythmique flotte ; le piano entre : le jeu se calme, la sonorité d'Argerich est lumineuse, suspendue, chantante. En quelques instants, le dialogue s'installe, l'orchestre joue mieux. Nous sommes à l'opéra ; avec une

science consommée le chef et la pianiste font surgir des personnages, les phrases passent de l'orchestre au piano avec une vivacité confondante. Ce Mozart n'a rien de convenu, rien d'iconoclaste non plus ; il est simplement jeune et irrévérencieux.

## Savants détails

Il est impossible de décrire le jeu de la pianiste, tant il fourmille d'infimes détails d'articulations, dignes du plus savant des clavéristes, d'envoies soudains qui laissent l'orchestre en plan, de sonorités changeantes. Mais ce piano chante comme rarement on a entendu piano mozarrien chanter, alternant tendresse et morsure, mi-voix et cri. Le deuxième thème du mouvement lent, par exemple, s'élève ombré d'une nuance mélancolique, plissant sur l'accompagnement amoureux tissé par Barenboim, qui a l'idée de faire surgir, un peu plus tard, les altos (les violettes de l'orchestre symphonique) de leur réserve habituelle. Moment d'inspiration sublime, déchirant dans son imprévisibilité même, qui émet comme la première fois que l'on entend l'entrée du chœur d'homme dans la *Rhapsodie pour contralto* de Brahms ou celle de la voix de Kathleen Ferrier à la fin de l'*Achilles du Chant de la Terre* de Mahler.

Après de tels bonheurs tout sera pardonné, la précipitation du piano dans le finale (qui anticipe toujours sur l'orchestre), quelques dérapages de l'orchestre, dont les violons montrent des limites parfois cruelles (attaques peu synchrones, justesse approximative dans l'aigu, sonorité acide), et une acoustique qui note la petite harmonie dans un brouillard

qui ne permet pas toujours d'apprécier avec l'acuité nécessaire le jeu admirable des plus beaux pupitres de l'orchestre.

Ce jeu impatient n'est pas sans rappeler curieusement (le tempo du premier mouvement, par exemple) celui d'Arthur Schnabel dans un très vieil enregistrement dirigé par Walter Susskind (EMI) ou la « folie » de Clara Haskil dans le finale du *Concerto Jeune-homme* avec Carl Schuricht. Comme eux, Martha Argerich a peur de Mozart. Mais la peur ne domine-t-elle pas des ailes ?

Après l'entracte, Daniel Barenboim avait choisi le *Don Quichotte* de Richard Strauss, un poème symphonique qui met en scène les deux héros de Cervantes, personnifiés par le violoncelle et l'alto, ici tenus par Etienne Péclard et Jean Dupuy. Admirablement joué par Dupuy et surtout par Etienne Péclard — archet délicatement évocateur, intonation proche de la perfection, étendue des phrases — ce *Don Quichotte* fut mené de main de maître par un Barenboim vraiment inspiré, même si, parfois, sa direction accuse quelques lourdeurs et imprécisions rythmiques.

Il faut dire que l'acoustique brouillée de Pleyel, avec ses fonds d'orchestre qui écrasent les cordes, ses probants de localisation (impossible de savoir d'où provient le son de certains instruments), n'arrange rien, s'agissant d'une œuvre orchestrée avec tant d'opulence. Mais quand les responsables de la salle Pleyel se décideront-ils à utiliser les panneaux acoustiques réglables, censés adapter cette salle de concert aux œuvres qui y sont données ?

ALAIN LOMPECH.

## Olympiades de composition à Athènes

## Lumières d'Italie

Le premier concours de composition d'Athènes a surtout mis en valeur les élèves de Donatoni.

Poésie, musique, tragédie, les arts de la voix et de la scène, pour l'Occident, sont nés en Grèce. Les théâtres d'Hérode Atticus et d'Epidaure ressemblent encore de voix bimillénaires. La Grèce moderne a d'abord retrouvé ses poètes et ses romanciers. Et maintenant ses musiciens, avec un renouveau de l'écriture des tragiques, des architectes et des philosophes, Iannis Xenakis. Mais les meilleurs d'entre eux continuent à s'expatrier, faute de trouver chez

eux un environnement favorable et de haut niveau.

Pour lutter contre cet état de sous-développement, la Radiodiffusion grecque a entrepris une action énergique, et elle a d'abord fondé un Concours de composition annuel, le Prix Olympique, dont la première finale vient de se dérouler à la Galerie nationale d'Athènes.

L'accueil fait à ce concours fut à la fois réjouissant et décevant : deux cent soixante-sept partitions inédites y participèrent, sous le sceau de l'anonymat ; mais lorsque le jury préliminaire, après plus d'un mois de travail, eut rendu son verdict, on s'aperçut que, sur douze

finalistes retenus, pas un seul des cent compositeurs grecs participants n'avait été sélectionné... Une pilule dure à avaler.

Le concours n'en fut pas moins utile, en invitant les instrumentistes de l'Orchestre national à travailler des œuvres modernes héritées de difficultés, où ils se montrèrent pour la plupart fort brillants, et en suscitant un public nombreux et curieux.

Les douze partitions retenues (cinq d'Italie, trois d'Australie, une d'Allemagne, des Etats-Unis, du Canada et de France) n'étaient pas toutes des chefs-d'œuvre, bien entendu, et certaines paraissent encore inventées, voire viciées, comme si la musique d'aujourd'hui avait complètement perdu la boussole.

Mais le jury international reconnu de véritables talents. Federico Errico (Italie, premier prix de 3 000 dollars) l'emporta sans conteste avec *Lumina* pour quinze instruments, qui se distinguait par une grande richesse de langage, une originalité de pensée, une poésie et une force particulières. Sur les frissons de cordes viennent se poser des gouttes de lumière, des timbres choisis avec une fraîcheur d'impressions et une économie rares. Des épisodes rapides et denses se succèdent, menés par un discours ferme, parfois très mystérieux.

Un Australien, Michael Smetanin (deuxième prix, 2 000 dollars) affirmait aussi une personnalité vigoureuse avec un quatuor à cordes, *Red Lightning*, bourré de trémolos, d'harmoniques, de glissandos et d'arborescences, qui semble regarder assez souvent du côté de Xenakis.

Quant à Paolo Manfrin, un Italien d'Aoste, ses *Tableaux* pour trio d'instruments à cordes et piano lui ont valu un excellent troisième prix ; une musique vive, pétillante, gaie, qui tourne comme un carrousel dans de petites mécaniques à la Donatoni — ce Donatoni qui aurait presque mérité un prix pour avoir été le professeur de cinq ou six des finalistes !

Mentionnons encore les *Miroirs déformants* du Français Nicolas Verin, mariant un hautbois solo et une bande magnétique assez belle et dramatique, qui témoignent d'une certaine imagination sonore, et le *Song* de l'Américain Todd Brief pour soprano et sept instruments, sur un poème de Sepp, brève page très impressionnante par son climat dramatique presque verdien, où la voix est comme surexcitée par des giclées de couleurs violentes.

Pour un premier concours de composition, c'est un bilan fort honorable.

JACQUES LONCHAMPT.

\* Recensements : ERT (Greek Broadcasting Corporation), Messogion, 432, PO Box 19, Agia Paraskevi, 15342 Athènes.

## Communication

## La télévision par câble à la recherche d'un nouvel équilibre

L'édition 1989 du rendez-vous annuel des réseaux câblés aura-t-elle été « un Méditerranée d'apaisement », comme l'affirmait avec une bonne dose d'hypocrisie, un des participants de la manifestation d'Angers ? Tous les acteurs de la télévision par câble s'efforcent de sortir du cadre trop rigide dessiné en 1982. Services à contrôle d'accès, antennes collectives dans les logements sociaux, répartition des rôles entre opérateurs, constructeurs et élus sont autant de points toujours en discussion. L'adaptation de la réglementation pour favoriser des chaînes spécifiques au

câble est toujours pendante, et, dans l'immédiat, « le CSA ne peut qu'appliquer la loi », comme l'a rappelé son président, M. Jacques Bontet. Quant à France Télécom, qui investit plus de 3 milliards de francs chaque année et n'en retire pour l'instant que moins de 100 millions de francs annuels, elle n'est pas sortie de... ses tranchées. Au moins autant que de la médiation proposée par l'Association des maires des grandes villes, les nouveaux équilibres du câblage des villes résulteront des négociations en cours entre opérateurs et pouvoirs publics.

## Un patient travail de déminage

Le plan câble de 1982 est l'une de ces machines infernales dont le génie français a le secret. La belle idée des ingénieurs — doter la France d'un réseau moderne de vidéo-communications — a été malmenée par un pouvoir exécutif qui, par souci d'affichage politique à court terme et clientélisme électoral, a bousculé les échéances et détruit les cohérences. Le pari technologique judicieux de la fibre optique et de l'architecture en étoile s'est vu compromis par des commandes industrielles hâtives et trop massives. Pourtant, la logique économique a été faussée par la séparation artificielle entre un propriétaire public des réseaux et des exploitants privés.

Minée par ces contradictions, le grand rêve de 1982 a tourné rapidement à la débâcle. La rentabilité des réseaux câblés, strictement négative pour France Télécom qui y a investi 25 milliards de francs, restait aléatoire pour les opérateurs privés. La télévision par câble, limitée à quinze canaux pour un abonnement mensuel de 140 francs, ne pouvait séduire le téléspectateur déjà sollicité par six chaînes hertziennes auxquelles viennent s'ajouter six autres programmes diffusés par le satellite TDF 1.

En 1988, M. Gérard Longuet, ministre des PTT, conscient de l'échec, a limité les dégâts en rai-

sonnant les investissements publics et en ouvrant à côté du plan câble un secteur de réseaux libéralisés. Mais il n'a pas désamorcé la bombe à retardement. Cinquante villes, France Télécom, la Lyonnaise des eaux, la Caisse des dépôts et la Compagnie générale des eaux restent prisonniers d'une logique infernale aux conséquences économiques et politiques fort dangereuses.

Depuis son arrivée avenue de Ségur en mai 1988, M. Paul Quilès s'emploie à désamorcer le piège. Un travail de déminage d'autant plus difficile qu'il ne peut être proclamé officiellement : un ministre socialiste ne peut critiquer ouvertement un plan d'investissement approuvé par un autre gouvernement socialiste. C'est donc par une série de négociations discrètes, de mesures ponctuelles, que M. Quilès tente de ramener la grande utopie de 1982 vers les réalités du marché. La commercialisation du câble à 30 francs par mois dans les logements sociaux va peu à peu résorber l'hérésie de la politique tarifaire. La multiplication des canaux, à des conditions financières acceptables par tous les partenaires, va désengorger les réseaux. La logique du câble est harmonisée avec celle du satellite par le biais des programmes payants et du décodeur

unique. L'étape suivante verra nécessairement l'entrée de France Télécom au capital de certains réseaux pour entamer les querelles entre administration publique et opérateurs privés.

Certes, la partie n'est pas encore gagnée. Des négociations difficiles s'annoncent pour clarifier les rôles entre France Télécom, toujours tenté de s'installer sur le marché de l'image, et des investisseurs privés, qui, au-delà des réseaux câblés, n'ont pas cessé de rêver à une possible libéralisation des télécommunications. Mais l'essentiel est fait : le plan câble de 1982 n'est plus qu'un souvenir et le trébuchement observé sur les courbes d'abonnement montre que les réseaux français peuvent sortir de l'impasse.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

## La justice autorise la diffusion de « l'Idiot international »

Saint-Jean-Edern Hallier écrivain et martyr ? Tout concordait pour que l'écrivain, directeur du nouvel hebdomadaire *l'Idiot international*, puisse se présenter bientôt ainsi. Mercredi 31 mai, Jean-Edern Hallier s'était vu signifier tout à tour le retrait de la vente du dernier numéro de son journal, son inculpation pour « contrefaçon littéraire » et son assignation en justice pour « injures publiques ».

L'éditeur de *l'Idiot* avait été condamné par le tribunal de grande instance de Paris, pour avoir utilisé le titre *l'Aurore* en sous-titre de *l'Idiot*, alors que ce titre appartenait au *Figaro* (le Monde du 25 mai). L'édition du 31 mai de l'hebdomadaire arborait quand même le titre *l'Aurore*, barré de rouge et flanqué de la mention « censuré », ainsi qu'un autre titre, le *Figaro économi* : la décision de retrait du journal de la vente fut immédiatement prise par les Nouvelles messageries de la presse parisienne (NMPP) à la requête du *Figaro*.

Quelques heures après cette décision, Jean-Edern Hallier avait été incriminé de « contrefaçon littéraire » par le tribunal de Paris, à la suite de l'édition « pirate » des *Versets sataniques* de Salman Rushdie, qu'il voulait publier en partie dans les pages de *l'Idiot*. La plainte contre l'éditeur avait été déposée par Christian Bourgois, éditeur en France des droits des *Versets*.

Enfin, le ministre de la culture, Jack Lang, traitait la dernière flèche en portant plainte contre le directeur de *l'Idiot* pour « injures publiques ». Le litige porte sur un article paru le 10 mai dans l'hebdomadaire sous le titre « Lang mis à nu ». Cette plainte, qui vise autant Jean-Edern Hallier en son nom propre qu'en sa qualité de directeur de publication, sera examinée le 28 juin par le tribunal de Paris.

Cette kyrielle de procès n'a pas suffi à arrêter Jean-Edern Hallier. Le 1<sup>er</sup> juin, le tribunal faisait droit à son action en référé contre les NMPP et autorisait la diffusion de *l'Idiot international* à partir du 3 juin « pour préserver le respect de la liberté d'expression ». « C'est une grande victoire de la justice et une grande victoire contre Robert Hersant », clame Jean-Edern Hallier. Quant à l'accusation de « contrefaçon littéraire », il la renvoie à son auteur, l'éditeur Christian Bourgois, qu'il accuse d'avoir « enlevé tous les passages litigieux de la traduction des *Versets* ». Un pas de plus dans le contentieux entre les deux hommes, que mettront bientôt aux prises, devant les tribunaux, un référé déposé à l'initiative de l'écrivain et une plainte en diffamation déposée par l'éditeur.

Il reste les « injures publiques » à l'encontre du ministre de la culture. Jean-Edern Hallier les écarte d'un revers de main en indiquant que le passage incriminé n'était que la réimpression d'un extrait de son *Journal intime* paru il y a deux ans et qui n'avait pas alors fait l'objet de poursuite. A l'appel du directeur de *l'Idiot*, ses amis devraient procéder le 1<sup>er</sup> juin à une distribution du journal sur les Champs-Élysées et lancer une souscription de soutien.

Y.-M. L.

## L'hebdomadaire affiche un bénéfice de 25 millions de francs

## Le redressement de « l'Express »

*L'Express*, qui célébrera cette année ses trente-cinq ans, a renoué avec sa vigueur d'antan. Depuis le rachat de sa maison mère, la Générale occidentale (GO), par la Compagnie générale d'électricité (CGE), il y a un an et demi, le premier hebdomadaire d'informations françaises (selon l'OJD 1988) a publié les fautes et les engouements de Sir James Goldsmith, son ancien propriétaire, qui l'avait mené au bord de la crise morale et financière.

De février 1988 à ce mois de juin 1989, *L'Express* a remis en ordre ses affaires. L'arrêt des « hebdomadaires », qui représentaient un déchet négatif de soixante-six salariés, la remobilisation de la rédaction et des équipes commerciales ont permis au journal d'éponger les 55 millions de francs de perte, logs du règne de Sir James.

En 1988, *L'Express* a réalisé un chiffre d'affaires de 870 millions de francs et a bénéficié net de 25 millions. M. Willy Stricker, PDG du groupe (*L'Express*, *L'Écho*, *le Vif*, *L'Express-Pourquoi pas ?*), espère atteindre 40 millions de bénéfice en 1989. Cette vigueur retrouvée est due à une légère reprise des ventes — en 1988, la diffusion payée de l'hebdomadaire était de 417 972 exemplaires contre 416 209 en 1987 — et à un regain de 3 % environ des recettes publicitaires, qui représentent 600 millions de

francs au sein du chiffre d'affaires. Le supplément « Paris » a augmenté également ses recettes publicitaires de 2,3 % en 1988 et devrait bénéficier d'une nouvelle formule à la rentrée, ce qui devrait lui permettre d'augmenter encore sa part de marché.

Sa santé retrouvée, *L'Express* est donc redevenu un bel appât. M. Stricker, son PDG, dément qu'une vente de la Générale occidentale puisse avoir lieu. « La GO dispose de plus de 4 milliards de francs de trésor de guerre », note-t-il. *Je démens depuis un an et demi les rumeurs concernant sa vente ou celle de l'Express*. En revanche, nous saisissons les occasions de rachat dans le secteur de la presse magazine.

M. Pierre Suard, PDG de la CGE, a déclaré pour sa part à l'hebdomadaire *la Vie française* : « Si cela était nécessaire, comme nous savons faire des acquisitions, nous savons aussi faire des cessions. » En précisant qu'il avait « sous-estimé l'extrême sensibilité de l'opinion en France pour tout ce qui concerne la communication », le PDG de la CGE a précisé : « La GO est un investissement qui se valorise et je ne vois pas pour le moment de raison de changer de tactique. » La valeur de *L'Express* est aujourd'hui de l'ordre de 500 millions de francs.

Y.-M. L.

## Traduction de l'hebdomadaire de la perestroïka

## Une édition française des « Nouvelles de Moscou »

Le lancement de l'édition française de l'hebdomadaire *les Nouvelles de Moscou*, l'un des titres soviétiques à l'avant-garde de la perestroïka, rassemblerait jeudi 1<sup>er</sup> juin des représentants de l'ambassade d'URSS et du journal, ainsi que de nombreux journalistes. Dans la foule se trouvaient aussi d'anciens ministres communistes « venus à titre personnel », comme MM. Jack Ralits et Anicet Le Pora, la présidente du groupe communiste au Sénat, M<sup>me</sup> Hélène Luc, qui partit très vite, un peu excédée à l'idée de devoir servir les mains des nombreux « libéraux », « libéralistes », « libéraux », « libéraux » et « libéraux » du PCF présents.

La version française des *Nouvelles de Moscou* est en vente deux jours après la parution de l'édition soviétique. Si la mise en page de l'hebdomadaire diffère sensiblement, le contenu des deux publications est identique. Dans l'avenir, cependant, des articles spécialement écrits de Moscou pour l'édition française pourraient être insérés.

L'hebdomadaire existe depuis 1930. Jusqu'en 1985, il dépendait de

l'agence Novosti et était diffusé en cinq langues dans plus d'une centaine de pays. C'est son rédacteur en chef, Egor Yakovlev, qui a proposé la publication d'une édition en français. Celle-ci est publiée par la Générale d'éditions internationales, une société créée à l'initiative de M. Louis Calisti, président de la Fédération des mutualités de France, et qui rassemble en plus Masclat, Participations, Média-Messageries, l'agence Anatome et le studio de création graphique JBA. Tirée à 45 000 exemplaires, cette édition est vendue en kiosque (10 F) et par abonnement.

Selon M. Yakovlev — « membre du PCUS depuis trente-cinq ans », précise-t-il, « l'édition en français des *Nouvelles de Moscou* est tirée à 100 000 exemplaires en URSS et est lue par ceux qui ne peuvent se procurer l'édition en langue russe. Le rédacteur en chef de l'hebdomadaire, après le lancement d'une édition en arabe, préparera une édition en langue anglaise. »

Y.-M. L.







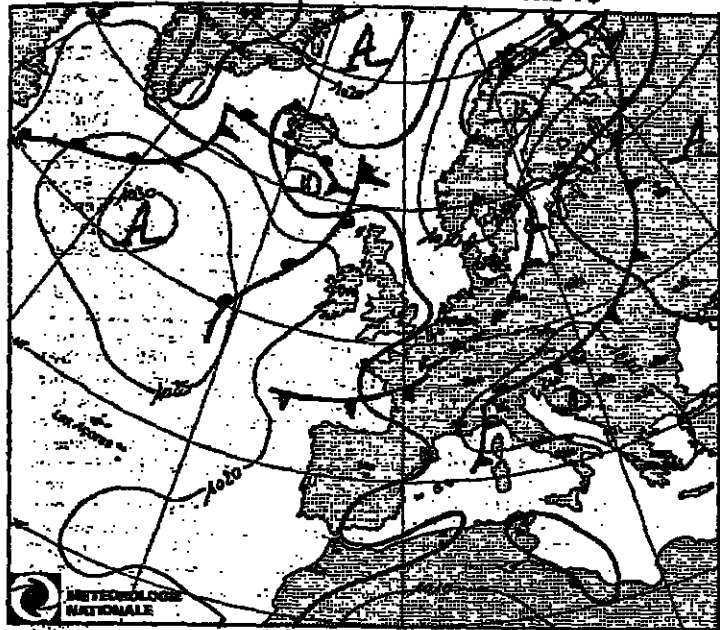




# Informations « services »

## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 2 JUIN 1989 À 0 HEURE TU



Évolution probable du temps en France au cours du week-end 2 juin à 0 heure et le dimanche 4 juin à 24 heures.

L'air doux, humide et instable recouvrant actuellement le sud-est de notre pays s'éloignera progressivement avec l'arrivée par le nord-ouest d'air plus frais.

**Samedi : cocktail de masses, d'été et d'été.**  
Sur la Lorraine, les Vosges, l'Alsace, la Franche-Comté, les Alpes et la Corse, les masses resteront abondantes tout au long de la journée, avec de la pluie et même des orages sur le relief.

Sur le Nord, la Flandre, l'Ouest du Bassin parisien, Poitou-Charentes et Aquitaine, la météo sera assez bien ensoleillée. Des masses se développeront au cours de la journée, et de courtes averse tomberont çà et là.

Sur la Normandie et les Pays de la Loire, ce sera une journée ensoleillée. Toutefois, en fin de journée, les masses se feront plus nombreuses par l'ouest.

Sur la Bretagne, le ciel sera gris, avec une petite pluie.

Le vent sera généralement faible ou modéré, venant de l'ouest ou du sud-ouest. En Corse et sur la Côte d'Azur soufflera un vent de sud-ouest modéré.

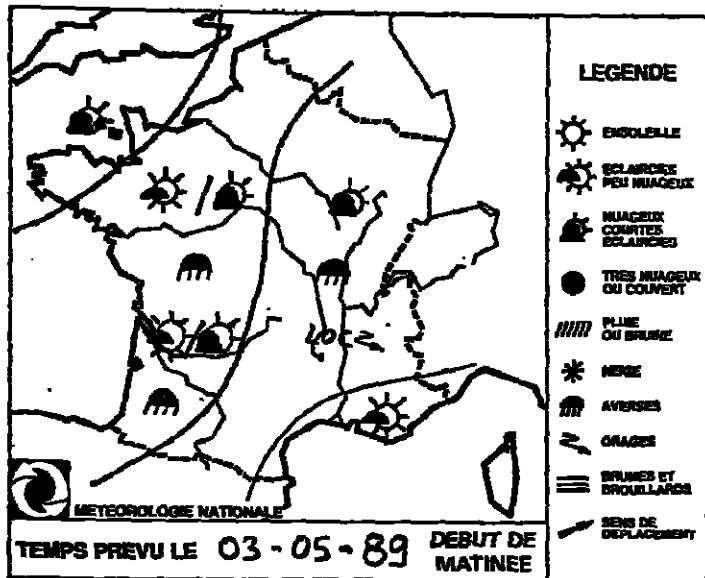
**Dimanche : légère méditerranéenne.**  
Sur les Alpes-Maritimes et la Corse, ce sera encore une journée ensoleillée, avec beaucoup de masses et des orages.

Sur la Bretagne et l'ensemble du littoral atlantique, les masses seront abondantes, mais il se devrait pas pleuvoir.

Sur la Normandie, les Pays de la Loire et l'Aquitaine, ce sera une journée assez bien ensoleillée.

Sur tout le reste du pays, la journée débutera sous le soleil. Mais des masses se formeront au fil des heures et donneront de courtes averse.

Les températures seront en légère baisse sur un grand quart sud-est, et sans grand changement ailleurs.

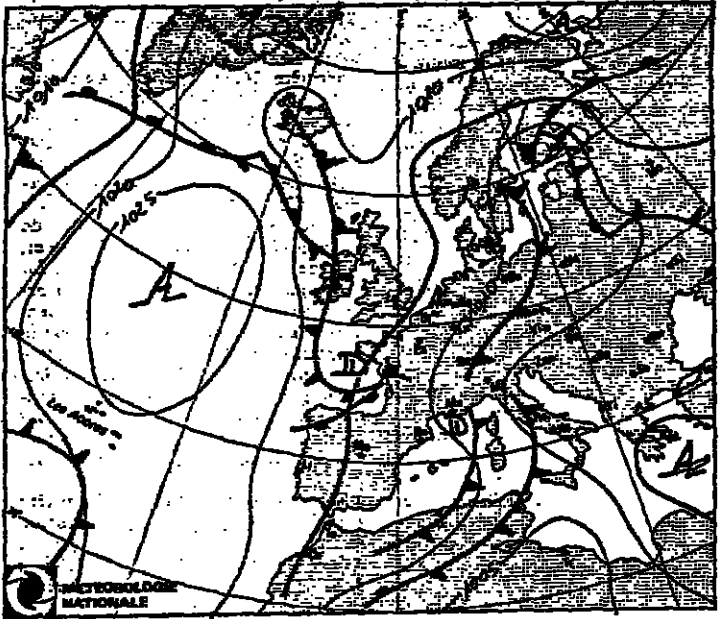


TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé  
Valeurs extrêmes relevées entre le 1-6-1989 à 6 heures TU et le 2-6-1989 à 6 heures TU

FRANCE	TOUR	LOS ANGELES	NEW YORK
AMSTERDAM 22 15 C	TOULOUSE 18 9 N	LOS ANGELES 20 15 C	NEW YORK 17 7 N
BREITENBURG 18 13 C	PARIS 21 24 N	MADRID 22 10 B	MADRID 22 10 B
BREITENBURG 21 11 N	ALGER 22 13 N	MADRID 22 10 B	MADRID 22 10 B
BREITENBURG 17 8 C	AMSTERDAM 14 4 D	MADRID 22 10 B	MADRID 22 10 B
BREITENBURG 14 6 A	ATLANTA 25 18 D	MADRID 22 10 B	MADRID 22 10 B
BREITENBURG 11 7 A	BANGKOK 33 26 N	MADRID 22 10 B	MADRID 22 10 B
BREITENBURG 13 9 D	BANGKOK 33 26 N	MADRID 22 10 B	MADRID 22 10 B
BREITENBURG 18 9 D	BANGKOK 33 26 N	MADRID 22 10 B	MADRID 22 10 B
BREITENBURG 25 9 D	BANGKOK 33 26 N	MADRID 22 10 B	MADRID 22 10 B
BREITENBURG 17 8 C	BANGKOK 33 26 N	MADRID 22 10 B	MADRID 22 10 B
BREITENBURG 15 9 C	BANGKOK 33 26 N	MADRID 22 10 B	MADRID 22 10 B
BREITENBURG 17 8 C	BANGKOK 33 26 N	MADRID 22 10 B	MADRID 22 10 B
BREITENBURG 19 10 N	BANGKOK 33 26 N	MADRID 22 10 B	MADRID 22 10 B
BREITENBURG 24 15 D	BANGKOK 33 26 N	MADRID 22 10 B	MADRID 22 10 B
BREITENBURG 18 9 N	BANGKOK 33 26 N	MADRID 22 10 B	MADRID 22 10 B
BREITENBURG 18 8 B	BANGKOK 33 26 N	MADRID 22 10 B	MADRID 22 10 B
BREITENBURG 21 14 D	BANGKOK 33 26 N	MADRID 22 10 B	MADRID 22 10 B
BREITENBURG 17 8 C	BANGKOK 33 26 N	MADRID 22 10 B	MADRID 22 10 B
BREITENBURG 20 10 D	BANGKOK 33 26 N	MADRID 22 10 B	MADRID 22 10 B
BREITENBURG 17 8 C	BANGKOK 33 26 N	MADRID 22 10 B	MADRID 22 10 B
BREITENBURG 17 8 C	BANGKOK 33 26 N	MADRID 22 10 B	MADRID 22 10 B
BREITENBURG 19 8 F	BANGKOK 33 26 N	MADRID 22 10 B	MADRID 22 10 B

\* TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heures légales moins 2 heures en été ; heures légales moins 1 heure en hiver.  
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PRÉVISIONS POUR LE 4 JUIN 1989 À 12 HEURES TU



## PLUS BESOIN D'ÊTRE UN MAHARAJAH POUR VIVRE DANS UN PALAIS.

**FORUM VOYAGES**  
L'ART DE VOYAGER

**11980 F**  
18 JOURS  
CIRCUIT INDE

**SEJOURS ET CIRCUITS**  
NEW YORK : séjour au Waldorf Astoria 8 jours (juin) 4380 F  
A LA DÉCOUVERTE DE L'EST DES USA : 14 jours, hôtel de luxe 1/2 pension, Accomp. français 12075 F  
A LA DÉCOUVERTE DE L'OUEST DES USA : 15 jours, hôtel de luxe 1/2 pension, Accomp. français 13985 F  
MEXIQUE : Circuit groupe Grand Tour 16 jours 9450 F

**MEXIQUE-GUATEMALA :** Circuit groupe 16 jours 12800 F  
**TURQUIE :** Circuit l'Essentiel de la Turquie 6 jours 3390 F  
**BALAI :** Séjour hôtel Ida Beach Inn 18 jours 7885 F

**À l'agence :** 55, avenue Franklin-Roosevelt, Paris 8<sup>e</sup> - 42.80.87.87 / 11, rue de l'Opéra, Paris 2<sup>e</sup> - 42.61.20.20 / 75, avenue des Ternes, Paris 17<sup>e</sup> - 45.74.39.38 / 1, rue Casimir (angle 71, rue de Rennes), Paris 6<sup>e</sup> - 45.44.38.51 / 76000 Rouen - 72, rue Jeanne-d'Arc - 35.98.32.59 - Minutiel 36.15 code FV.

**Je vous remercie de m'avoir vu et de m'avoir vu :**  
☐ Forum-Vols discount ☐ Forum USA, Canada, Mexique  
☐ Forum Asie ☐ Forum Bassin méditerranéen, Afrique

**Je tiens à dire que cette brochure gratuite me sera envoyée contre 8,80 F en timbres.**

Nom : \_\_\_\_\_ Prénoms : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Ville : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_

**FORUM VOYAGES**  
L'ART DE VOYAGER

## PHILATÉLIE

### En filigrane

Le mercredi 7 juin, de 9 heures à 12 heures, dans les locaux de la Fédération des œuvres laïques à Montpellier, à l'occasion d'une exposition sur le Bicentenaire de la Révolution organisée par la section philatélie de l'Office central de la coopération à l'école (OCC) de l'Hérault, du 7 au 9 juin (souvevenirs philatéliques 12 francs plus port, auprès de M. Maudou, directeur d'école primaire, 34130 Saint-Aunès).

Caraxpo 14. - La quatorzième Salon de la carte postale, Caraxpo, se déroulera les vendredi 9 et dimanche 10 juin, de 10 heures à 19 heures, au Palais de la Mutualité à Paris (24, rue Saint-Victor, 5<sup>e</sup>). Le prix d'entrée donne droit à une carte dessinée par Jean-Claude Castelli.

Les cartes postales du Musée de la poste de Paris. - Une carte postale en forme de disque de stationnement signée Charlotte Dorval ? Révolutionnaire ! Surtout si des petites fenêtres laissent apparaître des reproductions de timbres qui commémorent la Révolution. En fin de disque, sur chaque face, une case vierge pour la correspondance. Yves Yacobi décline la Bestiaire de quatorze manières différentes, en noir et blanc, à partir d'une carte postale ancienne (la carte-disque 40 F, la série de quatorze cartes sous pochette 40 F, auprès du Musée de la poste, 24, boulevard de Valenciennes, 75731 Paris Cedex 15. Tél. : (1) 43-20-15-30).

Vente. - Bernard Behr (26, avenue de l'Opéra, 75001 Paris. Tél. : (1) 42-97-42-62) organise une étonnante vente à prix nets qui comprend sept cents lots. Avec des pièces exceptionnelles (cotes à six et sept chiffres), comme ce bloc de quatre du 1 F vermillon vif, bord de feuille, avec gomme, ces feuilles de timbres de la Côte-d'Azur-Somali, des timbres rarissimes des Bermudes, du canal de Suez, du Natal ou d'Autriche. Catalogue sur demande.

Bureaux de poste temporaires. - Le mardi 6 juin, à Trouville-sur-Mer, à l'occasion d'une exposition sur le quarante-cinquième anniversaire du débarquement en Normandie, organisée du 2 au 18 juin à l'hôtel de ville (souvevenirs philatéliques : Roland Letassy, rue Aristide-Briand, 14800 Touques).

**Bureaux de poste temporaires.** - Le mardi 6 juin, à Trouville-sur-Mer, à l'occasion d'une exposition sur le quarante-cinquième anniversaire du débarquement en Normandie, organisée du 2 au 18 juin à l'hôtel de ville (souvevenirs philatéliques : Roland Letassy, rue Aristide-Briand, 14800 Touques).

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du vendredi 2 juin 1989 :

**DÉSARRÊTÉS :**

De 5 mai 1989 fixant le nombre maximum de candidats à admettre ou le nombre maximum de places mises aux concours pour les admissions, en 1989, à l'École nationale supérieure d'arts et métiers, l'École nationale supérieure de techniques, l'École nationale supérieure des arts et industries de Strasbourg, l'École nationale supérieure de

## CAMPUS

### L'Académie des sciences milite pour la mécanique

L'Académie des sciences fait des propositions pour développer et moderniser la formation des ingénieurs mécaniciens, « afin de donner aux industries mécaniques de notre pays une nouvelle vigueur ». Après avoir consacré plusieurs rapports à ce sujet, elle vient de présenter un projet PRIMECA (Pôle de ressources informatiques pour la mécanique), qui suggère de créer une filière spécialisée dans la « création de produits et systèmes mécaniques assistée par ordinateur ». Cette formation consisterait à intégrer toutes les étapes qui vont de la conception à l'utilisation d'un produit : calcul des structures, simulation, production, contrôle, design, maintenance, marketing, service après-vente.

Le projet PRIMECA, qui a été piloté par M. Jean Krautter, PDG de SG2, a été approuvé par le ministère de l'éducation nationale, qui a créé un groupe de travail pour le mettre sur pied, sous la responsabilité de M. Serge Tichkewitch, professeur à l'école normale supérieure de Cachan. Neuf établissements sont associés à cette étude : l'ENS Cachan, Centrale, les Arts et Métiers, Compagnie, l'ENSM de Nanterre, les INSA de Toulouse et de Lyon, Hydraulique et mécanique de Grenoble et l'université de Nancy-1.

Les premières formations pourraient démarrer à la rentrée 1990. Elles pourraient prendre l'aspect d'une sensibilisation progressive dès la première année ou de spécialisations de fin d'études, selon l'organisation pédagogique de chaque établissement. Toutes les formations disposent d'un puissant centre de calcul commun, qui pourra être autonome ou rattaché à l'un des établissements.

- Colloque d'Orsay**  
L'université Paris-Sud Orsay, organise, les 7 et 8 juin, un colloque sur le thème, « Enjeux industriels, recherche et formation : de nouveaux métiers pour l'université ».
- Information :** Brigitte d'Artemare, Université Paris-Sud, Service des relations industrielles, Bat. 311, Le Moulin 91405 Orsay, Téléphone : 69-41-70-46.
- Classes de musique**  
De nouvelles classes sont créées au Conservatoire national supérieur de musique de Paris : pédagogie (formation musicale, piano, bois), métiers du son, danse contemporaine. Date de renvoi des dossiers d'inscription : 15 septembre.
- CNSMP, 14, rue de Madrid, 75008 Paris.**
- Programmes européens**  
Le CNRS de Grenoble publie une petite brochure présentant, de façon claire et succincte, les principaux programmes européens de recherche et développement financés par la Commission des communautés européennes.
- CNRS, 25, avenue des Martyrs, BP 166 X, 38042 Grenoble Cedex. Téléphone : 76-88-11-35.**

### Malestroit

La Poste mettra en vente générale, le lundi 12 juin, un timbre à 3,70 F consacré à la ville de Malestroit (Morbihan).

Cette cité de Bretagne, située à une trentaine de kilomètres de Vannes, est réputée pour son église bâtie du douzième au seizième siècles et ses nombreuses maisons anciennes typiques.

Le timbre, au format vertical 26 x 40 mm, dessiné et gravé par Cécile Guillaume, est imprimé en taille-douce en feuilles de cinquante.

**Vente anticipée à Malestroit, les 10 et 11 juin, de 9 heures à 18 heures, au bureau de poste temporaire « premier jour » ouvert à la mairie, salle Jehan-de-Malestroit, le 10 juin, de 9 heures à 12 heures, au bureau de poste.**

**Souvevenirs philatéliques :** M. Le Gouill, 18 bis, rue Ernest-Renan, 56000 Vannes.

**Brochure réalisée par la rédaction du Monde des philatélistes, 24, rue Chateaub, 75009 Paris. Tél. : (1) 42-47-99-68.**

Vannes, est réputée pour son église

## PLUS BESOIN D'AVOIR UN PARRAIN POUR FAIRE UNE DESCENTE DANS UN PALACE.

**FORUM VOYAGES**  
L'ART DE VOYAGER

**1980 F**  
NEW-YORK

**VOLS ALLER RETOUR**

• MONTREAL	1980 F	• HONG KONG	5890 F
• MIAMI ou ORLANDO	2580 F	• BAH	6395 F
• LOS ANGELES ou SAN F.	3180 F	• ATHENES	1280 F
• MEXICO	4380 F	• ISTANBUL	940 F
• LIMA	5710 F	• MARRAKECH	1450 F
• RIO	4890 F	• TUNIS	1200 F
• DELHI ou CALCUTTA	4690 F		
• COLOMBO	4990 F		
• BANGKOK	4690 F		

\* Au départ de Paris, classe deux, prix à partir de.

**A recueillir à Forum Voyages :** 55, avenue Franklin-Roosevelt, Paris 8<sup>e</sup> - 42.80.87.87 / 11, rue de l'Opéra, Paris 2<sup>e</sup> - 42.61.20.20 / 75, avenue des Ternes, Paris 17<sup>e</sup> - 45.74.39.38 / 1, rue Casimir (angle 71, rue de Rennes), Paris 6<sup>e</sup> - 45.44.38.51 / 76000 Rouen - 72, rue Jeanne-d'Arc - 35.98.32.59 - Minutiel 36.15 code FV.

**Je vous remercie de m'avoir vu et de m'avoir vu :**  
☐ Forum-Vols discount ☐ Forum USA, Canada, Mexique  
☐ Forum Asie ☐ Forum Bassin méditerranéen, Afrique

**J'ai bien noté que cette brochure gratuite me sera envoyée contre 8,80 F en timbres.**

Nom : \_\_\_\_\_ Prénoms : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Ville : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_

**FORUM VOYAGES**  
L'ART DE VOYAGER

مكتبة الامم المتحدة



# Le Monde L'IMMOBILIER

**appartements ventes**

**2<sup>e</sup> arrdt**  
**EXCEPTIONNEL 160 m<sup>2</sup>**  
Dét. rénov., 2 ch., 2 bms, cuis. 5 app., vit. am., de 11 à 16 h. 227, rue St-Denis.

**5<sup>e</sup> arrdt**  
**PROX. PANTHEON**  
Imm. pierre de tuffe, 290 m<sup>2</sup>, rénov., 8 ch., 8 bms, cuis., salon, balcon, 245, rue de Valenciennes, 14-17 h.

**11<sup>e</sup> arrdt**  
**PRIX INTERESSANT**  
M<sup>2</sup> COURONNES, imm. rdc, 3 p., ont. cuis., bms, w.c., 3 ch., 3 bms, cuis., salon, 245, rue de Valenciennes, 14-17 h.

**14<sup>e</sup> arrdt**  
**M<sup>2</sup> PLAISANCE**  
Imm. rdc, p. de t., r. ch. 3 p., ont. cuis., bms, w.c., 3 ch., 3 bms, cuis., salon, 245, rue de Valenciennes, 14-17 h.

**19<sup>e</sup> arrdt**  
**SIMON BOLIVAR**  
Séjour, 3 p., loggia sur jardin, 10<sup>e</sup> étage, bms, 245, rue de Valenciennes, 14-17 h.

**92**  
**Hauts-de-Seine**  
**PPTAIRE VEND**  
Anse/Bois-Colombes, 3 p., 67 m<sup>2</sup>, 670 000 F, 4 p., 103 m<sup>2</sup>, 1 030 000 F, 245, rue de Valenciennes, 14-17 h.

**94**  
**Val-de-Marne**  
**SAINT-MANDE**  
Pds bois, M<sup>2</sup> Port-Dorée, imm. rdc, r. ch., bms, w.c., 3 ch., 3 bms, cuis., salon, 245, rue de Valenciennes, 14-17 h.

**appartements achats**

Richard LORANT  
110 à 140 m<sup>2</sup> Paris  
Préfixe 01 45 73 35 43.  
PAIE CPT. (1) 45-73-35-43.

**locations non meublées**

**Paris**  
**FOCH**  
App. 120 m<sup>2</sup> meublée, 3 bms, 2 ch., de tuffe, VUE ST-JAMES, SUSPENDU, Veranda, 15 000 F. SPP : Samedi à 15 h. 10 bis, rue PICASSO Paris-10<sup>e</sup> (secteur n° 43).

**pavillons**

**(VAUREAL 95)**  
8 mn REN, 30 mn St-Lazare, part. vend maison 138 m<sup>2</sup> pavillon 3 p., sur 138 m<sup>2</sup> jardin. Séjour avec cheminée, coin cuis., toil. étage, 2 ch., 2 bms, Surf., habit. 42 m<sup>2</sup>, BON ETAT, 350 000 F. Tél. bur. : 43-68-77-00. 70 km de Paris, 40-67-50-53 et/ou le soir : 48-02-67-73.

**propriétés**

Coudain, Gdm, 10 mn St-Quay-Port. Maison de maître en L. rest. sur 900 m<sup>2</sup> terrain, 120 m<sup>2</sup> habit., 5 p., bms, rang, chauff. él., dble hall, gar., terr., dépend., 100 m<sup>2</sup> jard., piscine, pêche, tennis, vol, golf, équit., futur TGV, habit. de maître. Belle propriété, (18) 28-18-58-08, ap. 20 h. 420 000 F juraillé.

**IMMO 66**  
33, RUE DE LA MADELEINE (PÉRONNET 28230)  
(16) 37-63-73-73  
rech. pour se classer PARIS ET BANLIEUE PPTAIRE, PROPRIÉTÉS, FORÊTS, ETC., PAIEMENT COMPTANT chez votre notaire

**bureaux**

**Locations**

**VOTRE SÈGE SOCIAL DOMICILIATIONS**  
Constitution de Société et tous services. 43-65-17-50.

2<sup>e</sup>, 110 m<sup>2</sup>, 4/5 pces, nt. neuf, activités bureaux. 12 800 F.  
**40-20-02-15.**

**locaux commerciaux**

**Ventes**

**ÉCOLE-CENTRE DE FORMATION**  
Tous les métiers de l'ÉCO. Affaire exceptionnelle. Tél. : 43-42-75-75.

**Locations**

Porte de Versailles, local 150 m<sup>2</sup> sur rue, 5 pces, très bon état, proche métro. 10 000 F.  
Tél. : 40-20-02-15.

**ZONE D'ACTIVITÉS DE PARIS NORD II**  
à proximité du RER, 310 m<sup>2</sup> de bureaux et d'activités, disponibilité immédiate.

**COMMERCIALISATION ET REPEREMENTS**  
15, rue des Savins 92080 NANTERRE  
Tél. : 47-78-17-48

**fonds de commerce**

**Ventes**

**LYON-BASTILLE**  
S.A.R.L. en activité, avec boulogne 40 m<sup>2</sup> + cave. 350 000 F. à débiter, y compris matériel sur place. Secteur impression-édition, communication, audiovisuel, import-export.  
**43-46-12-33.**

# Le Monde CADRES

Le groupe EGOR rappelle aux lecteurs du Monde les postes qu'il leur a proposés cette semaine :

**SGD GROUPE SAINT-GOBAIN**

**• JEUNE INGENIEUR** RM. VM 40/212 BT

Ingenieur

**• RESPONSABLE ETUDES TRAVAUX NEUFS** RM. VM 53/1816 F

La vivacité d'une PME allée à la puissance d'un Groupe : un tremplin pour un ingénieur

**• ADJOINT DU DIRECTEUR DE FILIALE** RM. VM 21/2908 B

**SGD GROUPE SAINT-GOBAIN**

**• RESPONSABLE DE VENTE** RM. VM 40/212 BU

Europe et Asie Pacifique

Région de Cognac

**• DIRECTEUR** RM. VM 35/3142 A

de l'Université Internationale des Eaux-de-vie et Boissons Spiritueuses

**Wlaneurop**

Compresseurs et groupes hermetiques

**• DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER** RM. VM 15/1294 H

Si vous êtes intéressé par l'un de ces postes, nous vous proposons de nous adresser un dossier de candidature en précisant la référence choisie à :

**GROUPE EGOR**  
8, rue de Bani - 75008 PARIS

**EGOR**

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE  
BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL UNITED KINGDOM

# L'AGENDA

**Animaux**

**SCHARPEI**  
Le chien le plus rare au monde.  
- Vacciné, tatoué, LOF.  
- Garanti 1 an.  
- Facilité de placement.  
Tél. : 43-44-40.

**Décoration**

**L'ENTRÉE DU CANAPÉ**  
Les 23 et 27 mai  
vente exceptionnelle  
canapés et fauteuils  
Nouveaux modèles en cuir et tissu. Par exemple canapé 3 places, entièrement rembourré, d'occasion : 2 450 F. Canapé 3 places cuir pleine fleur anthr. 9 900 F au lieu de 17 400 F.  
Venez vite pour avoir le choix, tous les modèles sont disponibles.  
Séjour, porte de Paris, 26, rue des 7-Arpes, Le Pré-Saint-Gervais.  
ouvert de 10 h à 18 h.

**Stages**

Muriel, 23 ans, diplômée scripte, anglaise, souhaiterait effectuer stages :  
SCRIPE  
PRODUCTION  
MONTAGE  
(séjour USA 15 mois à Boston)  
Ecriture : Danielle  
Carnet du Monde  
7, rue des Italiens  
75009 Paris

**Matériel de bureau**

Photocopieur Gestetner 50 copies minute, zoom et mémoire, format B5 et A3. Garantie 1 million de copies, numérisation, microcomp. 130 000 F. Valeur neuf : 60 000 F.  
Tél. : 46-06-47.

**Vacances**

**Tourisme**

**Loisirs**

A 5 km de la mer et 12 km de Brest.  
**CHER M. & M<sup>2</sup> R&M PATE**  
EN DEMI-PENSION  
Sous l'égide de :  
- Ambiance sympathique.  
- Déjeuner copieux.  
- Repas garnis.  
- Accueil familial.  
**SEMUSAC**  
7120 COZES  
Tél. : 46-06-47.

**GRAND-OU-ROU**  
Part. loue stud. pl.-pied, avec petit jard. pour cpl. 1 enft. et 65. 150 m<sup>2</sup> pces, comm., proche, juillet, 300 F, sept. 3 500 F.  
Tél. : (16) 75-55-55-55.

# ASSOCIATIONS

**Appels**

**VIET DE PARAITRE**  
Le CLAP (Comité de Liaison et de Promotion) vient de faire paraître, dans la collection « Les Actes pédagogiques », une CLAP éditeur, la plus récente publication intitulée :  
**TROUVER UN EMPLOI**  
« même sans diplôme et sans qualification »  
d'Anastasia GARNIER, CLAP éditeur, 101, rue Réaumur, 75002 PARIS.

**Conférences**

**CATHARES DU LANGUEDOC**  
24 sept-02. 1989, 2 242 F. Conférences et excursions.  
**LE LAZARET** Le Comiche, 24200 Sète 67-65-22-47.

**ASSOCIATION A.V.E.M.L.R.**  
Une assemblée générale extraordinaire aura lieu le 23 juin 1989 à 17 h du 67, r. de Lille, 75007 Paris. Ordre du jour : Modification des statuts (art. 6 et 11).

**Sessions et Stages**

**COURS D'ARABE**  
Stages intensifs en langue arabe.  
Tél. : 43-62-62-62.

**JURA 1000 m**  
Forêt, bms, agriculture biologique, VTT, Golf, Tennis, Yoga, Escalade, Danse, Randonnée à pied dans la Jura et à l'étranger. (Veigle, Sierra Nevada, Tyrol, Oberdanube...). La semaine de stage à partir de 210 F.  
**ACADEMIE SAINT-AGAPARD**  
25240  
CHAPPELLE-LES-BOIS.  
Tél. : 81-85-26-18.

**Mercedes 190 E**  
Modèle 2.6, badge résident, entrée, cuir, Alarms, 2800 cmc, places teintées, lunette des vitres. Etat neuf, 9 500 km, 125 000 F. Tél. : 48-23-34-23.

# Europe 1993



Un rapport à M. Michel Rocard

## Comment associer les citoyens à la construction communautaire

M. Gérard Fuchs, secrétaire national chargé des affaires européennes au Parti socialiste et ancien parlementaire européen, devait présenter à la presse, vendredi 2 juin, un rapport sur l'Europe des citoyens, que le premier ministre, M. Michel Rocard, lui avait commandé en décembre. Ce rapport contient quinze propositions très concrètes destinées à accélérer la construction de l'Europe des citoyens.

Le 1<sup>er</sup> juillet, la présidence de la Communauté européenne reviendra, pour six mois, à la France. D'ores et déjà, on connaît les grands dossiers que Paris s'attachera à faire progresser : union monétaire, harmonisation de la fiscalité indirecte, Europe sociale, etc. Aussi essentiels soient-ils, ces dossiers ne contribueront en rien à l'amélioration de l'image technocratique de la Communauté.

Comment rendre moins abstraite la « machine » bruxelloise ? Comment les Français pourraient-ils, le temps de cette présidence, contribuer à faire en sorte que l'Europe devienne une réalité dans la vie quotidienne des citoyens des Douze ? Vastes questions auxquelles M. Fuchs répond en formulant quinze propositions dont certaines ont, certes, valeur de symbole, mais dont les autres supposent, si elles étaient suivies d'effet, que la France fasse de grands pas en avant.

Ainsi, M. Fuchs suggère-t-il que Paris donne un coup de poing au dossier sur les élections locales. La Commission de Bruxelles et le Parlement européen sont tombés d'accord sur le projet de directive qui donnerait aux ressortissants communautaires le droit d'être électeurs et éligibles pour les élections municipales de leur lieu de résidence. Il revient maintenant au conseil des ministres des Douze d'entériner cette directive. Pourquoi ne le ferait-il pas au cours de la présidence française ? C'est du moins ce que laisse entendre le rapport, qui suggère par ailleurs l'extension du droit de vote et d'éligibilité aux ressortissants de la Communauté à l'occasion des élections européennes.

M. Fuchs propose également d'offrir aux jeunes la possibilité de remplacer leur service national par un service civil, de coopération, voire même militaire qu'ils effectueraient dans un pays de la communauté autre que le leur. Si l'idée paraît utopique en ce qui concerne le service militaire, pour ce qui est de la coopération, des contacts ont déjà eu lieu à ce sujet.

Autre proposition : la création d'un statut européen des associations. Pour l'instant, les associations regroupant des membres de plusieurs pays de la Communauté sont réduites à se placer sous un statut national, mais le Parlement européen a élaboré un projet de statut d'association européenne.

Des mesures symboliques

Selon M. Fuchs, la France pourrait également « pousser » à la création d'une carte d'assuré social européen. Jusque-là, chaque citoyen est couvert par la législation de l'Etat dans lequel il travaille et peut bénéficier, pour un déplacement de moins de trois mois, de la sécurité sociale du pays de séjour, à condition d'avoir rempli un formulaire spécial. La carte européenne donnerait droit, pour une durée de six mois à un an, à la couverture des soins dans tous les pays de la Communauté.

Le rapport évoque aussi la possibilité de créer un comité européen de la consommation, instance paritaire qui réunirait les organisations de consommateurs et les producteurs et qui aurait plus de poids que le comité consultatif existant.

Et pourquoi ne pas organiser des « classes 92 » et des « classes de découverte européennes », destinées aux enfants du secondaire et du primaire ? Ou encore, en attendant la libre circulation des personnes prévue pour le 1<sup>er</sup> janvier 1993, accorder, dès aujourd'hui, le droit au séjour à l'ensemble des ascendants et descendants de résidents appartenant aux pays de la Communauté ?

Parmi les mesures symboliques, le rapport propose l'instauration d'une fête européenne (qui aurait lieu lors d'un jour férié commun à l'ensemble de la Communauté) : la création d'une académie européenne qui attribuerait des prix annuels (en cuisine, littérature, musique...) ; la mise en place de championnats communautaires pour les sports d'équipe et de « jeux triangulaires » entre la communauté, les Etats-Unis et l'URSS ; la création d'un Euroloot et d'une « carte jeunes » européenne donnant droit aux avantages déjà consentis par les cartes nationales des différents pays.

Autant de suggestions, désormais entre les mains du premier ministre... M. Rocard n'est certes pas seul maître à bord, d'autant que les difficultés à surmonter sont multipliées par douze. Mais c'est à lui de jouer et de faire la preuve, ou non, que l'Europe qu'il souhaite n'est pas uniquement économique.

MARIE-PIERRE SUBTIL.

**Lire aussi**

- La préparation des élections européennes... pages 8-10
- L'unification des taux de crédit à partir de 1996 page 28

- Les étrangers ressortissants de la CEE pourront être candidats le 18 juin en Italie. — La Cour constitutionnelle italienne a rejeté le recours présenté par un juge de paix, et a donc donné le feu vert aux candidats non italiens aux élections européennes du 18 juin Le Monde du 6 mai, 8-9 en apriori, jeudi 1<sup>er</sup> juin, de sources judiciaires. (AFP).

- Congrès de l'Union des avocats européens. L'Union des avocats européens organise à Madrid, du 22 au 24 juin, un congrès autour du thème « Le cabinet de l'avocat à l'heure du marché unique ». Au programme : l'avocat d'entreprise dans la CEE ; la fiscalité et la pratique des honoraires, etc. Renseignements à l'IAE, à Luxembourg, au (19-352) 47-38-86.

- Air France pour l'Europe. — Le président d'Air France a décidé que les avions de la compagnie nationale porteraient sur leur empennage les douze étoiles, symbole de la Communauté économique européenne.

# AGENDA IMMOBILIER

**COTE D'AZUR**

**DOMAINE PRIVE DU CAP BENAT**  
140 hectares de privilèges

Terre rare...

Dernière chance d'acquies à 5 km du Luridan, face aux îles d'Or, l'un des plus beaux terrains constructibles... protégé à tout jamais au cœur d'un parc de 140 hectares, classé, privé, gardé toute l'année.

Documentation réservée. Pour la recevoir, adressez aujourd'hui même votre carte de visite à : POSIDONIA - Département vente, Domaine privé du Cap Bénat, 83230 BORMES-LES-MIMOSAS, ou téléphoner à M. JEANNOT au 94-71-27-28. Télécopie : 94-64-85-05.

**COFORD**

**SEITE LA VENISE LANGUEDOCIENNE**

PORT-SAINT-CLAIR : entre plage et port.

**345 000 F\***  
Tél. (7) 42 61 39 79

Gestion ou garantie locative IMMOVAC  
Vente 3 pièces + loggia + cuisine équipée.  
Cupon à retourner à COFORD : 31, av. de l'Opéra - 75001 PARIS

NOM : \_\_\_\_\_ TEL. BUREAU : \_\_\_\_\_

ADRESSE : \_\_\_\_\_ SC

**A VALESCURE ST RAPHAEL**

**Bouygues Loisirs**

Au cœur du nouveau golf international, Bouygues Loisirs construit entre les trous 12 et 131 4 petites immeubles avec des studios, des 2 et 3 pièces autour d'une piscine privée. Renseignements et vente sur place :  
Avenue du Golf (ex 015) 83700 Valescure.  
Tél. (16) 94 82 44 51

Pour recevoir une documentation gratuite, envoyer un bon à Bouygues Loisirs :  
29, rue Pasteur - 06471 NICE.

Nom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Tél. : \_\_\_\_\_

# GRAND CONCOURS

## COMMANDEZ VOS NUMEROS MANQUANTS

Cocher les numéros des vignettes qui vous manquent. Nous vous ferons parvenir les numéros correspondants en franco de port.

N°1 4,50 F 23 MAI	N°2 4,50 F 24 MAI	N°3 4,50 F 25 MAI	N°4 4,50 F 26 MAI	N°5 4,50 F 27 MAI	N°6 4,50 F 28-29 MAI
N°7 4,50 F 30 MAI	N°8 4,50 F 1 JUIN	N°9 4,50 F 2 JUIN	N°10 4,50 F 3 JUIN		

NOM : \_\_\_\_\_ PRENOM : \_\_\_\_\_

ADRESSE : \_\_\_\_\_

CODE POSTAL : \_\_\_\_\_ LOCALITE : \_\_\_\_\_

Envoyez ce bon de commande avec votre règlement de tout des exemplaires commandés à : Le Monde, service des ventes au numéros, 7, rue de Valenciennes, 75009 Paris.



# Ya-t-il des carburants meilleurs que d'autres ?

## Bonne question.

**U**ne question qui paraît tellement embarrasser les grandes surfaces qu'elles multiplient ces jours-ci les pages de publicité sur ce thème.

Le consommateur peut les remercier d'avoir souligné les différences qui existent entre les carburants.

Pour notre part, nous tenons à les remercier d'avoir confirmé l'exceptionnelle qualité des produits Total.

Néanmoins, voici quelques informations qu'il serait dommage d'oublier dans le cadre de ce grand débat d'été :

1. Quand le super des grandes surfaces est acheté chez nous, c'est évidemment un bon produit. Pourvu qu'il soit vendu propre et sans mélange, il reste un bon produit.
2. Malheureusement, le super vendu par les grandes surfaces est bien souvent d'importation : il ne présente alors pas toujours les mêmes garanties de qualité que notre Super.
3. Le Super distribué dans nos stations est de toutes façons meilleur car il comporte des additifs de protection du moteur, qui font l'objet de contrôles officiels et sont ajoutés dans les raffineries et dépôts régionaux spécialement pour nos stations.
4. A partir du 1er juillet 1989, le Super sans Plomb 98, Total Premier, homologué et recommandé par Citroën, sera en vente dans nos stations. Il bénéficiera d'une chaîne de qualité garantissant sa pureté, de la raffinerie à la station. Il sera bien entendu à la disposition de toutes les grandes surfaces qui afficheront clairement la marque Total sur leurs pompes.

Avec la marque clairement affichée, le consommateur pourra enfin choisir en connaissance de cause son carburant, comme les autres produits qu'il achète tous les jours. C'est cela, la vraie concurrence.

Ne laissons pas cette vague de cacophonie publicitaire noyer le poisson. La qualité restera toujours la qualité.



VOYAGEZ MIEUX SUR TOTAL.

ملئنا من الأصل



# Économie

## Un entretien avec M<sup>me</sup> Carla Hills, représentant de la Maison Blanche pour le commerce international

« Je souhaite que toutes les restrictions soient ramenées à zéro »

Mince, élégante, le visage sévère parfois illuminé d'un sourire éclatant, Mme Carla Hills vient de subir l'épreuve du feu des rencontres internationales, lors de la conférence ministérielle de l'OCDE, à Paris. Juriste brillante, il lui a fallu se familiariser, depuis sa nomination comme représentante de la Maison Blanche pour le commerce international, en février dernier, avec des dossiers aussi touffus que sensibles. Il lui faut surtout endosser et défendre une politique commerciale qui inquiète et irrite les partenaires de Washington. Est-elle persuadée de la solidité de cette cause ?

Face aux accusations d'unilatéralisme et de protectionnisme qui fusent, Mme Hills s'attache, dans un registre tenant plus de la plaidoirie que de la diplomatie, à convaincre ses interlocuteurs du bien-fondé de la loi américaine sur le commerce, adoptée en août 1988 et surtout de sa « section super 301 » qui ouvre la voie à des représailles américaines si les pays soupçonnés de pratiques commerciales déloyales n'acceptent pas de s'amender. Une première « liste noire » a été publiée, jeudi 25 mai. Au banc des accusés, le Japon, l'Inde, le Brésil. Une attitude qui va à l'encontre des principes mêmes du commerce mondial régi par le GATT. Mme Hills s'en défend farouchement et tente d'expliquer comment, en ouvrant les marchés par tous les moyens, elle cherche en fait à faire avancer la cause multilatérale.

« La section super 301 a joué les vedettes de la conférence ministérielle de l'OCDE. Pensez-vous avoir convaincu vos interlocuteurs qu'il ne s'agit pas, de la part des États-Unis, d'une dangereuse politique unilatérale ?

« J'ai essayé de leur expliquer que la façon dont nous mettons en place ce dispositif vise un objectif multilatéral pour développer le commerce et les marchés, partout dans le monde. Dans les déclarations, j'ai cru déceler un certain amalgame entre protectionnisme et unilatéralisme. Pourtant, les priorités que nous avons identifiées pour négocier bilatéralement avec nos partenaires et obtenir l'ouverture de leurs marchés entrent toutes dans la discussion multilatérale de l'Uruguay Round. Les restrictions d'importations dont nous voulons discuter avec le Brésil entrent dans ce cadre, les barrières à l'investissement et la fermeture du secteur des assurances en Inde, aussi.

« Les Japonais refusent officiellement de discuter sous la contrainte de la section super 301. Vous leur proposez de négocier, dans un comité de haut niveau, d'ajustements structurels bilatéraux. Comment concilier les deux ?

« Nous avons eu en plusieurs rencontres intéressantes avec eux et nous nous retrouverons dans un cadre bilatéral sur les problèmes structurels. Les Japonais ont pris conscience que nous voulons progresser dans un esprit multilatéral. Les sujets les plus importants, pour nous, sont l'ouverture des marchés publics, en particulier les satellites, les super-ordinateurs. Il existe également un problème de norme, notamment pour les produits forestiers. Je ne pense pas que le Japon ait été surpris de notre attitude. Nous discutons de ces sujets depuis plusieurs mois déjà.

« Les Japonais ont pourtant déjà réalisé des progrès et ouvert leurs frontières ces dernières années... »

« C'est un fait. Ils importent davantage. Mais cette ouverture, en termes de pourcentage, leur référence préférée, joue sur de faibles marges. Je ne pense pas que le système actuel puisse tolérer que le deuxième marché mondial importe si peu. Quand on regarde les statistiques, on voit que les achats du Japon représentent 25 % de ceux de la CEE. C'est très faible pour une économie aussi industrialisée. S'ils exportent comme une super-puissance mais n'importent pas dans les mêmes proportions, ils créent une énorme distorsion dans le système multilatéral des échanges.

« Quelle serait votre réaction si un autre pays vous appliquait l'équivalent de la section super 301 ?

« Tout dépend de ce que comporterait la liste des produits visés et de quels pays elle émanerait. J'ai cru comprendre que la CEE en a dressé une.

« Mais la CEE n'envisage pas de représailles.

« Nous n'avons pas dit que nous allions recourir à des représailles. Nous avons dit que nous voulions négocier. Dans l'esprit du Congrès, la décision de représailles sera discrétionnaire. On ne peut les exclure, mais pour l'instant ce ne sont que des spéculations. Il faut partir de l'idée que les États-Unis sont le marché le plus ouvert, le plus libre, le plus accessible au monde. Le plus vaste aussi. Vous pouvez prendre les secteurs les plus protégés du marché américain, la sidérurgie par exemple. Nous importons 200 % de plus que le Japon en dépit de nos propres restrictions, un tiers de plus que la CEE. Prenez le textile, nous achetons 200 % de plus à l'étranger que les Européens ou les Japonais. Ces statistiques sont exactes. Ce serait extraordinaire que les Européens ou les Japonais demandent aux États-Unis de réduire des barrières douanières qui sont plus basses que les leurs. Nos marchés sont grands ouverts, transparents. Nous le disons aux Japonais.

### Le marché le plus ouvert

« Une récente étude fait état d'une progression de 23 % des barrières non tarifaires durant la présidence de M. Reagan. Peut-être le pire a-t-il été écrit par la lutte menée par Ronald Reagan contre les pressions protectionnistes du Congrès... Mais pensez-vous faire mieux ?

« Nous partions d'un niveau minimum. Comparé aux autres marchés, celui des États-Unis reste le plus ouvert même si des barrières non tarifaires ont été relevées. Vous faites clairement allusion à l'acier. Or dans ce secteur, nous importons deux fois plus que les autres pays. Je ne refuse pas la discussion. Je souhaite que toutes les restrictions commerciales soient ramenées à zéro. À ce titre nous avons joué un rôle de pointe. Prenons l'agriculture dans le cadre de l'Uruguay Round. L'Europe s'est montrée très rigide et a refusé de s'engager à éliminer les distorsions aux échanges. C'est pourquoi la réunion ministérielle de Montréal, en décembre 1988, a capoté.

« Maintenant nous cherchons à réduire de façon substantielle et progressive les subventions. J'espère que nous y parviendrons pour le plus grand bien des consommateurs du monde entier. Mais il serait étonnant de prétendre que les États-Unis ne jouent pas les leaders dans l'ouverture des marchés en raison de leurs barrières commerciales alors que celles-ci sont minuscules comparées à celles de leurs grands partenaires. Si nous n'avions assuré un leadership en ce domaine depuis trente ans au sein du GATT, les bar-



rières douanières mondiales n'auraient jamais été diminuées. Nous le maintiendrons pour améliorer le système multilatéral.

« Ne pourriez-vous le faire de façon plus... multilatérale, sans accuser des pays particuliers et menacer de les punir ?

« Nous ne portons pas de jugement sur les barrières commerciales de nos partenaires, nous voulons discuter pour les réduire. Par le passé, quand nous avons négocié, avec succès, sur la base de la section 301, tout le monde en a bénéficié. Les Australiens ont, autant que les Européens américains, profité de la libéralisation des règles japonaises sur le bœuf. On pourrait allonger la liste avec les agrumes, le cuir, les chaussures.

« Si chaque pays se lançait dans le même type d'opérations unilatérales, que resterait-il du GATT ?

« Si les pays restaient dans le cadre du GATT, négociant au sein du GATT, je ne verrais pas d'inconvénient à ce que l'Europe discute avec le Japon pour en ouvrir le marché grâce à des mesures bénéfiques pour tous. À partir du moment où les secteurs visés auraient été choisis sur une base unilatérale, je dirais bravo à tous ceux qui parviendraient, sur une base bilatérale, à une libéralisation des échanges.

« Même au prix de représailles ?

« Qui parle de représailles ? Vous mettez la charrette avant les bœufs et minimisez les vertus de la négociation. Vous ignorez les leçons de l'histoire : la négociation a permis d'ouvrir des marchés. On ne peut crier au loup s'il n'existe pas. Si, comme je l'espère, les discussions sont couronnées de succès, il sera inutile de recourir à des représailles.

« Si le dollar reste fort, le déficit commercial pourrait ne plus se résorber. Ne craignez-vous pas l'impasse du Congrès et de nouvelles pressions protectionnistes dommageables à votre volonté de négocier ?

« Le déficit commercial s'explique par des facteurs macro-économiques qu'il ne m'appartient pas de juger. Vous avez raison de dire que ce déficit inquiète et gêne un courant protectionniste. Mais, pour le moment, il diminue et le programme du président Bush prévoit la poursuite de ce redressement. S'il augmente, ce que je ne crois pas, il nous reviendra de nous attaquer à ses causes par les instruments de politique économique appropriés. Les barrières commerciales n'en font pas partie. Sur ce terrain, lorsque les discussions s'enlèvent ou risquent de ne pas atteindre leur but, dans le cadre multilatéral, nous en parlons avec nos partenaires, individuellement. Nous respectons l'esprit de l'Uruguay Round pour mieux en atteindre les objectifs.

### Favorable à la déréglementation

« Quels sujets vous semblent les plus épineux avec l'Europe ?

« Il y en a une demi-douzaine environ. La directive qui stipule, dans le cadre de la création d'un marché unique, qu'un pourcentage de production locale devra être garanti dans les programmes télévisés, m'inquiète particulièrement. C'est une grave erreur d'adopter des règles qui excluent les films de bonne qualité. Cela s'apparente à de la censure. Notre marché, à nous, est entièrement ouvert. Nous sommes également inquiets de la manipulation des règles d'origine permettant d'exclure certains produits par le biais du contenu local. Un autre problème important est celui des aliments pour bétail. Là encore, les directives européennes paraissent discriminatoires plus que concurrentielles.

« Vous redoutez une « forteresse Europe » ?

« Je suis très optimiste de nature, et fondamentalement favorable à la déréglementation. Chaque fois que l'on abaisse les barrières entre les Douze, c'est un acte de déréglementation. Mais je redoute certaines directives discriminatoires et reste vigilante. Les discussions bilatérales que j'ai eues avec certains ministres de la Communauté ont paru satisfaisantes sur le sujet de la « réciprocité » dans le domaine des services financiers, par exemple. En revanche, d'importants problèmes demeurent comme pour la viande aux hormones. Nous n'avons pas pu former un panel pour prouver qu'il n'existe aucune base scientifique aux affirmations de la Communauté sur le caractère néfaste des hormones (pour la santé). En attendant qu'un groupe de travail mixte rende prochainement ses conclusions, de gros contingents de bœuf américain ne peuvent plus être acheminés vers l'Europe.

« L'administration Bush est favorable au libre-échange. Cela exige de nos partenaires qu'ils favorisent cette option, car notre marché ouvert le prouve. Notre bonne volonté est phénoménale... »

Propos recueillis par FRANÇOISE CROUGNEAU et FRANÇOISE LAZARE.

BILLET

## La lutte contre l'inflation Liberté surveillée pour les constructeurs automobiles

M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget, veut rencontrer MM. Lévy et Calvet, présidents de Renault et de Peugeot, pour s'entretenir avec eux du relèvement de leurs prix et les inviter à faire preuve de la plus grande sagesse (nos dernières éditions du vendredi 2 juin). On comprend, certes, que le grand argentier veuille maîtriser l'inflation, souci commun à la majeure partie des pays occidentaux. Mais on pouvait raisonnablement penser que, dans l'Europe d'aujourd'hui, la fixation de leurs prix par les constructeurs d'automobiles relevait strictement de leur politique commerciale, en fonction de leur gamme de modèles et de l'appréciation de la concurrence étrangère sur tel ou tel créneau. En France, il semble bien que ce ne soit pas le cas.

F. R.

## M. Fauroux défend le dossier Renault devant la Commission européenne

BRUXELLES (Communautés européennes) de notre correspondant

« Je suis raisonnablement optimiste quant aux chances d'aboutir à un accord », a déclaré M. Roger Fauroux, ministre français de l'Industrie, à l'issue de son entretien, jeudi 1<sup>er</sup> juin, avec Sir Leon Brittan, commissaire européen chargé des affaires de concurrence sur le dossier Renault. Dans l'entourage de Sir Leon, si l'on admet que « des progrès ont été réalisés sur le plan juridique », on se montre circonspect au sujet du respect par la Régie de ses engagements en matière de restructuration industrielle.

Bruxelles insiste sur l'historique de l'affaire. En mars 1988, M. Alain Madelin, le prédécesseur de M. Fauroux, avait promis — en contrepartie de l'effacement de la dette de 12 milliards de francs — de supprimer le statut de Régie à Renault et de réduire de 25 % les capacités de production du groupe.

### Pas de modification du statut

Sur le premier point, M. Fauroux a rappelé clairement qu'il n'était « plus question de modifier le statut de Renault ». Toutefois, le ministre s'est engagé à apporter des « retouches juridiques » sous forme de décret afin d'aller à la rencontre des souhaits de Bruxelles. Il s'agit de donner toutes les garanties nécessaires à la Commission sur les conditions de fonctionnement de Renault,

à savoir que la Régie sera soumise aux lois communes régissant les sociétés commerciales. Encore, M. Fauroux a-t-il estimé « impensable que Renault soit un jour en situation de liquidation ».

L'aspect industriel du dossier apparaît plus délicat. Le ministre marque sa « conviction que la France a satisfait aux exigences de la Commission », même si une conjoncture beaucoup plus favorable qu'il y a deux ou trois ans a conduit les responsables de la Régie à « remodeler le plan de restructuration ».

De son côté, Bruxelles rappelle que son souci est de trouver toujours un équilibre entre le bénéficiaire de l'aide et ses concurrents. L'endettement communautaire fait valoir, en outre, que le soutien de l'Etat a été effacé, en 1984 et 1985, et a permis à Renault, alors que la situation du marché européen de l'automobile était des plus difficiles, de maintenir des capacités de production de manière artificielle. Bruxelles considère qu'après tout Renault pourrait demander la renégociation du plan de réduction, mais en acceptant son corollaire : une diminution comparable de l'aide de 12 milliards. À ce stade, M. Fauroux, qui n'a aucune envie de remettre l'ensemble du dossier à plat, conclut cette énumération :

« Les autorités françaises doivent transmettre à Bruxelles d'ici deux mois les documents demandés sur les deux volets de la négociation. Les divergences ne sont pas substantielles ».

MARCEL SCOTTO

### A partir de 1996

## Le calcul du taux du crédit à la consommation sera unifié en Europe

Les banques françaises devront changer leur mode de calcul des taux, mais un délai de six ans leur est imparti.

Demi-défaite ou demi-victoire pour M<sup>me</sup> Véronique Neiertz ? Les ministres de la consommation des douze pays de la Communauté, qui ont planché, jeudi 1<sup>er</sup> juin, à Luxembourg sur la directive concernant la création d'un taux d'intérêt commun en matière de crédit à la consommation, n'ont pas arrêté en faveur de la méthode de calcul dite « progressive » pratiquée par les banques françaises. Ils ont au contraire choisi la méthode dite « équivalente » (1), défendue par les pays anglo-saxons. Voilà la demi-défaite.

En revanche, une période transitoire de six ans a été laissée aux pays membres qui pratiquent la méthode « progressive » — c'est-à-dire à la France — pour s'adapter. Les calculs de taux ne seront unifiés qu'à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1996. Voilà la demi-victoire.

« Progressive » ou « équivalente », ces chimérisques mathématiques financières ont-elles un sens pour le consommateur ? Oui, car selon que l'une ou l'autre méthode est choisie, les taux d'intérêt affichés peuvent varier de plusieurs points. Une mensualité de 2000 F due pour l'achat d'une automobile pourra représenter un taux de 18 % selon la méthode française ou de 20 % à 21 % selon la méthode anglaise. Et plus le mouvement général des taux s'élève, plus l'écart s'accroît. Les économistes s'accordent cependant à considérer la méthode équivalente comme plus représentative du coût réel d'un crédit. Le choix des ministres européens va donc dans le sens d'un peu plus de clarté pour le consommateur.

Si la directive européenne était à effet immédiat, on assisterait donc à

une remontée générale des taux en France. Ce qui n'arrangerait pas spécialement les affaires de M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances. Deuxième conséquence, il faudrait que le Parlement réforme de toute urgence la loi bancaire de 1984, qui fixe les modalités du calcul du taux de l'usure. Ce taux, qui équivaut à deux fois le taux du marché obligataire, fixe le plafond légal du coût du crédit aux services de 39 % aujourd'hui. Renforcer les taux du crédit à la consommation selon la méthode équivalente créerait donc immédiatement le plafond de taux de l'usure. L'habileté de M<sup>me</sup> Neiertz a été de négocier un délai suffisamment long pour permettre aux banques de s'adapter au nouveau.

M<sup>me</sup> Véronique Neiertz a également obtenu que les « perceptions forfaitaires » (ou frais de dossier) puissent être exclus provisoirement du taux unifié européen. À l'origine, la Commission avait opté pour une liste « négative » des éléments qui composent le coût du crédit à la consommation, c'est-à-dire une liste d'éléments à exclure absolument du calcul du taux d'intérêt. Bien qu'il ait été prévu que les perceptions forfaitaires soient réintégrées dans ce calcul, M<sup>me</sup> Neiertz semble avoir réussi à les en exclure au moins jusqu'à fin 1995. Ce qui permettra aux sociétés financières de ne pas afficher des taux factuels trop élevés pendant six ans.

Le projet de directive n'est cependant pas au bout de ses peines puisque'il doit être soumis au nouveau Parlement européen.

Y. M.

(1) La méthode « équivalente » tient compte de l'intérêt perdu par le client s'il avait placé la même somme chaque mois.

### La conférence ministérielle de l'OCDE

## Les États-Unis sur la défensive

Seule trace de cette polémique dans le communiqué final, les États-Unis sont indirectement épinglés par la phrase dénonçant l'« unilatéralisme » et le « bilatéralisme », une menace pour les règles du GATT et les négociations commerciales multilatérales de l'Uruguay Round. La CEE est égarée — à la demande japonaise — par le passage sur « les domaines du dumping » et le Japon se voit nommément appelé à faire un effort pour libéraliser ses services financiers. Mais à l'issue de la réunion l'impression prévalait, chez les partenaires de Washington, que leur groupe avait porté : « A moins de très fortes pressions du Congrès, les menaces américaines de représailles contre les mauvais élèves désignés du commerce devraient rester verbales », estimait un participant.

Ces menaces pourraient malgré tout influencer les relations nippo-américaines. Tout en dénonçant la « section super 301 » comme illégale au regard du GATT, inefficace et psychologiquement contre-productive, le responsable du

Le dossier commercial est venu pimenter les débats, par ailleurs très « plats », selon un participant, de la conférence ministérielle de l'OCDE qui s'est déroulée à Paris, le 31 mai et le 1<sup>er</sup> juin. Publiée quelques jours avant la conférence, la liste des pays jugés déloyaux par les États-Unis et visés par la « section 301 » de la loi sur le commerce a provoqué une véritable levée de boucliers des partenaires de Washington, qu'ils soient directement mis en accusation, comme le Japon, ou pour le moment épargnés, comme la CEE. (Voir ci-dessus l'entretien avec Mme Carla Hills.)

département Amériques du ministère du commerce international et de l'industrie (MITI), M. Takeshi Iisawa, a admis, à Tokyo, jeudi 1<sup>er</sup> juin, la nécessité d'engager « des discussions structurelles très constructives » avec les États-Unis. À l'issue d'une rencontre avec des responsables américains, M. Iisawa a souhaité « aboutir à des actions concrètes, au moins à la fin de cette année ».

Le débat commercial est loin d'être clos. S'il n'a pas donné lieu à de vifs échanges, celui sur les moyens de lutter contre les déséquilibres en conjuguant les

armes monétaire et budgétaire reste totalement ouvert. Les Américains demandent toujours aux Japonais et aux Allemands une plus vive croissance. La RFA attend toujours des Américains qu'ils en fassent avec leur laxisme budgétaire et ne fassent plus porter sur la seule Réserve fédérale le poids de l'assainissement économique. La nervosité autour du dollar, ces derniers jours, a pourtant confirmé l'urgence d'une concertation internationale solide.

Sur ce point, le ministre néerlandais des finances, qui préside également le comité intérimaire du FMI, M. Ono Ruding, laissait percer un certain désenchantement :

« Le groupe des Sept » — auquel les Pays-Bas n'appartiennent pas — a perdu de sa force depuis les accords du Louvre de février 1987 sur la stabilisation des grandes monnaies. Comment convaincre les marchés par des interventions dites concertées mais dont se dégage, selon les moments, les États-Unis, le Japon ou la RFA ? Un constat de fragilité préoccupant. Les interventions ne constituent qu'un action coordonnée pour réduire les déséquilibres économiques, rappelle M. Ruding. Et en ce domaine, la conférence de l'OCDE n'a fait que confirmer un diagnostic commun mais des appréciations très diverses et nationales sur les moyens de limiter les risques inflationnistes ou les déséquilibres de balances de paiements.

En outre, le conseil a renouvelé pour une seconde période de cinq ans le mandat du secrétaire général de l'OCDE, M. Jean-Claude Pons. Cette décision prendra effet à partir du 30 septembre 1989.

F. Cr.



# Économie

## AFFAIRES

Contestation autour du contrat avec l'Irak

### Dassault « prospecte », mais ne négocie pas...

Dassault a-t-il renoncé à vendre pour 22 milliards de francs de Mirage 2000 à l'Irak? Il y a un mois, le vice-président du groupe affirmait que ce contrat était pratiquement acquis. Le 1<sup>er</sup> juin, Dassault faisait savoir dans un communiqué que la négociation n'était pas engagée.

Entre ces deux dates, que s'est-il passé? Cette « non-négociation » a déclenché un tir de barrage des experts financiers de l'administration française insistant qu'on ne pouvait ouvrir de nouvelles lignes de crédit — risquées — à Bagdad tant que le contentieux sur la dette irakienne ne serait pas réglé. Des réactions dont l'article du Monde (nos éditions du 2 juin), se faisait l'écho.

Revenons sur les faits. Le 27 avril dernier, le vice-président de Dassault, M. Hugues de l'Estelle, en visite à Bagdad à l'occasion du Salon de l'armement, affirme à l'AFP que sa firme avait « trois chances sur quatre » de remporter un contrat de vente à l'Irak d'une cinquantaine de ces fiers avions. Une déclaration jamais démentie par la firme.

Ce même jour, dans l'euphorie du Salon, probablement, le ministre irakien de l'industrie, M. Hussein Kamel, annonçait que son pays « négocierait un contrat d'achat de Mirage 2000 ou d'appareils similaires ». Jeudi 1<sup>er</sup> juin, à la suite de l'article du Monde faisant état dudit contrat, la société Dassault publiait un communiqué où elle « s'alarme » de ces informations et affirme que « cette négociation n'est pas engagée et ne saurait, bien entendu, l'être, qu'avec l'accord du gouvernement français ».

Il faut qu'une négociation soit ouverte ou fermée. Dans le cas d'espèce, il semble que la firme aéronautique n'ait obtenu des services dépendants du premier ministre, qui supervisent ce genre d'exportations, qu'une simple « autorisation de prospecter ».

Nuance importante. Mais quand il s'agit d'un contrat représentant trois fois les exportations militaires de Dassault en 1988, il est tentant de brûler les étapes.

Entre les pourparlers de Dassault à Bagdad — « prospection » — et

« négociation » — et la signature du contrat, il ne restait finalement dans la vision traditionnelle des représentants du complexe « militaro-industriel » qu'une formalité à remplir : l'autorisation des « fonctionnaires ».

#### Se faire rembourser

Une fois n'est pas coutume, celle-ci ne fut pas accordée. Comme le montre le document que nous publions ci-contre, la note était par trop salée pour l'argent du contribuable. L'octroi de nouveaux crédits à l'Irak, amenant un quasi-doublement de la dette de ce pays vis-à-vis de la France, était d'autant plus malvenue que Paris essaye vainement de se faire rembourser.

Reste à savoir ce qu'il va advenir de ce fameux contrat qui représente plus de deux ans de plan de charge pour Dassault au moment où la firme connaît de sérieuses difficultés.

A en juger par les réactions embarrassées de Dassault, le fameux « complexe militaro-industriel » pourrait connaître cette fois-ci un de ses premiers revers cinglants. Plus généralement cette réaction de l'administration pourrait annoncer une position plus ferme sur les contrats passés avec les pays à risque. Les sinistres de l'assurance export ont coûté, en 1988, plus de 10 milliards de francs au budget. Chez Bouygues, Thomson ou chez les autres grands « contractants », on aura compris l'avertissement.

DIÉRIE POURQUERY.

### L'opposition de l'administration

Nous publions ci-dessous la note confidentielle rédigée par l'administration sur les « contrats à l'exportation (Irak...) » du groupe Dassault. Cette note fait partie d'une étude de onze pages consacrée aux effets sur l'économie française et le budget de l'Etat des grands contrats pris sur des pays peu solvables.

« La prise de commandes de Mirage-2000 dans des pays peu solvables, avec la garantie de la COFACE, serait la pire des solutions aux problèmes de plan de charge de Dassault. »

« Pour répondre au problème de plan de charge d'AMBA, on peut en effet être tenté de se tourner vers les seuls marchés qui semblent, à ce jour, accessibles pour Dassault (exemple : Irak — une cinquantaine de projets d'unités de fabrication) ; il s'agit dans tous les cas de pays peu solvables, ayant déjà demandé ou obtenu un rééchelonnement de leur dette, et pour lesquels les perspectives de remboursement sont extrêmement limitées. »

« Une telle solution serait désastreuse tant sur le plan de la balance des paiements que sur les plans budgétaire et industriel : »

1. Elle équivaudrait en effet, avec un degré de probabilité élevé, à un transfert gratuit de ces appareils à des pays étrangers : à la limite, mieux vaudrait les garder pour l'armée française ;

2. Même en ne retenant qu'un taux de risque de 50 % (optimiste, compte tenu de la situation des pays évoqués et de l'indemnisation des intérêts payés), les vingt appareils nécessaires annuellement pour combler le plan de charge et maintenir mille cinq cents emplois représentant un risque de coût budgétaire de l'ordre de 4 milliards de francs par an : le coût annuel du maintien de l'emploi chez Dassault dépasserait ainsi, considérablement, les coûts qui avaient été jugés prohibitifs hier dans la construction navale ou la sidérurgie. Cet effort devrait être renouvelé pendant plusieurs années, au moins jusqu'à l'arrivée à maturité du programme Rafale. »

### M. Cariès va prendre la tête du CIC

Poète et banquier

C'est désormais acquis : M. François Cariès, conseiller depuis dix-huit mois de M. Jean Saint-Geours, président de la Compagnie financière de Crédit Industriel et Commercial (CIC), va le remplacer. M. Saint-Geours devrait très vraisemblablement succéder à M. Jean Farge à la tête de la Commission des opérations de Bourse (COB).

Le départ de M. Saint-Geours était attendu : âgé de soixante-quatre ans, il devait prendre sa retraite dans un an. Surtout, il ne voulait en aucune façon rester le président d'un organisme contrôlé désormais à 51 % par la compagnie d'assurances GAN, dont le président, M. François Heilbronn, ne jouit absolument pas de sa sympathie.

M. Cariès était le candidat de M. Saint-Geours, qu'il secondait étroitement depuis le début de 1988, avec, pour référence, une déjà longue carrière bancaire. Né en 1927 à Montpellier, ancien élève de l'ENA, inspecteur des finances, M. François Cariès a commencé sa carrière dans l'assistance aux pays en développement : il fut notamment conseiller technique au cabinet de M. Georges Corne, ministre de la coopération, puis de M. Raymond Triboulet, son successeur. En 1968, il quitte la fonction publique pour entrer dans le groupe Rothschild. Directeur général de la Compagnie du Nord, holding de ce groupe, il est, ensuite directeur général de la Banque Rothschild de 1973 à 1978, date à laquelle il se brouille avec M. Guy de Rothschild et son fils David, pour des raisons dont certaines sont demeurées obscures (il n'est pas facile d'être grand commis dans un groupe familial).

M. Cariès se réfugie alors à la petite banque Stern, pour y demeurer quatre ans. A la mi-1982, la gauche le nomme PDG de la Banque de l'Union européenne, banque d'affaires rattachée au groupe du

CIC, nouvellement nationalisé, poste qu'il devra quitter en septembre 1986, après le retour de la droite et rester ensuite « en réserve », jusqu'à ce que la même gauche le choisisse pour le CIC.

Raffiné, très intelligent, trop sûr certains, au point de paraître dilettante, M. Cariès n'a cessé d'écrire : *Trois Poèmes* (1952), *Aux pieds du vent du Nord* (Gallimard 1982), *Le marcheur d'Eden* (Obsidiane 1987), *Mauvaise Vie* (1988).

#### En quête d'un nouvel équilibre

Le voit maintenant à la tête du quatrième groupe de banques commerciales françaises et... d'une masse de problèmes avec onze filiales régionales de qualité fort inégale et de taille trop souvent insuffisante, dont les présidents vont être soumis à renouvellement ou remplacés. Parmi elles, le CIC d'Ile-de-France, qui a affiché pertes sur pertes en 1987 et 1988 et qui, après une difficile et douloureuse réorganisation et d'importantes cessions d'actifs, devrait redevenir bénéficiaire en 1990. Le sort de M. Jean-René Bernard, son président, est en balance. Diplômé d'origine, nommé par M. Balladur en septembre 1986, il serait à la recherche d'une ambassade et on parle pour lui d'un successeur de M. Jean-Pierre Aubert, nommé récemment conseiller d'Etat et ancien président du CEPME.

En fait, depuis des années, constellée de banques régionales, le CIC est en quête d'un nouvel équilibre, prenant comme cibles privilégiées les PME et les particuliers, sur un terrain, hélas, que toutes les banques se disputent.

Ajoutons à cela l'approche de l'échéance de 1993 et de la grande compétition européenne et l'on comprendra que M. Cariès n'aura pas la tâche facile, bien que M. Saint-Geours lui ait déjà passablement déblayé le terrain. Certes, son expé-

rience de la banque n'est pas mince, mais, aujourd'hui, la conduite d'un ensemble disparate d'établissements de dépôts petits et moyens, sur l'océan agité de la concurrence, n'est pas de tout repos.

#### Seulement trois ans de mandat

De plus, à soixante-deux ans, il ne reste à M. Cariès que trois ans pour remplir son mandat. A cet égard, on ne peut pas dire que la stabilité soit de règle à la tête du CIC. En février 1982, M. Georges Dumas, proche du PS, remplace M. Dominique Chatillon, puis, en juillet 1986, doit céder la place à M. Jean Dromer, proche du RPR, qui, neuf mois plus tard, choisira de prendre la présidence de l'UAF. La place est chaude alors pour M. Jean Saint-Geours, compagnon de route du PS, qui a dû quitter la présidence du Crédit national pour caser M. Paul Mentré, conseiller de l'UDF. Deux ans après, M. Saint-Geours passe la main.

A la veille de l'échéance de 1993, le CIC aura donc « consommé » quatre présidents en dix ans, avec une présence moyenne de deux ans et demi.

FRANÇOIS RENARD.

« La Suède poursuit la libéralisation du contrôle des changes. — A partir du 1<sup>er</sup> juillet, les étrangers pourront acheter des obligations suédoises ou d'autres titres émis en couronnes. De leur côté, les Suédois pourront acquiescer des obligations étrangères, et effectuer librement avec l'étranger des opérations de prêts ou d'emprunts en couronnes ou en devises. Certaines dispositions du contrôle des changes, portant sur les dépôts dans des banques étrangères ou le paiement des primes d'assurances à des compagnies non suédoises, restent en vigueur. Mais l'essentiel du contrôle des changes suédois est ainsi levé, bien avant la date butoir de 1991 fixée par le gouvernement. »

## PARIS-POISSY Une nouvelle branche du RER.

Le RER,  
toujours plus vite,  
toujours plus loin.

Seulement 23 minutes de trajet entre Poissy et La Défense, 33 minutes entre Poissy et Châtelet-les-Halles : oui c'est possible, avec le RER.  
Dès dimanche 28 mai 1989, les rames « bleu, blanc, rouge » font leur apparition dans la gare de Poissy pour vous

conduire sans changement de train vers :  
- le centre des Affaires de La Défense,  
- le cœur de Paris : Étoile, Auber,

Châtelet-les-Halles,  
- l'Est de Paris. Avec les trains « bleu, blanc, rouge », le RER va toujours plus vite, toujours plus loin.

RER (A) RATP SNCF

UNIVAS

مكة امنه الأصل



# AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL POUR LA FOURNITURE DE SYSTÈMES INFORMATIQUES

La Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) lance un appel d'offres international pour la fourniture de matériel, logiciel de base et de services informatiques destinés à son siège de Dakar (Sénégal) et à ses agences principales de Cotonou (Bénin), Ouagadougou (Burkina Faso), Abidjan (Côte d'Ivoire), Bamako (Mali), Niamey (Niger), Dakar (Sénégal), Lomé (Togo).

1. — **Financement.** Le présent marché sera entièrement financé par la BCEAO.
2. — **Participation.** La participation à la concurrence est ouverte à égalité de conditions à tout fournisseur informatique.
3. — **Consistance des fournitures.** Les fournitures consistent en un premier lot de 8 ordinateurs, qui sera complété ultérieurement par un second lot de 13 ordinateurs.
4. — **Lieux de livraison.** Les ordinateurs seront à livrer à Abidjan, Bamako, Cotonou, Dakar, Lomé, Niamey, Ouagadougou, aux meilleures conditions tarifaires et contractuelles (HT/HD).
5. — **Délai de livraison.** Le délai de livraison ne pourra dépasser 6 mois après la commande.
6. — **Présentation des offres.** Les soumissions en langue française, établies en 5 exemplaires, devront parvenir sous envoi recommandé avec accusé de réception à « BCEAO siège BP 3108 Dakar (Sénégal) » ou être déposées au siège de la BCEAO, avenue Abdoulaye Fadiga, Dakar, au plus tard le 19 juin 1989 à 12 heures. Les prix devront être libellés en francs de la Communauté financière africaine (FCFA).
7. — **Ouverture des offres.** L'ouverture des offres aura lieu au siège de la BCEAO le 20 juin à 10 heures.
8. — **Publication des résultats.** Les résultats seront proclamés au début du mois d'août 1989.
9. — **Achat du dossier.** Le dossier d'appel d'offres et son modèle de soumission peuvent être achetés soit au siège de la BCEAO, soit dans les agences principales, soit au bureau de Paris, contre un chèque de 200 000 FCFA libellé à l'ordre de la BCEAO.
10. — **Informations complémentaires.** Toute information complémentaire relative à cet appel d'offres pourra être demandée au siège :

- Dakar, BP 3108, République du Sénégal. Tél. : 23-16-15. Téléc. : 21530. Téléc. : 23-93-35, ou aux agences principales :
- Cotonou, BP 325, République populaire du Bénin. Tél. : 31-24-66. Téléc. : 5211. Téléc. : 31-24-65.
- Ouagadougou, BP 356, Burkina Faso. Tél. : 30-60-15 à 18. Téléc. : 5205. Téléc. : 31-01-22.
- Abidjan 01, BP 1769, République de Côte d'Ivoire. Tél. : 32-04-66. Téléc. : 3761 ou 3474. Téléc. : 22-28-52.
- Bamako, BP 206, République du Mali. Tél. : 22-37-56 ou 57. Téléc. : 2574. Téléc. : 22-47-86.
- Niamey, BP 487, République du Niger. Tél. : 72-24-82 ou 91. Téléc. : 5218. Téléc. : 73-47-43.
- Dakar, BP 3159, République du Sénégal. Tél. : 22-13-85. Téléc. : 21839. Téléc. : 23-57-57.
- Lomé, BP 120, République du Togo. Tél. : 21-63-84 ou 21-25-12. Téléc. : 5216. Téléc. : 21-76-02.
- Paris, 29, rue du Colisée, 75008 PARIS. Tél. : 42-25-71-60. Téléc. : 650087. Téléc. : 42-56-0037.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

**Codetour**

L'assemblée générale réunie sous la présidence de M. Henri CUCHET, le 29 mai 1989, a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1988, lesquels font apparaître un bénéfice de F. 14 323 000.

Elle a décidé de distribuer un dividende de F. 20,75 par action, en augmentation de 10,67 % sur l'exercice précédent, payable à compter du 11 juillet 1989.

Le président a informé les actionnaires que les engagements de crédit-bail pris au cours des quatre premiers mois de l'exercice 1989 atteignent 42 millions de francs.

## COMPAGNIE FINANCIÈRE DE CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL

Le Groupe CIC et le Credito Italiano vont étendre en République Fédérale d'Allemagne leur coopération bancaire et financière, engagée depuis de nombreuses années en France au sein de la Banque Transatlantique.

Les deux Groupes bancaires, qui comptent parmi les plus importants en France et en Italie, viennent de conclure un accord aux termes duquel le Credito Italiano, sous réserve de l'approbation des autorités compétentes, prendra une participation de 35 % dans Bank CIC-Union Européenne AG. A cette occasion, cette filiale du Groupe CIC à Francfort verra ses fonds propres sensiblement augmentés.

Cet accord vise à renforcer cet établisse-

## Accord d'association en R.F.A. LE GROUPE CIC OUVRE LE CAPITAL DE BANK CIC - AG AU CREDITO ITALIANO

ment afin de permettre à la clientèle française, italienne et internationale des deux groupes de trouver en République Fédérale d'Allemagne un appui et des services de qualité à l'approche de l'ouverture du grand marché européen. Dans cet esprit, sa dénomination sociale sera modifiée pour tenir compte de sa nouvelle vocation et il est envisagé d'ouvrir une succursale à Munich.

La présence conjointe des deux groupes bancaires sur la place financière de Francfort, et plus généralement en République Fédérale d'Allemagne, sera réaffirmée sans que soient modifiées les relations avec les banques et établissements financiers de ce pays, tant au niveau du Groupe CIC qu'à celui du Credito Italiano.

COMPAGNIE FINANCIÈRE DE CIC - 52, rue de Monceau - 75008 PARIS

**GROUPE CIC**

## SOCIAL

### Les discussions sur la convention médicale

## Caisses et médecins s'orientent vers des objectifs locaux de maîtrise des dépenses

La réunion entre les caisses nationales d'assurance-maladie et les trois syndicats médicaux représentatifs, le jeudi 1<sup>er</sup> juin, sur le renouvellement de la convention a permis un rapprochement des thèses sur la maîtrise des dépenses : les organisations de médecins sont conscientes de la nécessité de ralentir l'inflation actuelle, qui met en péril le système de protection sociale.

Les négociateurs vont tenter de mettre en forme avant le 15 juin les propositions (quarante-sept au total) qui pourraient être approuvées par une majorité de caisses et de syndicats. Le développement de la formation continue, avec une indemnisation par les caisses et une cotisation des médecins est acquie. Sur le sujet central des discussions, la maîtrise des dépenses, on s'oriente vers l'idée de contrats locaux, fixant chaque année des objectifs ponctuels (sur critères médicaux) de plafonnement ou de réduction des prescriptions, poste par poste (médicaments, examens, analyses, etc.), dans le cadre d'objectifs nationaux non contraignants.

### Des contrats de santé

Cette formule semble acceptée par l'ensemble des syndicats médicaux. Mais les généralistes de MG France y mettent une condition : la mise en route de « contrats de santé » visant à limiter les interventions des spécialistes (le Monde du 31 mai) : « Il s'agit de savoir qui intervient et quand », a déclaré jeudi M. Richard Bouton, président de MG France. En revanche, l'intérêt des praticiens pour ces économies réalisées par tous les syndicats.

Les discussions restent plus difficiles sur le « deuxième secteur » — les médecins conventionnés autorisés (depuis la convention de 1980) à fixer librement leurs honoraires — même si tout le monde s'inquiète des villes ou des spécialités où ils sont aujourd'hui en situation de « monopole ». Dans ces cas, on pourrait leur demander d'appliquer les tarifs conventionnels certains jours de la semaine ou pour un certain pourcentage d'actes. Mais les caisses, notamment celles des salariés, souhaitent aller plus loin : qu'à partir d'un certain pourcentage de médecins, on restreigne l'accès dans le « deuxième secteur ».

L'existence de différents tarifs médicaux est un point particulièrement controversé. La CFDT, qui avait déjà condamné en son temps la convention de 1980, a à nouveau réclamé, au cours d'une conférence de presse, que l'on arrête le développement du « deuxième secteur » en attendant de le « tarir » : celui-ci empêche les caisses d'assurance-maladie de maîtriser le système de soins et l'évolution des honoraires, et entraîne une médecine « à deux vitesses ». La revalorisation des honoraires, selon la CFDT, doit être liée au ralentissement des dépenses, et les « honoraires libres » doivent être plafonnés. La CFDT a aussi réclamé que les caisses d'assurance-maladie fassent des « propositions claires » et ne laissent pas l'initiative aux médecins.

G. H.

### Selon les statistiques de l'UNEDIC

## 130 000 emplois ont été créés au premier trimestre

Selon l'UNEDIC, qui vient de publier ses premières estimations provisoires, les effectifs salariés auraient augmenté de 0,9 % dans l'ensemble des secteurs marchands non agricoles au cours du premier trimestre de 1989. En comptabilisant les stages d'initiation à la vie professionnelle (SIVP) parmi ces créations d'emploi, la hausse serait de 0,7 %. Dans la première hypothèse, ce sont cent trente mille postes supplémentaires qui auraient été dégagés en trois mois, soit davantage que pendant toute l'année 1987. Dans la seconde, le gain en emplois serait de cent mille.

Ces évaluations sont largement supérieures à celles effectuées par l'INSEE et le ministère du travail, sur la base des résultats de l'enquête trimestrielle sur l'activité et les conditions de main-d'œuvre, et qui ont été rendues publiques récemment (le Monde du 27 mai). En effet, celles-ci tablèrent sur une croissance de 0,4 %, correspondant à cinquante mille emplois supplémentaires au cours du premier trimestre, là aussi en progression par rapport à l'an passé.

Si le chiffre de l'UNEDIC était confirmé, et tout porte à croire qu'il le sera, l'institution paritaire du régime d'assurance-chômage s'appuyant sur les rentrées de cotisations, le mouvement de reprise de l'emploi atteindrait des niveaux inédits.

gala. Après l'embellie de 1987 et la reprise de 1988, il faut maintenant parler d'une puissante tendance de fond qui ne cesse de s'amplifier. A ce rythme, tous les records seraient battus sur douze mois.

Ramené au seul champ de l'UNEDIC, c'est-à-dire aux entreprises du secteur privé, marchand et non marchand, assujetties à l'assurance-chômage, l'envolée est évidente. En données brutes, les effectifs se sont accrus de 0,7 % et, en données corrigées des variations saisonnières, de 1,1 %. Tous les secteurs d'activité enregistrent un solde positif. D'ordinaire en perte d'emplois, sauf certaines branches, l'industrie affiche une augmentation de 0,5 %, globalement. Le bâtiment et les travaux publics confirment leur bonne santé avec 1 % d'emplois en plus.

Quant au tertiaire, qui avait si longtemps rattrapé les mauvais scores des autres parties de l'économie, il explose. La croissance des effectifs salariés y est de 1,4 %, notamment grâce à la poussée des services rendus aux entreprises. C'est-à-dire, pour l'essentiel, au développement de l'intérim qui, désormais, préoccupe nombre de responsables, dont le ministre du travail, M. Jean-Pierre Soisson.

A. L.

### Le plan d'épargne-retraite

## Polémique entre M. Bérégovoy et M. Strauss-Kahn

Au cours de sa rencontre hebdomadaire avec la presse, jeudi 1<sup>er</sup> juin, M. Bérégovoy, ministre de l'économie, a rappelé à l'ordre le président socialiste de la commission des finances de l'Assemblée nationale, à propos du plan d'épargne-retraite qui, à son avis, « doit être conçu de telle sorte qu'il n'y ait pas d'aggravation mais au contraire réduction des inégalités sociales ».

M. Bérégovoy estime que les propositions de M. Strauss-Kahn sur ce sujet « ne sont pas des plus équilibrées ». Le président de la commission des finances de l'Assemblée nationale nous a déclaré vendredi que le ministre des finances « commet des erreurs techniques » sur ce dossier et « devrait au moins accepter le débat ». « Les parlementaires socialistes ayant défini leurs positions, c'est un grand mépris du Parlement que de prétendre les rappeler à l'ordre », ajoute-t-il. Selon M. Strauss-Kahn, « une bonne colla-

boration entre gouvernement et Parlement doit reposer sur le dialogue et la volonté d'écouter ».

M. Bérégovoy devrait annoncer prochainement un instrument de remplacement au PER lancé au début de 1987 par M. Balladur. Plusieurs projets sont en compétition, dont celui de M. Strauss-Kahn, qui vise à élargir aux professions libérales l'abattement de 19 % sur le revenu imposable accordé aux salariés pour leurs cotisations retraite obligatoires. Cependant, le ministre de l'économie semble favorable à un projet plus large qui comprendrait une part de capitalisation (constitution d'un capital retraite individuel). Le groupe socialiste de la commission des finances a adopté, mercredi 31 mai, le projet de M. Christian Piquet. Ce projet prévoit des aménagements d'ordre principalement technique à l'actuel PER. Il serait donc jugé trop « droitier » par M. Strauss-Kahn et d'autres députés socialistes.

### L'envolée de l'intérim

## M. Beauviala (PROMATT) propose des négociations avec les partenaires sociaux

Sans attendre les premières consultations, prévues pour le 15 juillet, le PROMATT, syndicat professionnel du travail temporaire, a décidé d'engager publiquement le débat avec M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, à propos de l'envolée de l'intérim.

Au cours d'une conférence de presse, jeudi 1<sup>er</sup> juin, M. Philippe Beauviala, président du PROMATT, s'est attaché à « relativiser » la forte progression de ce type d'activité. « La grande cause de l'emploi précaire, elle n'est pas chez nous », a relevé M. Bernard Bacquet, vice-président délégué, qui a voulu souligner la place prise par d'autres formes particulières d'emploi, représentant 20 % de la population salariée contre 10 % en 1980. D'exceptionnel, le recours à ces nouveaux statuts, dont l'intérim, serait devenu une méthode de gestion de la main-d'œuvre.

En conséquence, le PROMATT, qui est l'un des deux syndicats de la profession, estime que l'intérim constitue, dans cet ensemble, le meilleur des systèmes et sans doute le plus protecteur socialement. Fort de son expérience de la négociation contractuelle, pratiquée depuis 1982, il propose donc de renouer le contact avec les partenaires sociaux pour améliorer les dispositions en vigueur.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

**BNP**

## BNP INTERCONTINENTALE

### ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE DU 24 MAI 1989

Bilan et résultats de l'exercice 1988 du Groupe BNP INTERCONTINENTALE et de la BNP INTERCONTINENTALE

L'Assemblée Générale Mixte de la BNP INTERCONTINENTALE s'est tenue le 24 mai 1989 à PARIS sous la présidence de M. René THOMAS. Elle a approuvé le bilan et le compte de résultats arrêtés au 31 décembre 1988.

BNP INTERCONTINENTALE			GROUPE BNP INTERCONTINENTALE		
1987	1988	%	En Millions de Francs	1987	1988
7.792	9.418	+ 20,9	Total du bilan	14.592	17.428
115,7	185	+ 59,9	Bénéfice de l'exercice dont Part du Groupe	195,8	247,5
				162,5	220,9
					+ 35,9

Le dividende a été fixé à 13 francs par action de 50 francs. Il représente, avoir fiscal compris, un revenu global de 19,50 francs, en augmentation de 18,2 %.

Les actionnaires de la BNP INTERCONTINENTALE peuvent opter, jusqu'au 30 juin inclus, pour un paiement de leur dividende en actions de la Société au prix de 299 francs, sur simple demande auprès de leur intermédiaire agréé. A l'expiration de ce délai, le dividende ne pourra plus être payé qu'en numéraire.

Le paiement se fera à compter du 5 juillet. Après répartition du bénéfice, les fonds propres atteignent 992,5 millions de francs et représentent 10,5 % du total du bilan de la BNP INTERCONTINENTALE.

L'Assemblée Générale Mixte a décidé, après exercice de l'option offerte aux actionnaires pour le paiement du dividende 1988, de procéder à une augmentation du capital de la BNP INTERCONTINENTALE, par incorporation d'un montant prélevé sur les réserves, de telle sorte qu'il soit attribué une action nouvelle pour dix actions anciennes.

**GROUPE BNP**



# Économie

## TOURISME

### La GMF et Club Aquarius créent le deuxième groupe français

La Garantie mutuelle des fonctionnaires (GMF) et Club Aquarius ont décidé, le 1<sup>er</sup> juin, de mettre en commun l'ensemble de leurs activités touristiques. La GMF apportera à ce holding, baptisé "Groupe A", son agence GO Voyage, boutique voyageur français, spécialisée dans la vente de places à tarif charter, FNAC-Voyage et son secteur immobilier de tourisme. De son côté, Club Aquarius, quatorzième voyageur, fournira sa compagnie aérienne Air-Liberty (quatre avions aujourd'hui, onze en 1990), son réseau de trente agences de voyages et ses onze hôtels de loisir. Le nouvel ensemble devrait se classer, par le chiffre d'affaires, à la deuxième place de l'industrie des voyages, derrière le groupe formé par le Club Méditerranée et Nouvelles Frontières.

Les raisons de ce mariage sont nombreuses. Les rapprochements récents intervenus entre SODEXO et Wagons-Lits, entre Wagons-Lits et Havas, entre le Club Méditerranée et Nouvelles Frontières, ont permis l'ensemble de la profession qu'il était temps d'en finir avec l'atomisation qui prévaut en France, alors que les mastodontes britanniques et ouest-allemands commencent à préparer 1993 et le grand marché européen.

La GMF, que dirige M. Jean-Louis Patru, souhaite de longue date constituer un pôle dans le tourisme et rêvait de charters. Malheureusement, ses plans dans le secteur étaient éparpillés et GO Voyage, son fer de lance (1), permettait dans le déficit (80 millions de francs en 1988) de trouver un partenaire solide, qui accepte le partenariat, les comptes ayant été remis à zéro.

Pour sa part, Club Aquarius (2) a élaboré un plan de développement dans le transport aérien et dans l'hôtellerie, qui nécessite des capitaux. 20 millions de francs de bénéfices avant impôts en 1988 ne suffisent pas. "GO Voyage était l'un de nos bons clients", explique M. Laffi Belhassine, qui devient le PDG du Groupe A. "Nous pouvons maintenant nous épauler pour une croissance interne plus rapide. Mener cette collaboration en compagnie de la GMF accélérera encore le mouvement et le confortera."

Groupe A sera une société anonyme au capital de 50 millions de francs possédée à égalité par GMF et par Club Aquarius. A terme, les deux fondateurs souhaitent conserver seulement 51 % du capital et céder le reste à des investisseurs, en attendant une entrée au second marché.

A la différence des regroupements intervenus dans le tourisme au cours des derniers mois, le nouvel ensemble réalise une intégration verticale presque complète. Il est présent dans le transport aérien, l'hôtellerie, la fabrication de voyages et leur vente. L'accord Wagons-Lits-Havas associait seulement des réseaux de vente et celui du Club Méditerranée avec Nouvelles Frontières, des fabricants-distributeurs-hôtels.

La synergie des activités semble, en théorie, forte au sein de Groupe A.

puisque la clientèle de la FNAC est grande consommatrice de voyages et que Club Aquarius, plutôt implanté à la montagne et en Méditerranée, recevra un renfort para-hôtelier francophone exotique de la part de la GMF.

Comme dans toute concentration, la fusion de plusieurs entités et de plusieurs marques prendra du temps et les bénéfices d'un tel regroupement sont encore difficiles à évaluer. On ne peut cependant manquer d'être impressionné par le potentiel financier réuni autour du berceau de Groupe A. De la banque Rivaud à la GMF, ce ne sont pas les fonds qui manquent. Ses investisseurs se lanceront-ils ensemble dans un développement accéléré de la compagnie Air-Liberty, les avions neufs se révélant un remarquable placement, en raison de la pénurie mondiale d'appareils ? Ou dans d'importantes investissements immobiliers de loisir, dont le marché et les cycles complètent heureusement ceux de l'immobilier classique ? La réponse sera donnée dans trois mois, lorsque les partenaires auront arrêté une stratégie commune de développement.

ALAIN FAUJAS.

(1) Le capital de GO Voyage appartient à 64 % à GMF, à 34 % au groupe Gony-Cabard (GO Sport) et à 2 % à M. Gilbert Baladi.  
(2) Le capital de Club Aquarius appartient à 55 % à M. et Mme Laffi Belhassine ; à 20 % à l'encadrement et à 25 % au Crédit national, à la banque Rivaud, au Crédit naval, à la Société lyonnaise de banque, au Crédit du Nord et à la Société de développement régional du Sud-Est.

## BIBLIOGRAPHIE

### Insertion des jeunes et modernisation de Patrice Sauvage

Voilà quinze ans que pour répondre aux difficultés d'insertion des jeunes, des immigrés, des chômeurs de longue durée, les responsables politiques s'ingénient à inventer de nouveaux dispositifs de formation, d'encouragement à l'embauche ou à l'emploi spécifiquement conçus pour les intéressés ; mais ceux-ci mêmes qui parviennent à en bénéficier - et cela ne va pas de soi car ces dispositifs, en dépit de leur vocation, sont aux aussi sélectifs - se retrouvent fréquemment comme pris au piège, enfermés dans des filières dont il leur est difficile, par la suite, de s'évader.

D'où vient que l'exclusion, au lieu de reculer devant les procédés mis en œuvre pour la combattre, persiste ainsi à se nourrir ? C'est, autant qu'à décrire et évaluer les politiques en vigueur, à répondre à cette question qu'est consacré l'ouvrage de Patrice Sauvage intitulé *Insertion des jeunes et modernisation*. Et les réponses envisagées, parce qu'elles sont le produit à la

fois d'une analyse attentive et des expériences que Patrice Sauvage a suivies depuis plusieurs postes d'observation privilégiés (la délégation ministérielle à l'insertion professionnelle et sociale des jeunes, mais aussi l'Agence pour le développement d'une économie alternative, dont il est le fondateur, et le réseau d'épargne de proximité Cigale), valent d'être méditées.

On n'insérera pas, affirme de façon motivée et convaincante Patrice Sauvage, si on n'attaque pas « au cœur » et si l'on persiste à ne travailler qu'à la marge, si les populations dont on recherche l'insertion ne sont pas traitées en véritables partenaires, et si la conception que l'on se fait de la modernisation demeure essentiellement économiciste, au lieu d'impulser une nouvelle dynamique des rapports entre l'économie et le social. Devoir de modernisation donc, autant que devoir d'insertion, mais surtout d'imagination, de dialogue,

de partenariat, de réévaluation des relations entre générations, et entre institutions éducatives et entreprises.

Le programme proposé est, c'est clair, un programme, comme on le dit maintenant assez volontiers, de recomposition sociale, avec tout ce que cela implique de rupture avec les habitudes, et de sens du risque, y compris dans la gestion politique. Et Patrice Sauvage en mesure assurément, autant que la nécessité, la difficulté.

*Insertion des jeunes et modernisation* est un livre stimulant qui permet de replacer une question vitale pour l'avenir de la société française dans une perspective plus vaste que les polémiques stéréotypées auxquelles elle donne trop souvent lieu ne le permettent en général.

JEAN-MICHEL BELORGEY.

\* *Insertion des jeunes et modernisation* par Patrice Sauvage. Éditions Economica - CPE, 200 p., 95 F.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### CHARGEURS S.A.

L'assemblée générale ordinaire, tenue le 31 mai 1989, sous la présidence de Jérôme Seydoux, a approuvé les comptes de l'exercice 1988 et décidé de distribuer un dividende de 21 F par action, avoir fiscal compris (contre 18 F en 1987), qui sera mis en paiement le 26 juin.

L'année 1988 a été une année de mutation importante pour Chargeurs SA, qui est devenu le premier groupe mondial dans le domaine du négoce, du peignage et du tissage de laine avec les sociétés achetées à Frouvest SA en mai 1988, complétées par l'acquisition au début de 1989 du groupe Hare, d'une participation qui atteindra à terme 20 % dans Drummond (Royaume-Uni) et de la prise de contrôle de la société allemande Truca und Richter.

Spontex a été cédé, le 16 mai 1989, à Hutchinson, associé à des investisseurs institutionnels, pour un montant de 1,3 milliard de francs, la plus-value après impôt étant d'environ 700 millions de francs.

Au cours des quatre premiers mois de 1989, les sociétés de Chargeurs SA ont opéré dans une conjoncture favorable. Les résultats de 1989 seront affectés par les événements particuliers suivants :

- l'achat par UTA d'un 747 200-C d'occasion pour faire face au développement du trafic ;
- la grève des pilotes d'UTA du mois d'avril dont le coût aura été d'environ 80 millions de francs ;
- les frais du programme, particulièrement chargé, d'entraînement des personnels navigants techniques, à la fois chez UTA et à l'Aéromaritime ;
- les charges de restructuration dans la division tissus pour un montant d'environ 100 millions de francs ;
- des effets de la hausse du dollar : sur 1989, la hausse du dollar serait favorable ;
- de la plus-value sur Spontex.

Le développement du secteur aérien et le redressement de la division tissus demeurent les principaux objectifs de Chargeurs SA. C'est ainsi qu'UTA et Aéro-maritime ont engagé un important programme de commandes d'avions sur plusieurs années (quatre commandes fermes et dix-neuf options) en vue de moderniser la flotte et de faire face au plan de développement des compagnies.

La division tissus, qui est progressivement réorganisée, connaît encore en 1989 un exercice difficile. Les résultats de cette division, dont le chiffre d'affaires atteint 3 milliards de francs, devraient s'améliorer rapidement à partir de 1990.

## Francie

La Sicav France des années 90

Sicav CEA, Monory, PER (Plan d'Épargne Retraite)

Comptes de l'exercice 1988-1989 clos le 31.03.1989 approuvés par le Conseil d'Administration du 23 mai 1989, présidé par M. Jacques Guennet.

Actif net au 31.03.1989 : F 3.735.646.278

Performance entre le 31.03.1988 et le 31.03.1989 : + 41,15 % (coupon réinvesti)

Performance entre le 31.12.1988 et le 25.05.1989 : + 10,51 %

Valeur liquidative au 19.05.1989 : F 449,06

Dividende proposé : F 12,50 + F 3,15 d'avoir fiscal

pour mise en paiement le 12 juillet 1989.

Consultez les valeurs liquidatives de nos Sicav et FCP sur Minitel 36.15 code ASSOCIC.

**GROUPE CIC**

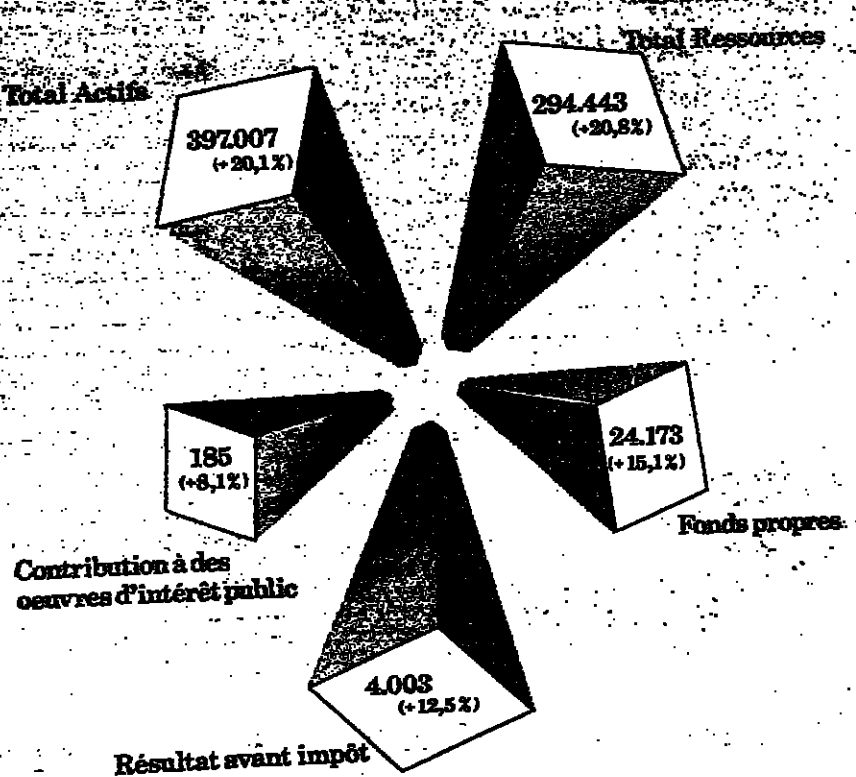
Banques CIC. En intelligence avec vous.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### SINDICATO SANPAOLO

Receives International Italian Bank

### Bilan 1988



Sanpaolo: un Groupe bancaire européen qui fait son chemin dans le monde.

En Europe: - présence directe ou indirecte et accords de coopération dans quinze pays; - participations dans d'importants groupes bancaires européens et du bassin méditerranéen.

Dans le monde: - présence directe en Amérique, Asie, Afrique et Océanie.

Un Groupe bancaire composé de sociétés spécialisées couvrant toute la gamme des services financiers pour les clients de tous les pays.

Paris (Succursale): 42, Rue d'Angoulême - 75008 Paris - Tél. 42655050

Paris: Banque Vernet et Commerciale de Paris - 52, Avenue Hoche - 75008 Paris - Tél. 47544040

en millions de FF



## DONNEZ DU SOUFFLE A VOTRE ARGENT

A l'heure où les entreprises et les particuliers ont besoin de services financiers réellement personnalisés, dans des délais rapides et avec le maximum d'efficacité, la B.F.I., structure légère et performante, animée par des professionnels de haut niveau, a développé une gamme de produits financiers qui donnent du souffle à votre trésorerie.

**SOLI COURT TERME**  
SICAV obligataire, elle est destinée aux placements de trésorerie à court terme.

**SOLI PER**  
SICAV composée à 75% de valeurs émises par des sociétés françaises, elle privilégie la sécurité dans l'optique de la constitution d'une retraite.

**SOLI PLUS**  
SICAV actions composée principalement de valeurs françaises, elle s'adresse à une clientèle de particuliers avertis.

**SOLI LONG TERME**  
SICAV composée d'obligations françaises et étrangères, elle fait bénéficier les souscripteurs d'une gestion dynamique dans le cadre d'une durée de placement à moyen et long terme.

**SOLI PREMIERE**  
SICAV composée d'obligations françaises dites de première catégorie (titres émis ou garantis par l'Etat).

**BFI**  
L'ESPRIT GAGNANT

**ACTEA**

Banque Française d'Investissement - 46, rue Lauriston - 75116 Paris - Tél. 47 27 24 00

مكتبة الأمل







ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	INFOS SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 La campagne électorale en Pologne. 5 Japon : M. Uno a été élu premier ministre. 6 La conférence de Paris sur les droits de l'homme. 7 Le discours d'investiture du nouveau président du Salvador.	8 Le débat sur l'immigration. 10 M. Vail s'en prend à la « politisation » des Verts à Strasbourg. 11 La réunion des députés et sénateurs RPR.	11 La visite du pape en Norvège. — « Journal d'un amateur », par Philippe Boucher. 14 Le procès de la branche lyonnaise d'Action directe. — Hitler = SS, une BD de Vuillemin et Gouriou en correctionnelle.	21 Monsieur Songe, de Robert Pinget, à Paris. — Féroé, de Michel Deutech, à Lyon. 22 Martha Argerich et Daniel Barenboim à Lyon. — Les grands prix de l'Académie française. 22 COMMUNICATION.	28 Un entretien avec le représentant de la Maison Blanche pour le commerce international. 29 Contestation autour du contrat entre Dassault et l'Irak. 31 Fusion entre GMF et Club Aquarius. 34-35 Marchés financiers.	Abonnements ..... 2 Annonces classées ..... 26 Cartes ..... 15 Jours ..... 20 Loto ..... 15 Météorologie ..... 25 Philatélie ..... 25 Radio-Télévision ..... 24	• Chaque matin, le mini-journal de la rédaction ..... JOUR • En direct de la Bourse de Paris ..... BOURSE 3815 tazes LEMONDE • Commandez vos livres et disques par minitel ..... DIS • Les offres d'emploi du Monde ..... EMPLOI 3815 tazes LM

## IRLANDE DU NORD

### Deux hommes condamnés à perpétuité pour le lynchage de deux militaires britanniques

Harry Maguire, vingt-neuf ans, et Alex Murphy, trente et un ans, ont été condamnés jeudi 1<sup>er</sup> juin à la réclusion à perpétuité pour leur participation au meurtre de deux caporaux britanniques, lynchés par la foule puis achevés par un commando de l'IRA, lors des funérailles d'un membre de l'organisation extrémiste républicaine, en mars 1988, à Belfast.

A l'issue d'un procès qui a duré huit semaines, à Belfast, et au cours duquel le tribunal a visionné dix-sept heures de film tournées par des équipes de télévision britanniques, irlandaises et françaises, ainsi que par une caméra installée à bord d'un hélicoptère de l'armée britannique, les deux hommes ont été reconnus coupables de participation au double meurtre. Le juge a recommandé qu'ils effectuent un minimum de vingt-cinq ans de réclusion.

Le jour du drame, les deux victimes s'étaient aventurées pour une raison inconnue, en civil et hors service, dans les rues du ghetto catholique de Belfast. Bloqués par le cortège funèbre, ils avaient été assaillis puis lynchés par la foule. Un commando de l'IRA, les avait ensuite menés sur un terrain de football voisin, désabellés et à nouveau battus. Deux hommes en capote les avaient alors achevés de plusieurs balles. Selon la police, ces deux derniers courent toujours, les autorités ne disposant pas de preuves suffisantes pour les incriminer. — (AFP.)

## Conséquence d'une interdiction de survol aérien intempestive

### Le Centrafrique rompt avec le Soudan

Une visite avortée du président centrafricain André Kolingba en Israël a provoqué la rupture des relations diplomatiques entre la République centrafricaine et le Soudan, à l'initiative... de Bangui. Tout était prêt, dimanche dernier, à Tel-Aviv, pour accueillir le président Kolingba, attendu dans la journée. Mais il n'y est jamais arrivé. C'est que le Soudan a purement et simplement interdit le survol de son territoire par l'appareil présidentiel, qui a dû faire demi-tour, tandis que les Israéliens n'avaient plus qu'à ranger tapis rouges et fanfares.

Dès le lendemain, Bangui répliquait : rupture des relations diplomatiques et fermeture des frontières avec le Soudan. Ce n'est que jeudi 1<sup>er</sup> juin que Khartoum a, à son tour, réagi par un communiqué empreint de gêne. La portée de « ce regrettable incident ne devrait pas être exagérée », estime le ministère soudanais des Affaires étrangères, qui annonce son intention de « tenter d'expliquer à la République centrafricaine les circonstances dans lesquelles il a eu lieu, afin qu'il n'y ait pas de répercussions négatives sur les relations de bon voisinage et de coopération mutuelle ». Et le communiqué d'expliquer ainsi ces « circonstances » : « Le pilote [de l'avion centrafricain] avait demandé l'autorisation de pénétrer dans l'espace aérien soudanais, précisant qu'il se rendait en Israël, mais n'avait pas indiqué qu'il s'agissait de l'avion du président ». Kolingba, « Le Soudan, conclut le ministère des Affaires étrangères, a alors appliqué la loi sur le boycottage d'Israël. »

### L'Irak dément vouloir déporter la population kurde

Selon un porte-parole de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) dirigée par M. Jalal Talabani, l'armée irakienne a investi, mercredi 31 mai, l'agglomération de Kala-Diza, dans le nord-est de l'Irak, et a ordonné à la population kurde de faire ses bagages, laissant ainsi la campagne de déportation amorcée au début d'avril par les autorités irakiennes (le Monde du 1<sup>er</sup> juin).

A Paris, l'ambassadeur d'Irak s'est inscrit en faux contre les affirmations de MM. Jalal Talabani et Mesoud Barzani, respectivement chefs de l'UPK et du PDK, concernant les mesures de déportation. Il a affirmé qu'aucune mesure de cette

## SONDAGE : amélioration des cotes de M. Mitterrand et Rocard

Pour le deuxième mois consécutif, M. Michel Rocard devance M. François Mitterrand au « baromètre » réalisé par la SOFRES entre le 25 et le 27 mai auprès de mille personnes pour le Figaro-Magazine. A l'indice de confiance, le premier ministre est crédité de 85 % d'opinions positives (au lieu de 83 % en mai) et le président de la République de 62 % (61 % en mai).

ITALIE : deux hélicoptères s'écrasent sur la Villa Borghese à Rome : deux morts. — Deux hélicoptères des carabinieri se sont écrasés, jeudi 1<sup>er</sup> juin, au-dessus de la Villa Borghese à Rome, s'écrasant dans une zone du grand parc. Deux pilotes sont morts et les deux autres gravement blessés. La collision précède-t-elle un commandement des carabinieri, est survenue alors que les appareils effectuaient des essais pour préparer le défilé de la fête célébrant le 179<sup>e</sup> anniversaire de ce corps des carabinieri, le 7 juin prochain. — (AFP.)

## M. Jacques Toubon invité du « Grand Jury RTL-Le Monde »

M. Jacques Toubon, ancien secrétaire général du RPR, sera l'invité du « Grand Jury RTL-Le Monde », dimanche 4 juin, de 18 h 15 à 19 h 30.

M. Toubon, député RPR de Paris, membre du troisième arrondissement, répondra aux questions d'André Fumeron et de Robert Solé de Monde, et de Paul-Jacques Truffaut et de Paul Joly de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Merson-Davies.

Le numéro du « Monde » daté 2 juin 1989 a été tiré à 530 567 exemplaires

## FRENCH IN PROVENCE

Cours résidentiels de français. 38 leçons + repas et soirées en compagnie des professeurs = 66 heures de français pratique par semaine. A partir de 5 000 FF (hors taxes et pension 3-4-5-6). A l'étranger, cours résidentiels d'anglais et d'espagnol. Tél. : 66 39 38 38. Télécopie : 66 39 37 20. CERNAY : 27 005. 0011 PONT-ST-ESPRIT

## A Paris

### Deux responsables de Radio-Solidarité victimes du service d'ordre de l'ambassade de Pologne

Un incident sur lequel enquête la 6<sup>e</sup> division de la police judiciaire s'est produit dans la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 juin devant l'ambassade de Pologne à Paris, rue de Talleyrand, dans le 7<sup>e</sup> arrondissement.

Deux militants de l'opposition au régime polonais, responsables dans la capitale française de Radio-Solidarité, s'étaient rendus devant le bâtiment diplomatique, sur les murs duquel ils avaient entrepris de coller des affiches concernant les prochaines élections polonaises, fixées au 4 juin. Ils furent bientôt surpris vers 23 h 30 par deux membres du service de sécurité de l'ambassade en tenue de sport. Une bagarre opposa aussitôt les quatre hommes. Au bout de quelques instants, l'un des colporteurs d'affiches, M. Jacek Piotrowski, trente-cinq ans, qui bénéficie du statut de réfugié politique, fut entraîné à l'intérieur de l'ambassade, où il fut retenu dans un jardin et violemment frappé pendant une dizaine de minutes.

Rélibéré, il devait être conduit par la police, attirée sur les lieux, à l'hôpital Laennec ainsi que son compagnon, l'un et l'autre souffrant de multiples contusions. Après avoir reçu les premiers soins, les deux hommes ont été entendus en siège de la 6<sup>e</sup> division de la police judiciaire, qui a procédé aussi à l'audition d'une troisième personne, Mme Agnès Szumarska, trente-six ans. Responsable, elle aussi, à Paris, de Radio-Solidarité, elle avait conduit ses deux compagnons sur les lieux en voiture. Elle affirme avoir été comme eux frappée par des gens du service d'ordre de l'ambassade.

## Sur le vif

### Jalousies

Faut que je vous fasse un aveu, je suis comme Maggie. Elle est jalouse de Bush, moi aussi. Enfin, pas exactement. Elle, ce qui la tue, c'est qu'il ne l'aime plus comme avant, son George. Il en aime pour un autre. Quand elle s'est précipitée à Washington au lendemain de son élection, il lui a balancé des compliments à tomber par terre. Il lui a dit qu'il l'adorait en bleu, que ça allait avec la couleur de ses yeux, qu'il la trouvait exquise, délicieuse. Il était tout sucre et tout miel. Enfin, ça baillait. Et puis là, à Bruxelles, il a fait un gringue pas possible à ce gros lard d'Helmut. Il l'a ridiculisée devant le monde, et ça elle ne l'a pas supporté.

Moi, c'est pas ça. Même s'ils s'envoient en l'air, Bush et Kohl, ce que je ne crois pas, ils en sont pas encore là, je m'en ferais rien. Ils sont bien fiers de leur corps. Non, moi, c'est pas de la jalousie, c'est de l'envie. Je donnerais n'importe quoi pour avoir une femme comme lui, enfin je veux dire, comme elle, comme Barbara.

Elle est vraiment super. Vous avez vu le coup du baise-main sur le perron du 10 Downing Street ? Elle sonne à la porte, Madame George. Monsieur Maggie vient lui ouvrir, leurs époux

étaient en train de se disputer à l'intérieur, et il lui baise la main. Les photographes, distraits, ratent la scène, et l'invitent à recommencer. Il renâcle. Faudrait quand même pas le prendre pour un guignol. Alors, d'autorité, elle s'empare de sa main, s'incline, la porte à ses lèvres et se redresse en lançant un regard complice et goguenard à la presse enchan-tée.

Avoir une nana de cette classe, de cette trempe, ça aide dans la vie, non ? Déroulé, avec ça, une vraie groupie. À la fois furtive et carrée, celle qu'on a surnommée « la renarde argentine ». Quand on lui a demandé ensuite si elle était contente de son voyage en Europe, elle a répondu : Oui, oui, grâce à lui, grâce à sa merveille de mari, si brillant, si beau, si généreux, si prévenant. Un être unique... Glorieux... Suprême. Barbara à Londres, c'était Bernadette à Lourdes.

C'est pas à moi ou à Maggie que ça arriverait. Vous imaginez la rigolade si son Denis, extasié, tombait à genoux devant les caméras en le comparant à la Vierge Marie, c'est pas pensable. Et c'est pas juste.

CLAUDE SARRAUTE.

Mort de l'écrivain antillais C.L.R. James. — L'écrivain antillais de langue anglaise, Cyril Lionel Robert James, originaire de l'île de la Trinité, est mort à Londres mercredi 31 mai, à l'âge de quatre-vingt-huit ans. Lié au mouvement trotskiste dans les années 30, il avait milité, après la guerre, pour l'indépendance africaine. Il était l'auteur d'un livre important sur la révolution haïtienne, les Jacobins noirs : *Toussaint Louverture et la Révolution de Saint-Domingue*, publié en 1938 (traduction française aux Éditions caribennes, 1984).

TENNIS : les Internationaux de France. — La pluie a interrompu les premières parties du troisième tour des Internationaux de France de tennis disputés vendredi 2 juin au stade Roland-Garros.

L'Allemande du Ouest Steffi Graf (tête de série numéro un) a réussi néanmoins à boucler son match contre le Néerlandaise Nicole Pietrangeli, sur le score de 6-1, 6-2, avant que les courts soient bâchés. De son côté, l'Américaine Anne Grossman a battu la Japonaise Akiko Kijimuta (6-4, 6-1).

## A Jérusalem-Est

### La marche de défi des Israéliens

JÉRUSALEM de notre correspondant

C'était une marche de défi, tout à la fois geste vengeur et démonstration de force pour affirmer — réaffirmer — la souveraineté israélienne sur la ville sainte : pour la première fois depuis trois longtempes, des milliers d'Israéliens ont défilé, bruyamment, jeudi 1<sup>er</sup> juin, dans la partie arabe de Jérusalem. Il s'agissait de lever un interdit politique de fait, de se réapproprier le terrain, cette partie de la vieille ville où pratiquement aucun Israélien ne se rend plus depuis le début du soulèvement palestinien — par embarras, ôse, peur et volonté de ne pas exacerber la tension entre les deux communautés en des lieux où l'équilibre des passions est tout particulièrement précaire.

Le ministre de la police, M. Haim Bar Lev, avait suggéré qu'aucun drapeau israélien ne soit trop ostensiblement déployé dans la vieille ville arabe à l'occasion de cette « journée de Jérusalem » où les Israéliens célèbrent le vingt-deuxième anniversaire de la « réunification » de la cité. Mais M. Bar Lev

a dû céder, débordé par une droite qui ne supporte plus de constater chaque jour davantage qu'au dix-huitième mois de l'intifada, Jérusalem, comme l'écrit vendredi le *Jerusalem Post*, est politiquement plus divisée qu'elle ne l'a jamais été depuis 1967.

A l'appel de la droite nationaliste et religieuse, des milliers de jeunes gens, drapeaux israéliens brandis à bout de bras, ont convergé en fin d'après-midi vers la porte de Damas, haut lieu du nationalisme palestinien. Ils s'y sont engouffrés, chantant et martelant des slogans nationalistes, ont défilé les rues de la vieille ville sous le regard méfiant de quelques rares Palestiniens qui, d'une porte ou d'une fenêtre prudemment entrouverte, observaient ce raz de marée inhabituel.

Ils ont retrouvé d'autres manifestants et furent pris de quarte mille à chanter et danser au Mur des lamentations, cependant que quelques mètres plus haut, sur l'esplanade, le muezzin de la mosquée Al Aqsa commençait à psalmodier l'appel à la prière du soir. De part et d'autre, on s'ignorait superbement.

Al Fr.

## TISSUS D'AMEUBLEMENT : LE TEST DES PRIX !

(On comment réaliser des économies se chiffrant à des centaines ou des milliers de francs...)  
Noter les prix de beaux tissus actuels — Chintz, Jacquards, Toiles, etc. — dans des boutiques proposant des tissus « guifés ». Comparer ces prix avec les prix Rodin, pour des tissus similaires (et parfois identiques) en stock.  
Vous serez stupéfait de constater des différences de prix souvent énormes. Des qualités et des dessins supérieurs, depuis 70 F le mètre.

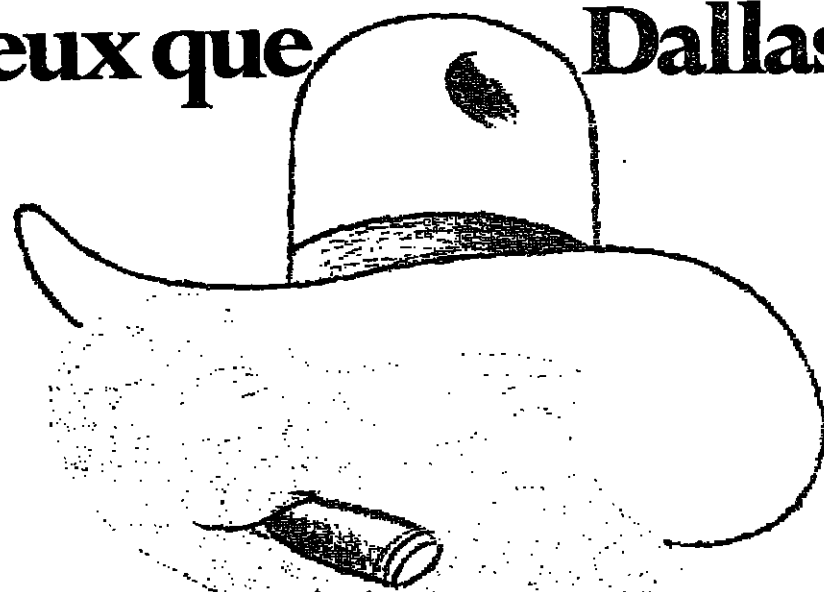
**RODIN**  
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

## Moquette Haut gamme moitié prix : Artirec

Quand il y a des rouleaux très entamés, Artirec vous fait moitié prix sur ses propres prix. Et même plus encore. Exemple d'une affaire sincèrement avantageuse : moquette pastel superbe haute mèche synthétique 69,50 F le m<sup>2</sup>, offre valable au 18 Mai sauf épuisement. Artirec est agréé par la Fnac. 4, bd Bastille Paris 12<sup>e</sup>. Tél. : 43 40 72 72. Métro Quai Rapée. Parking facile. Tissus 8, Impasse St-Sébastien. Tél. : 43 55 66 50.

A B C D E F G H

## Avis SuperValue. Miami à 86 \$\* la semaine, c'est mieux que Dallas!



\* titre indicatif : 550 FF au 12.05.89  
Tarif catégorie X, HT, hors assurances optionnelles et essence. Sous réserve des disponibilités. Majoration possible en fonction de la saison et pour les conducteurs de moins de 25 ans.

## Décidés à faire mille fois plus.

Où que vous alliez aux USA, vous allez vivre une vraie série américaine : grâce au forfait Avis SuperValue, vous pourrez choisir la voiture de vos vacances parmi un très grand choix de modèles, et parcourir autant de kilomètres qu'il vous plaira. Tout ceci à un prix garanti jusqu'à fin mars 1990 et payable en France. Avis SuperValue, c'est la formule simplissime pour les vacances à l'étranger.





# Marchés financiers

La transaction la plus importante jamais réalisée à Wall Street

## Carl Icahn cède la totalité de ses titres Texaco

En donnant une preuve définitive qu'il a cessé de s'intéresser à la compagnie pétrolière Texaco, M. Carl Icahn, président de TWA, restera longtemps dans les annales de Wall Street. Il a en effet réalisé, en cédant, le 1<sup>er</sup> juin, les 42,32 millions d'actions Texaco qu'il détenait depuis l'an dernier, la plus grosse transaction jamais enregistrée sur la place new-yorkaise. En quelques minutes, trois courtiers — Shearman, Lehman Hutton, Goldman Sachs et Salomon Brothers — ont acquis les titres pour le montant de 2,07 milliards de dollars (1,35 milliard de francs environ). Jusqu'à présent, la vente la plus importante à Wall Street avait porté sur quelque 500 millions de dollars de titres de la société Navistar International.

La cession des titres Texaco était prévue depuis le 29 janvier, date à laquelle le célèbre raider avait

signé un accord avec la direction de Texaco, s'engageant à ne pas tenter de racheter le groupe pendant une période de sept années. Cet accord mettait un terme à une bataille, d'abord boursière, puis juridique, lors de laquelle Carl Icahn avait acquis plus de 15 % du capital de Texaco, et cherché à prendre le contrôle de la société. La direction de Texaco avait finalement réussi à maintenir un conseil d'administration opposé à Carl Icahn. Mais elle avait dû entreprendre une restructuration importante de ses activités. Ce n'est pas pour autant que M. Icahn ne fera plus parler de lui. De nombreux observateurs estiment que sa vente de titres Texaco a été décidée pour lui permettre de tenter d'acquiescer le groupe sidérurgique et pétrolier USX. M. Icahn possède en effet déjà 11,4 % du capital d'USX.

## La Bourse de Francfort remonte au niveau du 19 octobre 1987

La Bourse de Francfort a retrouvé et même légèrement dépassé, jeudi 1<sup>er</sup> juin, son niveau atteint le soir du krach, le 19 octobre 1987. L'indice de la Commerzbank a clôturé la journée à 1 746,6 points, dépassant ainsi le seuil des 1 744,10 atteint le « lundi noir ». Toutefois, il doit encore s'apprécier de plus de 7 % pour effacer définitivement les traces de cette terrible secousse, revenant au-dessus des 1 876,60 points affichés le vendredi 16 octobre 1987.

La Bourse ouest-allemande suit les traces de la place londonienne, revenue à son niveau du krach le 3 février dernier, mais qui n'a toujours pas effacé ses pertes, les indices FT n'étant pas revenus à leur niveau d'avant la crise. Jusqu'à présent, sur quatre grandes places internationales seulement, les indices ont réussi à dépasser leur seuil d'avant krach. Il s'agit de Bruxelles, Tokyo, Paris dès 1988, et plus récemment, le 24 janvier dernier, New-York.

## EN BREF

● **SNCF** : hausse des tarifs voyageurs grandes lignes. — Les tarifs voyageurs grandes lignes de la SNCF vont être relevés de 2,7 % en moyenne, à compter du 15 juin. Cette augmentation, la première depuis plus d'un an, ne sera pas appliquée de façon uniforme. La SNCF entend, en effet, moduler ses tarifs voyageurs en fonction des distances, des produits, des services et de leur fréquence d'utilisation. La SNCF annonce même une légère baisse au-delà de 900 km. Les tickets de quel sont définitivement supprimés.

● **Plainte en diffamation du ministre des transports dans l'affaire de la catastrophe d'Habsheim.** — La direction gé-

rale de l'aviation civile a reçu le feu vert du ministre de l'équipement, des transports et de la mer pour porter plainte pour diffamation contre les personnes ayant affirmé, à l'antenne ou dans certains organes de presse, que les « boîtes noires » de l'Airbus A-320, tombé le 26 juin à Habsheim (Haut-Rhin), avaient été « trafiquées » avant d'être remises à la justice. Cette procédure judiciaire devrait viser notamment M. Michel Asseline, commandant de bord de l'avion où trois personnes avaient trouvé la mort. En effet, celui-ci a, dans plusieurs entretiens, laissé entendre que l'affaire était un peu louche.

## AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL RAFFINAGE MULTIHUILES 350 T/I (DAKAR — SÉNÉGAL)

Financement : BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT  
La Société nationale de commercialisation des pétroles du Sénégal (SONACOS) lance un appel d'offres pour la fourniture et le montage d'une unité de raffinage de 350 t/j destinée à son établissement industriel de Dakar.  
Le candidat comprend 4 lots pouvant faire l'objet de soumissions séparées :  
Lot n° 1 : Le bâtiment — Lot n° 2 : Équipements de Process  
Lot n° 3 : Séparateur Autodéboursoir — Lot n° 4 : Stockage  
Les entreprises intéressées peuvent retirer le Cahier des Charges contre le versement d'un montant de 900 FF (ou 45 000 F CFA) auprès du secrétaire du président-directeur général de la SONACOS — 32, rue du D Calmette, DAKAR — SÉNÉGAL.  
Tél. 25-10-02 ; Tél. 91418 ou 91495 RG ; Télécopie 23-88-05.  
Les offres doivent être déposées avant le 28 juin 1989.  
Les adjudications ne seront effectuées qu'après accord de la Banque Islamique de Développement.  
A. DOP, PET SONACOS.

**ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES** n° 68 juin

EN KIOSQUE EUROPE SOCIALE 17 F Delors s'explique

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

**BANQUE CHAIX**

L'assemblée générale des actionnaires de la Banque Chaux s'est réunie le 29 mai 1989 et a approuvé les comptes de l'exercice 1988 faisant ressortir un résultat net de 28 369 517,29 F, ainsi que la mise en paiement d'un dividende de 14 millions de francs, soit 14 F par action à comparer à 12,50 F en 1988, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1989.

L'assemblée a, en outre, renouvelé dans son intégralité et pour six ans les mandats des administrateurs élus par les actionnaires.

A l'issue de l'assemblée, le conseil d'administration s'est réuni sous la présidence de M. Gabriel Pallez, président d'honneur du CCF, et a reconduit M. Habib-Dehencle à la présidence de la banque.

## NEW-YORK, 1<sup>er</sup> juin

### Bien orienté

Pour la deuxième fois de suite, Wall Street a retrouvé jeudi la barre des 2 500 points. Derrière, il est revenu en deçà, mais, contrairement à la veille, il a conservé une partie non négligeable du terrain initialement gagné. À la clôture, l'indice des industriels s'élevait à 2 490,63, soit à 10,49 points au-dessus du niveau précédent.

Le bilan de la journée a été à la hauteur de ce résultat. Sur 1 962 valeurs traitées, 868 ont progressé, 582 ont baissé et 512 n'ont pas varié.

D'après les analystes, le marché semble avoir anticipé de bons chiffres pour l'emploi en mai que le bureau du travail doit publier ce vendredi à Washington. Il s'agit en effet d'un indicateur clé très significatif de l'état de l'économie américaine.

Autour du « Big Board », les professionnels se disent soulagés dans la perspective d'échapper tant à la surchauffe qu'à la récession. Confiance excessive ou indécision ?

L'activité s'est accrue avec l'échange de 223,16 millions de titres (contre 162,5 millions), dont 42,83 millions de Texaco (voir ci-dessus) vendus par trois « brokers » en fin de séance à 49 dollars pour le compte de Carl C. Icahn, « raider » bien connu. Il s'agit là de la plus importante transaction boursière enregistrée dans toute l'histoire de Wall Street.

VALEURS	Cours de 31 mai	Cours du 1 <sup>er</sup> juin
Alcoa	84 3/4	85 3/8
A.T.T.	38 1/2	38 5/8
Boeing	80 3/8	81
Chemical Bank	80 1/2	81 1/2
Du Pont de Nemours	110 1/4	111
Eastman Kodak	44 3/4	45 1/8
Exxon	41 1/4	42 1/8
Ford	48 3/4	49 3/8
General Electric	54 3/4	55 1/8
General Motors	51 1/8	52 1/8
IBM	108 5/8	110
J.P.M.	85	86
McDonald	51 1/2	51 5/8
Pepsi	81	81 1/2
Schering	39 3/8	40 1/4
Texaco	51 1/4	49 1/4
U.S. Corp. et Alégo	122 1/2	122 1/2
United States Steel	34 7/8	35
Westinghouse	83	83 3/4
Xerox Corp.	83 3/4	83 3/4

## LONDRES, 1<sup>er</sup> juin

### Inquiétude

Pour la troisième fois consécutive, le recul s'est poursuivi au Stock Exchange, la menace d'une nouvelle hausse des taux d'intérêt britanniques assombrissant toujours le marché. L'indice Footsie des cent valeurs a terminé en recul de 11 points à 2 103,4 points. Quelque 512 millions de titres ont été échangés contre 536 millions la veille. Jeudi, les investisseurs n'ont pas été réellement soulagés de voir que la Bundesbank maintenait en état sa politique monétaire. L'indice Footsie a subi la séance est momentanément tombé sous la barre des 2 100 pour la première fois depuis un mois, suite aux déclarations du chancelier de l'Échiquier, M. Nigel Lawson. Ce dernier a en effet réaffirmé sa volonté de lutter contre l'inflation laissent entrevoir une possible hausse des taux britanniques. Aux magasins, Strachans a été l'acheteur de l'annonce de la chute de ses bénéfices annuels. Gateway est demeuré inchangé en dépit de rumeurs sur une offre rivalisant de supériorité avec celle de British-Telecom. Les bénéfices de British-Telecom ont déçu, mais dans le même secteur, Racal s'est apprécié après des recommandations de l'achat de cotiers. Les mines d'or se sont dépréciées ainsi que la plupart des fonds d'Etat.

## FAITS ET RÉSULTATS

● **Hapag-Lloyd** : 2 milliards de deuteschemarks d'investissements. Le groupe d'armement fédéral Hapag-Lloyd (transport maritime, tourisme, lignes aériennes charter) a réalisé en 1988 un chiffre d'affaires de 3 milliards de deuteschemarks (11,5 milliards de francs) en augmentation de 4 % par rapport à 1987. Le secteur maritime (transport par navires porte-conteneurs) représente 63 % des activités du groupe. En 1988, le bénéfice net a nettement diminué (41 millions de deuteschemarks contre 71 en 1987) à cause d'annulations de commandes de navires et de réductions de dépenses exceptionnelles sur les navires et les avions. L'ensemble du programme d'investissement sur la période 1989-1992 représente une somme de 2 milliards de deuteschemarks.

● **MATIF-OMF** : plus de 1 000 contrats traités lors du lancement du BTAN en mai. — Jeudi 1<sup>er</sup> juin, MATIFSA et OMF, les deux marchés à terme d'instruments financiers français, ont lancé conjointement un nouveau contrat le BTAN cinq ans (bon du Trésor annuel normalisé) permettant aux gestionnaires de trésorerie d'étendre leur possibilité de couverture à moyen terme sur les risques liés aux taux d'intérêt. Pour son premier jour de lancement, plus de 1 000 contrats ont été traités, représentant ensemble une valeur supérieure au milliard de francs. Une trentaine d'adhérents sur les treize inscrits ont participé aux transactions sur ce marché dont OMF assure l'orientation et MATIFSA garantit les mouvements financiers (appel de marge et dépôt de garantie).

● **NTT** : baisse de 5,2 % du bénéfice. — Le géant japonais de télécommunications Nippon Telegraph and Telephone Corporation (NTT) a enregistré une chute de

5,2 % de son bénéfice net non consolidé à 230 milliards de yens (11,4 milliards de francs) pour l'exercice achevé le 31 mars dernier. Le chiffre d'affaires a également reculé, de 0,2 %, à 5 630 milliards de yens (270 milliards de francs). Pour l'exercice en cours, NTT prévoit encore des résultats en baisse avec un chiffre d'affaires à 5 620 milliards de yens (268 milliards de francs) et un bénéfice net consolidé de 223 milliards de yens (10,7 milliards de francs). L'ensemble du programme d'investissement sur la période 1989-1992 représente une somme de 2 milliards de deuteschemarks.

● **Chargeurs SA** : dividende en hausse. — Le groupe Chargeurs SA (transport aérien, croisières, textile) versera au titre de l'exercice 1988 un dividende de 21 F, soit fiscal compris, contre 18 F l'année précédente, à l'indiqué le 1<sup>er</sup> juin la groupe dans un communiqué.

Chargeurs précise par ailleurs que les quatre premiers mois de l'exercice 1989 se sont déroulés « dans une conjonction favorable » pour les sociétés du groupe. En 1989, le groupe bénéficiera de la plus-value de 700 millions de francs réalisée sur la vente de Spontex (éponge) à Hutchinson (groupe Total) et de la hausse du dollar. La division tissus doit le chiffre d'affaires atteint 3 milliards de francs, restera déficitaire en 1989 mais ses résultats devraient s'améliorer rapidement à partir de 1990 », précise Chargeurs. Le groupe présidé par M. Jérôme Seydoux avait enregistré en 1988 un bénéfice net consolidé (part du groupe) de 913 millions de francs, en hausse de 37,5 % sur 1987, pour un chiffre d'affaires consolidé de 15,57 milliards de francs, en progression de 45 %.

## PARIS, 2<sup>er</sup> juin

### Raffermissement

Asses incertaine ces derniers jours sur l'attitude à prendre, la Bourse de Paris s'est nettement raffermie, à la veille du week-end. À l'ouverture, pourtant, l'affirmation des investisseurs a été de 0,02 %. Mais, progressivement, comme durant les précédentes séances, le marché a regagné du terrain. Vers midi, l'indiceur instantané enregistrerait une avance de 0,25 %. Dans l'après-midi, il s'élevait à 0,46 % au-dessus de son précédent niveau.

La veille, le marché avait adroitement paré l'impressionnisme de la Bundesbank, en matière de taux. Cette fois, selon les professionnels, à l'instar de Wall Street, il table sur une légère réduction du chômage américain (5,2 %, contre 5,3 %, selon les prévisions), avec un maximum de 210 000 emplois créés, autrement dit, sur des chiffres qui ne traduiront pas une surchauffe mais une récession non plus. « Touche pas à mes taux, pas trop non plus au chômage », disait un analyste.

Sur le parquet, les professionnels se déclarent généralement satisfaits du comportement de la Bourse, qui continue de « flirter » avec ses plus hauts niveaux, dans une ambiance relativement active (en moyenne 2 milliards de francs de transactions par jour sur les valeurs françaises).

Le danger d'un relèvement du loyer de l'argent en France s'éloigne, il est vrai.

Le marché obligataire et le MATIF ont traduit le phénomène en montant légèrement, ce qui a contribué à enrayer les initiatives d'achat. Les spécialistes signalent même 1 « demande, sinon effrénée, du moins intéressante » en provenance de l'étranger.

Ajoutons que la baisse du dollar a contribué à favoriser des courants d'achat. Peut-être en propose de diriger ses titres par deux. D'autre part, l'eurotunnel, qui avait baissé jeudi sur des rumeurs selon lesquelles les travaux seraient arrêtés du côté français, est remonté après démenti.

## TOKYO, 2<sup>er</sup> juin

### Nouveau recul

La semaine s'est achevée à la Bourse de Tokyo sur une nouvelle et sensible baisse des cours. Une fois encore, la séance s'est ouverte sur une note plutôt optimiste. Mais la tendance a vite basculé ensuite. En fin de matinée, le Nikkei perdait déjà 90,81 points. À la clôture, il s'élevait à 33 667,42, soit 313,93 points (-0,92 %) en dessous de son niveau précédent. La baisse pour la semaine atteint 1,53 %.

Selon les professionnels, les investisseurs, qui attendent comme partout les chiffres de l'emploi aux États-Unis pour leur tour à 14 h 30, n'ont pas voulu prendre le moindre risque. Beaucoup ont donc procédé aux dégellements de précaution d'usage. L'activité, cependant, est restée modérée avec quelques 1,4 milliard de titres échangés contre 1,6 milliard la veille.

Net recul des transports maritimes, des bureaux, des chimiques, des pièces et des constructions. Aucune des supermarchés, des services publics et des grands magasins.

VALEURS	Cours de 1 <sup>er</sup> juin	Cours du 2 <sup>er</sup> juin
Akai	849	840
Daewoo	860	850
Canon	1880	1880
Fuji Bank	3350	3320
Hitachi	3350	3320
Mitsubishi	2330	2340
Nissan	1170	1160
Sony Corp.	780	780
Toshiba	2770	2740

## PARIS :

### Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amis à Amis	411	411	Le 1 <sup>er</sup> Euro de l'Inde	375	375
Amis à Amis	288	288	Le 1 <sup>er</sup> Euro de l'Inde	280	280
B.A.C.	277 50	277 50	Le 1 <sup>er</sup> Euro de l'Inde	188	188
B. Daresbury & Amis	600	600	Le 1 <sup>er</sup> Euro de l'Inde	285	285
B.L.P.	686	686	Le 1 <sup>er</sup> Euro de l'Inde	214	214
B.L.P.	788	788	Le 1 <sup>er</sup> Euro de l'Inde	172 80	172 80
B.L.P.	626	626	Le 1 <sup>er</sup> Euro de l'Inde	19 30	19 30
B.L.P.	936	936	Le 1 <sup>er</sup> Euro de l'Inde	846	846
B.L.P.	286	286	Le 1 <sup>er</sup> Euro de l'Inde	287	287
B.L.P.	1846	1846	Le 1 <sup>er</sup> Euro de l'Inde	1025	1025
B.L.P.	835	835	Le 1 <sup>er</sup> Euro de l'Inde	185	185
B.L.P.	840	840	Le 1 <sup>er</sup> Euro de l'Inde	405	405
B.L.P.	686	686	Le 1 <sup>er</sup> Euro de l'Inde	500	500
B.L.P.	1832	1832	Le 1 <sup>er</sup> Euro de l'Inde	324	324
B.L.P.	1832	1832	Le 1 <sup>er</sup> Euro de l'Inde	56	56
B.L.P.	1832	1832	Le 1 <sup>er</sup> Euro de l'Inde	531	531
B.L.P.	1832	1832	Le 1 <sup>er</sup> Euro de l'Inde	808	808
B.L.P.	1832	1832	Le 1 <sup>er</sup> Euro de l'Inde	531	531
B.L.P.	1832	1832	Le 1 <sup>er</sup> Euro de l'Inde	307 50	307 50
B.L.P.	1832	1832	Le 1 <sup>er</sup> Euro de l'Inde	1975	1975
B.L.P.	1832	1832	Le 1 <sup>er</sup> Euro de l'Inde	225	225
B.L.P.	1832	1832	Le 1 <sup>er</sup> Euro de l'Inde	530	530
B.L.P.	1832	1832	Le 1 <sup>er</sup> Euro de l'Inde	385	385
B.L.P.	1832	1832	Le 1 <sup>er</sup> Euro de l'Inde	108 30	108 30
B.L.P.	1832	1832	Le 1 <sup>er</sup> Euro de l'Inde	686	686
B.L.P.	1832	1832	Le 1 <sup>er</sup> Euro de l'Inde	1959	1959
B.L.P.	1832	1832	Le 1 <sup>er</sup> Euro de l'Inde	473	473
B.L.P.	1832	1832	Le 1 <sup>er</sup> Euro de l'Inde	328	328
B.L.P.	1832	1832	Le 1 <sup>er</sup> Euro de l'Inde	748	748
B.L.P.	1832	1832	Le 1 <sup>er</sup> Euro de l'Inde	246	246
B.L.P.	1832	1832	Le 1 <sup>er</sup> Euro de l'Inde	237	237
B.L.P.	1832	1832	Le 1 <sup>er</sup> Euro de l'Inde	427	427
B.L.P.	1832	1832	Le 1 <sup>er</sup> Euro de l'Inde	219	219
B.L.P.	1832	1832	Le 1 <sup>er</sup> Euro de l'Inde	530	530
B.L.P.	1832	1832	Le 1 <sup>er</sup> Euro de l'Inde	215	215

LA BOURSE SUR MINITEL  
**36-15** TAPEZ  
LEMONDE

## Marché des options négociables le 1<sup>er</sup> juin 1989

Nombre de contrats : 13 574.

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		juin	sept.	juin	sept.
Accor	400	74,50	80	—	—
OCF	440	8,50	17,50	12,50	21
EX-AMER	480	37,50	37	—	19
Euromat SA-PLC	90	25	26	0,30	1,50
Lafarge-Coppée	1700	4	31,50	—	—
Michelin	180	—	26	—	3,60
MSL	1550	5	34	—	—
Paribas	480	17,50	35	3,50	10
Pinget	1700	41	91	50	86
Saint-Gobain	600	30	44,50	5	20
Société générale	480	15	34	10	—
Thomson-CSF	280	28	32	0,90	5

## MATIF

Notional 10 % — Cotation en pourcentage du 1<sup>er</sup> juin 1989

Nombre de contrats : 49 515.

COURS	ÉCHÉANCES		
	juin 89	sept. 89	déc. 89
Dernier	106,62	106,54	106,12
Précédent	106,52	106,38	106

Options sur notional

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	sept. 89	déc. 89	sept. 89	déc. 89
106	1,28	1,58	0,79	1,43

## INDICES

CHANGES	BOURSES
Dollar : 6,6870 F	PARIS (INSEE, base 100 : 30-12-88)
La légère baisse du dollar entamée depuis quelques jours se poursuivait le 2 <sup>er</sup> juin dans la matinée, la devise américaine s'échangeant à 6,6870 F environ contre 6,7420 F la veille à la cotation officielle. Les marchés ont pu réagir à la décision de la Bundesbank de maintenir ses taux directeurs inchangés. Les opérateurs attendaient la publication, vendredi après-midi, des statistiques américaines du chômage en mai.	Industrielles : 2 486,14 2 486,43
FRANCFORT 1 <sup>er</sup> juin 2 juin	Industrielles (indice Financial Times)
Dollar (en DM) : 1,9335 1,9710	Mines d'or : 175,7 174,6
TOKYO 1 <sup>er</sup> juin 2 juin	Fonds d'Etat : 85,43 84,88
Dollar (en yen) : 145,52 141,88	TOKYO
MARCHÉ MONÉTAIRE (cettes privés)	1 <sup>er</sup> juin 2 juin
Paris (2 <sup>er</sup> juin) : 10/1641/16/5	Nickel Dow Jones : 33 981,25 33 667,42
New-York (1 <sup>er</sup> juin) : 11/1647/16/5	Indice général : 2 581,21 2 581,56

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		TROIS MOIS	
	+ less	+ plus	+ less	+ plus	+ less	+ plus
S.E.U.	6,6780	6,6810	- 42	- 47	- 110	- 85
S.M.	6,5684	6,5675	- 152	- 152	- 377	- 329
Yen (100)	4,7978	4,7132	+ 135	+ 137	+ 290	+ 322
DM	3,3890	3,3926	+ 48	+ 64	+ 99	+ 123
Florio	3,8881	3,9108	+ 37	+ 48	+ 75	+ 92
FR (100)	16,1852	16,2083	+ 26	+ 32	+ 47	+ 57



## BOURSE DU 2 JUIN

Compan- nies	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +/-	Compan- nies	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +/-	Compan- nies	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +/-						
3889	C.N.E. 95 & 4	3800	3780	3790	- 0.57																		
1023	SAU. T.P.	1084	1087	1087	+ 0.28																		
1024	C.E.T. T.P.	1286	1288	1289	+ 0.12																		
1120	Cal. Lyon, T.P.	1122	1123	1123	+ 0.08																		
1000	Bayport T.P.	1771	1772	1772	+ 0.06	3140	Calixt. Inc. *	1183	1125	1120	- 0.16	1470	Lafarge-Capelle	1836	1844	1842	+ 0.48	1310	St-Louis *	1330	1331	1330	+ 0.78
1944	Cal. Pac. T.P.	1930	1930	1930	+ 0.21	540	C.A.E.E. *	578	578	578	- 0.89	1360	Lafarge *	1370	1380	1361	- 0.72	1280	Selwyn	2580	2570	2570	- 0.37
1000	Cal. Pac. T.P.	1930	1930	1930	+ 0.21	540	C.A.E.E. *	578	578	578	- 0.89	1360	Lafarge *	1370	1380	1361	- 0.72	1280	Selwyn	2580	2570	2570	- 0.37
1000	Cal. Pac. T.P.	1930	1930	1930	+ 0.21	540	C.A.E.E. *	578	578	578	- 0.89	1360	Lafarge *	1370	1380	1361	- 0.72	1280	Selwyn	2580	2570	2570	- 0.37
1000	Cal. Pac. T.P.	1930	1930	1930	+ 0.21	540	C.A.E.E. *	578	578	578	- 0.89	1360	Lafarge *	1370	1380	1361	- 0.72	1280	Selwyn	2580	2570	2570	- 0.37
1000	Cal. Pac. T.P.	1930	1930	1930	+ 0.21	540	C.A.E.E. *	578	578	578	- 0.89	1360	Lafarge *	1370	1380	1361	- 0.72	1280	Selwyn	2580	2570	2570	- 0.37
1000	Cal. Pac. T.P.	1930	1930	1930	+ 0.21	540	C.A.E.E. *	578	578	578	- 0.89	1360	Lafarge *	1370	1380	1361	- 0.72	1280	Selwyn	2580	2570	2570	- 0.37
1000	Cal. Pac. T.P.	1930	1930	1930	+ 0.21	540	C.A.E.E. *	578	578	578	- 0.89	1360	Lafarge *	1370	1380	1361	- 0.72	1280	Selwyn	2580	2570	2570	- 0.37
1000	Cal. Pac. T.P.	1930	1930	1930	+ 0.21	540	C.A.E.E. *	578	578	578	- 0.89	1360	Lafarge *	1370	1380	1361	- 0.72	1280	Selwyn	2580	2570	2570	- 0.37
1000	Cal. Pac. T.P.	1930	1930	1930	+ 0.21	540	C.A.E.E. *	578	578	578	- 0.89	1360	Lafarge *	1370	1380	1361	- 0.72	1280	Selwyn	2580	2570	2570	- 0.37
1000	Cal. Pac. T.P.	1930	1930	1930	+ 0.21	540	C.A.E.E. *	578	578	578	- 0.89	1360	Lafarge *	1370	1380	1361	- 0.72	1280	Selwyn	2580	2570	2570	- 0.37
1000	Cal. Pac. T.P.	1930	1930	1930	+ 0.21	540	C.A.E.E. *	578	578	578	- 0.89	1360	Lafarge *	1370	1380	1361	- 0.72	1280	Selwyn	2580	2570	2570	- 0.37
1000	Cal. Pac. T.P.	1930	1930	1930	+ 0.21	540	C.A.E.E. *	578	578	578	- 0.89	1360	Lafarge *	1370	1380	1361	- 0.72	1280	Selwyn	2580	2570	2570	- 0.37
1000	Cal. Pac. T.P.	1930	1930	1930	+ 0.21	540	C.A.E.E. *	578	578	578	- 0.89	1360	Lafarge *	1370	1380	1361	- 0.72	1280	Selwyn	2580	2570	2570	- 0.37
1000	Cal. Pac. T.P.	1930	1930	1930	+ 0.21	540	C.A.E.E. *	578	578	578	- 0.89	1360	Lafarge *	1370	1380	1361	- 0.72	1280	Selwyn	2580	2570	2570	- 0.37
1000	Cal. Pac. T.P.	1930	1930	1930	+ 0.21	540	C.A.E.E. *	578	578	578	- 0.89	1360	Lafarge *	1370	1380	1361	- 0.72	1280	Selwyn	2580	2570	2570	- 0.37
1000	Cal. Pac. T.P.	1930	1930	1930	+ 0.21	540	C.A.E.E. *	578	578	578	- 0.89	1360	Lafarge *	1370	1380	1361	- 0.72	1280	Selwyn	2580	2570	2570	- 0.37
1000	Cal. Pac. T.P.	1930	1930	1930	+ 0.21	540	C.A.E.E. *	578	578	578	- 0.89	1360	Lafarge *	1370	1380	1361	- 0.72	1280	Selwyn	2580	2570	2570	- 0.37
1000	Cal. Pac. T.P.	1930	1930	1930	+ 0.21	540	C.A.E.E. *	578	578	578	- 0.89	1360	Lafarge *	1370	1380	1361	- 0.72	1280	Selwyn	2580	2570	2570	- 0.37
1000	Cal. Pac. T.P.	1930	1930	1930	+ 0.21	540	C.A.E.E. *	578	578	578	- 0.89	1360	Lafarge *	1370	1380	1361	- 0.72	1280	Selwyn	2580	2570	2570	- 0.37
1000	Cal. Pac. T.P.	1930	1930	1930	+ 0.21	540	C.A.E.E. *	578	578	578	- 0.89	1360	Lafarge *	1370	1380	1361	- 0.72	1280	Selwyn	2580	2570	2570	- 0.37
1000	Cal. Pac. T.P.	1930	1930	1930	+ 0.21	540	C.A.E.E. *	578	578	578	- 0.89	1360	Lafarge *	1370	1380	1361	- 0.72	1280	Selwyn	2580	2570	2570	- 0.37
1000	Cal. Pac. T.P.	1930	1930	1930	+ 0.21	540	C.A.E.E. *	578	578	578	- 0.89	1360	Lafarge *	1370	1380	1361	- 0.72	1280	Selwyn	2580	2570	2570	- 0.37
1000	Cal. Pac. T.P.	1930	1930	1930	+ 0.21	540	C.A.E.E. *	578	578	578	- 0.89	1360	Lafarge *	1370	1380	1361	- 0.72	1280	Selwyn	2580	2570	2570	- 0.37
1000	Cal. Pac. T.P.	1930	1930	1930	+ 0.21	540	C.A.E.E. *	578	578	578	- 0.89	1360	Lafarge *	1370	1380	1361	- 0.72	1280	Selwyn	2580	2570	2570	- 0.37
1000	Cal. Pac. T.P.	1930	1930	1930	+ 0.21	540	C.A.E.E. *	578	578	578	- 0.89	1360	Lafarge *	1370	1380	1361	- 0.72	1280	Selwyn	2580	2570	2570	- 0.37
1000	Cal. Pac. T.P.	1930	1930	1930	+ 0.21	540	C.A.E.E. *	578	578	578	- 0.89	1360	Lafarge *	1370	1380	1361	- 0.72	1280	Selwyn	2580	2570	2570	- 0.37
1000	Cal. Pac. T.P.	1930	1930	1930	+ 0.21	540	C.A.E.E. *	578	578	578	- 0.89	1360	Lafarge *	1370	1380	1361	- 0.72	1280	Selwyn	2580	2570	2570	- 0.37
1000	Cal. Pac. T.P.	1930	1930	1930	+ 0.21	540	C.A.E.E. *	578	578	578	- 0.89	1360	Lafarge *	1370	1380	1361	- 0.72	1280	Selwyn	2580	2570	2570	- 0.37
1000	Cal. Pac. T.P.	1930	1930	1930	+ 0.21	540	C.A.E.E. *	578	578	578	- 0.89	1360	Lafarge *	1370	1380	1361	- 0.72	1280	Selwyn	2580	2570	2570	- 0.37
1000	Cal. Pac. T.P.	1930	1930	1930	+ 0.21	540	C.A.E.E. *	578	578	578	- 0.89	1360	Lafarge *	1370	1380	1361	- 0.72	1280	Selwyn	2580	2570	2570	- 0.37
1000	Cal. Pac. T.P.	1930	1930	1930	+ 0.21	540	C.A.E.E. *	578	578	578	- 0.89	1360	Lafarge *	1370	1380	1361	- 0.72	1280	Selwyn	2580	2570	2570	- 0.37
1000	Cal. Pac. T.P.	1930	1930	1930	+ 0.21	540	C.A.E.E. *	578	578	578	- 0.89	1360	Lafarge *	1370	1380	1361	- 0.72	1280	Selwyn	2580	2570	2570	- 0.37
1000	Cal. Pac. T.P.	1930	1930	1930	+ 0.21	540	C.A.E.E. *	578	578	578	- 0.89	1360	Lafarge *	1370	1380	1361	- 0.72	1280	Selwyn	2580	2570	2570	- 0.37
1000	Cal. Pac. T.P.	1930	1930	1930	+ 0.21	540	C.A.E.E. *	578	578	578	- 0.89	1360	Lafarge *	1370	1380	1361	- 0.72	1280	Selwyn	2580	2570	2570	- 0.37
1000	Cal. Pac. T.P.	1930	1930	1930	+ 0.21	540	C.A.E.E. *	578	578	578	- 0.89	1360	Lafarge *	1370	1380	1361	- 0.72	1280	Selwyn	2580	2570	2570	- 0.37
1000	Cal. Pac. T.P.	1930	1930	1930	+ 0.21	540	C.A.E.E. *	578	578	578	- 0.89	1360	Lafarge *	1370	1380	1361	- 0.72	1280	Selwyn	2580	2570	2570	- 0.37
1000	Cal. Pac. T.P.	1930	1930	1930	+ 0.21	540	C.A.E.E. *	578	578	578	- 0.89	1360	Lafarge *	1370	1380	1361	- 0.72	1280	Selwyn	2580	2570	2570	- 0.37
1000	Cal. Pac. T.P.	1930	1930	1930	+ 0.21	540	C.A.E.E. *	578	578	578	- 0.89	1360	Lafarge *	1370	1380	1361	- 0.72	1280	Selwyn	2580	2570	2570	- 0.37
1000	Cal. Pac. T.P.	1930	1930	1930	+ 0.21	540	C.A.E.E. *	578	578	578	- 0.89	1360	Lafarge *	1370	1380	1361	- 0.72	1280	Selwyn	2580	2570	2570	- 0.37
1000	Cal. Pac. T.P.	1930	1930	1930	+ 0.21	540	C.A.E.E. *	578	578	578	- 0.89	1360	Lafarge *	1370	1380	1361	- 0.72	1280	Selwyn	2580	2570	2570	- 0.37
1000	Cal. Pac. T.P.	1930	1930	1930	+ 0.21	540	C.A.E.E. *	578	578	578	- 0.89	1360	Lafarge *	1370	1380	1361	- 0.72	1280	Selwyn	2580	2570	2570	- 0.37
1000	Cal. Pac. T.P.	1930	1930	1930	+ 0.21	540	C.A.E.E. *	578	578	578	- 0.89	1360	Lafarge *	1370	1380	1361	- 0.72	1280	Selwyn	2580	2570	2570	- 0.37
1000	Cal. Pac. T.P.	1930	1930	1930	+ 0.21	540	C.A.E.E. *	578	578	578	- 0.89	1360	Lafarge *	1370	1380	1361	- 0.72	1280	Selwyn	2580	2570	2570	- 0.37
1000	Cal. Pac. T.P.	1930	1930	1930	+ 0.21	540	C.A.E.E. *	578	578	578	- 0.89	1360	Lafarge *	1370	1380	1361	- 0.72	1280	Selwyn	2580	2570	2570	- 0.37
1000	Cal. Pac. T.P.	1930	1930	1930	+ 0.21	540	C.A.E.E. *	578	578	578	- 0.89	1360	Lafarge *	1370	1380	1361	- 0.72	1280	Selwyn	2580	2570	2570	- 0.37
1000	Cal. Pac. T.P.	1930	1930	1930	+ 0.21	540	C.A.E.E. *	578	578	578	- 0.89	1360	Lafarge *	1370	1380	1361	- 0.72	1280	Selwyn	2580	2570	2570	- 0.37
1000	Cal. Pac. T.P.	1930	1930	1930	+ 0.21	540	C.A.E.E. *	578	578	578	- 0.89	1360	Lafarge *	1370	1380	1361	- 0.72	1280	Selwyn	2580	2570	2570	- 0.37
1000	Cal. Pac. T.P.	1930	1930	1930	+ 0.21	540	C.A.E.E. *	578	578	578	- 0.89	1360	Lafarge *	1370	1380	1361	- 0.72	1280	Selwyn	2580	2570	2570	- 0.37
1000	Cal. Pac. T.P.	1930	1930	1930	+ 0.21	540	C.A.E.E. *	578	578	578	- 0.89	1360	Lafarge *	1370	1380	1361	- 0.72	1280	Selwyn	2580	2570	2570	- 0.37
1000	Cal. Pac. T.P.	1930	1930	1930	+ 0.21	540	C.A.E.E. *	578	578	578	- 0.89	1360	Lafarge *	1370	1380	1361	- 0.72	1280	Selwyn	2580	2570	2570	- 0.37
1000	Cal. Pac. T.P.	1930	1930	1930	+ 0.21	540	C.A.E.E. *	578	578	578	- 0.89	1360	Lafarge *	1370	1380	1361	- 0.72	1280	Selwyn	2580	2570	2570	- 0.37
1000	Cal. Pac. T.P.	1930	1930	1930	+ 0.21	540	C.A.E.E. *	578	578	578	- 0.89	1360	Lafarge *	1370	1380	1361	- 0.72	1280	Selwyn	2580	2570	2570	- 0.37
1000	Cal. Pac. T.P.	1930	1930	1930	+ 0.21	540	C.A.E.E. *	578	578	578	- 0.89	1360	Lafarge *	1370	1380	1361	- 0.72	1280					

Comptant

(inflation)

SICAV

(inflation)

1/6

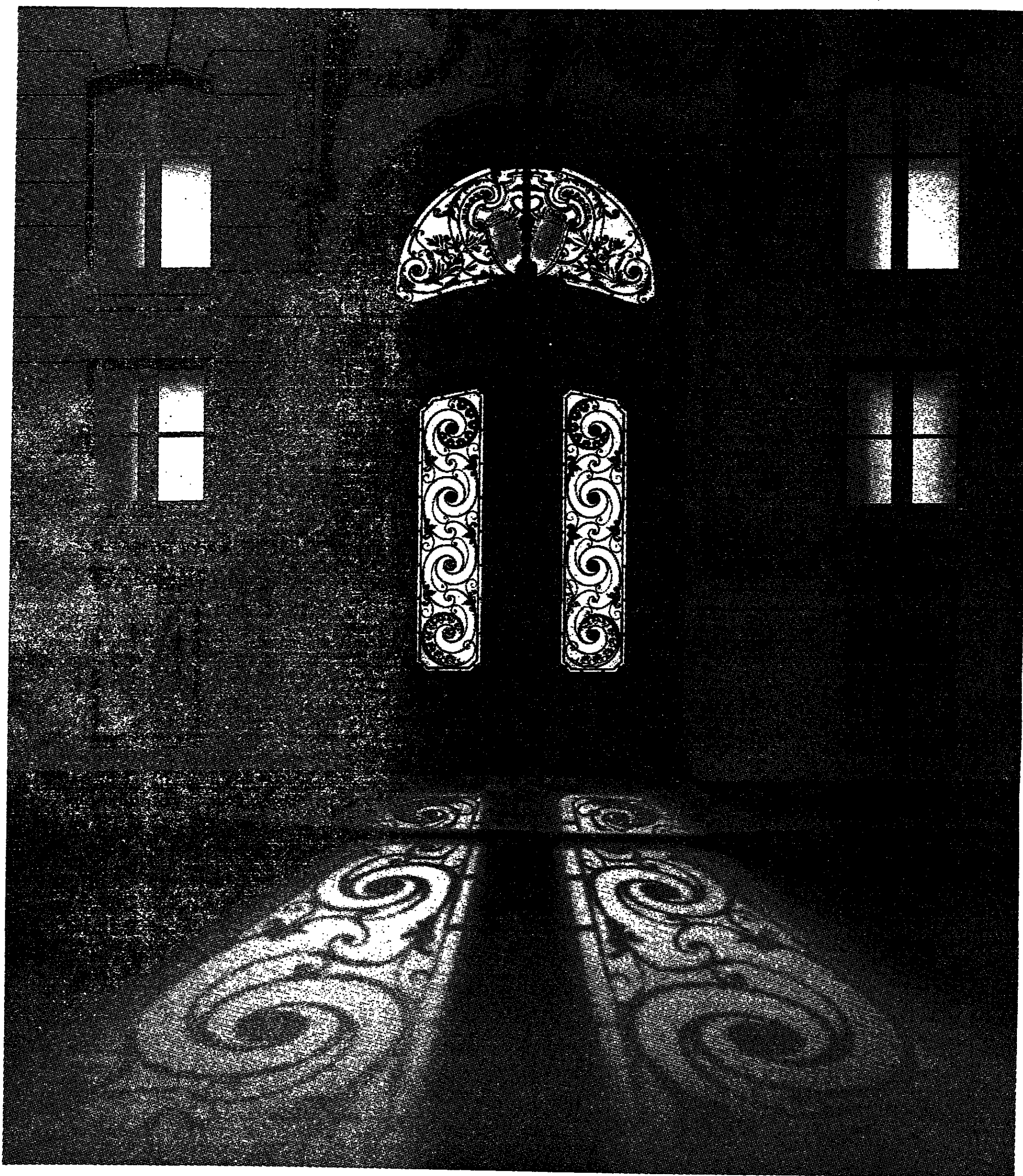
VALEURS	% du mois	% du cours	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission Préc. Incl.	Précet net	VALEURS	Emission Préc. Incl.	Précet net	VALEURS	Emission Préc. Incl.	Précet net
Obligations								Étrangères								
Exp. 5.00 57 77	128 40	8 291	1007	1050	1001	1235	1300	A.A.A.	1011 76	447 76	France-Obligations	460 21	179 39	Pratichette Reale	179 39	169 59
9.00 70 70/93	101 87	8 728	1007	1050	1001	1235	1300	Adrian	224 44	228 17	France	472 57	469 19	Pavel	469 19	942 45
10.00 50 70/84	109 40	8 219						Action France	102 71	913 46	France-Prix	103	103	Reinhold	248 26	701 35
12.00 50 70/84	109 40	8 219						Action sélectionnée	840 39	877 23	France-Région	1181 08	1186 07	Reinhold	744 50	701 35
12.00 50 70/84	109 40	8 219						Adrian	111 02	109 01	France-Amériques	29 13	29 13	Reinhold	1111 36	1111 36
12.00 50 70/84	109 40	8 219						A.G.F. Action Int-OP	119 12	119 12	France-Europe	29 13	29 13	Reinhold	2091 74	2091 74
12.00 50 70/84	109 40	8 219						A.G.F. CDO	1054 91	1044 47	France-Inde	29 13	29 13	Reinhold	9472 97	9472 97
12.00 50 70/84	109 40	8 219						A.G.F. CDO	1054 91	1044 47	France-Inde	29 13	29 13	Reinhold	9472 97	9472 97
12.00 50 70/84	109 40	8 219						A.G.F. CDO	1054 91	1044 47	France-Inde	29 13	29 13	Reinhold	9472 97	9472 97
12.00 50 70/84	109 40	8 219						A.G.F. CDO	1054 91	1044 47	France-Inde	29 13	29 13	Reinhold	9472 97	9472 97
12.00 50 70/84	109 40	8 219						A.G.F. CDO	1054 91	1044 47	France-Inde	29 13	29 13	Reinhold	9472 97	9472 97
12.00 50 70/84	109 40	8 219						A.G.F. CDO	1054 91	1044 47	France-Inde	29 13	29 13	Reinhold	9472 97	9472 97
12.00 50 70/84	109 40	8 219						A.G.F. CDO	1054 91	1044 47	France-Inde	29 13	29 13	Reinhold	9472 97	9472 97
12.00 50 70/84	109 40	8 219						A.G.F. CDO	1054 91	1044 47	France-Inde	29 13	29 13	Reinhold	9472 97	9472 97
12.00 50 70/84	109 40	8 219						A.G.F. CDO	1054 91	1044 47	France-Inde	29 13	29 13	Reinhold	9472 97	9472 97
12.00 50 70/84	109 40	8 219						A.G.F. CDO	1054 91	1044 47	France-Inde	29 13	29 13	Reinhold	9472 97	9472 97
12.00 50 70/84	109 40	8 219						A.G.F. CDO	1054 91	1044 47	France-Inde	29 13	29 13	Reinhold	9472 97	9472 97
12.00 50 70/84	109 40	8 219						A.G.F. CDO	1054 91	1044 47	France-Inde	29 13	29 13	Reinhold	9472 97	9472 97
12.00 50 70/84	109 40	8 219						A.G.F. CDO	1054 91	1044 47	France-Inde	29 13	29 13	Reinhold	9472 97	9472 97
12.00 50 70/84	109 40	8 219						A.G.F. CDO	1054 91	1044 47	France-Inde	29 13	29 13	Reinhold	9472 97	9472 97
12.00 50 70/84	109 40	8 219						A.G.F. CDO	1054 91	1044 47	France-Inde	29 13	29 13	Reinhold	9472 97	9472 97
12.00 50 70/84	109 40	8 219						A.G.F. CDO	1054 91	1044 47	France-Inde	29 13	29 13	Reinhold	9472 97	9472 97
12.00 50 70/84	109 40	8 219						A.G.F. CDO	1054 91	1044 47	France-Inde	29 13	29 13	Reinhold	9472 97	9472 97
12.00 50 70/84	109 40	8 219						A.G.F. CDO	1054 91	1044 47	France-Inde	29 13	29 13	Reinhold	9472 97	9472 97
12.00 50 70/84	109 40	8 219						A.G.F. CDO	1054 91	1044 47	France-Inde	29 13	29 13	Reinhold	9472 97	9472 97
12.00 50 70/84	109 40	8 219						A.G.F. CDO	1054 91	1044 47	France-Inde	29 13	29 13	Reinhold	9472 97	9472 97
12.00 50 70/84	109 40	8 219						A.G.F. CDO	1054 91	1044 47	France-Inde	29 13	29 13	Reinhold	9472 97	9472 97
12.00 50 70/84	109 40	8 219						A.G.F. CDO	1054 91	1044 47	France-Inde	29 13	29 13	Reinhold	9472 97	9472 97
12.00 50 70/84	109 40	8 219						A.G.F. CDO	1054 91	1044 47	France-Inde	29 13	29 13	Reinhold	9472 97	9472 97
12.00 50 70/84	109 40	8 219						A.G.F. CDO	1054 91	1044 47	France-Inde	29 13	29 13	Reinhold	9472 97	9472 97
12.00 50 70/84	109 40	8 219						A.G.F. CDO	1054 91	1044 47	France-Inde	29 13	29 13	Reinhold	9472 97	9472 97
12.00 50 70/84	109 40	8 219						A.G.F. CDO	1054 91	1044 47	France-Inde	29 13	29 13	Reinhold	9472 97	9472 97
12.00 50 70/84	109 40	8 219						A.G.F. CDO	1054 91	1044 47	France-Inde	29 13	29 13	Reinhold	9472 97	9472 97
12.00 50 70/84	109 40	8 219						A.G.F. CDO	1054 91	1044 47	France-Inde	29 13	29 13	Reinhold	9472 97	9472 97
12.00 50 70/84	109 40	8 219						A.G.F. CDO	1054 91	1044 47	France-Inde	29 13	29 13	Reinhold	9472 97	9472 97
12.00 50 70/84	109 40	8 219						A.G.F. CDO	1054 91	1044 47	France-Inde	29 13	29 13	Reinhold	9472 97	9472 97
12.00 50 70/84	109 40	8 219						A.G.F. CDO	1054 91	1044 47	France-Inde	29 13	29 13	Reinhold	9472 97	9472 97
12.00 50 70/84	109 40	8 219						A.G.F. CDO	1054 91	1044 47	France-Inde	29 13	29 13	Reinhold	9472 97	9472 97
12.00 50 70/84	109 40	8 219						A.G.F. CDO	1054 91	1044 47	France-Inde	29 13	29 13	Reinhold	9472 97	9472 97
12.00 50 70/84	109 40	8 219						A.G.F. CDO	1054 91	1044 47	France-Inde	29 13	29 13	Reinhold	9472 97	9472 97
12.00 50 70/84	109 40	8 219						A.G.F. CDO	1054 91	1044 47	France-Inde	29 13	29 13	Reinhold	9472 97	9472 97
12.00 50 70/84	109 40	8 219						A.G.F. CDO	1054 91	1044 47	France-Inde	29 13	29 13	Reinhold	9472 97	9472 97
12.00 50 70/84	109 40	8 219						A.G.F. CDO	1054 91	1044 47	France-Inde	29 13	29 13	Reinhold	9472 97	9472 97
12.00 50 70/84	109 40	8 219						A.G.F. CDO	1054 91	1044 47	France-Inde	29 13	29 13	Reinhold	9472 97	9472 97
12.00 50 70/84	109 40	8 219						A.G.F. CDO	1054 91	1044 47	France-Inde	29 13	29 13	Reinhold	9472 97	9472 97
12.00 50 70/84	109 40	8 219						A.G.F. CDO	1054 91	1044 47	France-Inde	29 13	29 13	Reinhold	9472 97	9472 97
12.00 50 70/84	109 40	8 219						A.G.F. CDO	1054 91	1044 47	France-Inde	29 13	29 13	Reinhold	9472 97	9472 97
12.00 50 70/84	109 40	8 219						A.G.F. CDO	1054 91	1044 47	France-Inde	29 13	29 13	Reinhold	9472 97	9472 97
12.00 50 70/84	109 40	8 219						A.G.F. CDO	1054 91	1044 47	France-Inde	29 13	29 13	Reinhold	9472 97	9472 97
12.00 50 70/84	109 40	8 219						A.G.F. CDO	1054 91	1044 47	France-Inde	29 13	29 13	Reinhold	9472 97	9472 97
12.00 50 70/84	109 40	8 219						A.G.F. CDO	1054 91	1044 47	France-Inde	29 13	29 13	Reinhold	9472 97	9472 97
12.00 50 70/84	109 40	8 219						A.G.F. CDO	1054 91	1044 47	France-Inde	29 13	29 13	Reinhold	9472 97	9472 97
12.00 50 70/84	109 40	8 219						A.G.F. CDO	1054 91	1044 47	France-Inde	29 13	29 13	Reinhold	9472 97	9472 97
12.00 50 70/84	109 40	8 219						A.G.F. CDO	1054 91	1044 47	France-Inde	29 13	29 13	Reinhold	9472 97	9472 97
12.00 50 70/84	109 40	8 219						A.G.F. CDO	1054 91	1044 47	France-Inde	29 13	29 13	Reinhold	9472 97	9472 97
12.00 50 70/84	109 40	8 219						A.G.F. CDO	1054 91	1044 47	France-Inde	29 13	29 13	Reinhold	9472 97	9472 97
12.00 50 70/84	109 40	8 219						A.G.F. CDO	1054 91	1044 47	France-Inde	29 13	29 13	Reinhold	9472 97	9472 97
12.00 50 70/84	109 40	8 219						A.G.F. CDO	1054 91	1044 47	France-Inde	29 13	29 13	Reinhold	9472 97	9472 97
12.00 50 70/84	109 40	8 219						A.G.F. CDO	1054 91	1044 47	France-Inde	29 13	29 13	Reinhold	9472 97	9472 97
12.00 50 70/84	109 40	8 219						A.G.F. CDO	1054 91	1044 47	France-Inde	29 13	29 13	Reinhold	9472 97	9472 97
12.00 50 70/84	109 40	8 219						A.G.F. CDO	1054 91	1044 47	France-Inde	29 13	29 13	Reinhold	9472 97	9472 97
12.00 50 70/84	109 40	8 219						A.G.F. CDO	1054 91	1044 47	France-Inde	29 13	29 13	Reinhold	9472 97	9472 97
12.00 50 70/84	109 40	8 219						A.G.F. CDO	1054 91	1044 47	France-Inde	29 13	29 13	Reinhold	9472 97	9472 97
12.00 50 70/84	109 40	8 219						A.G.F. CDO	1054 91	1044 47	France-Inde	29 13	29 13	Reinhold	9472 97	9472 97
12.00 50 70/84	109 40	8 219						A.G.F. CDO	1054 91	1044 47	France-Inde	29 13	29 13	Reinhold	9472 97	9472 97
12.00 50 70/84	109 40	8 219						A.G.F. CDO	1054 91	1044 47	France-Inde	29 13	29 13	Reinhold	9472 97	9472 97
12.00 50 70/84	109 40	8 219						A.G.F. CDO	1054 91	1044 47	France-Inde	29 13	29 13	Reinhold	9472 97	9472 97
12.00 50 70/84	109 40	8 219						A.G.F. CDO	1054 91	1044 47	France-Inde	29 13	29 13	Reinhold	9472 97	9472 97
12.00 50 70/84	109 40	8 219						A.G.F. CDO	1054 91	1044 47	France-Inde	29 13	29 13	Reinhold	9472 97	9472 97
12.00 50 70/84	109 40	8 219						A.G.F. CDO	1054 91	1044 47	France-Inde	29 13	29 13	Reinhold	9472 97	9472 97
12.00 50 70/84	109 40	8 219						A.G.F. CDO	1054 91	1044 47	France-Inde	29 13	29 13	Reinhold	9472 97	9472 97
12.00 50 70/84	109 40	8 219						A.G.F. CDO	1054 91	1044 47	France-Inde	29 13	29 13	Reinhold	9472 97	9472 97



هكذا امسه الاصل

36 Le Monde • Samedi 3 juin 1989 •

*Madame, Monsieur,  
Il est toujours 4 heures de l'après-midi quelque part.*



*Paris, Tokyo, Londres, New York, Hong-Kong:  
notre champ d'action est à l'échelle du monde.  
Présent dans plus de 50 pays, opérant sur tous les  
marchés, multipliant les alliances, Paribas est  
l'une des grandes institutions bancaires et finan-  
cières internationales. Il y a toujours quelque part  
une porte de Paribas grande ouverte sur le monde.*

PARIBAS



Paribas Actionnariat, 3 rue d'Antin 75002 Paris • Tél. : (1) 42 98 17 88 • Minitel : 36 15 Eco A2.